L'ENVIRONNEMENT AU CANADA:

UNE APPROCHE FOUCALTIENNE

Par
Éric Darier

Département de Science politique
Université McGill
Montréal

Une thèse soumise à la Faculté
des études graduées et de la
recherche, en accomplissement
partiel des exigences pour le
diplôme de Docteur en philosophie

Université McGill
Montréal, Québec
Février 1993

Éric Darier © Copyright 1993

ABSTRACT. Despite the proliferation in the past 20 years of the theories of Michel Foucault and those concerning the environment, no study explicitly using a Foucauldian framework in the context of the environment has been forthcoming. The three Foucauldian approaches constitute three original ways for the study of the environment: an archaeology of the natural sciences, a genealogy of social practices and strategic ethics. To illustrate the appropriateness of a Foucauldian approach to the environment, we develop a genealogy of environmental policies in the Canadian context between 1966 and 1990. We notice the emergence of an environmental governmentality characterised by bureaucratic centralisation, and then, starting in the mid-1980s, decentralisation of the effects of power to the whole social body. This Foucauldian approach reveals the mechanisms of the social construction of an environmental subject.

RÉSUMÉ. Les théories de Michel Foucault et celles concernant l'environnement ont proliféré depuis une vingtaine d'année. Néanmoins, il n'existe aucune étude de l'environnement utilisant une perspective explicitement foucaltienne. Les trois approches foucaltiennes constituent trois façons originales d'étudier l'environnement: une archéologie des sciences naturelles, une généalogie des pratiques sociales et une éthique stratégique. Afin d'illustrer les possibilités d'une approche foucaltienne à l'environnement, nous prenons le Canada entre 1966 et 1990 comme étude de cas et choisissons l'approche foucaltienne la plus prometteuse, c'est-à-dire une généalogie des politiques environnementales. Nous observerons la mise en place d'une gouvernementalité environnementale caractérisée d'abord par une centralisation bureaucratique, puis à partir du milieu des années 1980, d'une décentralisation des effets de pouvoir dans l'ensemble du corps social. Cette approche foucaltienne permet de révéler les mécanismes de la construction sociale d'un sujet environnemental.

TABLE DES MATIERES

Abstract/Résumé

Table des matières iii

Remerciements vii

Introduction 1

Première partie:
Michel Foucault et la «Nature»

Chapitre un: La «Nature» de Michel Foucault 13

I) «L'auteur» et «l'individu» Michel Foucault 16
A) Foucault en tant que membre de l'élite étudiante bourgeoise 19
B) Foucault en tant que fonctionnaire manqué 21
C) Foucault en tant que membre de l'élite intellectuelle et académique française 22

II) Foucault et les contextes intellectuels de l'après-deuxième guerre mondiale en France 24
A) Foucault et le marxisme 26
B) Foucault et le structuralisme 31
C) Foucault et le post-modernisme 34

III) Le contexte épistémologique 44

Conclusion: L'appartenance marginale de Foucault 50

Chapitre deux: La «Nature» chez Michel Foucault 53

I) Quelques mots de Foucault sur le thème de la «Nature» 55

II) La «Nature» dans Les mots et les choses 58

III) Le savoir-pouvoir, la gouvernementalité et la «Nature» 70
A) La volonté de savoir et la «Nature» 71
B) Le pouvoir, la gouvernementalité et la «Nature» 76

Conclusion: A la recherche inutile de Foucault, «l'environnementaliste» 85

Chapitre trois: L'archéologie, la généalogie et l'éthique de la «Nature» 89

I) L'archéologie et la généalogie: des approches historiques 89

II) L'archéologie et la généalogie: des stratégies de résistance au «savoir-pouvoir» et à la «gouvernementalité»? 106

III) Vers une éthique à la Foucault? 112

Deuxième partie:
La gouvernementalité environnementale au Canada

Chapitre quatre: Épistémologie des sciences naturelles, éthique et gouvernementalité environnementales 123

I) Les sciences et l'environnement au Canada 124
A) Des sciences naturelles à l'écologie: une dimension universelle? 125
B) Des sciences naturelles à l'écologie: une dimension canadienne? 130
C) Des sciences de la santé à l'écologie 137

II) L'éthique environnementale 139
A) De l'éthique normative 139
B) De l'éthique stratégique 147

III) Les analyses de politiques environnementales 151
A) De la gouvernementalité environnementale 152
B) De la biopolitique à l'écopolitique 157
C) De la résistance environnementale 161

Conclusion: Stratégies «pastorales» et «royales» d'une gouvernementalité environnementale et d'une écopolitique 163

Chapitre cinq: Gouvernementalité environnementale au Canada: constitution et bureaucraties 165

I) La toile de fond de la problématisation environnementale au Canada: un fédéralisme environnemental? 169
A) Espace, population et environnement 171
B) Pouvoir, stratégie et environnement 176
C) Fédéralisme, compétences et environnement 177

II) Bureaucraties environnementales: 1966-1990 182
A) Environnement Canada 183
B) Les bureaucraties environnementales provinciales 193
C) Les autres bureaucraties environnementales:
limites ou renforcement du pouvoir «royal»? 196

Conclusion: Construction d'une identité canadienne, contrôle du territoire, de la population et de la «Nature»:
une stratégie «royale» et bureaucratique de pouvoir? 200

Chapitre six: Gouvernementalité environnementale au Canada: législations, punitions et évaluations 204

I) Les législations antipollutions et environnementales:
du biopolitique à l'écopolitique? 205
A) Le contexte textuel: législations antipollutions 205
B) D'une biopolitique à une écopolitique 211

II) Disciplines environnementales: échec d'une stratégie royale de pouvoir? 222
A) Réglementations et normes environnementales 223
B) Punitions, «police verte» et droit à un environnement sain 225
i) Punitions 225
ii) Police verte 228
iii) Le droit à un environnement sain 231

III) Évaluations environnementales:
stratégie bureaucratico-royale et stratégie écologico-pastorale 235
A) Les évaluations environnementales comme
pratiques bureaucratico-royales de pouvoir 236
B) Les évaluations environnementales comme
stratégie écologico-pastorale 245
i) Vers une biopolitique des évaluations environnementales 245
ii) Vers une stratégie de pouvoir
de type pastoral des évaluations environnementales 249

Conclusion: Les limites d'une stratégie «royale»
de pouvoir en matière d'environnement 253

Chapitre sept: Construction d'un sujet environnemental: 1966-1990 259

I) Mobilisation, éducation et confession 260
A) La mobilisation environnementale de la population 262
B) L'éducation environnementale 268
C) La confession et le panoptisme environnementaux 275

II) Le Plan vert du Canada 278
A) Contextes 279
B) Intensification des techniques pastorales de pouvoir 281
C) Le savoir environnemental comme stratégie de mobilisation 284
D) Surveillance de la population et de l'environnement 287
E) Exercices environnementaux 289

Conclusion: De la construction d'une identité environnementale à une éthique environnementale? 292

Conclusion:
Pour des études environnementales foucaltiennes 296

I) «Appartenance marginale» de Foucault et hétérogénéité de ses approches 297

II) La construction de l'environnement canadien: savoir, gouvernementalité et éthique 299

III) «Roughing It in the Bush» avec Michel Foucault 302

Bibliographie 307

Remerciements

Il faut choisir entre ne remercier que quelques personnes considérées «importantes» ou bien faire une liste exhaustive. La première option présume qu'il est facile d'identifier les quelques personnes qui m'ont aidé à produire cette thèse. La deuxième option présente de nombreux risques dont celui d'omettre certaines personnes. Comme entamer des études de doctorat est une entreprise fort risquée de par sa nature même, j'ai choisi, par déformation professionnelle, la deuxième option.

Mes premiers remerciements vont bien entendu à mon directeur de thèse, le **professeur James Tully**, non seulement pour ses qualités incontestables de grand intellectuel, mais aussi pour sa gentillesse, sa patience, sa disponibilité, et surtout son approche humaine à la «chose» doctorale.

Mes remerciements à mes non moins éminents co-directeurs, le **professeur Alain-G Gagnon** et le **professeur Charles Taylor**. Mes remerciements au professeur James W. Fyles du département des ressources renouvelables de l'Université McGill pour ses commentaires sur une partie du quatrième chapitre. Mes remerciements à Eric Laferrière pour une lecture assidue et systématique de ce manuscrit.

Mes remerciements pour leur appui financier: le Ministère des affaires extérieures du Canada, le département de science politique de l'Université McGill, l'Association des étudiantes et étudiants des 2e et 3e cycles de l'Université McGill, la professeure Marike Finlay de Monchy du programme de communication de l'Université McGill, et, bien entendu, mes parents, ma grand-mère et Martha-Marie.

Mes remerciements aux nombreuses personnes et ami-e-s de la communauté McGilloise pour leur compagnie et la stimulation intellectuelle qui s'y rattache: Ruth Abbey, Ross Abbinett, Éric Amyot, Fred Appel, Anna Marie Babey, Tim Barber, Eugenio Bolongaro, Ravi Chimni, Bob Collins, Tom Concannon, André Couture, Jeff Diamond, Janet Dorozynski, Benoît Dubuc, Maurice Dufour, Dianne Dutton, Rex Fyles, Marianne Goodwin, Jerome Holmes, Lee Iverson, Steve Jordan, Amelia Kalant, Nancy Kingsbury, Rebecca Kingston, Eric Laferrière, Guy Laforest, Andréa Lévy, Jacques Lilli et Milla, Keith Martin, Rhonda Mawhood, Shelley McPherson, Laughlin Munro, Tamara Myers, André Pierzchala, Clark Reichert, Darius Rejali, André Roy, Rémi Roy, Gerd Schönwälder, David Schulze, Savita Singh, Dora Stephan, Peter Stockdale, Michael Temelini, Spiridoula Xenocostas, Marc Yakabuski, Brian Walker, Marc Walker, Daron Westman. Mes remerciements à un groupe de personnes presque toujours oublié, celui des employées de soutien du département de science politique pour leur travail silencieux et trop discret mais essentiel dans la vie quotidienne d'un département.

Mes remerciements aux personnes provenant du monde extra-McGillois pour toutes sortes de raisons: Jean Ayotte (Montréal), Christian Beaudoin (Montréal), Shannon Bell (Toronto), Bernard Bourbonnais (Montréal), Jenny Carey-Wood (Manchester, Angleterre), David Carter (Vancouver), Tony Chafer (Portsmouth, Angleterre), Michael Craven (Brighton, Angleterre), Kate Crowley (Portsmouth, Angleterre), Hervé Darier (Paris, France), Hélène Diament (Nevada City, California), Liz Entwhistle (Portsmouth, Angleterre), Dominique Fabre (Paris, France), Vladimir Fisera (Strasbourg, France), André Gagnon (UQAM, Montréal), Marie-Marthe Gervais-Legarff (Londres, Angleterre), Renée Gravel (Montréal), David et Monique Hanley (Cardiff, Pays de Galles), Annie Hubert (Paris, France), Jimi Image et Robert (Montréal), Michel Juneau (Montréal), Karon Katzel et Ilona Smithkin (Provincetown, États-Unis), Bill Marshall (Southampton, Angleterre), Louise O'Neill (Montréal), Geneviève Parkes (Portsmouth, Angleterre), Dimitri Roussopoulos (Montréal), Gilles Tessier (Montréal) et Roger et Sally Thomas (Portsmouth, Angleterre).

Mes remerciements les plus naturels aux éruptions volcaniques du Pinatubo pour les conditions climatiques estivales épouvantables de 1992, néanmoins favorables à l'écriture et aux activités académiques. Mes remerciements encore plus naturels aux hivers canadiens propices aux activités studieuses. Et enfin, mes remerciements à Montréal, ville fascinante culturellement, politiquement et socialement, et sans laquelle McGill serait bien triste et ennuyeux.

A la mémoire de Claude Varin,
mort du SIDA le 17 octobre 1992
à l'Hôtel-Dieu de Montréal

INTRODUCTION

Les deux dernières décennies ont été témoin de l'expansion considérable de deux types de recherches théoriques qui, jusqu'à présent, n'ont eu pratiquement aucune influence l'une sur l'autre.

Le premier type de recherche gravite autour de l'oeuvre du penseur français Michel Foucault (1926-1984) qui fut «l'un des penseurs les plus originaux et les plus audacieux de ce siècle»[1]. L'oeuvre prolifique de Foucault s'étend sur une période de presque trente ans à partir du milieu des années 1950. Sa formation intellectuelle comprend entre autres une connaissance intime (1) de la philosophie d'Émmanuel Kant qu'il a traduit et présenté (Anthropologie du point de vue pragmatique[2]), (2) de la psychologie en général, et, plus précisément, des approches de Ludwig Binswanger qu'il a contribué à traduire de l'allemand et à présenter à un public français («Introduction» dans Ludwig Binswanger, Le rêve et l'existence[3]). Son oeuvre d'érudition inclut notamment des études très fouillées sur (1) l'historique des attitudes sociales vis-à-vis de la folie (Folie et déraison - Histoire de la folie à l'âge classique, Naissance de la clinique - Une archéologie du regard médical[4]), de la prison (Surveiller et punir - Naissance de la prison[5] et de la sexualité (L'histoire de la sexualité: La volonté de savoir (volume 1); L'usage des plaisirs (volume 2) et Le souci de soi (volume 3)[6]), (2) les règles structurelles de fonctionnement du savoir (Les mots et les

---

[1] James Miller, The Passion of Michel Foucault, New York: Simon et Schuster, 1993: 379.

[2] Michel Foucault, Anthropologie du point de vue pragmatique, Paris: Vrin, 1964.

[3] Michel Foucault, «Introduction», dans Ludwig Binswanger, Le rêve et l'existence, Paris: Desclée de Brouwer, 1954: 9-128.

[4] Michel Foucault, Folie et déraison - Histoire de la folie à l'âge classique, Paris: Plon, 1961 (et Gallimard, 1972); Naissance de la clinique - Une archéologie du regard médical, Paris: Presses universitaires de France, 1963 (et édition révisée en 1972).

[5] Michel Foucault, Surveiller et punir - Naissance de la prison, Paris: Gallimard, 1975.

[6] Michel Foucault, Histoire de la sexualité 1. La volonté de savoir, Paris: Gallimard, 1976; Histoire de la sexualité 2. L'usage des plaisirs, Paris: Gallimard, 1984; Histoire de la sexualité 3. Le souci de soi, Paris: Gallimard, 1984.

choses - Une archéologie des sciences humaines et L'archéologie du savoir[7]). Son oeuvre inclut également une longue liste d'articles, d'entrevues et de conférences que nous ne pouvons pas énumérer dans le contexte de cette introduction[8]. La mort prématurée de Foucault en 1984 et la publication, la même année, des volumes deux et trois de L'histoire de la sexualité annonçant un autre et ultime «déplacement» théorique, contribuèrent à une prolifération de commentaires sur l'oeuvre de Foucault. C'est principalement dans le monde anglo-saxon qu'a eu lieu ce foisonnement intellectuel autour de l'importance, de la signification et de l'interprétation de l'oeuvre de Foucault. Le résultat est une myriade éclectique de commentaires-bilans[9]. Par exemple, Foucault est perçu comme étant parfois un «ironiste qui ne veut pas admettre qu'il est un libéral»[10], parfois comme «un jeune conservateur»[11] et parfois comme un «relativiste monolithique»[12]. Accompagnant ce débat très largement théorique et philosophique, il existe également un nombre croissant d'études de cas

---

[7] Michel Foucault, Les mots et les choses - une archéologie des sciences humaines, Paris: Gallimard, 1966; L'archéologie du savoir, Paris: Gallimard, 1969.

[8] Pour illustrer la nature prolifique de Foucault, mentionnons la liste des publications de Foucault dressée par James Bernauer et Thomas Keenan qui atteint près de 300 entrées. James Bernauer et David Rasmussen (dir.), The Final Foucault, Cambridge, Massachusetts: The MIT Press, 1988: 119-58.

[9] Pour un aperçu, voir: Michel Foucault, Jean-Claude Milner, Paul Veyne et François Wahl, Michel Foucault philosophe - Rencontre internationale - Paris, 9, 10, 11 janvier 1988, Paris: Le Seuil, 1989.

[10] Richard Rorty, Contingency, Irony and Solidarity, Cambridge: Cambridge University Press, 1989: 61.

[11] Jürgen Habermas, «Modernity - An Incomplete Project», dans Hal Foster (dir.), The Anti-Aesthetic, Boston: Bay Press, 1983: 14. Pour une critique habermasienne de la méthode archéologique et du concept de pouvoir chez Foucault, voir: Jürgen Habermas, «The Critique of Reason as an Unmasking of the Human Sciences: Michel Foucault» et «Some Questions Concerning the Theory of Power: Foucault Again», dans Jürgen Habermas, The Philosophical Discourses of Modernity - Twelve Lectures, Cambridge: Polity Press, 1987: 238-65 et 266-93.

[12] Charles Taylor, «Foucault on Freedom and Truth», dans Philosophy and the Human Sciences - Philosophical Papers 2, Cambridge: Cambridge University Press, 1985: 182.

s'inspirant, explicitement ou implicitement, des approches méthodologico-théoriques foucaltiennes[13]. Néanmoins, aucune étude foucaltienne n'a encore abordé le thème de «l'environnement».

Le deuxième type de recherche gravite autour de la problématique de «l'environnement» qui a suscité, depuis principalement la deuxième moitié des années 1980, de nombreuses tentatives théoriques et méthodologiques dans le but de l'analyser et peut-être de l'expliquer. Ce corpus de recherches sur «l'environnement» fait appel à la plupart des idéologies politiques existantes (marxisme, socialisme, anarchisme, libéralisme, conservatisme, etc.)[14] ainsi qu'à de nombreux théoriciens et philosophes (par exemple, Hobbes, Marx, Hegel et Habermas[15]). Cependant, il existe

---

[13] «[Foucault] deserves some measure of credit for informing [...] an impressive variety of pathbreaking historico-philosophical studies: for example, Peter Brown's great reexamination of sexual renunciation in early Christianity, The Body and Society; Paul Veyne's account of classical Roman institutions in Bread and Circuses; Ian Hacking's history of statistical styles of reasoning, The Taming of Chance; François Ewald's study of workman's compensation and health insurance in nineteenth-century France, The Provident State. And this is just the beginning of a long and growing list». James Miller, The Passion of Michel Foucault, op. cit.: 9.

[14] Par exemple: P. R. Hay, «Ecological Values and Western Political Traditions: From Anarchism to Fascism», dans Politcs 8 (1988): 22-29; David Wells, «Radicalism, Conservatism and Environmentalism», dans Politics 13 (1978): 299-306; Terry L. Anderson et Donald R. Leal, Free Market Environmentalism, San Fancisco: Pacific Research Institute for Public Policy, 1991; Lynton K. Caldwell, Two Worlds - Science, the Environmental Movement and Public Choice, Cambridge, Massachusetts: Cambridge University Press, 1990; Philip Sutton, «Managing the Market to Achieve Ecologically Sustainable Development», dans MS (1991): 1-48; John P. Clark (dir.), Renewing the Earth: The Promise of Social Ecology, Londres: Green Print, 1990; Jean-Guy Vaillancourt, «L'écologie et le marxisme», dans Roger Tessier (dir.), Pour un paradigme écologique, Ville LaSalle, Québec: Brèches/Hurtubise, 1989: 69-89; James O'Connor, «Capitalism, Nature, Socialism: A Theoretical Introduction», dans Society and Nature - The International Journal of Political Ecology n° 2 (septembre-décembre 1992): 174-202; Martin Ryle, Ecology and Socialism, Londres: Century Hutchinson, 1988; Murray Bookchin, The Philosophy of Social Ecology, Montréal: Black Rose Books, 1990.

[15] Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.), Managing Leviathan -Environmental Politics and the Administrative State, Peterborough: Broadview Press, 1990; Robert Holsworth, «Recycling Hobbes: The Limits to Political Ecology», dans The Massachusetts Review 20 (1979): 9-40; K. J. Walker, «The Environmental Crisis: A Critique of Neo-Hobbesian Responses», dans Polity n° 21 (1988): 67-81; Frances Lappé et J. Baird Callocott, «Marx Meets Muir: Toward a Synthesis of the Progressive Political and Ecological Visons», dans Tikkun 2/3 (1987): 16-21; Isaac Balbus, «A Neo-Hegelian, Feminist, Psychoanalystic Perspective on Ecology», dans Telos n° 52 (1982): 140-55; John

une lacune notoire. En effet, un examen exhaustif montre qu'aucune recherche ne tente explicitement de faire une synthèse systématique sur les possibilités d'aborder la problématique de «l'environnement» sous un angle critique foucaltien. Même dans les recherches les plus récentes qui offrent une synthèse globale des différentes approches théoriques sur «l'environnement», Michel Foucault y est absent[16]. Ceci ne veut pas dire pour autant qu'il n'existe absolument aucune étude d'inspiration foucaltienne dans le domaine de la recherche sur l'environnement[17]. Cependant, ces études ne sont que partielles puisqu'elles n'abordent qu'un aspect de l'oeuvre de Foucault et la plupart du temps sans même lui faire référence.

L'objectif et l'originalité de cette thèse réside dans la tentative de faire un survol systématique des approches théoriques et méthodologiques développées par Michel Foucault dans l'optique d'aborder la problématique de «l'environnement». Il s'agit de démontrer qu'une approche foucaltienne peut donner un angle nouveau et significatif aux différentes façons d'aborder la problématique de l'environnement. Afin d'illustrer concrètement à quoi pourrait ressembler une approche foucaltienne à «l'environnement», nous ferons une étude de «l'environnement» dans le contexte canadien. En effet, c'est au Canada que la «nature», «l'environnement» et les grands espaces «naturels» ont tant marqué et défini l'imagination, la culture et l'identité.

Ce projet est ambitieux parce que l'oeuvre de Michel Foucault est vaste et sujette à de profondes controverses. Cependant, c'est grâce justement à la diversité, à la multiplicité et à la richesse des directions dans l'oeuvre de Foucault que s'expliquent le nombre croissant des études d'inspiration foucaltienne dans les sciences sociales, richesses et diversité qui devraient donc être utiles

---

S. Dryzek, Rational Ecology - Environment and Political Economy, New York: Basil Blackell, 1987.

[16] Voir notamment: Robyn Eckersley, Environmentalism and Political Theory - Toward an Ecocentric Approach, Albany, New York State: State University of New York, 1992; Anna Bramwell, Ecology in the 20th Century, Cambridge: Cambridge University Press, 1989; Donald Worster, Nature's Economy: A History of Ecological Ideas, Cambridge: Cambridge University Press, 1985; David Pepper, The Roots of Modern Environmentalism, Londres: Croom Helm, 1984.

[17] Voir entre autres: Serge Taylor, Making Bureaucracies Think - The Environmental Impact Statement Strategy of Administrative Reform, Stanford, California: Stanford University Press, 1984; Martine Rèmond-Gouilloud, Du droit de détruire - Essai sur le droit de l'environnement, Paris: Presses universitaires de France, 1989.

également pour aborder la problématique environnementale.

D'emblée, établissons qu'il existe au moins trois grandes périodes marquant l'oeuvre de Foucault et définissant ainsi les trois grandes approches foucaltiennes: l'archéologie, la généalogie et l'éthique.

1) L'archéologie. La première gravite autour des Mots et les choses (1966) qui se veut une «archéologie des sciences humaines». Il s'agit d'une analyse historique («archéologique») de la structure des différents modes de connaissances démontrant «deux grandes discontinuités dans l'épistémè de la culture occidentale: celle qui inaugure l'âge classique (vers le milieu du 17e siècle) et celle qui, au début du 19e marque le seuil de notre modernité»[18]. Il s'agit d'une approche qui prend pour objet d'étude les différents **discours de la connaissance** et prétend révéler les tendances, les continuités et surtout les ruptures dans le contexte structurel de leur production historique.

2) La généalogie. L'archéologie du savoir (1969) est une réflection-charnière annonçant un «déplacement théorique» vers une analyse historique orientée plutôt vers les **pratiques sociales**, démontrant l'existence d'un rapport de pouvoir entre la mise en place de pratiques sociales et les différentes disciplines de la connaissance. Surveiller et punir (1975) et La volonté de savoir (1976) sont des exemples d'études de pratiques spécifiques, respectivement les prisons et la sexualité. C'est durant cette deuxième période que Foucault a également abordé le contexte de l'émergence de la problématique du «pouvoir politique» comme pratiques et discours. Foucault remet en question les conceptions analytiques du pouvoir selon les perspectives libérales et marxistes, pour qui le pouvoir émane d'un centre, d'un sommet clairement identifié et dont les effets sont uni-directionnellement vers le bas. Pour Foucault, cette conception du pouvoir provient de l'absolutisme royal. Depuis la période des Lumières, on assiste au développement d'une conception et à des pratiques plus complexes du pouvoir («la gouvernementalité») qui combinent simultanément (a) une centralisation étatique, et (b) une dispersion des effets du pouvoir dans l'ensemble du corps social, de la population. Cette dispersion est mise en place par l'incorporation de pratiques pastorales chrétiennes modifiées afin de construire, pour chaque individu, une identité

[18] Michel Foucault, Les mots et les choses - une archéologie des sciences humaines, op. cit.: 13.

moderne tout en rendant plus prévisibles et contrôlables les comportements individuels et sociaux.

3) L'éthique. Dans l'introduction de l'usage des plaisirs (1984), Foucault annonce un autre «déplacement théorique», un **déplacement éthique** qui tente de trouver «quelles sont les formes et les modalités du rapport à soi par lesquelles l'individu se constitue et se reconnaît comme sujet»[19]. Foucault tente de s'éloigner d'une construction trop déterministe et structurelle, pour étudier les possibilités et les conditions spécifiques d'articulations des discours et des pratiques des individus dans leur rapport à eux-mêmes, et ceci d'une manière relativement autonome de la construction sociale produite par la gouvernementalité.

Dans le **premier chapitre**, nous aborderons les différents contextes dans lesquels Michel Foucault évoluait et qui expliquent, en grande partie, les trois grandes approches foucaltiennes identifiées ainsi que les «déplacements» théoriques effectués. Ce rappel contextuel est important parce qu'il est ignoré ou sous-estimé par la vaste majorité des bilans anglo-saxons de l'oeuvre de Foucault qui se concentrent principalement ou uniquement sur les textes. Avec l'aide de l'excellente biographie de Foucault écrite par Didier Éribon, et s'inspirant de la méthode contextuelle de Quentin Skinner telle qu'interprétée par James Tully[20], nous passerons en revue les différents contextes influençant l'auteur, c'est-à-dire sa vie personnelle et les cadres institutionnels, socio-politiques et idéologico-philosophiques. Nous conclurons que l'ensemble de ces contextes explique en grande partie ce qui est parfois perçu par de nombreux théoriciens du monde anglo-saxon, comme étant des ambiguïtés et des contradictions dans les textes de Michel Foucault.

Dans **le deuxième chapitre**, nous passerons en revue les quelques textes de Foucault qui abordent, d'une manière directe, certains des éléments autour de la problématique de

---

[19] Foucault, L'usage des plaisirs, op. cit.: 12.

[20] James Tully, «The Pen is a Mighty Sword: Quentin Skinner's Analysis of Politics», dans James Tully (dir.), Meaning and Context - Quentin Skinner and his Critics, New Jersey: Princeton University Press, 1988: 7-25.

l'environnement. L'un de ces éléments importants pour Foucault est l'histoire épistémologique des sciences naturelles telle qu'exposée principalement dans Les mots et les choses, c'est-à-dire dans le premier Foucault. Malgré le fait qu'il n'ait jamais abordé la problématique de «l'environnement» en tant que telle, Foucault a néanmoins jeté les bases d'une méthodologie épistémologico-discursive des différentes connaissances et l'importance de leur structuration dans le savoir. C'est sous cet angle d'approche que Foucault a, en partie, pris pour objet les connaissances scientifiques portant sur le monde naturel. Nous conclurons qu'il est inutile de chercher une approche environnementale chez Foucault. Cependant, l'énoncé inverse n'est pas vrai. Au contraire, les approches foucaltiennes pourraient ajouter une ou plusieurs perspectives pertinentes aux études sur «l'environnement».

Dans **le troisième chapitre**, nous passerons en revue les deux principales méthodes historiques de Foucault, «l'archéologie» et la «généalogie», qui sous-tendent ses trois grandes orientations. L'archéologie est largement une tentative de déterminer la structuration historique du savoir à travers les différents discours scientifiques qui prennent pour objet des éléments du cadre naturel. La «généalogie» tente d'incorporer des études sur les différentes pratiques sociales (pratiques non-discursives) aux études des discours (pratiques discursives), et de faire ressortir les liens étroits entre savoir et pouvoir. Pour Foucault, la problématisation moderne de l'art de gouverner émerge notamment entre le 16e et le 18e siècle en même temps que l'on peut observer la mise en place de nouvelles techniques de pouvoir caractérisées par un double mouvement de centralisation étatique et d'une dispersion individualisante des effets de pouvoir. Pour Foucault, il s'agit de la forme moderne de pouvoir (la «gouvernementalité») qui, grâce notamment au «savoir» des sciences sociales, contrôle, construit et normalise les comportements de la population et de chaque individu qui la compose. En réaction à cette tendance, un peu trop déterministe, le troisième et ultime Foucault tente de montrer qu'il existe quand même des espaces de libertés pour l'articulation de projets d'éthique portant sur les relations avec soi. Cependant, l'éthique foucaltienne n'est pas prescriptive et normative, mais, au contraire, stratégique.

Dans le **quatrième chapitre**, reprenant les trois grandes approches foucaltiennes, nous passerons alors en revue les recherches qui adoptent «l'environnement» au Canada, comme

catégorie d'étude afin d'esquisser les bases d'une approche foucaltienne dans ce domaine. Premièrement, il existe un assez grand nombre d'études historiques des discours des sciences naturelles au Canada qui prennent le milieu «naturel» comme objet d'observation. Le contexte canadien, défini par la présence inévitable d'un cadre naturel omniprésent, est propice à l'émergence des sciences naturelles comme instrument de contrôle de l'espace naturel canadien. On remarquera le lien étroit entre la création et l'institutionnalisation des sciences naturelles avec la construction politique et identitaire de l'État canadien durant le 19e siècle. Cependant, on ne trouvera le thème de «l'environnement», ou plus précisément un certain souci social et politique pour «l'environnement», que par l'intermédiaire des sciences médicales portant sur la préservation de la santé humaine dans les centres urbains au Canada. C'est le thème de l'hygiène publique qui pour la première fois créa un lien entre le souci pour la vie humaine et le souci pour la qualité de certains éléments de «l'environnement» extérieur comme l'eau et l'air. Deuxièmement, il existe également au Canada un certain nombre d'études à caractère éthique portant sur l'environnement. Cependant, ces études éthiques environnementales sont majoritairement normatives et prescriptives. Il existe au contraire très peu d'études qui adoptent une approche éthique foucaltienne à caractère stratégique. Certaines études anthropologiques portant sur les peuples autochtones pourraient être considérées comme une éthique stratégique foucaltienne dans le sens qu'en nous mettant en contact avec une vision du monde totalement différente de la nôtre, nous entreprenions l'ébauche de la construction d'un projet éthique radical, en rupture avec l'identité «environnementale» dans laquelle nous avons été formés. Troisièmement, d'après moi, il n'existe aucune étude foucaltienne recensée qui se penche d'une manière systématique sur la construction contemporaine de l'identité environnementale au Canada. Le concept foucaltien de la «gouvernementalité», du double mouvement vers une centralisation étatique et une dispersion individualisante des effets de pouvoir, est donc porteur de promesses. La centralisation en matière «environnementale» au niveau de l'État a débuté au Canada en 1966 lorsque la décision fut prise de créer un ministère fédéral de l'environnement. Quant aux politiques environnementales dont l'objectif explicite est d'instaurer des changements dans les comportements environnementaux de la population et chez les individus, elles n'émergent vraiment qu'à partir de la deuxième moitié des années 1980. C'est cette dernière approche que nous souhaitons explorer plus à fond dans les chapitres subséquents.

Le **cinquième chapitre** établit le contexte d'émergence de la gouvernementalité environnementale au Canada et plus précisément celui des conditions de la centralisation étatique dans ce domaine. Il s'agit tout d'abord du contexte constitutionnel canadien. L'Acte constitutionnel e de 1867 est un document qui illustre entre autres la perception scientifique fragmentée de l'environnement, fragments de l'environnement qui sont alors attribués constitutionnellement à l'un ou l'autre des ordres de gouvernement. Durant la période 1966-1990, la centralisation étatique en matière d'environnement a été, par conséquent, fortement limitée par le contexte constitutionnel canadien. Cette centralisation étatique a pris plusieurs formes dont celle de la bureaucratisation. En fait, on a assisté à de multiples centralisations bureaucratiques en matière d'environnement tant au gouvernement fédéral et qu'aux gouvernements provinciaux avec, néanmoins, un glissement graduel vers une centralisation étatique quasi-unitaire de fait en matière environnementale.

Le **sixième chapitre** examine plus en détail l'étude de la centralisation étatique en matière d'environnement. Premièrement, on peut remarquer que les principaux textes législatifs en matière d'environnement, adoptés au début des années 1970, sont des lois interdisant ou réglementant les «pollutions» dont le souci central est la protection de la vie humaine, c'est-à-dire une «biopolitique». Cependant, certains textes législatifs annoncent un glissement, encore incertain, vers une préoccupation pour une gestion intégrée et intégrale de «l'écosystème». Il ne s'agit plus d'un souci exclusivement centré autour de la vie humaine mais d'un souci pour l'ensemble systémique de la vie sous toutes ses formes, ce que nous appelons une **«écopolitique»**. Deuxièmement, on assiste également, principalement durant les années 1980, à un renforcement de deux types de moyens «répressifs» de mise en place des interdictions de polluer: la «police verte» et le droit à l'environnement. Troisièmement, les procédures des évaluations environnementales représentent, dès les années 1970, une pratique novatrice mais largement interne à la bureaucratie étatique. On assiste cependant, durant les années 1980, à un déplacement d'une politique centrée sur la lutte contre les pollutions vers une (éco-)politique dont les objectifs sont plus larges (développement durable, évaluations des impacts sociaux et culturels, etc.). Durant les années 1980, les évaluations environnementales impliquent de plus en plus la participation active de la population dans le cadre d'une stratégie de pouvoir de construction d'une population environnementaliste.

Dans **le septième chapitre**, nous explorerons les différentes stratégies de pouvoir, dans le domaine environnemental, dont l'objectif est le contrôle des comportements de la population par la construction d'une identité individuelle environnementale. C'est principalement depuis les années 1980 qu'ont été adoptées ces stratégies qui nécessitent la **mobilisation**, l'**éducation**, la **confession** et l'observation panoptique des pratiques et des états d'âme environnementaux des individus. Le Plan vert du Canada, publié en décembre 1990, est l'élaboration la plus systématique et complète de ce type de stratégie de construction d'un individu environnemental, grâce entre autres à l'intensification des techniques pastorales de pouvoir, au savoir environnemental comme stratégie de mobilisation et à des exercices individuels environnementaux. En conclusion, nous montrerons que c'est à travers les différentes stratégies de pouvoir de construction sociale d'une identité environnementale qu'émergent les conditions des possibilités de projets éthiques environnementaux inattendus et potentiellement radicalement différents de celui défini par la gouvernementalité environnementale.

Première partie :
Michel Foucault et la «Nature»

«[Foucault] rentra de son séminaire de l'automne 1983 en s'arrachant les poumons, une toux sèche l'épuisait progressivement. Mais, entre deux quintes, il se délectait en évoquant ses dernières frasques dans les saunas de San Francisco. Je lui dis ce jour-là : «A cause du sida, il ne doit plus y avoir un chat dans ces endroits. -- Détrompe-toi, répondit-il, il n'y a au contraire jamais eu autant de monde dans les saunas, et c'est devenu extraordinaire. Cette menace qui flotte a créé de nouvelles complicités, de nouvelles tendresses, de nouvelles solidarités. Avant on n'échangeait jamais une parole, maintenant on se parle. Chacun sait très précisément pourquoi il est là.»

Hervé Guibert
A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie
(1990)

CHAPITRE UN

LA «NATURE» DE MICHEL FOUCAULT

A en juger par les réactions les plus variées et les plus antagonistes, l'oeuvre de Michel Foucault continue à choquer et à intéresser la grande majorité des scientifiques en sciences sociales et spécialement ceux et celles des pays anglo-saxons. Depuis la mort de l'auteur en 1984, son fantôme hante encore les spécialistes en sciences sociales tels que, par exemple, les historiens, et ceci pour deux raisons principales.

Premièrement, Foucault prétend ne pas vouloir nous offrir une autre théorie globale, une autre explication du monde. Le refus de Foucault de se laisser entraîner sur la pente raide d'une théorie d'ensemble peut donner l'impression d'une incertitude et d'une imprécision de la part de l'auteur[1]. Il serait possible de dire à Foucault:

> «[v]ous n'est pas sûr de ce que vous dites? Vous allez de nouveau changer, vous déplacer par rapport aux questions qu'on vous pose, dire que les objections ne pointent pas réellement vers le lieu où vous vous prononcez? Vous vous préparez à dire encore une fois que vous n'avez jamais été ce qu'on vous reproche d'être? Vous aménagez déjà l'issue qui vous permettra, dans votre prochain livre de resurgir ailleurs et de nous narguer comme vous le faites maintenant [...]».[2]

Ceci est probablement le but recherché. Les nombreux interviews et articles de Foucault semblent exister pour, à la fois, clarifier certaines des positions de l'auteur, mais aussi pour remettre en question des aspects sur d'autres points qui semblaient auparavant établis. Cette insécurité de ne pas pouvoir «maîtriser» l'oeuvre de Foucault «dans son ensemble», est voulue et cultivée par l'auteur

---

[1] G. S. Rousseau le surnomme même «The Olympian Master of the Opaque Style», dans son essai: «Psychology», dans G. S. Rousseau et Roy Porter (dir.), The Ferment of Knowledge - Studies in the Historiography of the Eighteenth Century Science, Cambridge: Cambridge University Press, 1980: 163.

[2] Michel Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 28.

lui-même. Il s'agit d'une sorte de jeu de cache-cache avec ses auditoires et ses critiques. «[...] [N]on, non je ne suis pas là où vous me guettez, mais ici d'où je vous regarde en riant [...]. Ne me demandez pas qui je suis et ne me dites pas de rester le même: c'est une morale d'état-civil; elle régit nos papiers [...]»[3]. Il n'est pas surprenant que les adeptes des théories claires, précises, sans bavures, ont d'énormes difficultés à comprendre et à accepter les conséquences de l'oeuvre de Foucault.

La deuxième raison, qui est probablement encore plus dérangeante que la première, est le fait que Foucault remet en question cette quête de «LA VÉRITÉ» dans laquelle sont plongés, entre autres, la plupart des scientifiques en sciences sociales. Pour Foucault, les énoncés et les déclarations de «vérité» sont historiquement constitués. L'existence même de différentes catégories de discours de «vérité» à travers les âges, semblerait le confirmer. Cette position relativiste et ses conséquences sont encore loin d'être partagées par la majorité des scientifiques contemporains en sciences sociales. Néanmoins, un nombre croissant de recherches basées sur les approches de Foucault ont déjà vu le jour, même à l'université McGill, pour l'étude de sujets aussi variés que la «modernisation» de l'Iran[4], ou la «révolution tranquille» au Québec[5].

D'autres recherches, encore plus récentes, suggèrent que l'approche de Foucault dans l'étude de la relation entre le savoir et le pouvoir représente une tentative d'alternative prometteuse au «paradigme rationaliste» qui définit les sciences sociales[6]. Si cette tendance était maintenue, les disciplines «traditionnelles» des différentes analyses des processus de formulation de politiques s'en verraient totalement transformées. Ceci permet, d'ores et déjà, de suggérer que l'oeuvre de Foucault

---

[3] Ibid.

[4] Darius Rejali, Discipline and Torture or How Iranians Became Moderns, Montréal: Université McGill, thèse de doctorat, département de science politique, 1987.

[5] Guy Laforest, Les sciences humaines: diversité épistémologique et complémentarité politique, Montréal: Université McGill, thèse de doctorat, département de science politique, 1986, Chapitres IX et X: 309-88. Pour une étude québécoise non-McGilloise, voir entre autres: Lawrence Olivier, Michel Foucault. Archéologie du savoir et pratique politique, Aix-Marseille, France: Université d'Aix-Marseille, thèse de doctorat, 1986.

[6] Leslie A. Pal, «Knowledge, Power and Policy: Reflections on Foucault», dans Stephen Brooks et Alain-G. Gagnon (dir.), Social Scientists, Policy, and the State, New York: Praeger, 1990: 139.

est en train d'avoir des conséquences inattendues dans les disciplines, à prime abord, les moins réceptives à une approche foucaltienne. Ceci pourrait être comparé au phénomène de ricochets. Dans ce premier chapitre, nous souhaitons remettre en question le préjugé persistant suivant lequel Michel Foucault aurait été situé en marge de la communauté intellectuelle de son époque. Pour ce faire, nous donnerons un aperçu général des contextes dans lesquels Michel Foucault a évolué: le marxisme, le structuralisme, le post-modernisme et l'épistémologie des sciences. Nous souhaitons démontrer que, contrairement aux apparences, le soi-disant anti-conformisme intellectuel de Michel Foucault n'est pas aussi insolite que ses détracteurs voudraient nous le faire croire. «L'auteur», «Michel Foucault», est bien le produit d'une période historique et d'un espace («de champ de pouvoir») déterminé. Les conditions d'apparition de l'auteur «Foucault» ne se limitent pas uniquement aux contextes généraux qui l'entourèrent. Le contexte spécifique de la vie de «l'individu» Foucault contribua également à la construction de «l'auteur». Sans vouloir s'attarder trop longuement sur «l'individu» lui-même, il est important de mettre en lumière, tout d'abord, les éléments de sa vie qui peuvent expliquer certains des cheminements et orientations intellectuels de «l'auteur»[7]. Il ne s'agit pas d'écrire ici une biographie détaillée dans le sens traditionnel du terme, mais plutôt d'intégrer les circonstances spécifiques de la vie de celui-ci dans le champ général des conditions d'apparition de l'articulation de ses écrits et de ses actions. Nous nous inspirons, d'une manière très libérale, de la méthode en cinq étapes, développée par Quentin Skinner, pour étudier les différents niveaux contextuels entourant un texte ou un auteur. Les cinq étapes skinnériennes consistent à: (1) «situer le texte dans son contexte linguistique et idéologique», (2) «placer le texte dans son contexte pratique c'est-à-dire politique», (3) «d'étudier les idéologies elles-mêmes», (4) «mettre en lumière une relation entre un texte et une idéologie», et (5) «expliquer comment un changement idéologique arrive à s'intégrer dans les moyens de l'agir et comment ce changement idéologique devient conventionnel»[8]. Foucault aurait apprécié cet effort de contextualisation, puisque pour lui, comme

---

[7] «The coming into being of the notion of «author» constitutes the privileged moment of individualization in the history of ideas, knowledge, literature, philosophy, and the sciences». Michel Foucault, «What is an Author?», dans Paul Rabinow (dir.), The Foucault Reader, New York: Pantheon Books, 1984: 101.

[8] Traduction libre de la présentation de Quentin Skinner par James Tully, «The Pen is a Mighty Sword: Quentin Skinner's Analysis of Politics», dans James Tully (dir.), Meaning and Context -

archéologue des discours, chaque texte fait partie d'une structure complexe d'un ensemble de discours. Comme Foucault lui-même l'avait suggéré,

> «[i]l ne faut [...] pas concevoir le sujet de l'énoncé comme identique à l'auteur de la formulation. Ni substantiellement, ni fonctionnellement. Il n'est pas en effet cause, origine ou point de départ de ce phénomène qu'est l'articulation écrite ou orale d'une phrase [...]. Il n'est pas le foyer constant, immobile et identique à soi d'une série d'opérations que les énoncés, à tour de rôle, viendraient manifester à la surface du discours».[9]

Par là-même, Foucault remet en question la notion de «l'auteur» comme souverain de ses énoncés. Foucault opère un renversement par lequel le centre d'intérêt n'est pas constitué par «l'auteur» et ses énoncés, mais plutôt par les conditions qui ont permis à cet «auteur» de formuler de tels énoncés[10].

I) «L'auteur» et «l'individu» Michel Foucault

Il nous faut noter dès à présent le peu d'information sur la vie «intime» de Foucault. Ceci est le résultat de trois éléments. Premièrement, Foucault, critiquant la notion humaniste d'un «auteur»[11], se refuse d'être un sujet d'attention afin de permettre au «lecteur» ou à la «lectrice» de ne pas s'éloigner du schéma plus large préféré et adopté par Foucault. Deuxièmement, Foucault n'a jamais ouvertement admis qu'il était homosexuel, bien que ceci soit largement connu[12]. Il est possible

---

Quentin Skinner and his Critics, op. cit.: 7-25. Notre contextualisation de l'oeuvre textuelle de Foucault transitera principalement par une contextualisation de la vie de l'individu Foucault, ce qui ne nous empêchera pas d'aborder la plupart des catégories contextuelles skinnériennes.

[9] Foucault, L'archéologie du savoir: 125.

[10] «Décrire une formulation en tant qu'énoncé ne consiste pas à analyser les rapports entre l'auteur et ce qu'il a dit (ou voulu dire, ou dit sans le vouloir), mais à déterminer quelle est la position que peut et doit occuper tout individu pour en être le sujet». Ibid.: 126.

[11] voir note 7.

[12] Dans l'édition du Monde (27 juin 1984) annonçant la mort de Michel Foucault, son avocat, Georges Kiejman raconte une anecdote remontant au milieu des années 1970, lorsque Foucault participait aux activités du GIP (groupe d'information sur les prisons) dont il fut le fondateur. Une manifestation du GIP entraîna l'«[...]intervention de la police, contravention pour colportage non autorisé, bousculade, embarquement au commissariat, longue attente, propos xénophobes à l'égard d'un des manifestants au nom «peu gaulois», coups de poings dans le dos de Foucault et insultes

d'avancer deux explications sur cette attitude de Foucault. Pour des raisons déjà citées précédemment, Foucault ne souhaitait pas, pour des convictions structuralisantes, étaler son cas «individuel» sur la scène publique. Cependant, il existe une explication plus convaincante. La France de l'après-guerre était loin d'être un havre propice à l'apparition d'une «fierté gaie»[13]. Aujourd'hui, même après la légalisation de l'homosexualité, très peu de personnalités françaises s'affichent ouvertement en tant qu'homosexuel(le)s ou gais/lesbiennes. Le «coming out» pratiqué dans les pays anglo-saxons ne s'intègre pas très bien dans le contexte culturel et social d'un pays comme la France, qui n'a pas les mêmes attitudes face à «l'homosexualité»[14]. Troisièmement, la progression du SIDA et l'hystérie sociale autour de cette maladie au début des années 1980 n'encouragent pas les victimes à se faire connaître. Foucault, mort le 25 juin 1984 à l'hôpital de la Salpêtrière d'une complication neurologique à la suite d'une «septicémie suraiguë», c'est-à-dire le SIDA, n'échappe pas à cette tendance[15]. Rares sont les personnalités françaises, victimes du SIDA, qui l'admettront publiquement. A ma connaissance, seul Jean-Paul Aron a déclaré être aux prises avec cette maladie avant sa mort[16].

---

sexuelles»: 11 (nous soulignons). Voir aussi: le «roman» d'Hervé Guibert (A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie, Paris: Gallimard, 1990) qui présente un certain «Muzil» qui n'est autre que Foucault lui-même et la biographie de James Miller (The Passion of Michel Foucault, op. cit.) qui prend comme point de départ certains aspects de la psychologie personnelle de Foucault (dont sa fascination pour la mort et la folie et ses pratiques sadomasochistes et homosexuelles) afin d'expliquer les motivations de son oeuvre. D'après Miller, ces traits de personnalité ont été rationalisés intellectuellement par Foucault par une position privilégiée en faveur «d'expériences» corporelles comme moyen de modifier son état de conscience (p. 31).

[13] Éric Darier, «The Gay Movement and French Society Since 1945», dans Modern and Contemporary France n° 29 (mars 1987): 10-19.

[14] Miller remarque très justement que «France has long been a relatively sophisticated country sexually, with its own distinct code of discretion and de facto tolerance», op. cit.: 56. Quant à la «visibilité» gaie valorisée par le mouvement gai anglo-saxon, Foucault la considérait comme une «trappe», op. cit.: 53.

[15] Pour un récit des circonstances entourant la mort de Foucault, voir: Hervé Guibert, A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie, op. cit.: 93-115; James Miller, op. cit: 21-29.

[16] Jean-Paul Aron, «Mon Sida», dans Le Nouvel Observateur, 5 novembre 1987: 44 et Miller, op. cit.: 25.

Par conséquent et jusqu'à récemment, la biographie intime de Foucault était floue[17]. La biographie publique et officielle n'est guère plus détaillée[18]. Il existe maintenant au moins deux biographies, ou plutôt deux généalogies précises et intelligentes de Foucault; il s'agit de celle de Didier Éribon et celle de James Miller[19]. Ce dernier confirme que Foucault fut loin d'être une bête à part dans son milieu. Au contraire, il est désormais possible d'affirmer que Foucault faisait partie intégrante de son contexte. Éribon et Miller ne sont pas les seuls à avoir développé cette thèse. Par exemple, dans le monde anglo-saxon, Gary Gutting a suggéré qu'il est important pour comprendre Foucault, de connaître en détail les oeuvres de deux penseurs français qui fondèrent les conditions de l'évolution intellectuelle de Foucault: Georges Canguilhem (1904-) et Gaston Bachelard (1884-1962). L'influence de ces deux auteurs est très évidente dans la période archéologique de Foucault[20]. Pour notre part, nous ne présenterons que trois éléments de sa vie: (a) Foucault en tant que membre de l'élite étudiante bourgeoise, (b) Foucault en tant que fonctionnaire manqué, et, (c) Foucault en tant que membre de l'élite intellectuelle et académique française.

---

[17] Edward Saïd va jusqu'à dire que Foucault comme Kafka «effaça avec grands soins et efforts des pans entiers de sa vie biologique, intellectuelle et sociale». (Traduction libre), «Michel Foucault, 1926-1984» dans Jonathan Arac (dir.), After Foucault - Humanistic Knowledge, Postmodern Challenges, New Brunswick et Londres: Rutgers University Press, 1988: 8. Dans sa biographie généalogique de Foucault, Didier Éribon explique que «la véritable raison de l'objection antibiographique [...] repose sur le scandale que constitue encore aujourd'hui l'évocation de l'homosexualité». Didier Éribon, Michel Foucault (1926-1984), Paris: Flammarion, 1989: 12.

[18] Pierre Bourdieu, «La mort de Michel Foucault - le plaisir de savoir», Le Monde, 27 juin 1984: 1, 10 et 11.

[19] Didier Éribon, op. cit.; James Miller, op. cit. Voir aussi la chronologie biographique de James Bernauer et David Rasmussen (dir.), The Final Foucault, op. cit.: 159-66 qui est basée sur celle de Daniel Defert, «Quelques repères chronologiques» dans Michel Foucault: Une histoire de la vérité, Paris: Syros, 1985: 109-14.

[20] Gary Gutting, Michel Foucault's Archeology of Scientific Reason, Cambridge: Cambridge University Press, 1989.

> «[...] [A]rcheology is not an isolated method reflecting Foucault's idiosyncratic approach to the history of thought. Rather, it is rooted in French tradition of history and philosophy of science (pp. x-xi) [...] particularly in the work of Gaston Bachelard and George Canguilhem [...]» (p. ix).

A) Foucault en tant que membre de l'élite étudiante bourgeoise

Paul-Michel Foucault est né le 15 octobre 1926 à Poitiers d'un père chirurgien et professeur d'anatomie à l'École de médecine. La famille Foucault fait partie de la bourgeoisie provinciale depuis plusieurs générations. Michel Foucault va donc «vivre la vie des enfants de la bonne bourgeoisie de province»[21]: une grande maison à Poitiers qui inclut une «nurse», une cuisinière et même un chauffeur, une maison secondaire appelée «le Château», des terres et des fermes. Par respect pour les conventions bourgeoises, la famille va à l'église les dimanches. Cependant, elle fait plutôt partie de la tradition anticléricale adoptée par une grande partie de la bourgeoisie. Dès l'âge de quatre ans, Foucault est inscrit au lycée Henri IV (de Poitiers) dirigé par des jésuites. Médiocre en mathématique, il arrive quand même à «rafler régulièrement les prix d'excellence»[22] grâce à ses notes élevées en français, en histoire, en grec et en latin. Au début de la seconde guerre mondiale, en 1940, une partie du lycée Janson-de-Sailly de Paris est évacuée à Poitiers. Cette intrusion parisienne imprévue déloge Foucault de sa première place. Il est transféré au collège Saint-Stanislas des Frères des Écoles chrétiennes (les Frères ignorantins).

En juin 1943, il obtient son baccalauréat avec mention «assez bien» et décide de suivre les classes préparatoires (deux années) pour le concours d'entrée de l'École normale supérieure (ÉNS ou «Normale sup»). Cette dernière est la voie prestigieuse pour la formation et le recrutement des professeurs d'université via une période presque obligatoire de purgatoire dans l'enseignement secondaire. Normale sup fait partie du système élitiste français des «grandes écoles» d'État. Le concours national d'entrée est très compétitif. La plupart des intellectuels français sont passé ou ont essayé de passer par Normale sup: Sartre, de Beauvoir, Merleau-Ponty, Aron et Canguilhem y furent des élèves en 1924[23]. En 1945, seul cent candidats passèrent l'épreuve de l'écrit. Malheureusement, Foucault se classa cent unième. Malgré cet échec, il décida de tenter de nouveau sa fortune l'année suivante. Afin de mettre, cette fois, toutes les chances de son côté, il entra au prestigieux lycée Henri IV (de Paris) qui se spécialisait dans la préparation du concours d'entrée des

---

[21] Éribon, op. cit.: 21.

[22] Ibid.: 22.

[23] Ibid.: 36. Voir aussi: Maurice Pinguet, «Les années d'apprentissage», dans Le débat n° 41 (septembre-novembre 1986): 122-31.

grandes écoles. Les professeurs qui l'influencèrent le plus furent Georges Dumézil (1898-1988) et Jean Hyppolite (1907-1968). Foucault réussit à se classer premier de sa classe avec la mention «élève d'élite» en philosophie et en histoire[24]. Ces résultats permirent à Foucault de passer sans problème l'épreuve écrite du concours d'entrée de Normale sup. A l'épreuve de l'oral, Foucault impressionna le comité où siégait Georges Canguilhem, professeur en histoire des sciences à l'université de Strasbourg. Agé de moins de vingt ans, Foucault réussit à être admis à l'École normale supérieure en se classant quatrième au concours d'entrée. Foucault se voyait donc confirmé comme faisant partie de l'élite étudiante française et, à ce titre, il aura accès aux professeurs les plus célèbres: Merleau-Ponty de 1947 à 1949, Georges Gusdorf jusqu'en 1948 et Louis Althusser à partir de cette même année[25]. Pendant le séjour de Foucault à l'ÉNS, certains de ses collègues étudiants tels que Gilles Deleuze et François Châtelet furent admis à l'agrégation (diplôme de fin de Normale sup). En 1950, Foucault tenta de passer l'agrégation, mais n'arriva pas à se classer parmi les quinze premiers reçus dont faisait partie Jean-François Lyotard. L'année suivante, bénéficiant de la présence de Jean Hyppolite et de Georges Canguilhem dans son comité, Foucault réussit l'agrégation de philosophie en se classant troisième, ce qui confirma de nouveau sa position en tant que membre de l'élite étudiante de l'époque. Avant de défendre ses thèses de doctorat d'État en 1961, Foucault choisit Canguilhem et Hyppolite comme directeurs de ses recherches. En mai 1961, Foucault passa avec succès la défense orale de ses thèses. La thèse de doctorat ès lettres était intitulée Folie et déraison. Histoire de la folie à l'âge classique[26] et la thèse complémentaire (en deux volumes!) était une traduction et une présentation du texte de Kant, Anthropologie in pragmatischer Hinsicht[27].

---

[24] Ibid.: 40.

[25] Ibid.: 50. Althusser, qui fut admis à l'ENS en 1939, passa cinq ans dans un stalag pendant la guerre. Bien que lui-même n'obtint son agrégation qu'en 1948, il préparait entre temps les candidats à l'examen final.

[26] Michel Foucault, Histoire de la folie à l'âge classique, op. cit. (Publication intégrale du texte de la thèse de Foucault).

[27] Le deuxième volume de cette thèse complémentaire fut publié sous le titre de Anthropologie du point de vue pragmatique, op. cit.

B) Foucault en tant que fonctionnaire manqué

C'est un aspect largement inconnu de Foucault qu'Éribon a réussi à faire ressortir. Comme nous le verrons dans la section suivante, Foucault s'exila à l'étranger pendant cinq ans, de 1955 à 1960, en occupant plusieurs postes de lecteur de français. Ces postes s'incrivaient dans le cadre des activités des Maisons de la France, institutions oeuvrant pour la propagation de la culture française, et dépendant directement du ministère des Affaires étrangères du Quai d'Orsay. Par conséquent, une partie importante du travail de Foucault était de nature administrative et bureaucratique. Il devint directeur du centre français à Uppsala en Suède[28]. A ce titre, il proposa et mit en application des réformes dans le fonctionnement et les orientations du centre culturel. Son patron immédiat, le conseiller culturel de l'Ambassade de France à Stockholm constatait en mai 1958, que «M. Foucault est un très brillant représentant de la culture française à l'étranger [...] [il] est du très petit nombre de ceux à qui l'on pourrait confier sans crainte un poste plus important à l'étranger»[29]. L'attrait d'une carrière de fonctionnaire sembla de nouveau pointer à l'horizon en 1962, lorsqu'il fut presque nommé sous-directeur des enseignements supérieurs au ministère de l'Éducation nationale. A cause de son caractère «particulier», c'est-à-dire homosexuel, relevé par des personnalités politiques importantes, Foucault rata cette promotion bureaucratique. Néanmoins, il exerça d'autres fonctions, telle que celle de siéger au jury de sortie de l'ÉNA (l'École nationale d'administration), où sont formés tous les hauts fonctionnaires de l'État. Cependant, son implication la plus directe fut dans la réforme universitaire initiée en 1963 par le ministre de l'Éducation de l'époque, monsieur Christian Fouchet. Afin de mettre en application cette réforme, une commission des enseignements littéraires et scientifiques, à laquelle siéga Foucault, fut mise sur pied en janvier 1965. Ce dernier ne sembla pas avoir été en profond désaccord avec les objectifs de la réforme[30]. Ce fut l'application de cette réforme en 1967 qui contribua en partie aux événements de mai 1968. Critiquant certains

---

[28] Voir aussi: Jean Piel, «Foucault à Uppsala», dans Critique vol 42, n° 471-472 (août-septembre 1986): 748-52.

[29] Éribon, op. cit.: 106.

[30] Ibid.: 160 et Miller, op. cit.: 172.

essayistes[31], Éribon conclut que lorsqu'il «[...] écrivait Les mots et les choses, Foucault ne préparait pas la révolution, il ne songeait pas aux barricades [...]. Non, il discutait dans les bureaux d'un ministre gaulliste sur l'avenir de l'enseignement secondaire et supérieur en France»[32]. Cet aspect généralement ignoré de la vie de Foucault illustre bien que «l'auteur» fut loin, dans sa pratique institutionnelle, d'être en marge de la communauté française traditionnelle.

C) Foucault en tant que membre de l'élite intellectuelle et académique française

Comme nous l'avons déjà vu, Foucault faisait partie de l'élite étudiante bourgeoise. Par conséquent, il n'est pas surprenant de le retrouver dans le circuit académique et intellectuel. Ayant réussi l'agrégation, Foucault devait écrire une thèse dont le sujet était «la philosophie de la psychologie». Afin de se familiariser avec cette discipline, il accepta un poste d'assistant de psychologie à l'Université de Lille en octobre 1952. Ceci représenta sa première expérience académique dans sa carrière universitaire. Demeurant toujours à Paris, Foucault entra en contact avec le milieu artistique parisien et notamment celui des compositeurs dont Pierre Boulez et Jean Barraqué (1928-1973)[33]. En ce qui concerne ses recherches pour sa thèse, Foucault fut marqué par l'engouement intellectuel de l'époque autour de la psychanalyse. Par exemple, c'est à cette époque que Jean Hyppolite assistait à des consultations psychiatriques à l'hôpital de Charreton et suivait les séminaires de Lacan à l'hôpital Sainte-Anne. Foucault aurait aussi participé aux séminaires donnés par Lacan[34]. Ce bain intellectuel permit à Foucault de questionner déjà ce qu'il appelait la psychologie positiviste, qui ignorait et se coupait de ses origines épistémologiques[35]. A partir de l'automne 1955, Foucault s'exila en Suède parce qu'il avait «toujours eu du mal à supporter certains traits de la vie sociale et

---

[31] Luc Ferry et Alain Renaut, La pensée 68: Essai sur l'anti-humanisme, Paris: Gallimard, 1985.

[32] Éribon, op. cit.: 161.

[33] Pour un récit des relations amoureuses entre Barraqué et Foucault, voir Miller, op. cit.: 66, 79-81, 89-91.

[34] Éribon, op. cit.: 93.

[35] Foucault, «La recherche scientifique et la psychologie», dans Jean-Édouard Morère (dir.), Des chercheurs français s'interrogent, Paris: Presses universitaires de France, 1957 : 201, cité par Éribon, op. cit.: 94.

culturelle française», notamment le peu d'espace de liberté pour les homosexuel(le)s[36]. Il resta à l'université de Uppsala, la Cambridge du Nord, pendant trois ans, où il y détint le poste de lecteur de français à la Maison de France. Pendant son séjour, il entra en contact direct avec Georges Dumézil, spécialiste de la mythologie indo-européenne. Ce poste lui permit également d'accueillir des conférenciers tels que Marguerite Duras, Claude Simon, Albert Camus, Pierre Mendès-France et Roland Barthes. C'est pendant cette période qu'il écrivit la plus grande partie de son Histoire de la folie.

Pour des raisons d'avancement, il fut muté au Centre de civilisation française à Varsovie, mais préférait être en Allemagne à cause de son intérêt pour Nietzsche. Suivant le même chemin tracé par Sartre et Aron, Foucault passa donc une année à Hambourg de 1959 à 1960. Ce ne fut qu'à l'été 1960, après cinq années d'absence, que Foucault rentra en France. Éribon remarque très justement que Foucault a manqué cinq années importantes dans l'histoire de la France: la guerre d'Algérie, la prise du pouvoir par De Gaulle, l'émergence d'un mouvement étudiant et l'apparition de critiques hors du Parti communiste français (le PCF)[37]. Il devint maître de conférence de 1960 à 1962, et puis professeur de philosophie de 1964 à 1968 à la faculté des lettres de Clermont-Ferrand. Comme la majorité de ses collègues, Foucault habitait à Paris et faisait la navette entre la capitale et son lieu de travail. C'est pendant cette période que des intellectuels tels que Vuillemin et Hyppolite furent élus au Collège de France avec le soutien de Dumézil et le lobbying actif de Foucault. Ceci aura des conséquences positives pour son élection, quelques années plus tard, à ce même Collège. Entre temps, il décida de s'exiler de nouveau après la parution des Mots et des choses, et accepta un poste en philosophie en Tunisie de septembre 1966 à la fin de 1968.

Cependant, Foucault avait d'autres ambitions: il voulait entrer au prestigieux Collège de France. Pour cela, il devait rentrer à Paris. En attendant son élection, il accepta le poste de directeur du département de philosophie de la nouvelle université expérimentale de Vincennes qui ouvrait ses portes en janvier 1969 dans un climat de militantisme étudiant. Son élection au Collège

---

[36] Foucault, «La Suède passait à cette époque pour un pays plus libre. Je découvris bien vite que certaines formes de liberté ont les mêmes effets restrictifs qu'une société répressive». Entrevue dans Ethos n° 2 (automne 1983): 4 cité par Éribon, op. cit.: 96.

[37] Éribon, op. cit.: 116.

de France en 1970 fut préparée depuis longue date grâce à ses contacts avec l'élite de la génération précédente. Par conséquent, Foucault réussit à obtenir le soutien et l'appui actifs de membres ou d'anciens membres du Collège de France tels que Dumézil, Canguilhem et Vuillemin. La mort de Jean Hyppolite en 1968 libérait une chaire que Foucault et Ricoeur convoitaient. Lors du vote des membres du Collège de France, 15 des 39 votants s'abstinrent. Malgré le vote de rejet subséquent de l'Académie des sciences morales et politiques, Foucault obtint, grâce à l'intervention du ministre de l'Éducation (pouvoir «royal»!), la ratification de sa nouvelle chaire d'histoire des systèmes de pensée qu'il conserva jusqu'à sa mort en 1984. Foucault se conforma également à la tradition des intellectuels engagés. Ceci, d'ailleurs, a fait dire à Philippe Boucher que Foucault était un «penseur citoyen»[38]. Son engagement le plus connu fut la fondation du Groupe d'information sur les prisons (GIP) au début des années 1970 qui contribua aux mouvements revendicatifs des prisonniers au cours de l'été 1974. Foucault publia en 1975 son livre sur les prisons, Surveiller et punir - Naissance de la prison.

Par conséquent, il est possible d'affirmer que socialement, professionnellement et institutionnellement, Foucault faisait partie de l'élite académique et intellectuelle parisienne et n'était en aucun cas en marge de l'intelligentsia française et ceci malgré les nombreux obstacles qu'il dut franchir.

II) Foucault et les contextes intellectuels de l'après deuxième guerre mondiale en France

Le contexte français dans lequel vivait l'auteur est primordial pour une compréhension de l'oeuvre de Foucault. Jusqu'à récemment, les intellectuels en France, en très grande majorité situés à Paris, exerçait une influence constante sur les événements de la société française de l'après-guerre: le communisme, les guerres anti-colonialistes d'Indochine et d'Algérie, mai 68, etc. Le contexte essentiellement parisien de ce phénomène des «intellectuels» a façonné en grande partie les positions de Foucault. L'atmosphère de «salons littéraires» de Paris créait l'illusion d'une communauté intellectuelle socialement repliée sur elle-même, et imbue d'une importance marquée à cause de son prestige auprès des élites politiques, économiques et médiatiques. Conscients de leur existence en vase clos dans les salons parisiens, les intellectuels français de l'après-guerre vont,

[38] Le Monde, 27 juin 1984: 11.

pour la grande majorité, essayer de tisser des liens avec la population. Les liens privilégiés et les plus connus prendront des formes politiques (adhésion au PCF ou compagnon de voyage avec le marxisme). D'autres liens prendront des formes esthétiques de vulgarisation tel que, par exemple, le recueil de courts essais (comme des annonces publicitaires, d'ailleurs) de Roland Barthes sur la signification des nouveaux produits de consommation de l'après-guerre[39]. Le contexte intellectuel anti-fasciste, engagé, radical et critique de l'après-deuxième guerre mondiale fut particulièrement fructueux: Sartre, de Beauvoir, Merleau-Ponty, Althusser, Lévi-Strauss, Barthes, et bien d'autres. Cependant, Edward Saïd perçoit Foucault comme étant le moins parisien parce qu'il «[...] seemed the most committed to study for its own sake [...] the least modish, fashionable, or backbiting»[40]. Il n'est pas sûr que cela soit le cas. Le plaisir de choquer, de remettre toujours en question les présuppositions, de demeurer ambigu, fait partie du jeu dans le milieu des salons intellectuels dans lesquels il est essentiel de se faire remarquer. En ce sens, Foucault est peut-être, au contraire, le plus parisien des intellectuels.

L'après-deuxième guerre en France est marquée par plusieurs grands systèmes d'analyse dont, entre autres, le **marxisme**, le **structuralisme** et le **post-modernisme**. Foucault ne semblait pas pouvoir échapper à leurs influences. Nous nous limiterons à ces trois systèmes d'analyse. Néanmoins, il est également possible de démontrer l'appartenance intégrale de Foucault à son époque et au milieu parisien, en adoptant d'autres approches analytiques. Par exemple, Luc Ferry et Alain Renaut, dans la pensée 68, perçoivent Foucault comme faisant partie de l'anti-humanisme dominant des «sixties» qui inclut aussi, d'après eux, Derrida, Bourdieu et Lacan. Quelle que soit l'utilité ou la validité d'une telle démarche analytique (l'humanisme contre l'anti-humanisme), il n'en demeure pas moins que Ferry et Renaut confirment, à leur manière, l'appartenance de Foucault à son contexte parisien des soixante-huitards[41].

---

[39] Roland Barthes, Mythologies, Paris: Le Seuil, 1957.

[40] Edward Saïd cité par Éribon, op. cit.: 2.

[41] Le soi-disant «anti-humanisme» de Foucault est aussi motivé par la jalousie vis-à-vis la renommée de Sartre. «For as different as Dumézil, Lévi-Strauss, Althusser, and Lacan obviously were, each from the other, and Foucault from each of them in turn, they all had at least one thing in common: a wish to destroy the intellectuel hegemony of Jean-Paul Sartre», Miller, op. cit.: 136. Miller confirme donc l'appartenance de Foucault aux intrigues des «salons intellectuels parisiens».

A) Foucault et le marxisme

L'après-deuxième guerre mondiale en France a consacré l'importance du Parti Communiste Français (PCF) dans la vie politique[42]. Dans la période suivant immédiatement la fin de la guerre, un électeur sur quatre votait pour les candidats du PCF. A cause, en partie, de leur présence active dans la résistance (à partir de 1941), les communistes jouissaient d'un prestige que les intellectuels ne pouvaient ignorer. Cependant, l'attrait des intellectuels pour le marxisme résidait autant dans la faillite du libéralisme écomomique pendant la dépression du début des années 1930 que dans celle du fascisme français du régime de Vichy. Dans le contexte de ce vide de cadres de référence, le marxisme représentait, à l'époque, une option à laquelle peu d'intellectuels en France pouvaient faire fi. En fait, rares sont les intellectuels français qui n'ont pas appartenu au PCF ou qui, tout au moins, n'ont pas adopté ou adapté une approche marxiste. Les résultats furent variés et parfois surprenants, tels qu'un marxisme existentialiste à la Jean-Paul Sartre, un marxisme chrétien à la Roger Garaudy et un marxisme «féministe» à la Simone de Beauvoir. A partir de 1948, l'influence du marxisme était particulièrement sentie à l'intérieur de l'ÉNS au sein de laquelle existait une cellule du PCF qui regroupait plus du quart des normaliens[43] dont les professeurs Louis Althusser et Pierre Juquin.

En 1950, Foucault a vu sa demande d'adhésion tardive au PCF rejetée parce qu'il refusait d'adhérer au syndicat des élèves[44]. Cependant, à partir de 1956, la dé-stalinisation ratée du PCF entraîna petit à petit un désenchantement vis-à-vis du marxisme orthodoxe. La montée des critiques radicales à l'extrême-gauche dans les années 1960 et au début des années 1970 contribua au déclin du PCF et à une remise en question du marxisme officiel. L'apogée de ces critiques fut probablement symbolisée le mieux par les événements de mai et juin 1968 et, par la création, en 1971, du journal quotidien Libération, à l'origine de tendance maoïste.

Les années 1970 virent deux grands types d'attaque contre le marxisme. Le premier fut l'apparition

---

[42] Pour une introduction plus détaillée sur le rôle et l'importance du PCF à cette époque, voir Colin Gordon (dir.), Power/Knowledge: Selected Interviews and Other Writings 1972-1977, New York: Pantheon Books, 1980 (1977).

[43] Emmanuel Le Roy Ladurie cité par Éribon, op. cit.: 51.

[44] D'après Miller, Foucault aurait été membre du PCF de 1950 à 1953. Voir Miller, op, cit.: 57-58.

de «nouveaux» mouvements sociaux tels que des groupes de femmes, de gais et lesbiennes, ou des regroupements d'anti-nucléaires, d'écologistes, de régionalistes, de détenus, etc... Le deuxième fut celui du phénomène dit des «nouveaux philosophes» qui, combinant un anti-stalinisme avec la découverte des vertus d'un anti-Étatisme, critiquaient le marxisme d'un point de vue libertaire-libéral, fortement anti-stalinien et souvent anti-communiste. Dans ce contexte et malgré lui, Foucault fit donc partie de cette génération qui a été fortement influencée, pendant sa période de formation universitaire par le marxisme et de nombreux marxistes. Dans ce contexte omniprésent du marxisme, Foucault ne peut pas en ignorer l'influence. Cependant, comme bon nombre de ses contemporains, Foucault dressait un certain nombre de critiques face au marxisme. Foucault admettait que le marxisme, ou plus exactement Marx, avait opéré, au 19e siècle, un décentrement de la souveraineté du sujet en faveur des «[...] rapports de production, des déterminations économiques et de la lutte des classes [...]»[45]. C'est à ce titre que Foucault reconnaissait l'importance de Marx. En effet, ce dernier semblait avoir déboulonné l'humanisme de son socle, c'est-à-dire de la suprématie de l'humain en tant que sujet central. Cependant, Marx semblait tomber dans le même piège que ses prédécesseurs. Il prétendait nous offrir «[...] une histoire globale, où toutes les différences d'une société pourraient être ramenées à une forme unique, à l'organisation d'une vision du monde, à l'établissement d'un système de valeurs, à un type cohérent de civilisation»[46]. Le marxisme n'était donc qu'une autre métathéorie présentant un projet normatif. C'était précisément l'objectif de Foucault de ne pas formuler de métathéorie. Malgré l'importance du décentrement opéré par Marx, ce dernier ne semblait pas aussi radical qu'on pourrait le croire. Dans son étude des discours «économiques», Foucault montra bien une certaine continuité quant aux thèmes, tels que la rareté et le travail, abordés à la fois par les économistes bourgeois et par Marx. Ceci permit à Foucault de conclure qu'

> «[a]u niveau profond du savoir occidental, le marxisme n'a introduit aucune coupure réelle; il s'est logé sans difficulté, comme une figure pleine, tranquille, confortable, et ma foi, satisfaite pour un temps (le sien), à l'intérieur d'une disposition épistémologique qui l'a accueilli avec faveur (puisque c'est elle justement qui lui faisait place) et qu'il n'avait en retour ni le propos de troubler, ni surtout le pouvoir

---

[45] Foucault, L'archéologie du savoir: 22.

[46] Ibid.

> d'altérer, ne fût-ce que d'un pouce, puisqu'il reposait tout entier sur elle. Le marxisme est dans la pensée du 19e siècle comme poisson dans l'eau: c'est-à-dire que partout ailleurs il cesse de respirer. S'il s'oppose aux théories «bourgeoises» de l'économie, et si dans cette opposition il projette contre elles un retournement radical de l'Histoire, ce conflit et ce projet ont pour condition de possibilité non pas la reprise en main de toute l'Histoire, mais un événement que toute l'archéologie peut situer avec précision et qui a prescrit simultanément, sur le même mode, l'économie bourgeoise et l'économie révolutionnaire du 19e siècle. Leurs débats ont beau émouvoir quelques vagues et dessiner des rides à la surface: ce ne sont tempêtes qu'au bassin des enfants».[47]

Foucault continua sa critique précédente en localisant «l'origine» de ce manque de radicalisme de la part de Marx, dans l'utilisation, par ce dernier, de la notion de «dialectique». En effet, pour Foucault, la dialectique «[...] is a way of evading the always open and hazardous reality of conflict by reducing it to a Hegelian skeleton...»[48].

Foucault n'adressa pas uniquement ses critiques à Marx mais aussi à certains marxistes contemporains. Les années 1960 et surtout 1970 furent marquées par le débat, parmi les marxistes français, de la signification de l'État dans un système capitaliste avancé. Ces tentatives de réconcilier une position étroite de déterminisme économique avec la réalité d'un rôle spécifique pour l'État entrainèrent les notions «d'autonomie relative de l'État»[49] et «du déterminisme économique en dernière instance»[50]. Foucault ne put échapper à ce débat. Cependant, il refusa de se laisser entraîner dans les ornières des obsessions autour du thème de l'État, et adopta une position à la fois plus nuancée et plus large. Foucault critiqua, tour à tour, la notion libérale de la souveraineté de l'État et la notion marxiste de l'État en tant qu'instrument de répression. Cependant, il importe de remarquer qu'il adoptait une analyse marxiste lorsqu'il reconnaissait l'existence de relations de pouvoir déterminantes en dehors de l'État.

> «To pose the problem in terms of the state means to continue posing it in terms of sovereign and sovereignty, that is to say, in terms of law. If one describes all the

---

[47] Foucault, Les mots et les choses: 274.

[48] Foucault cité dans Paul Rabinow (dir.), The Foucault Reader: 56.

[49] Nicos Poulantzas, Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui, Paris: Le Seuil, 1974; Pouvoir politique et classes sociales, Paris: Maspéro, 1971.

[50] Louis Althusser, Lire «Le capital», Paris: Maspéro, 1965; Pour Marx, Paris: Maspéro, 1965.

> phenomena of power as dependent on the state apparatus, this means grasping them as essentially repressive: the army as a power of death, police and justice as punitive instances, etc. I don't want to say that the state isn't important; what I want to say is that relations of power, and hence the analysis that must be made of them necessarily extend beyond the limits of the state in two senses: first of all because the state, for all the omnipotence of its apparatuses, is far from being able to occupy the whole field of actual power relations, and further because the state can only operate on the basis of other, already existing power relations».[51]

Par conséquent, pour Foucault, contrairement à la majorité des marxistes, ces «relations de pouvoir» qui génèrent une «lutte des classes», ne se situaient pas uniquement au niveau de la production, ni exclusivement à travers des stratégies de conquête du pouvoir d'État, mais bien au niveau des «luttes» et des résistances quotidiennes. Comme le remarquait Foucault dans une entrevue donnée au Nouvel Observateur,

> «[w]hat strikes me in the Marxist analysis is that they always contain the question of «class struggle» but that they pay little attention to one word in the phrase, namely «struggle». [...] But when they speak of the «class struggle» as the mainspring of history, they focus mainly on defining class, its boundaries, its membership, but never concretely on the nature of the struggle».[52]

S'adressant à l'auditoire de gauche du Nouvel Observateur, Foucault admit, stratégiquement, que «[...] [o]ne exception comes to mind: Marx's own non-theoretical, historical texts, which are better and different in this regard»[53]. Ceci est un exemple qui illustre comment Foucault tirait la couverture vers lui afin de paraître, ici, plus marxiste que les marxistes en faisant appel aux écrits journalistiques de Marx portant sur des cas spécifiques de lutte. Sans doute, Foucault faisait-il référence aux articles sur «la loi sur le vol du bois» publiés en 1842 dans la Rheinesche Zeitung, ou ceux dans le New York Daily Tribune à partir de 1852 sur la guerre de Sécession, la politique en Grande-Bretagne et le colonialisme[54].

---

[51] Foucault, «Truth and Power» dans Paul Rabinow (dir.), The Foucault Reader, op. cit.: 64.

[52] Foucault, «Power and Sex» dans Lawrence Kritzman (dir.), Michel Foucault - Politics, Philosophy, Culture - Interviews and Other Writings 1977-1984, op. cit.: 123. Le Nouvel Observateur 12 (mars 1977) et Telos n° 32 (1977): 152-61.

[53] Ibid.: 123.

[54] H. Christman (dir.), The American Journalism of Marx and Engels - A Selection from the New York Daily Tribune, New York: New American Library, 1966.

Les approches de Foucault partageaient aussi de nombreuses similitudes avec celles du marxisme et notamment l'importance déterminante des rapports sociaux, moteurs du changement historique. En simplifiant Marx, et comme nous l'avons déjà vu, il est possible de dire que pour ce dernier ce sont les rapports économiques, en général et en dernière instance, qui façonnent l'Histoire. Foucault semblait accepter une telle interprétation tout en reconnaissant la complexité de ce processus qui incluait également des éléments non directement économiques. Par exemple, et en parlant du discours psychiatrique, Foucault remarqua que ce dernier était le produit «d'un faisceau complexe de rapports»[55]. Ces rapports «[...] sont établis entre des institutions, des processus économiques et sociaux, des formes de comportements, des systèmes de normes, des techniques, des types de classification, [...]»[56].

Plus loin, et dans le même ouvrage, Foucault souleva trois préoccupations pour «la formation des modalités énonciatives». A travers ces trois préoccupations, il est possible de percevoir encore plus clairement une approche qui est, en fin de compte, très marxiste, et ceci malgré les critiques de certains marxistes qui perçoivent l'analyse discursive foucaltienne comme étant idéaliste et par conséquent irréconciliable avec une histoire sociale marxiste[57]. La première posait la question «qui parle?». Comme nous l'avons déjà vu, il ne pouvait plus s'agir d'un «auteur» souverain et de génie. La deuxième, répondant à la première, établit «les emplacements institutionnels d'où [l'auteur] tient son discours»[58], c'est-à-dire, pour adopter une terminologie marxiste, la position sociale de «l'auteur». La troisième, prenant un contexte encore plus large, stipulait, que «[...] les positions du sujet se définissent également par la situation qu'il lui est possible d'occuper par rapport aux divers domaines ou groupes d'objets»[59].

Cette dernière préoccupation était à la fois marxiste, puisque «l'auteur» était situé dans son contexte

---

[55] Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 61.

[56] Ibid.

[57] Voir notamment: Heinz Steinert, «The Development of «Discipline» according to Michel Foucault: Discursive Analysis vs Social History», dans Crime and Social Justice n° 20 (1984): 83-98.

[58] Ibid.: 69.

[59] Ibid.: 71.

social, mais aussi structuraliste puisque «l'auteur» n'était plus qu'un rouage comme un autre dans un vaste ensemble. Cette remarque nous mène à aborder le deuxième grand système d'analyse: le structuralisme.

B) Foucault et le structuralisme

Les relations entre Foucault et le structuralisme furent des plus complexes. Définir le structuralisme n'est pas en soi une tâche facile, d'autant plus que des «auteurs» très différents ont adopté sous une forme ou sur une autre, une approche structuraliste[60]. Cependant, nous pouvons suggérer, d'une manière très générale, que les structuralistes «[...] attempt to treat human activity scientifically by finding basic elements (concepts, actions, classes of words) and the rules or laws by which they are combined»[61]. Cette définition est relativement proche du but que Foucault donnait lui-même à sa méthode archéologique. «[L'archéologie] montrera que l'espace général du savoir [...] [est] fait d'organisations, c'est-à-dire de rapports internes entre des éléments dont l'ensemble assure une fonction [...]»[62]. En fait, le titre initial de son livre Les mots et les choses, incluait également Une archéologie du structuralisme plutôt qu'Une archéologie des sciences humaines. Ceci semblerait indiquer l'importance du structuralisme prévalant au cours des années 1960 et 1970, puisque Foucault, comme dans le cas du marxisme, se sentait obligé de prendre position. Foucault perçoit le structuralisme comme exprimant la modernité.

> «Ce que la pensée moderne va mettre fondamentalement en question, c'est le rapport du sens avec la forme de la vérité et la forme de l'être: au ciel de notre réflexion, règne un discours - un discours peut-être inaccessible - qui serait d'un seul tenant une ontologie et une sémantique. Le structuralisme n'est pas une méthode nouvelle; il est la conscience éveillée et inquiète du savoir moderne».[63]

---

[60] Pour une illustration de ce point, voir l'étude d'Arthur Kroker sur les contrastes et les similitudes entre Foucault et Parsons, «Modern Power in Reverse Image: The Paradigm Shift of Michel Foucault and Talcott Parsons», dans John Fekete (dir.), The Structural Allegory: Reconstructive Encounters with the New French Thoughts, Minneapolis: University of Minneapolis Press, 1984: 74-103.

[61] Hubert L. Dreyfus et Paul Rabinow, Michel Foucault - Beyond Structuralism and Hermeneutics, Brighton: Harvester Press Limited, 1982: xv-xvi.

[62] Foucault, Les mots et les choses, op. cit.: 230.

[63] Ibid.: 220-21.

Le structuralisme serait donc une méthode permettant l'expression d'une vérité cachée -inaccessible- à l'oeuvre sous la surface de la réalité visible et première. Dans ces conditions, Foucault ne pouvait que remettre en question cette quête de cette révélation «structuraliste» de «La vérité». Par exemple, l'utilisation du structuralisme dans l'histoire eut pour conséquence la recherche de grandes structures et tendances, plutôt que la recherche d'éléments spécifiques et délimités[64]. D'une manière sarcastique, Foucault admit, à ce propos, que «[o]ne can agree that structuralism formed the most systematic effort to evacuate the concept of the event, not only from ethnology but from a whole series of other sciences and in the extreme case from history»[65]. Au contraire, les approches archéologique et généalogique de Foucault essayaient précisément de découvrir les détails et les événements oubliés qui dérangeaient l'ordre dans la structure. Cette position permit à Foucault de se définir comme un anti-structuraliste et d'élaborer son propre projet.

> «In this sense, I don't see who could be more an anti-structuralist than myself. But the important thing is to avoid trying to do for the event what was previously done with the concept of structure. It is not a matter of locating everything on one level, that of the event, but of realizing that there is actually a whole order of levels of different types of events, differing in amplitude, chronological breadth, and capacity to produce effects».[66]

Sans doute, Foucault s'opposait-il au structuralisme parce que ce dernier présupposait aussi une certaine continuité historique à travers l'existence de structures, de lois et de règles qui déterminaient et limitaient presque totalement les possibilités de changements en dehors de ces contraintes. Le structuralisme était donc une sorte de méta-narration de l'histoire («Histoire globale») qui ne laissait aucune place aux accidents, aux exceptions et aux ruptures fortuites. C'est pour cela que nous ne pouvons pas, pour l'instant, ranger Foucault dans la catégorie des structuralistes, mais plutôt dans celle des post-structuralistes. Cependant, et malgré ses déclarations à ce sujet, Foucault adoptait très souvent des intentions structuralistes. Par exemple, lorsqu'il critiquait «l'Histoire globale», et plus précisément «les formes [...] de continuités», pour n'être que «l'effet d'une construction», Foucault

---

[64] «[...] il y a maintenant beau temps que les historiens repèrent, décrivent et analysent des structures, sans avoir jamais eu à se demander s'il ne laissent pas échapper la vivante, la fragile, la frémissante «histoire»». L'archéologie du savoir: 20.

[65] Foucault, «Truth and Power» dans Paul Rabinow (dir.), The Foucault Reader, op. cit.: 56.

[66] Ibid.

suggérait qu'il fallait «[...] connaître les règles et contrôler les justifications; définir à quelles conditions et en vue de quelles analyses certaines sont légitimes; indiquer celles qui, de toute façon, ne peuvent plus être admises»[67]. La position précédente présente deux problèmes. Premièrement, Foucault semblait sous-entendre que même s'il n'existait pas Une structure retraçant La continuité historique, il existait néanmoins des «règles» et des «conditions» qui régissaient une certaine discontinuité historique. Foucault serait donc, en dernière instance, un structuraliste malgré lui, une sorte de «counter-structuralist structuralist»[68]. Deuxièmement, il existe potentiellement une contradiction entre sa position «constructiviste» et celle que nous pourrions appeler positiviste. Foucault nous annonçait que «[l]es formes [...] de continuité [...] sont toujours l'effet d'une construction [...]»[69]. Ceci est une position qui peut être interprétée comme étant fortement relativiste («toujours», nous soulignons), c'est-à-dire, dans ce cas, que la «continuité» n'existe pas en tant que telle. Cependant, Foucault prétendait, dans la même phrase, vouloir «connaître les règles; [...] définir à quelles conditions [...] certaines sont légitimes; [...] indiquer celles qui [...] ne peuvent plus être admises». Ceci semble présumer, de sa part, qu'il existerait une positivité probablement localisée au-dessus de la mêlée constructiviste. Dans ce cas, nous pouvons nous demander quel était vraiment le degré de «constructionnisme» que Foucault reconnaissait à son projet. A ce titre, il est intéressant de remarquer que Foucault annonçait clairement un projet structuro-positiviste. «Pourvu qu'on en définisse clairement les conditions, il pourrait être légitime de constituer à partir de relations correctement décrites, des ensembles discursifs qui ne seraient pas arbitraires, mais seraient cependant demeurés invisibles»[70] (nous soulignons). Se rendant compte des conséquences de l'énoncé précédent, Foucault ajouta immédiatement: «Certes, ces relations n'auraient jamais été formulées pour elles-mêmes dans les énoncés en question [...]. Cependant elles ne constitueraient

---

[67] Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 37.

[68] Clifford Geertz, The New York Review of Books, 26 January 1978 cité dans Dreyfus et Rabinow (dir.), Michel Foucault - Beyond Structuralism and Hermeneutics: xiv.

[69] Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 37.

[70] Ibid.: 41-42.

en aucune manière une sorte de discours secret animant de l'intérieur les discours manifestes»[71] (nous soulignons). Foucault était loin d'être limpide sur ce point. Pourrions-nous suggérer que Foucault était un relativiste-positiviste? Cette combinaison est-elle possible? Un moyen d'échapper à cette contradiction serait de clarifier quelle est, du structuro-positivisme ou du relativisme-positivisme, l'approche privilégiée. Foucault semblait répondre en choisissant la deuxième.

«Les codes fondamentaux d'une culture - ceux qui régissent son langage, ses schémas perceptifs, ses échanges, ses techniques, ses valeurs, la hiérarchie de ses pratiques - fixent d'entrée du jeu pour chaque homme les ordres empiriques auxquels il aura affaire et dans lesquels il se retrouvera»[72]. Dans cette citation, Foucault mettait en relief l'importance déterminante du contexte général (politique, historique, économique, culturel, etc.) dans le type de connaissance qui apparaissait dans une société donnée. Cette interprétation de Foucault rejoint celle suggérée par Vincent Descombes. Pour ce dernier, Foucault est un mélange nihiliste-positiviste. «D'une part, le style de Foucault est positiviste [...]. Mais d'autre part, Foucault, lecteur de Nietzsche, ne croit nullement au fait des positivistes»[73]. Cet aspect relativiste nous amène à un autre champ contextuel du débat: celui du post-modernisme.

C) Foucault et le post-modernisme

En réaction au marxisme et au structuralisme, une nouvelle tendance commence à pointer au cours des années 1960, celle du post-structuralisme, également appelée post-modernisme. Dans le contexte français, ce sont des auteurs tels que Jacques Derrida[74], Jean Baudrillard[75], Jean-

---

[71] Ibid.

[72] Foucault, Les mots et les choses, op. cit.: 12.

[73] Vincent Descombes, Le même et l'autre - Quarante-cinq ans de philosophie française (1933-1978), Paris: Minuit, 1979: 138.

[74] Jacques Derrida, l'Écriture et la différence, Paris: Minuit, 1967; La dissémination, Paris: Le Seuil, 1972.

[75] Jean Baudrillard, L'échange symbolique et la mort, Paris: Gallimard, 1976; Simulacres et simulation, Paris: Galilée, 1981; L'autre par lui-même: habilitations, Paris: Galilée, 1987.

François Lyotard[76], Jacques Lacan[77], Gilles Deleuze et Felix Guattari[78] qui, entre autres, ont été les partisans du post-modernisme comme critique sociale et politique[79]. L'univers post-moderne est plus vaste que la simple critique post-structurelle des auteurs mentionnés. Le post-modernisme est également, et surtout, un mouvement et genre littéraire (tel que Alain Robbe-Grillet[80]) et un «style» architectural. Malgré le fait que le terme «post-structuralisme» soit plus précis pour décrire le type de critique de la raison de cette période, il me semble important de préserver le terme «post-moderne» afin de souligner qu'il ne s'agit pas d'un fait isolé de son contexte social et culturel. De plus, le fait de donner l'étiquette «post-structuralisme» pourrait faire croire que ce dernier nie ou dépasse le structuralisme. Une distinction trop marquée entre le structuralisme et le post-structuralisme n'est pas appropriée[81]. Le fait d'utiliser le mot «post-modernisme» permet d'éviter le contraste (linguistique) entre le structuralisme et le post-structuralisme. Le post-structuralisme fait bien partie de la mouvance post-moderne. Comment pourrait-on définir le post-modernisme comme

---

[76] Jean-François Lyotard, La condition postmoderne: rapport sur le savoir, Paris: Minuit, 1979.

[77] Jacques Lacan, Écrits, Paris: Le Seuil, 1966; Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse, Paris: Le Seuil, 1973; De la psychose paranoïaque dans ses rapports avec la personnalité, Paris: Le Seuil, 1975.

[78] Gilles Deleuze et Félix Guattari, L'Anti-Oedipe: capitalisme et schizophrénie, Paris: Minuit, 1972; Dialogues, Paris: Flammarion, 1977.

[79] Pour Luc Ferry et Alain Renaut, le point commun entre ces auteurs est l'anti-humanisme provenant d'une radicalisation Heideggérienne/Nietzschéenne, la pensée 68, op. cit.

[80] Entre autres: Alain Robbe-Grillet, Dans le labyrinthe, Paris: Minuit, 1959; Pour un nouveau roman, Paris: Minuit, 1963 et Glissements progressifs du plaisir, Paris: Minuit, 1974.

[81] Tel est l'argument de Jonathan Culler, On Deconstruction - Theory and Criticism after Structuralism, New York: Cornell University Press, 1982. Pour cet auteur,

> «[...] [t]he continual reference in critical debate to a distinction between structuralism and post-structuralism has several unfortunate effects. First, the terms of the opposition assimilate all interest in what resists intelligibility or outplays convention to post-structuralism, leaving us with a blind and programmatic structuralism. By the same token, to define deconstruction and other versions of post-structuralism by contrasting them with the systematic projects of structuralism is to treat them as celebrations of the irrational and the unsystematic [...](28). Third, the opposition between structuralism and post-structuralism works to suggest that the diverse writings of recent theory constitute a post-structuralist movement»: 28-29.

discours théorique?[82] Il est peut-être plus simple de faire ressortir au moins deux points communs qu'il entretient avec le structuralisme, c'est-à-dire la dissolution du sujet et une critique de l'historicisme (de «l'histoire traditionnelle» comme disait Foucault). Le post-modernisme reprend ces deux aspects et, continuant sur la lancée de la dissolution du sujet, entend miner la notion même de structure. Ceci à pour conséquence et cause l'apparition, à retardement, d'une critique du langage autour de la distinction saussurienne entre signifiant (mot) et signifié (objet)[83]. Pour le post-modernisme, la réalité est constituée de l'ensemble des différentes relations entre signifiants (par l'intermédiaire des lectrices et des lecteurs) et non plus, comme pour le structuralisme, des structures relationnelles entre signifiants et signifiés. Dans le contexte de l'abandon de la centralité du sujet, de la structure et de la signification («meaning»), il n'est pas surprenant que le post-modernisme délégitimise la philosophie comme discipline et annonce la fin de cette dernière. Le post-modernisme se distingue du structuralisme par la technique de la déconstruction, c'est-à-dire le jeu toujours ouvert des rapports des signifiants entre eux et les différentes lectures et relectures.

Ceci étant dit, il est important de replacer Foucault dans le contexte largement parisien de cette «vogue»[84] post-moderniste. Il est possible d'attribuer l'étiquette «post-moderne» à Foucault si l'on classifie les auteurs d'après leurs intentions de ne pas se lancer dans la quête de la vérité et d'une définition philosophique du bien. Telle est l'interprétation de Charles Taylor[85]. Il n'est pas certain que Foucault aurait été d'accord avec cette classification. Il est d'ailleurs utile de remarquer également que l'influence des auteurs post-modernes français a été plus profonde et controversée

---

[82] Madan Sarup, An Introductory Guide to Post-structuralism and Post-modernism, Athens, Georgia: University of Georgia Press, 1989; Peter Dews, Logics of Desintegration - Post-structuralist Thought and the Claims of Critical Theory, Londres et New York: Verso, 1987.

[83] Ferdinand de Saussure, Cours de linguistique générale, Paris: Payot, 1974 (1922). Ces cours furent donnés entre 1906 et 1911! Pour l'influence de Saussure sur Foucault, voir Miller, op. cit.: 133-34.

[84] Charles Taylor, Sources of the Self - The Making of the Modern Identity, Cambridge: Harvard University Press, 1989: 486.

[85] Taylor reconnaît tout de même que ces «authors are also rather different from each other.» Ibid.: 487.

dans le monde anglo-saxon qu'en France. La «vogue» post-moderniste française n'est pas sans avoir des précédents étrangers. Par exemple, la critique de la rationalité du capitalisme avancé offerte par l'École de Francfort, et notamment celle de Theodor Adorno et Max Horkheimer[86], sert d'antécédent à la critique post-moderne[87]. Cependant, cette dernière va plus loin en suggérant qu'une critique de la rationalité instrumentale des Lumières (et non plus seulement une logique wébérienne du capitalisme) n'est plus possible d'un point de vue extérieur à cette rationalité. Pour les post-modernistes, ou tout du moins pour Derrida, l'articulation d'une critique de la «Raison» est impossible si l'on demeure dans le contexte de la «Raison». «On ne peut en appeler contre elle qu'à elle, on ne peut protester contre elle qu'en elle, elle ne nous laisse, sur son propre champ, que le recours au stratagème et à la stratégie»[88].

Derrida propose donc, entre la Raison et la non-Raison, une troisième possibilité (la déconstruction) qui utilise l'ambiguïté («duplicité») du langage de la philosophie. En résumé, «Derrida, lui, entend être un double joueur, mauvais par les intentions, mais impeccable dans ses coups»[89]. Il serait peut-être utile de rappeler brièvement quelques-uns des rapports ambigus entre Foucault et le post-modernisme. Ces rapports révèlent également la diversité des approches et des études entreprises sous la bannière du post-modernisme. Afin d'illustrer cette diversité, et parfois les divergences qui

---

[86] Theodor Adorno et Max Horkheimer, Dialectic of the Enlightenment, New York: Seabury Press, 1972. Pour une étude comparative, voir: Axel Honneth, «Foucault et Adorno - Deux formes d'une critique de la modernité», dans Critique, vol 42, n° 471-472 (août-septembre 1986): 800-15. Voir aussi: Miller, op. cit.: 335-36.

[87] Certains auteurs perçoivent le post-modernisme comme étant l'héritier direct de l'École de Francfort.

> «Baudrillard's discursive terrorism should not be mistaken for an attack on the ethical foundations of politics. On the contrary, he is reaffirming such ethics. Terrorism is directed against the cynicism of the democratic state which, however much of it promises the freedom to participate in governance, delivers merely an ersatz public sphere, an imitation of public life».

Stanley Aronowitz, «Postmodernism and Politics», dans Andrew Ross (dir.), Universal Abandon? The Politics of Postmodernism, Minnesota: University of Minnesota Press, 1988: 53. Voir aussi, Guy Laforest, op. cit.: 275-90.

[88] Derrida, L'écriture et la différence, op. cit.: 59.

[89] Descombes, op. cit.: 166.

existent entre les différents auteurs post-modernistes, il nous faut passer brièvement en revue le débat entre Foucault et Derrida au sujet de Descartes[90]. De plus, ce débat soulevé par Derrida est également un exemple d'un exercice de déconstruction[91]. Dans l'histoire de la folie (1961), Foucault fait référence aux passages consacrés à la folie dans les Méditations de Descartes. Dans son «Cogito et histoire de la folie»[92], Derrida accuse Foucault d'historicisme à cause de son interprétation de Descartes dans L'histoire de la folie. Foucault répondra en détail dans une annexe de la deuxième édition publiée en 1972. Indirectement, la polémique autour de Descartes illustre certaines des différences entre, d'un côté, Derrida et le post-modernisme et, de l'autre, Foucault. La controverse vient du fait que l'histoire de la folie fait un lien entre la fondation de l'Hôpital général en 1656 (comme institution d'exclusion et du contrôle social de la folie) et les Méditations philosophiques de Descartes (comme articulation philosophique de l'exclusion de la non-raison)[93]. Boyne resitue le débat entre Foucault et Derrida au niveau des conséquences des exclusions cartésiennes parmi lesquelles on retrouve le sommeil[94], un «Dieu trompeur» [95], et la folie. Ces

---

[90] Cette section est inspirée par le livre de Roy Boyne, Foucault and Derrida - The Other Side of Reason, Londres: Unwin Hyman, 1990; de l'article de Robert D'Amico, «Text and Context: Derrida and Foucault on Descartes» dans John Fekete (dir.), The Structural Allegory Reconstructive Encounters with the New French Thought, op. cit.: 164-82; le paragraphe «Derrida contre Foucault: Raison et déraison» de Luc Ferry et Alain Renaut, La pensée 68, op. cit.: 120-29, et Miller, op. cit.: 118-21.

[91] Une des stratégies de la déconstruction est de se concentrer sur un point obscur, c'est-à-dire jusqu'alors ignoré, d'un texte afin de miner l'interprétation dominante du reste du texte. Derrida a pratiqué cette technique non seulement sur le compte de Foucault mais aussi sur celui de Heidegger, de Kant, de Freud et de Rousseau. Jonathan Culler, op. cit.: 139-40.

[92] Jacques Derrida, Revue de Métaphysique et de morale, (1964) et repris dans L'écriture et la différence, op. cit.: 51-96.

[93] Michel Foucault, «Le grand renfermement», dans Histoire de la folie à l'âge classique, op. cit.: 56-58.

[94] Curieusement et d'une manière pré-freudienne, l'exclusion des rêves s'opérait par leur classification dans le domaine du réel.
«Que les choses qui nous sont représentées dans le sommeil ne sont pas absolument imaginaires». Descartes, «Première méditation, VI», Les méditations philosophiques, Paris: Librairie classique, 1898: 140.

exclusions cartésiennes représenteraient donc la certitude de l'impossibilité de l'irrationnel dans la Raison, c'est-à-dire dans le processus de la connaissance de la vérité. L'exclusion cartésienne de la folie comme possibilité réelle de départ de la raison fut remise en question par Foucault dans son premier projet qui prétendait faire une archéologie de la folie, d'un point de vue extérieur à la Raison. Comme nous l'avons vu, Foucault commentait l'assertion de Descartes selon laquelle il était exclu que la Raison puisse être le produit de la folie puisqu'«il est impossible que Dieu nous trompe»[96]. Afin de contrer cette exclusion, Foucault a voulu faire une histoire de la folie qui rétablissait cette dernière comme n'étant pas le côté exclu et donc négatif, mais également constitutif, de la Raison. Il est à noter que Luc Ferry et Alain Renaut tirent, au contraire, la conclusion que Foucault voulait «[...] démontrer que la raison classique naît et se développe par l'exclusion de la folie»[97]. Le noeud de ce cette polémique se situe dans la confusion entre (1) ce que Foucault pense que la Raison affirme («la folie est exclue de la Raison») et (b) ce que Foucault veut réellement démontrer («la folie fait partie de la Raison comme étant la négation de cette dernière»). Ferry et Renaut se concentrent sur «l'erreur» originale inclue dans l'interprétation foucaltienne de la Raison afin de remettre en question la validité de l'ensemble du reste de la narration de l'Histoire de la folie. Il semblerait au contraire que «l'erreur» de Foucault réside plutôt dans la juxtaposition d'un élément historique spécifique (la création d'une institution hospitalière en 1659) et de la métaphysique cartésienne. Ce saut du spécifique au général restera toujours controversé et problématique. Cependant ceci ne constitue pas en soi la preuve du manque de rigueur du reste de l'Histoire de la folie. Il est à remarquer que La pensée 68 commet une erreur semblable en regroupant des auteurs relativement

---

[95] Descartes, «Méditation troisième», op. cit.
«[...] ce qui nous peut faire douter des choses que nous concevons fort distinctement est que peut-être Dieu se plaît à nous tromper», IV: 168; «[...] il faut donc examiner s'il y a un Dieu qui soit trompeur [...]», V: 169; «Mais que l'idée que nous avons de Dieu ne peut venir de nous et que par conséquent il y a un Dieu», XXII: 186; «Qu'elle vient de Dieu qui possède actuellement et infiniment toutes les perfections qu'elle enferme», XXXVIII: 197; «D'où il est évident qu'il [Dieu] ne peut être trompeur», XXXIX: 198.

[96] Descartes, «Méditation quatrième», III, op. cit.: 201.

[97] Ferry et Renaut, op. cit.: 129.

hétéroclites dans une même catégorie analytique («l'anti-humanisme»)![98]

Dans son Histoire de la folie, Foucault ne voulait pas faire l'histoire de la psychiatrie puisqu'il «s'agit d'un monologue de la raison sur la folie», mais, au contraire, une archéologie du silence de la folie. De son côté, Derrida affirmait que de tenter de faire une histoire du silence de la folie était un projet voué à l'échec puisque la folie ne pouvait être comprise et articulée que dans le contexte du langage de la Raison, c'est-à-dire de la non-folie[99]. Critiquant indirectement Foucault, Derrida affirmait que

---

[98] Marcel Gauchet et Gladys Swain, La pratique de l'esprit humain - L'institution asilaire et la révolution démocratique, Paris: Gallimard, 1980. La pensée 68 cite ce livre historico-philosophique comme étant une des principales oeuvres réfutant la thèse de l'Histoire de la folie. Malheureusement ce n'est pas le cas. Gauchet et Swain soutiennent avec l'aide de nombreux détails, qu'à partir de 1800 commence

> «[...]une troisième époque de la folie, l'entrée dans un âge de l'intégration de la folie comme vérité-limite de l'organisation humaine, qui n'aurait pas été possible sans le désormais fameux âge de l'exclusion, lequel, brisant avec l'insertion ancienne de la déraison au nombre des dimensions explicites de la culture et séparant l'insensé du commun des hommes, a rendu possible en réalité la venue de la reconnaissance de chacun dans l'écart de la sorte déporté vers une incontrôlable étrangeté» (p. 489).

Pour ces auteurs, l'internement en France commence vraiment au début du 19e siècle (contrairement à 1656 d'après Foucault) avec une augmentation du nombre des internés d'environ 5 000 à 6 000 en 1818 à 100 000 en 1936 (p. 229, note n°2). L'internement (l'exclusion) est un phénomène qui a donc accompagné le processus de démocratisation depuis la Révolution française. Par conséquent, la problématique de la folie est plus complexe que Foucault voudrait le faire croire. C'est pour cette raison, que Gauchet et Swain accusent Foucault, sans le nommer directement, de nous donner des «[...]semblants d'explication que nous souffle un sociologisme vulgaire, au jeu d'une cause unique» (p. 231).

Foucault aurait pu facilement répondre à ce type de critiques par deux arguments. Premièrement, Foucault aurait sans doute été content que d'autres auteurs démontrent le caractère complexe de la problématique de la folie! Deuxièmement, Foucault n'aurait pas automatiquement rejeté la thèse de Gauchet et Swain (que l'internement des fous symbolise la recherche de l'égalité des individus plutôt que leur exclusion) et aurait simplement souligné que c'est la problématique de la démocratisation comme mesure du progrès qui est douteuse. Foucault aurait certainement questionné la signification de la démocratisation dans le contexte de l'internement. Cette longue digression nous permet de conclure que les attaques de nature philosophique de Ferry et Renaut contre Foucault ne sont justifiées qu'en adoptant une relecture humaniste (celle de Gauchet et Swain) des faits historiques.

[99] «To say madness without expelling it into objectivity is to let it say itself. But madness is by essence what cannot be said; it is the «absence of the work» as Foucault says». Derrida, «Cogito and the history of madness», dans Writing and Difference, Chicago: University of Chicago Press,

> «[...] prétendre se débarrasser immédiatement des marques antérieures et passer, par décret, d'un geste simple, dans le dehors des oppositions classiques, c'est, outre le risque d'une interminable «théologie négative», oublier que ces oppositions ne constituaient pas un système «donné», mais une sorte de table ahistorique et foncièrement homogène, mais un espace dissymétrique et hiérarchisant, traversé par des forces et travaillé dans sa clôture par le dehors qu'il refoule, expulse et, ce qui revient au même, intériorise comme un des «ses» moments».[100]

Néanmoins, Derrida était aussi critique de la Raison que Foucault l'était. Il semblerait que pour Derrida la Raison ne peut être basée que sur un processus d'exclusion[101]. Par conséquent, Derrida suggèrait une autre stratégie, qui d'après lui était la seule possibilité, celle d'une critique de la Raison basée sur la raison elle-même, «[...] the revolution against reason can only be made within it»[102]. D'une manière plus concrète, la stratégie de Derrida repose sur des relectures de textes («déconstruction»)[103] à la recherche de la «différance»[104]. La stratégie de Derrida reposait donc sur deux «opérations» simultanées: travailler inlassablement un texte de l'intérieur tout en tentant de le déstabiliser continuellement. Ces deux opérations devenaient un

---

1978: 43. Pour Boyne, Derrida «attacked Foucault, Utopian aspirations to know difference in its pre-rational purity», dans Foucault and Derrida - The Other Side of Reason, op. cit.: 166.

[100] Derrida, «Hors livre», dans La dissémination, op. cit.: 11.

[101] «Derrida's argument [...] depends on his belief that the effectiveness and confidence of reason is tied to the exclusion of unreason, an exclusion which is always already achieved». Roy Boyne, op. cit.: 63.

[102] Derrida, «Cogito and the history of madness», in op. cit.: 36.

[103] «Un texte n'est un texte que s'il cache au premier regard, au premier venu, la loi de sa composition et la règle de son jeu. Un texte reste d'ailleurs toujours imperceptible. La loi et la règle ne s'abritent pas dans l'inaccessible d'un secret, simplement elles ne se livrent jamais, au «présent», à rien qu'on puisse rigoureusement nommer une perception. [...] La dissimulation de la texture peut en tout cas mettre des siècles à défaire sa toile. La toile enveloppant la toile [...]». Derrida, «La Pharmacie de Platon», dans La dissémination, op. cit.: 71. Boyne nous offre une définition plus accessible de la «déconstruction» : «[...] a philosophical strategy which opposes reason from the inside», Boyne, op. cit.: 90.

[104] «[la] «différance» désignait [...] cette économie -de guerre- qui met en rapport l'altérité radicale ou l'extériorité absolue du dehors avec le champ clos, agonistique et hiérarchisant des oppositions philosophiques, des «différents» ou de la «différence», Derrida, «La différance», dans Théorie d'ensemble, Paris: Le Seuil, 1968: 58.

> «[...] mouvement «productif» et conflictuel qu'aucune identité, aucune unité, aucune simplicité originaire ne saurait précéder, qu'aucune dialectique philosophique ne saurait «relever», résoudre ou apaiser, et qui désorganise «pratiquement», «historiquement», «textuellement», l'opposition ou la différence [...] des différents».[105]

Foucault avait une position des plus ambiguës vis-à-vis cette démarche post-moderne. Pour Foucault, il existait une possibilité d'une certaine «vérité» dans la narration de l'autre côté de la Raison.

«[P]ourvu qu'on en définisse clairement les conditions, il pourrait être légitime de constituer, à partir de relations correctement décrites, des ensembles discursifs qui ne seraient pas arbitraires, mais seraient cependant demeurés invisibles»[106]. Cependant et simultanément, Foucault tentait de préserver l'ouverture de son approche en adoptant une position et une méthode «déconstructionniste» qui aurait pu être celle de Derrida. «Faire apparaître dans sa pureté l'espace où se déploient les événements discursifs, ce n'est pas entreprendre de le rétablir dans un isolement que rien ne saurait surmonter; ce n'est pas le refermer sur lui-même; c'est se rendre libre pour décrire en lui et hors lui des jeux de relations»[107]. Ceci nous permet de suggérer avec d'autres[108], que Foucault et Derrida s'entendaient sur le fond, mais offraient des stratégies différentes: la «discursivité» et la «textualité» respectivement.

> «While Derrida feels that the text must be relentlessly "deconstructed", so that its network of "traces" can be better exposed as trapped within the "prison-house" of logocentrism, Foucault takes the position that a text can be best read against its context, that is, as part of a larger set of discursive practices that inform the episteme of its specific spacio-temporal configuration»[109].

---

[105] Derrida, «Hors Texte», op. cit.: 12-13.

[106] Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 41-42.

[107] Ibid.: 41.

[108] Boyne, «[...] a certain similarity of critical focus on the part of Foucault and Derrida; a similarity obscured by a difference of strategy, and overlaid by a rhetoric of interpretive disagreement», op. cit.: 95.

[109] John Frow, Marxism and Literary History, Cambridge, Massachusetts: Havard University Press, 1986: 215. Pour Edward Saïd, «Derrida's criticism moves us into the text, Foucault's in and out», in Edward Saïd, The World, the Text, and the Critic, Cambridge, Massachusetts: Harvard University

III) Le contexte épistémologique

Après avoir étudié les contextes personnels, sociaux, politiques et académiques, puis les contextes intellectuels («idéologiques» dirait Skinner), il nous faut aborder un dernier niveau de contextualisation: celui de l'épistémologie en France[111]. Plus précisément, nous voulons démontrer que l'oeuvre foucaltienne s'insère dans la direction générale du corpus «des études critiques des sciences» de son époque. Comme le remarque Gary Gutting pour ce qui est de la première approche foucaltienne, «[...] archeology is not an isolated method reflecting Foucault's idiosyncratic approach to the history of thought. Rather it is rooted in the French tradition of history of philosophy of science [...]»[112]. Rousseau et Porter ont très bien identifié les changements, à partir des années 1950, qui contribuèrent à un renouveau des études épistémologiques basées, entre autres, sur une approche anti-positiviste.

> «Contextual scholarship in the history of ideas, methodological externalism, new approaches within Marxism and French structuralism, the techniques of historians of art, religion, philosophy and ideology, the seminal writings of anthropologists and psychologists, the anti-science temper of the counter-culture of the late 1960s, and the question-mark hanging over science in an age of demographic, ecological and technological crisis - all these have compelled profound rethinking».[113]

Dans ce sens, nous pouvons affirmer que Foucault était un auteur typique de sa période. Bien que l'épistémologie ne soit pas le centre d'intérêt principal de cette thèse, il est important de mentionner quelques-uns des débats autour de la place et la signification de l'oeuvre de Michel Foucault dans ce contexte. Tout d'abord, il faut noter que les derniers écrits de Foucault, portant sur la recherche d'une éthique de la construction du sujet autour des thèmes du corps et de la sexualité, n'étaient pas des caractéristiques des écrits précédents. Ce débat autour de la signification épistémologique de

---

[111] Pour une excellente présentation du contexte historique de l'épistémologie en France, voir entre autres: Michel Fichant, «L'épistémologie en France» dans François Châtelet (dir.), La philosophie au 20e siècle, Paris: Hachette, 1973: 129-72; Gary Gutting, «Continent Philosophy of Science», dans Peter D. Asquish et Henry E. Kyberg (dir.), Current Research in Philosophy of Science, Michigan: Philosophy of Science Association, 1979: 94-117.

[112] Gary Gutting, Michel Foucault's Archeology of Scientific Reason, op. cit.: x-xi.

[113] G. S. Rousseau et Roy Porter (dir.), The Ferment of Knowledge - Studies in the Historiography of the 18th Century Science, op. cit.: 1-2.

Foucault exclut donc ses deux derniers livres qui sont plus de nature éthico-stratégique[114]. L'épistémologie, c'est-à-dire, l'étude critique des sciences,

> «[...] has traditionally fallen into two classes. First the concrete approach emphasises instruments, institutions, the objectivity of major and field-work [...]. Second, the intellectual approach looks at the writings of [scientists] as its primary datum, and has traced particular ideas on traditions as they «progressed» over time or documented new discoveries and their role as a stimulus to advancing knowledge».[115]

Foucault se situait clairement dans la deuxième catégorie. Les mots et les choses était un exemple de cette approche qui avait pour désavantage, entre autres, une trop grande simplification et généralisation[116]. En réaction à ses critiques, Foucault se concentra sur des domaines de recherches plus spécifiques mettant à la fois l'accent sur la période historique que sur l'objet de la recherche. Ses recherches sur le milieu carcéral du 18e au début du 19e siècle en était un exemple. Foucault faisait donc également partie de la tendance vers des études du spécifique plutôt d'une théorie générale[117]. Ceci nous permet de faire remarquer une différence importante entre les préoccupations de l'épistémologie «française» (le contexte historique) et celles de l'épistémologie «anglo-saxonne» (le contexte philosophique). Gary Gutting l'explique très bien dans le contexte de Foucault.

> «Foucault's archaeology is essentially grounded in historical practice rather than philosophical theory [...]. Archaeology method originates primarily from concrete struggles for historical understanding, not from prior philosophical commitments [...]. Archaeology is not [...] an engine of universal scepticism or relativism [...]. Properly understood, archaeology is a technique for revealing how a discipline has developed norms of validity and objectivity,

---

[114] Foucault, L'usage des plaisirs, op. cit. et Le souci de soi, op. cit.

[115] L. S. Jordanova et Roy Porter (dir.), Images of the Earth - Essays in the History of the Environmental Sciences, Londres: British Society for the History of Sciences, 1981 (1979): XIII.

[116] «Even the best synthetic views have been fatally flawed. This Foucault's quasi-structuralist notion of an eighteenth century «Classical episteme» underpinning scientific discourses was applied illuminatingly to natural history, but then seems to have been abandoned by Foucault himself and now commands little support, even from the author», G. S. Rousseau et Roy Porter (dir.), The Ferment of Knowledge..., op. cit.: 4.

[117] «Recent work has tended to take more circumscribed areas for study, using a shorter time period and a single scientific community», L. S. Jordanova et Roy Porter, op. cit.: XIII.

not for questioning the very possibility of any such norms»[118]

Mais quel était le contexte épistémologico-historique qui permit une remise en cause de la catégorie de recherche précédente? Cette catégorie antérieure reposait en grande partie sur le positivisme, c'est-à-dire sur la présupposition que l'accumulation des études de «faits», comme des objets perçus par un observateur situé à l'extérieur, était une garantie du dévoilement progressif d'une vérité tangible et existante en dehors de l'observateur. Gaston Bachelard, qui fut le premier non-positiviste à occuper, à partir de 1940, la chaire d'histoire et philosophie de science à la faculté des lettres de la Sorbonne, interprétait le positivisme comme étant «[...] une école philosophique qui déclarait fonder son autorité et faire reposer son crédit sur la nécessité de son propre avènement en vertu d'une loi de développement historique de l'esprit humain»[119]. Le positivisme présupposait donc à la fois une continuité et une accumulation constante du savoir. Sous cet angle, l'école positiviste ne représenterait, en quelque sorte, que l'aboutissement logique d'une progression linéaire de la connaissance que Gaston Bachelard remit en question. Dans son Étude sur l'évolution d'un problème de physique: la propagation thermique dans les solides (1928), Bachelard «[...] se propose de montrer que [au 18e siècle] la succession historique des problèmes scientifiques n'est pas ordonnée selon leur complexité croissante»[120]. Ce thème autour de la discontinuité, développé au cours des années 1960 par notamment Thomas Kuhn, fut également repris par Foucault. Ces thèmes de discontinuité et de continuité présupposaient une historicité de la connaissance. Ce qui intéressait Foucault et un certain nombre de ses contemporains n'était pas les objets des sciences en tant que tels, mais au contraire, les conditions sociales, économiques, culturelles, politiques, technologiques d'apparition d'un «genre littéraire» que l'on appelle histoire des sciences. D'après Canguilhem, cette histoire des sciences qui apparut au 18e siècle,

> «[...] supposait des conditions historiques de possibilités à savoir deux révolutions scientifiques et deux révolutions philosophiques [...]. En mathématiques, la géométrie de Descartes puis le calcul de l'infini de Leibniz-Newton: en mécanique et cosmologie, les Principes de Descartes et les Principia de Newton [...]. Mais

---

[118] Gary Gutting, op. cit.: xi.

[119] Gaston Bachelard cité par Georges Canguilhem, Études d'histoire et de philosophie des sciences, Paris: Philosophique Vrin, 1970 (1968): 173.

[120] Georges Canguilhem, op. cit.: 174.

> selon Descartes, le savoir est sans histoire. Il faut Newton, et la réfutation de la cosmologie cartésienne, pour que l'histoire, ingratitude du commencement revendiqué contre des origines refusées, apparaisse comme une dimension de la science. L'histoire des sciences c'est la prise de conscience explicite, exposée comme théorie, du fait que les sciences sont des discours critiques et progressifs pour la détermination de ce qui, dans l'expérience, doit être tenu pour réel».[121]

Sans vouloir nous pencher plus avant sur la vraisemblance possible de cette hypothèse énoncée par Canguilhem, nous pouvons néanmoins noter que le positivisme était, effectivement, une historicisation et une justification, a posteriori, de la création de la validité d'un objet d'attention scientifique. Canguilhem illustra ce point en rappelant que, par exemple, l'objet d'étude de la «taille humaine» chez Quêtelet «suppos[ait] l'institution des armées nationales et de la conscription», que l'objet d'étude des «aptitudes intellectuelles» de Binet «suppos[ait] l'institution de la scolarité primaire et obligatoire [...]»[122].

Par conséquent, pour Canguilhem, Foucault et de nombreux de leurs contemporains, «[l]'objet scientifique, constitué par le discours méthodique, est second, bien que non dérivé, par rapport à l'objet naturel initial, et qu'on dirait volontiers en jouant sur le sens, pré-texte [...]»[123]. Les personnes de sciences de la première catégorie, trop proches de leur objet d'étude, ne pouvaient pas se distancer historiquement et épistémologiquement de cet objet. Pour ces personnes de sciences, l'histoire des sciences «[...] est faite comme une histoire naturelle, parce qu'elle identifie la science avec les savants, et les savants avec leur biographie civile et académique, ou bien parce qu'elle identifie la science avec ses résultats et les résultats avec leur énoncé pédagogique actuel»[124]. Au contraire, les épistémologues de la deuxième catégorie, dont Foucault, admettaient l'importance déterminante du contexte général dans l'apparition et la définition des objets d'études de la

---

[121] Ibid.: 17.

[122] Ibid.: 18.

[123] Ibid.: 17.

[124] Ibid.: 18.

cience[125]. A l'intérieur même des différentes disciplines scientifiques, il existait des irrégularités dans la soi-disante progression toujours croissante de la marche uniforme du savoir[126]. C'est pour cette raison que «[ce] nouvel art d'écrire l'histoire des sciences [...] ne peut plus être une collection de biographies. Ce doit être une histoire des filiations conceptuelles. Mais cette filiation a un statut de discontinuité»[127]. Comme nous avons vu dans notre section sur le structuralisme, Foucault déclarait que «[l]es formes [...] de continuité [...] sont toujours l'effet d'une construction [...]»[128]. Si c'était effectivement le cas, ces tentatives de construire une continuité s'avéreraient inutiles. Comme le souligne, d'ailleurs très bien, Canguilhem, «[à] vouloir obtenir des filiations sans rupture, on confondrait toutes les valeurs, les rêves et les programmes, les pressentiments et les anticipations; on trouverait partout des précurseurs pour tout»[129]. A partir des quelques remarques précédentes, nous pouvons déjà dire que Foucault, loin d'être un auteur idiosyncratique, n'était qu'un des nombreux représentants de cette deuxième classe d'épistémologues dite «intellectuelle». Malgré la

---

[125] «The man of science cannot breathe in vacus. His work has to be grasped in a social environment...A proper historical view, therefore of a particular science's configuration at any time will not home in on those scientific ideas with most affinity to present beliefs. It will present a comprehensive vista of a constellation of scientific theories - in harmony or in conflict - facts, suppositions, metaphysical and methodological surmises; facts and theories generally regarded as exploded; facts and theories yet to come into prominence and respectability, and which are (so to speak) candidates for recognition. At this level then, the historian's task is to explain why some parts of this body of thought, data and speculation continue in currency, while others develop or are transformed, or disappear, temporarily or permanently»,
Roy Porter, The Making of Geology - Earth Science in Britain 1660-1815, Cambridge: Cambridge University Press, 1977: 5-6.

[126] Canguilhem, Études d'histoire et de philosophie des sciences, op. cit.: 19-20.
«Les temps de l'avènement de la vérité scientifique, le temps de la vérification a une liquidité ou une viscosité différente pour des disciplines différentes aux mêmes périodes de l'histoire générale. La classification périodique des éléments par Mendéléev a précipité la marche de la chimie et a bousculé la physique atomique, cependant que d'autres sciences conservaient une allure compassée».

[127] Ibid.: 184.

[128] Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 37.

[129] Canguilhem, Études d'histoire et de philosophie des sciences, op. cit.: 184.

controverse et les éléments de scandale cultivés par Foucault lui-même, il s'inscrivait bien dans sa période. Il semble exister un consensus d'opinion sur ce point. Premièrement, et par exemple, Simon Schaffer[130] situa Foucault, Canguilhem et Althusser dans la même mouvance de recherche que Bachelard, c'est-à-dire opposés aux historiens sociologues et anthropologues pour qui la catégorie fondamentale de référence était le «sujet». Foucault, et ses contemporains français cités ci-dessus, s'efforçaient de démontrer que, au contraire, le «sujet» était constitué par, et constituant de ces soi-disant objets «naturels» des sciences, lesquelles étaient elles-mêmes un produit de l'histoire[131]. Ceci permit à Schaffer de conclure que «[...] [Foucault's] archaeology of knowledge mobilizes Bachelard's epistemological history of the sciences in emphasizing the rupture between natural and modern sciences»[132]. En clair, ceci signifie que «l'historisation» de la connaissance à travers les sciences «modernes» rend caduque, ou tout du moins relativise, la perspective de la «Nature» telle que communiquée à travers les sciences naturelles. Deuxièmement, dans le contexte du débat entre externalistes et internalistes, Foucault se situerait lui-même comme faisant partie de la première catégorie. Comme le remarqua G. S. Rousseau, les approches des externalistes semblaient avoir pris le dessus[133]. Par conséquent, Foucault ne faisait que se conformer à cette tendance.

---

[130] Simon Schaffer, «Natural Philosophy», dans G. S. Rousseau et Roy Porter (dir.), op. cit.: 55-91.

[131] «[...] [T]he subject and configuration of a science is not a natural datum but a product of history», Roy Porter, Ibid.: 218.

[132] Schaffer, art. cit.: 87.

[133] «Certainly the internalists have lost some of the brightest young minds of the sixties and seventies to the externalists. Furthermore, the massive surveys included in this volume provide abundant signs of trends to come [...] it must necessarily occupy the labours of scholars in the future who are concerned with the social, political and economic institutions [...]. Only the externalist approach can begin to cope with a synthesis of the sciences of man in relation to these institutions. And it is hard to imagine in decades to come a return to internalism after the externalists have just delivered so much and promised even more».
G. S. Rousseau, «Psychology», dans G. S. Rousseau et Roy Porter, op. cit.: 210.

Conclusion: l'appartenance marginale de Foucault

Nous avons vu dans ce chapitre que Michel Foucault et son «oeuvre» ne vont pas totalement à contre-courant des différents contextes. Au contraire, nous pouvons même affirmer que les orientations de son oeuvre s'expliquent largement par ces contextes. Cependant, Foucault s'est constamment retrouvé coincé entre, d'un côté, les avantages de sa position sociale d'origine, d'étudiant privilégié, d'intellectuel renommé et d'universitaire «pistonné», et, de l'autre côté, sa position relativement en marge du milieu (pour ne pas dire rejeté par le milieu) dans lequel il évoluait. Par exemple, il provenait certes d'un milieu bourgeois mais d'une bourgeoisie provinciale et non pas parisienne, différence majeure en France d'un point de vue parisien. Au niveau professionnel, plus de huit ans s'écoulèrent entre l'obtention de son doctorat et sa «nomination politique» à un poste permanent au Collège de France. Au niveau personnel, son homosexualité et sa «passion» pour les «expériences» du corps dans le monde auraient pu être un avantage dans les salons parisiens, d'autant plus qu'il existe en France une riche tradition de la valorisation de la folie, de la marge, comme inspiration artistique![134] Néanmoins, les normes hétérosexiste et pro-famille en France l'ont fait souvent fuir à l'étranger. C'est cette tension constante entre les nombreux rejets initiaux et les consécrations ultérieures qui permet de situer Foucault juste à cheval, mais en deça, de la frontière entre son appartenance à son milieu et à son époque et une rupture radicale. C'est pour cela que nous pouvons qualifier la situation de Foucault comme étant celle d'une **appartenance marginale**[135].

Nous retrouvons cette appartenance marginale dans les rapports que Foucault entretenait avec les grands courants de pensée de son époque et plus précisément avec le marxisme, le structuralisme et le post-modernisme. Foucault n'était pas le seul intellectuel à avoir des réserves vis-à-vis le

---

[134] Voir Miller, op. cit.

[135] Cette opinion est aussi partagée par V. Y. Mudimbe, «Saint Paul-Michel Foucault», dans Transition n° 57 (1992): 122-27.

> «Foucault's image today is generally one of an anti-institutional militant. But this contradicts the whole of his career: all his positions abroad were made possible by powerful friends, and his election to the College de France was the result of politicking on the part of people who did not share the ideological opinions of Foucault the philosopher and activist»: 127.

marxisme. Il existait toute une nébuleuse d'intellectuels français qui, tout en refusant de tomber dans un anti-marxisme vulgaire, ont essayé de pousser plus loin le marxisme, jusqu'à le déformer totalement, diront certains. Par conséquent, nous pouvons envisager Foucault comme faisant partie d'un groupe hétéroclite d'intellectuels français, dont Alain Touraine, pour qui des aspects importants du marxisme devraient être préservés. Ceci explique, en partie, les différents dialogues que Foucault entretenait avec certains marxistes[136]. Deuxièmement, la relation de Foucault avec le structuralisme était encore plus étroite que celle qu'il entretenait avec le marxisme. Bien que Foucault tenta de faire une histoire archéologique et critique du structuralisme[137] dans Les mots et les choses, toute son «oeuvre», à l'exception des deux derniers volumes, fut fortement imprégnée d'un présupposé qui privilégiait une approche structuraliste. Foucault eut d'énormes difficultés à se sortir du poids du structuralisme ambiant. Troisièmement, malgré de nombreuses divergences de nature principalement stratégique avec d'autres intellectuels post-modernes, Foucault faisait partie de la «vogue» post-moderniste parisienne. C'est dans cette perspective que nous pouvons dire que Foucault s'insérait largement dans le contexte intellectuel français imbu de structuralisme puis de post-modernisme. Dans le contexte épistémologique, Foucault n'était qu'un des nombreux auteurs, dont Bachelard, qui montèrent, avant lui, à l'assaut de l'histoire «progressive», positiviste et accumulative de la connaissance scientifique.

C'est l'ensemble de ces différents contextes d'appartenance marginale qui explique, en grande partie, les trois Foucaults que nous avons identifiés dans l'introduction.

---

[136] Michel Foucault, «Sur la justice populaire - Débat avec les Maos», dans Les temps modernes n° 310 (février 1972): 335-66; «Médecine et lutte de classes», dans La Nef n° 49 (octobre-novembre 1972): 67-73; «Pour une chronique de la mémoire ouvrière» dans Libération (22 février 1973): 6.

[137] Il est à remarquer que des marxistes formulent également des critiques contre le structuralisme. Voir entre autres: Henri Lefebvre, L'idéologie structuraliste, Paris: Éditions Anthropos, 1971.

«[T]here has been an ecology movement which is furthermore very ancient and is not only a twentieth century phenomenon, which has often been, in one sense, in hostile relationship with science or at least with technology guaranteed in terms of truth. But in fact, ecology also spoke a language of truth. It was in the name of knowledge concerning nature, the equilibrium of the processes of living things, and so forth, that one could level the criticism».

Michel Foucault
Entrevue du 20 janvier 1984
The Final Foucault
(1988)

CHAPITRE DEUX

LA «NATURE» CHEZ MICHEL FOUCAULT

Après avoir présenté les différents contextes dans lesquels se situait Michel Foucault, nous nous devons d'établir les premières bases d'une approche foucaltienne au thème de la «nature» ou de «l'environnement». Nous opérerons en deux étapes. La première, dans ce chapitre, cernera les différents textes écrits par Foucault à travers lesquels il aborde directement, ou plus ou moins directement, les thèmes autour de «l'environnement», tels par exemple celui de la «nature». La deuxième étape, l'objet du chapitre subséquent, cernera la pertinence des trois approches foucaltiennes pour une étude du thème de «l'environnement».

Il est important de signaler tout de suite, que Foucault ne semblait pas être motivé ou même intéressé par la problématique de «l'environnement». En partie, ceci est surprenant puisque c'est au cours des années 1970 que la problématique «environnementaliste» prend son véritablement essor: catastrophes écologiques, création du ministère français de l'environnement, déclaration sur l'environnement de l'assemblée générale des Nations Unies[1], et, principalement à partir de 1974, montée du mouvement contre le programme français des centrales nucléaires. Durant la même période, Foucault s'intéressait, à travers notamment ses cours au Collège de France, aux «théories et institutions pénales» (1971-1972), à «la société punitive» (1972-1973) et au «pouvoir psychiatrique» (1973-1974), aux «anormaux» (1974-1975)[2]. Ce n'est que par le détour de ses

---

[1] Assemblée générale des Nations Unies, 16 juin 1972.
«L'homme [sic] a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être. Il a le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures». (Principe I)

[2] Foucault, Michel Foucault - Résumé des cours 1970-1982, Paris: Collège de France / Julliard, 1989.

études sur la problématique du pouvoir (la «gouvernementalité»), que Foucault aborde les thèmes de la «biopolitique» (1978-1979) et «du gouvernement des vivants» (1979-1980)[3], thèmes qui pourraient se rapprocher vaguement de celui du souci pour une survie biologique des humains et de leur «environnement naturel». Malgré la décennie des années 1970, riche en événements «environnementaux», le silence de Foucault sur cette problématique est révélateur de son manque d'empathie pour le cadre «naturel». D'après la biographie d'Éribon, Foucault n'était pas un amoureux de la «Nature». En fait, «il détestait la nature»[4], et lui tournait le dos. Foucault préférait les créations humaines telles que «les églises et les musées»[5].

Ceci ne signifie pas pour autant que Foucault se désintéressait du thème de la «Nature» comme, entre autres, sa problématisation à travers les différentes disciplines des connaissances scientifiques. C'est sous cet angle que Foucault percevait le thème de la «Nature», comme partie intégrale de ses recherches sur le savoir.

Premièrement, nous commencerons par mentionner trois des rares références directes de Foucault sur le thème de la «Nature». Bien que très brèves, ces trois références indiquent les deux axes dans lesquels peut s'insérer le thème de la «Nature» : la volonté de savoir et le pouvoir. Deuxièmement, il est évident qu'il nous faudra chercher ailleurs les idées de Foucault sur la «Nature». Les mots et les choses nous offrent une analyse détaillée de la «Nature» à travers une «archéologie» des disciplines des «sciences naturelles» et de la «biologie». Sans vouloir accepter pour autant la plausibilité de la «Nature» telle que décrite dans Les mots et les choses, il nous semble que Foucault démontre bien cette volonté de connaître la «Nature» tout en annonçant déjà son lien étroit avec le pouvoir. Dans une troisième partie nous étudierons plus en détail le thème de la «Nature» dans le contexte du tandem savoir-pouvoir et celui de la «gouvernementalité».

---

[3] Ibid.

[4] Foucault cité dans Éribon, op. cit.: 66.

[5] Ibid.

I) Quelques mots de Foucault sur le thème de la «Nature»[6]

Foucault n'a jamais abordé le thème de la «Nature» comme point de départ de ses recherches. C'est à travers d'autres préoccupations théoriques (notamment le savoir et le pouvoir) que Foucault a inséré la problématique de la «Nature».

Premièrement, dans une entrevue intitulée «Space, Knowledge, and Power»[7], Foucault inclut le thème de la «nature» dans une conceptualisation qui fait le lien entre certaines des nouvelles préoccupations de pouvoir (à partir du 17e siècle) et le contrôle de la population et des espaces géographiques et urbains dans lesquels vit la population. Pour Foucault, l'architecture et plus généralement les sciences de l'urbanisme en tant que pratiques professionnelles sont «[...] linked to a number of phenomena, such as the question of the city and the idea that was clearly formulated at the beginning of the 17th Century that the government of a large state like France should ultimately think of its territory on the model of the city».[8] Il s'agirait donc d'un mouvement, d'une forme de rationalité gouvernementale qui, partant de l'espace le plus modifié par les activités humaines, c'est-à-dire le milieu urbain, tente d'étendre vers l'espace le plus «naturel» (c'est-à-dire «la Nature» et le monde rural en général), les techniques et les pratiques de contrôle existant dans les villes.

> «The city was no longer perceived as a place of privilege, as an exception in a territory of fields, forest and roads. The cities were no longer islands beyond the common law. Instead, the cities, with the problems that they raised, and the particular forms that they took, served as the models for the governmental rationality that was to apply to the whole of the territory».[9]

Par conséquent, nous pouvons, dès à présent, suggérer que ce thème de l'espace «naturel», fait partie à la fois de l'apparition d'un champ spécifique de connaissance autour de la problématisation

---

[6] Nous employons pour l'instant le mot «Nature» à défaut de mot plus «neutre». Nous verrons, qu'à partir des années 1960, la création du mot «environnement» est significatif dans le contexte de l'émergence de nouveaux discours de savoir et de nouvelles pratiques de pouvoir.

[7] Publié dans Skyline (mars 1982) et reproduit dans Paul Rabinow (dir.), The Foucault Reader, op. cit.: 239-56.

[8] Paul Rabinow (dir.), The Foucault Reader, op. cit.: 241.

[9] Ibid.

de la «Nature», de «l'environnement» (dans ce cas, l'urbanisme[10]), et, l'extension d'une rationalité gouvernementale comme stratégie de contrôle du territoire et de sa population. Ces conceptualisations foucaltiennes triangulaires, «espace-savoir-pouvoir» et «sécurité-territoire-population», empêchent l'adoption des thèmes de la «Nature» et de «l'environnement», comme centres référentiels d'une problématisation privilégiée. Cependant, ces conceptualisations triangulaires n'excluent pas une incorporation de la problématique «environnementale» dans un cadre de recherche foucaltien.

Deuxièmement, dans son article intitulé «Nietzsche, Freud, Marx»[11], Foucault rappelle deux mises en garde issues des «techniques de l'interprétation [...] dans les cultures indo-européennes», c'est-à-dire que (1) «le langage ne dit pas exactement ce qu'il dit» et (2) «qu'il y a bien d'autres choses au monde qui parlent, et qui ne sont pas du langage»[12]. C'est dans le contexte de mise en garde «qu'il y a du langage ailleurs que dans le langage»,[13] qu'il est possible que «[...] la nature, la mer, le bruissement des arbres, les animaux, les visages, les masques, les couteaux en croix, tout cela parle»[14]. Pour Foucault, cette préoccupation remonte aux Grecs et reprit un essor au 19e siècle à travers notamment les sciences qui voulaient faire parler «les gestes muets [...] les maladies [...] le tumulte autour de nous». Ce projet de recherche foucaltien, qui a été développé dans les mots et les choses, consiste à «comprendre quel système d'interprétation le 19e siècle a fondé». Pour répondre à cette question, Foucault propose de remonter au 16e siècle, lieu, d'après lui, de ruptures

---

[10] Voir aussi: Michel Foucault, «Avant-propos» dans Politiques de l'habitat 1800-1850, Paris: CORDA, 1977: 3-4. Nous pourrions également y ajouter la géographie, une autre discipline de connaissance reliée aux pratiques de contrôle de l'espace et du territoire dans le cadre d'une stratégie de pouvoir. Voir: Michel Foucault, «Questions à Michel Foucault sur la géographie», dans Hérodote (janvier-mars 1976): 71-85; «Sécurité, territoire et population», dans Michel Foucault - Résumé des cours - 1970-1982, op. cit.: 99-106.

[11] Michel Foucault, «Nietzsche, Freud, Marx», dans le 7e colloque philosophique international de Royaumont (juillet 1964), Nietzsche, Paris: Minuit, 1967: 183-92.

[12] Ibid.: 183.

[13] Ibid.: 184.

[14] Ibid.: 183.

épistémologiques importantes que nous étudierons dans la section suivante. D'après cette description rapide du projet archéologique foucaltien de cette époque, nous pouvons comprendre que les objectifs de Foucault ne sont pas d'interpréter le langage de la nature mais d'interpréter les interprétations autour du thème de la nature. Il est intéressant de remarquer que l'interprétation de Foucault de la deuxième mise en garde («[...] il se pourrait que la nature, la mer, le bruissement des arbres, les animaux [...] parle[nt]») explique non seulement l'importante croissance des sciences naturelles dans le savoir, mais aussi «l'écologie profonde»[15]. En effet, cette dernière tente de présenter une perspective et un projet normatif qui ne soient pas anthropocentrique et qui classe les intérêts de la nature par-dessus ceux de l'humain. Sans le vouloir, Foucault nous donne les arguments d'une critique de l'écologie profonde en la resituant dans le contexte de la deuxième mise en garde.

Troisièmement, Foucault ne semble avoir fait qu'un seul et court commentaire direct sur les «écologistes», et ceci uniquement dans le cadre restreint d'une entrevue[16]. La conceptualisation du pouvoir chez Foucault est fortement dépendante d'une «volonté de savoir» qui fonctionne par l'intermédiaire de l'impératif de dire la «vérité». Ceci s'applique également, d'après Foucault, aux discours écologistes sur la «Nature».

> «It is indeed in this field of obligation to truth that we sometimes can avoid in one way or another the effects of a domination, linked to structures of truth or to institutions charged with truth. To say theses things very schematically, we can find examples : there has been an ecology movement which is furthermore very ancient and is not only a twentieth century phenomenon, which has often been, in one sense, in hostile relationship with science or at least with technology guaranteed in terms of truth. But in fact, ecology also spoke a language of truth. It was in the name of knowledge concerning nature, the equilibrium of the processes of living

---

[15] Traduction de «Deep Ecology». Voir entre autres: Arne Naess, «The Shallow and the Deep, Long-Range Ecology Movement. A Summary», dans Inquiry - An Interdisciplinary Journal of Philosophy, vol 16 (1973): 95-100 et pour une mise à jour, Arne Naess, «Deep Ecology and Ultimate Premises», dans Society and Nature - The International Journal of Political Ecology n° 2 (septembre-décembre 1992): 108-19.

[16] Michel Foucault, «The Ethic of Care of the Self as a Practice of Freedom - An Interview with Michel Foucault on January 20, 1984», dans James Bernauer et David Rasmussen (dir.), The Final Foucault, op. cit.: 1-20.

things, and so forth, that one could level the criticism».[17]

Nous pouvons, dès lors, entrevoir certaines des critiques de Foucault vis-à-vis des écologistes. Ses critiques ne sont pas antagonistes, c'est-à-dire que Foucault n'est pas opposé à la lutte contre les «pollutions» en tant que telles. Ses critiques se situent plutôt au niveau d'un manque d'une auto-critique de la part de la majorité des «écologistes». Pour Foucault, il n'existe pas de définition ontologique de la «Nature», mais seulement un champ de discours et de pratiques (situé dans un champ de pouvoir) qui définissent et donnent un sens aux termes de «pollutions», de «ressources naturelles», d'«environnement», etc.

Nous pouvons déjà pressentir que si Foucault s'intéressait aux thèmes de la «Nature», de «l'environnement», ce n'était pas en tant que catégorie ontologique ou objective, mais bien, (a) comme une **problématisation spécifique et historique** menant à une connaissance spécifique de cette «Nature» (désormais appelée depuis les années 1960, «environnement»), et ceci dans le contexte d'un ensemble de rapports de pouvoir («champ de pouvoir») duquel émergeait ces possibilités même d'articulation de ce savoir, et (b) comme un élément nouveau d'une **stratégie de pouvoir** s'insérant dans le contexte d'une «gouvernementalité».

II) La «Nature» dans «Les mots et les choses»

Un lien plus direct entre Foucault et du thème des discours et des pratiques autour de la «Nature», se situe dans l'approche épistémologique générale que l'auteur développe dans son livre, Les mots et les choses - Une archéologie des sciences sociales, publié en 1966. Il est important de passer en revue d'une manière relativement détaillée cette approche parce qu'un certain nombre d'auteurs l'ont adoptée[18]. C'est pour cela qu'il est important de comprendre les conséquences théoriques et les limites d'une telle approche. Dans les mots et les choses, Foucault veut démontrer que «[...] le système des positivités a changé d'une façon massive au tournant du 18e et du 19e siècle. Non pas que la raison ait fait des progrès, mais c'est que le mode d'être des choses et de

---

[17] Ibid.: 15.

[18] Entre autres: Morris Berman, The Reenchantment of the World, Ithaca: Cornell University Press, 1981.

l'ordre qui en les répartissant les offre au savoir a été profondément altéré»[19]. En fait, Foucault veut mettre en lumière les éléments de discontinuités dans ces changements. Pour Foucault,

> «[i]l ne sera donc pas question de connaissances décrites dans leur progrès vers une objectivité dans laquelle notre science d'aujourd'hui pourrait enfin se reconnaître; ce qu'on voudrait mettre au jour, c'est le champ épistémologique, l'épistémè où les connaissances, envisagées hors de tout critère se réfèrent à leur valeur rationnelle ou à leur formes objectives, enfoncent leur positivité et manifestent ainsi une histoire qui n'est pas celle de leur perfection croissante, mais plutôt celle de leurs conditions de possibilité [...]».[20]

D'une manière globale, Foucault discerne deux grande périodes: «l'âge classique» et la «modernité». La première période, «l'âge classique», se caractérise par un mode de savoir reposant sur «l'analyse de la similitude» de la manifestation de la réalité à travers les signes. «Chercher le sens, c'est mettre au jour ce qui se ressemble. Chercher la loi des signes, c'est découvrir les choses qui sont semblables»[21]. Dans sa forme la plus pure, cette analyse de la similitude présupposait un lien direct et immédiat entre la réalité et son expression, c'est-à-dire sa «représentation». L'étude de la représentation équivalait donc à une étude de la réalité. Cependant, au 16e siècle, la superposition de deux approches alors utilisées: l'herméneutique[22] et la sémiologie[23], entraîna «[...] l'apparition d'un nouveau problème, jusque-là inconnu: en effet on s'était demandé comment reconnaître qu'un signe désignait bien ce qu'il signifiait [...]»[24]. «L'âge classique» correspondait à l'analyse de la représentation. La deuxième période, celle dite de la modernité, répondra à cette question en se concentrant sur une «analyse du sens et de la signification»[25]. En résumé, il s'agit là d'une

---

[19] Foucault, Les mots et les choses, op. cit.: 14.

[20] Ibid.: 13.

[21] Ibid.: 44.

[22] Pour Foucault l'herméneutique c'est «l'ensemble des connaissances et des techniques qui permettent de faire parler les signes et de découvrir leur sens». Ibid.: 44.

[23] La sémiologie, c'est «l'ensemble des connaissances et des techniques qui permettent de distinguer leurs liens et les lois de leur enchaînement». Ibid.

[24] Ibid.: 58.

[25] Ibid.

«...rupture essentielle dans le monde occidental (dans lequel) il ne sera plus question des similitudes, mais des identités et des différences»[26]. La modernité développe l'idée d'une «genèse» entre, premièrement une «[...] analyse de la nature, avec les lacunes, les désordres qui brouillent le tableau des êtres et l'éparpillent en une suite de représentations qui vaguement, et de loin, se ressemblent [...]»[27], et deuxièmement une «[...] analytique de l'imagination, comme pouvoir positif de transformer le temps linéaire de la représentation en espace simultané d'éléments virtuels [...]»[28]. Derrière le chaos apparent et menaçant du monde, le pouvoir de l'imagination semble permettre une création d'un ordre fondé sur l'existence de structures, de classifications et de continuités cachées.

Afin d'illustrer d'une manière plus précisé cette rupture entre l'âge classique et la modernité, Foucault choisit trois champs de discours du savoir: celui autour du langage (la grammaire générale), celui autour de l'analyse des richesses («l'économie») et celui autour de la «Nature» («l'histoire de la nature»). C'est ce dernier champ de discours qui nous concerne le plus directement dans notre recherche. Comme nous l'avons déjà noté dans le premier chapitre, Foucault admet le manque de faits empiriques appuyant les conclusions générales dans Les mots et les choses[29]. Ce qui nous intéresse dans ce chapitre ce n'est pas le débat autour de la validité de l'hypothèse de la «Nature» dans Les mots et les choses ou du récit foucaltien sur les connaissances de la Renaissance à l'âge classique. Nous souhaitons uniquement montrer comment Foucault a pu articuler une telle histoire de la «Nature». Par conséquent, ce qui suit devra être considéré plus comme une illustration de la méthode archéologique que d'une description foucaltienne de la «Nature».

Pour Foucault, l'histoire naturelle, c'est-à-dire l'histoire de la «Nature», fut «la première forme d'histoire qui se soit constituée»[30], et à ce titre, elle mérite une attention toute particulière. L'explication pour l'apparition de l'historicité de la «Nature» réside dans le fait que cette dernière

---

[26] Ibid.: 64.

[27] Ibid.: 84.

[28] Ibid.

[29] Pour une synthèse des différentes critiques des mots et les choses, voir Gary Gutting, op. cit.: 217-25.

[30] Ibid.: 143.

s'impose comme objet évident, ne nécessitant point la médiation de signes. D'après Foucault, l'histoire de la «Nature» «[...] n'a besoin pour se bâtir que de mots appliqués sans intermédiaire aux choses mêmes»[31]. Par conséquent,

> «[l]es documents de cette histoire neuve ne sont pas d'autres mots, des textes ou des archives, mais des espaces clairs où les choses se juxtaposent : des herbiers, des collections, des jardins; le lieu de cette histoire, c'est un rectangle interporel, où, dépouillés de tout commentaires, de tout langage d'alentour, les êtres se présentent les uns à côtés des autres, avec leurs surfaces visibles, rapprochés selon leurs traits communs, et par là déjà virtuellement analysés, et porteurs de leur seul nom».[32]

Ce qui est intéressant de constater, c'est qu'il s'agit d'une représentation de la «Nature» à travers une reconstruction partielle («[...] des herbiers, des collections, des jardins [...]») de cette «Nature». Nous voyons donc déjà que cette analyse de la nature reposait sur l'existence d'espaces «naturels» culturellement et socialement définis. Foucault veut remettre en question l'interprétation d'après laquelle, à l'âge classique, «la constitution des jardins botaniques et des collections zoologiques traduisait une nouvelle curiosité pour les plantes et les bêtes exotiques»[33]. Pour l'auteur, il s'agit d'un changement de perspective d'étude des éléments de la «Nature», plutôt qu'un intérêt d'analyse totalement nouveau. «Ce qui a changé, c'est l'espace où l'on peut les voir et d'où on peut les décrire»[34]. Ce qui est suggéré, c'est un changement de perspective d'une nature comme spectacle à une nature en «tableaux» reproduite dans des catalogues. Ce changement semblerait avoir eu lieu entre la Renaissance et l'âge classique.

> «A la Renaissance, l'étrangeté animale était un spectacle; elle figurait dans des fêtes, dans des joutes, dans des combats fictifs ou réels, dans des reconstitutions légendaires, où le bestiaire déroulait ses fables sans âge. Le cabinet d'histoire naturelle et le jardin, tels qu'on les aménage à l'époque classique, substituant au défilé circulaire de la «montre» l'étalement des choses en «tableau». Ce qui s'est glissé entre ces théâtres et ce catalogue, ce n'est pas le désir de savoir, mais une nouvelle façon de nouer les choses à la fois au regard et au discours. Une nouvelle

---

[31] Ibid.

[32] Ibid.

[33] Ibid.

[34] Ibid.

manière de faire l'histoire.»[35]

Dans le contexte de l'âge classique, ces objets de la «Nature» (herbiers, collections, jardins,) bien que se révèlant par eux-mêmes, ont besoin du langage pour pouvoir être exprimés. Par conséquent, il existe un lien entre ces objets («choses») et le langage. A l'âge classique, ce lien est le résultat de leur appartenance tous les deux à la représentation. Cependant, une des mutations vers l'âge de la modernité, c'est celle de la séparation du langage et des choses. Dans le cas de notre histoire naturelle, cette distanciation entre le langage et les choses entraîne un besoin d'«[...] amener le langage au plus près du regard et les choses regardées au plus près des mots.»[36] Ce changement représente une des conditions qui permettront l'émergence, plus tard, d'un discours «scientifique» de la «Nature». La rupture intervenue à l'âge classique n'est pas une des étapes sur la route du savoir scientifique, mais bien, au contraire, une des conditions de l'apparition de ce discours «scientifique». Dans le cas de l'analyse de la «Nature», à l'âge classique, il s'agit d'une série de fermetures et de restrictions dans la manière d'étudier cette «Nature», et non pas une amélioration qualitative de la recherche. Foucault est catégorique sur ce point.

> «L'histoire naturelle n'est pas devenue possible parce qu'on a regardé mieux et de plus près. Au sens strict, on peut dire que l'âge classique s'est ingénié, sinon à voir le moins possible, du moins à restreindre volontairement le champ de son expérience. L'observation, à partir du 17e siècle, est une connaissance sensible assortie de conditions systématiquement négatives. Exclusion, bien sûr, du ouïe-dire; mais exclusion aussi du goût et de la saveur, parce qu'avec leur incertitude, avec leur variabilité, ils ne permettent pas une analyse en éléments distincts qui soit universellement acceptable. Limitation très étroite du toucher à la désignation de quelques oppositions très évidentes (celles du lisse et du rugueux); privilège presque exclusif de la vue, qui est le sens de l'évidence et de l'étendue, et par conséquent d'une analyse partes extra partes admise par tout le monde [...]. On dira peut-être que l'usage du microscope compense ces restrictions; et que si l'expérience sensible se restreignait du côté de ses marges les plus douteuses, elle s'étendait vers les objets nouveaux d'une observation techniquement contrôlée».[37]

Cette transition entre l'âge classique et la modernité telle qu'élaborée par Foucault dans la citation

---

[35] Ibid.

[36] Ibid.: 144.

[37] Ibid.: 144-45.

précédente, ressemble étrangement à un «changement de paradigme» dont parle Thomas Kuhn[38]. Sans entrer trop dans les détails[39], les similitudes entre Kuhn et Foucault sont frappantes. Pour Kuhn, les paradigmes sont des «[...] universally recognized scientific achievements that for a time provide model problems and solutions to a community of practitioners»[40]. Comme Foucault, Kuhn semble suggérer qu'il n'existe pas de progression linéaire, continue et cumulative du savoir, mais au contraire des discontinuités dans le savoir, entraînant la création et la chute de perspectives spécifiques de recherche. «[...] [E]ach scientific revolution alters the historical perspective of the community that experience it, then that change of perspective should affect the structure of post-revolutionary text books and research publication»[41].

Le projet de Foucault est précisément de déterminer les conditions d'apparition et d'effacement de tel «paradigme». Cependant, la comparaison entre Foucault et Kuhn s'arrête là[42]. Pour Foucault, l'âge classique, par exemple, est loin d'être un «paradigme» tel que le définit Kuhn. En effet, pour ce dernier, un paradigme représente une structure unifiée d'une perspective de connaissance[43]. Foucault ne nie pas l'importance et l'existence de caractéristiques générales, voire déterminantes, de l'articulation de savoir au cours d'une période donnée. Cependant, Foucault persévère dans sa quête structuraliste d'éléments de discontinuités au sein même des soi-disant forteresses unifiées et imprenables d'un paradigme. Pour Kuhn, au contraire, ce n'est que lors d'une période de crise

---

[38] Thomas S. Kuhn, The Structure of Scientific Revolutions, Chicago: University of Chicago Press, 1962 (1973). Des éléments de comparaison entre Kuhn et Foucault ont déjà été mis en lumière: Jacques Roger, «The Living World», dans G. S. Rousseau et Roy Porter (dir.), The Ferment of Knowledge - Studies in the Historiography of Eighteenth Century Science, op. cit.: 257.

[39] Autre comparaison entre Foucault et Kuhn: Dreyfus et Rabinow, Michel Foucault - Beyond Structuralism and Hermeneutics, op. cit.

[40] Ibid.: viii.

[41] Ibid.: ix.

[42] Pour une étude sur les différences entre Kuhn et Foucault: Gary Gutting, «Continental Philosophy of Science», dans P. Asquish et H. Kyberg (dir.), Current Research in Philosophy of Science, op. cit.: 94-117.

[43] Kuhn, op. cit. «There must [...] be rules that limit both the nature of acceptable solutions and the steps by which they are to be obtained». Ibid. : 38.

de transition entre deux paradigmes que les éléments de discontinuités («d'anormalités») apparaissent, qui, éventuellement, détruisent le paradigme précédent [44]. Foucault part à l'assaut contre cette perspective linéaire du savoir, et plus précisément de la croyance en l'existence objective ou ontologique d'UNE Vérité. Pour Foucault,

> «[c]'est le statut de ce discours vrai qui demeure ambigu. De deux choses l'une : ou ce discours vrai trouve son fondement et son modèle en cette vérité empirique dont il retrace la genèse dans la nature et dans l'histoire, et on a une analyse de type positiviste (la vérité de l'objet prescrit la vérité du discours qui en décrit la formation); ou le discours vrai anticipe sur cette vérité dont il définit la nature et l'histoire, il l'esquisse à l'avance et la fomente de loin, et alors on a un discours de type eschatologique (la vérité du discours philosophique constitue la vérité en formation) [...] l'eschatologie (comme vérité objective à venir du discours sur l'homme) et le positivisme (comme vérité du discours définie à partir de celle de l'objet) sont archéologiquement indissociables [...]. La naïveté précritique y règne sans partage».[45]

Revenant plus directement à notre thème de la «Nature», Foucault démontre que certaines des méthodologies et des pratiques de l'âge classique, c'est-à-dire la classification et la catégorisation présupposent une interprétation de la «Nature» comme étant immuable. En effet,

> «[...] la continuité de la nature est exigée par toute histoire naturelle, c'est-à-dire par tout effort pour instaurer dans la nature un ordre et y découvrir des catégories générales, qu'elles soient réelles et prescrites par des distinctions manifestes, ou commodes et simplement découpées par notre imagination. Seul le continu peut garantir que la nature se répète et que la structure, par conséquent peut devenir caractère [...]».[46]

Nous retrouvons ici un des thèmes explorés par Kuhn, celui de l'importance déterminante de la méthode de recherche sur le contenu même des résultats. Par conséquent, les connaissances ne sont pas l'émanation d'une vérité révélée, mais bien le produit des choix d'une méthode. Le contenu

---

[44] «[...] the awareness of anormality had lasted so long and penetrated so deep that one appropriately describes the fields affected by it in a state of growing crisis», Ibid.: 67.

[45] Foucault, Les mots et les choses, op. cit.: 331.

[46] Ibid.: 160.

du savoir sur la «Nature» au 18e siècle a été défini par les règles régissant «l'histoire naturelle»[47]. Cette dernière «[...] ne correspond pas à la pure et simple découverte d'un nouvel objet de curiosité; elle recouvre une série d'opérations complexes, qui introduisent dans un ensemble de représentations la possibilité d'un ordre constant. Elle constitue comme descriptible et ordonnable à la fois tout un domaine d'empiricité»[48]. «L'histoire naturelle» à l'âge classique a délimité le contenu du thème de la «Nature». C'est pour cela que

> «[...] l'histoire naturelle, à l'époque classique, ne peut pas se constituer comme biologie. Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, en effet, la vie n'existe pas. Mais seulement des êtres vivants. Ceux-ci forment une, ou plutôt plusieurs classes dans la série de toutes les choses du monde : et si on peut parler de la vie, c'est seulement comme d'un caractère [...] dans l'universelle distribution des êtres».[49]

Foucault s'interroge donc sur les conditions d'apparition de la «biologie». L'auteur en repère deux principales fortement liées l'une à l'autre. La première correspond à l'introduction d'une historicité dans «l'histoire naturelle», c'est-à-dire l'abandon d'une taxinomie des éléments de la «Nature» au profit d'une dynamique de l'une des caractéristiques de cette taxinomie: la vie. La deuxième, c'est précisément l'introduction du thème de la «vie», non plus comme caractère de classification mais comme dynamique de changement de l'être de la «Nature». «L'historicité s'est donc introduite maintenant dans la nature - ou plutôt dans le vivant; mais elle y est bien plus qu'une forme probable de succession; elle constitue comme un mode d'être fondamental»[50]. Pour Foucault, «[...] cette constitution d'une historicité vivante a eu pour la pensée européenne de vastes conséquences [...]»[51]. L'une d'entre elles est un glissement d'intérêt d'étude du végétal en faveur de celui de l'animalité. L'immuabilité de la «Nature» semblait être ancrée le plus fortement, au moyen-âge, dans

---

[47] «L'a priori historique, qui, au 18e siècle, a fondé les recherches ou les débats sur l'existence des genres, la stabilité des espèces, la transmission des caractères à travers les générations, c'est l'existence d'une histoire naturelle: organisation des quatre variables de la description, constitution d'un espace de voisinages où tout individu quel qu'il soit peut venir se placer». Ibid.: 171.

[48] Ibid.

[49] Ibid.: 173.

[50] Ibid.: 288.

[51] Ibid.: 289.

le domaine végétal. Une fois «l'historicité vivante» introduite, vers la fin du XVIIIe siècle, c'est le domaine animal qui semble désormais prévaloir. L'animalité semble être détentrice privilégiée à la fois de la «vie» et de l'historicité [52]. Ce passage du végétal à l'animalité symbolise bien la transition entre une situation de statisme à une de dynamisme, dans lesquelles la vie représente, dans le premier cas, seulement une caractéristique, et dans le deuxième cas, le moteur même de cette dynamique. La dynamique de l'animalité est inquiétante. «Ramenant sa plus secrète essence du végétal à l'animal, la vie quitte l'espace de l'ordre, et redevient sauvage. Elle se révèle meurtrière dans ce même mouvement qui la voue à la mort. Elle tue parce qu'elle vit»[53]. Cette insécurité menaçante de la «Nature», à travers l'étude privilégiée de l'animalité, a pour conséquence l'abandon d'une vision d'une «Nature» providentielle. «La nature ne sait plus être bonne»[54].

Il est à noter que ce thème est également repris, à la même époque, par certains des nouveaux discours «modernes» sur «l'économie». Nous pouvons dire que Foucault perçoit un changement radical entre l'analyse des richesses et celle de la production. La «Nature», entre ces deux types d'analyse, va fondamentalement se transformer. Jusqu'à Adam Smith, tous les analystes des richesses percevaient la rente foncière comme étant «[...] le signe d'une fécondité propre à la terre»[55]. Cependant les écarts entre la fécondité de la terre et les besoins d'une population croissante vont engendrer les conditions d'apparition d'un discours (appelé «économique») portant sur la centralité de la rareté. Il s'agit en fait d'un renversement fondamental. «Ricardo montre qu'il ne faut pas interpréter comme fécondité de la nature ce qui manque, et d'une manière toujours plus insistante, son essentielle avarice»[56].

La «Nature» perd donc sa générosité et sa fécondité, et devient, au contraire, «inerte». Dans ce

---

[52] «[...] la bête apparaît comme porteuse de cette mort à laquelle, en même temps, elle est soumise; il y a en elle, une dévoration perpétuelle de la vie par elle-même». Ibid.: 290.

[53] Ibid.

[54] Ibid.

[55] Ibid.: 270.

[56] Ibid.

contexte, «l'homme risque sa vie»[57], et se doit donc d'agir pour extraire de la terre avare les conditions de sa survie. Les discours «économiques» centrent donc, et désormais, leurs analyses sur la production résultant du labeur humain plutôt que de la fécondité de la «Nature». A nouveau, et dans ce cas, «la nature ne sait plus être bonne»[58].

Nous avons vu les profonds changements dans les discours sur la «Nature». Cependant la rupture épistémologique intervenue à l'âge classique va avoir une autre conséquence encore plus importante. Il s'agit de l'apparition de «l'homme» comme étant un objet d'étude des nouvelles sciences appelées justement «sciences de l'homme». Ce changement de l'âge classique à la modernité prend la forme de plusieurs ruptures. La première est la transformation de la «vie» comme n'étant qu'une des caractéristiques des êtres, vers la «vie» comme étant la dynamique des êtres. D'après Foucault, «l'homme» tel que nous l'imaginons n'existait pas en tant que tel à l'âge classique. Il n'y avait que des «êtres» hiérarchisés dans un monde ordonné. La deuxième rupture concerne la fin de la représentation de l'âge classique au profit d'une nouvelle positivité qui fait parler les objets eux-mêmes. La dynamique et l'enchevêtrement complexes de ces deux cassures ont produit la modernité.

> «Dans la représentation, les êtres ne manifestent plus leur identité, mais le rapport extérieur qu'ils établissent à l'être humain. Celui-ci, avec son être propre, avec son pouvoir de se donner des représentations, surgit en un creux ménagé par les vivants, [...] lorsque, abandonnant la représentation qui avait été jusqu'alors leur site naturel, ils se retirent dans la profondeur des choses et s'enroulent sur eux-mêmes selon les lois de la vie, [...]».[59]

Ceci semblerait expliquer l'apparition et la création d'un nouvel objet pensant appelé «l'homme». La modernité nous offre donc une perspective radicalement différente de «l'«humanisme» de la Renaissance, le «rationalisme» des classiques ont bien pu donner une place privilégiée aux humains dans l'ordre du monde, ils n'ont pu penser l'homme»[60]. L' apparition de cet «homme» est le résultat

---

[57] Ibid.: 269.

[58] Ibid.: 290.

[59] Ibid.: 324.

[60] Ibid.: 329.

de la création du «doublet empirico-transcendantal qu'on a appelé l'homme»[61], c'est-à-dire l'existence simultanée de «l'homme» en tant qu'objet de recherche et chercheur. Ces nouvelles «sciences humaines» ou «sciences sociales» se trouvent donc tiraillées, d'une part, entre les méthodes empiriques des sciences naturelles et, d'autre part, par les attaques exprimées par la philosophie contre leurs présumés restreints.

> «De là cette double et inévitable contestation : celle qui forme le perpétuel débat entre les sciences de l'homme et les sciences tout court, les premières ayant la prétention invincible de fonder les secondes, qui sans cesse sont obligées de chercher leur propre fondement, la justification de leur méthode et la purification de leur histoire, contre le «psychologisme», contre le «sociologisme», contre l'«historicisme»; et celle qui forme le perpétuel débat entre la philosophie qui objecte aux sciences humaines la naïveté avec laquelle elles essaient de se fonder elles-mêmes, et ces sciences humaines qui revendiquent comme leur objet propre ce qui aurait constitué jadis le domaine de la philosophie».[62]

Ces «sciences de l'homme» concentrent l'attention principalement sur «l'homme»[63], alors qu'auparavant le savoir avait pour sujet d'étude un monde ordonné dans lequel venaient se placer des «êtres». Ces «sciences de l'homme» représentent ce que Foucault appelle une «anthropologisation», c'est-à-dire une forme d'obsession centrée autour de l'humain. Les «sciences de l'homme» étaient supposées mettre fin à une vision de l'humain et de son monde comme étant le centre de toute chose. «On croit facilement que l'homme s'est affranchi de lui-même depuis qu'il a découvert qu'il n'était ni au centre de la création, ni au milieu de l'espace, ni peut-être même au sommet et à la fin dernière de la vie»[64]. Or, et ironiquement, l'apparition des «sciences de l'homme» semble précisément maintenir, voire renforcer cette perspective centrée autour de l'humain

---

[61] «Car le seuil de notre modernité n'est pas situé au moment où on a voulu appliquer à l'étude de l'homme des méthodes objectives, mais bien le jour où s'est constitué un doublet empirico-transcendantal qu'on a appelé l'homme». Ibid.: 329-30.

[62] Ibid.: 356-57.

[63] Ceci est une définition plus étroite que celle de Foucault pour qui:
«[...] [I]l y a «science humaine» non pas partout où il est question de l'homme, mais partout où son analyse, dans la dimension propre à l'inconscient, des normes, des règles, des ensembles signifiants qui dévoilent à la conscience les conditions de ses formes et de ses contenus». Ibid.: 376.

[64] Ibid.: 359.

dans le champ du savoir[65]. Ceci est une contradiction, ou plutôt une tension entre, d'une part, le décentrement de l'humain tel que proclamé officiellement par les «sciences de l'homme», et, d'autre part, la centralité du rôle de «l'homme» dans «l'espace du savoir» réservé à ces «sciences». Pour Foucault,

> «[...] cette posture même les voue à une instabilité essentielle. Ce qui explique la difficulté des «sciences humaines», leur précarité, leur incertitude comme sciences, leur dangereuse familiarité avec la philosophie, leur appui mal défini sur d'autres domaines du savoir, leur caractère toujours second et dérivé, mais leur prétention à l'universel, ce n'est pas, comme on le dit souvent, l'extrême densité de leur objet; ce n'est pas le statut métaphysique, ou l'ineffaçable transcendance de cet homme dont elles parlent, mais bien la complexité de la configuration épistémologique où elles se trouvent placées [...]».[66]

A première vue, l'«anthropologisation» des «sciences humaines», reprenant une vision pré-moderne des êtres humains situés au centre du monde, influencerait l'articulation et l'apparition de discours et de pratiques autour du thème de la «Nature». L'exemple développé par Foucault du cas des discours «économiques» est éloquent. Rappelons la rupture intervenue entre les «économistes» partisans de la théorie de la rente foncière (générosité naturelle de la terre) et les «économistes», à partir de Ricardo, pour qui, seul le travail de «l'homme» peut permettre l'extraction de ressources d'une nature devenue désormais avare. Ce scénario n'est pas le seul. Il existe une autre faille dans laquelle va s'engouffrer d'autres possibilités d'émergence de discours sur la «Nature». Nous avons déjà vu que l'un des changements importants de la rupture entre l'âge classique et la modernité est l'apparition de l'historicité, entre autres, dans les études justement appelé «l'histoire naturelle». C'est la combinaison de cette historicité et de la séparation des sciences dites «humaines» de celles dites «naturelles» qui va entraîner l'apparition d'une historicité spécifique et autonome de la «Nature». Par conséquent, nous ne pouvons pas parler d'UNE seule histoire, mais bien de plusieurs. C'est cette unité historique «qui s'est trouvée fracturée au début du 19e siècle». Il ne s'agit plus d'«[...] une grande histoire lisse, uniforme en chacun de ses points qui aurait entraîné dans une même dérive, une même chute ou une même ascension, un même cycle, tous les hommes et avec eux les choses,

---

[65] «[...] [M]ais si l'homme n'est plus souverain au royaume du monde, s'il ne règne plus au mitan de l'être, les «sciences de l'homme» sont de dangereux intermédiaires dans l'espace du savoir». Ibid.

[66] Ibid.

les animaux, chaque être vivant ou inerte, et jusqu'aux visages les plus calmes de la terre»[67]. Au contraire, il s'agit d'une multiplication des histoires. En effet,

> «[...] on a découvert une historicité propre à la nature; on a même défini pour chaque grand type du vivant des formes d'ajustement au milieu qui allaient permettre de définir par la suite son profil d'évolution; bien plus on a pu montrer que les activités aussi singulièrement humaines que le travail ou le langage détenaient, en elles-mêmes, une historicité qui ne pouvait pas trouver sa place dans le grand récit commun aux choses et aux hommes [...]».[68]

Une des conséquences de cette rupture fut l'apparition du thème de la séparation de «l'homme» et de la «Nature».

> «[...] [L]'homme s'est trouvé comme dépossédé de ce qui constituait les contenus les plus manifestes de son Histoire: la nature ne lui parle plus de création ou de la fin du monde, de sa dépendance ou de son prochain jugement; elle ne parle que d'un temps naturel; ses richesses ne lui indiquent plus l'ancienneté ou le retour prochain d'un âge d'or; elles ne parlent plus que des conditions de la production qui se modifient dans l'Histoire; le langage ne porte plus les marques d'avant Babel ou les premiers cris qui ont pu retentir dans la forêt; il porte les armes de sa propre filiation. L'être humain n'a plus d'histoire: ou plutôt, puisqu'il parle, travaille et vit, il se trouve, en son être propre, tout enchevêtré à des histoires qui ne lui sont ni subordonnées ni homogènes».[69]

C'est dans ce contexte, ou plutôt ces contextes, que les discours sur la «Nature» apparaîtront. Cette perspective développée par Foucault nous permet, entre autres, de saisir la complexité et la multiplicité des approches du savoir sur la «Nature» ainsi que les utilisations de ce savoir.

III) Le savoir-pouvoir, la gouvernementalité et la «Nature»

Nous avons vu au début de ce chapitre que Foucault n'a que très rarement abordé le thème de la «Nature». Cependant, à travers ces quelques références plus ou moins directes à ce thème, Foucault souligne les préoccupations essentielles de ses recherches. Premièrement, il s'agit des relations étroites entre le savoir et le pouvoir (le «savoir-pouvoir»), ou plus exactement les conditions d'apparition de disciplines de connaissance dans le contexte général des relations dans ce que

---

[67] Ibid.: 379.

[68] Ibid.

[69] Ibid.: 380.

Foucault appelle «le champ de pouvoir». Deuxièmement, à partir de 1977, Foucault se concentre sur une forme précise du savoir-pouvoir, celle du développement d'un art de gouverner qu'il appelle la «gouvernementalité». Dans cette section, nous passerons en revue ces deux préoccupations de Foucault (savoir-pouvoir et gouvernementalité) et leurs conséquences possibles pour une étude du thème de la «Nature».

A) La volonté de savoir et la «Nature»

Dans Les mots et les choses, Foucault a fait ressortir l'accroissement, la multiplication et la complexité, depuis le 18e siècle, des discours autour du thème de la «Nature». Plus tard, et en s'inspirant de Nietzsche, il interpréta ce phénomène général comme faisant partie d'une tendance plus générale, celle d'une «volonté de savoir». Pour Nietzsche, il n'existait que deux possibilités à la fin de l'humain: la «volonté de savoir» elle-même, ou plutôt l'autodestruction résultant de cette dernière ou l'extinction darwinienne.

> «La connaissance s'est transformée chez nous en une passion qui ne s'effraye d'aucun sacrifice, et n'a au fond qu'une seule crainte, celle de s'éteindre elle-même [...]. La passion de la connaissance fera peut-être même périr l'humanité [...]. Si la passion ne fait pas périr l'humanité, elle périra de faiblesse. Que préfère-t-on ? C'est la question principale. Voulons-nous que l'humanité finisse dans le feu et dans la lumière, ou bien dans le sable ?»[70]

Il nous faut tout de suite noter que Nietzsche faisait référence à la «Nature» intérieure de l'humain et non pas à son «environnement» extérieur[71]. Cependant, en cette fin de 20e siècle, il nous est peut-être possible d'étendre les propos de Nietzsche à «l'environnement» (bien entendu extérieur). Un certain nombre de discours environnementalistes contemporains reprennent précisément les deux options définies par Nietzsche et les actualisant: la destruction planétaire à travers une guerre

---

[70] Nietzsche, Aurore n° 429, cité par Foucault dans «Nietzsche, la généalogie, l'histoire», dans Hommage à Jean Hyppolite, Paris: Presses universitaires de France, 1971: 171.

[71] Bien que ce ne soit pas le propos direct de cette thèse, il est important de signaler que la vision de la «Nature» externe et interne fait partie de la tendance générale que Charles Taylor appelle «inwardness».
«In our languages of self-understanding, the opposition «inside-outside» plays an important role. We think of our thoughts, ideas, or feelings as being «within» us, while the objects in the world which these mental states bear on are «without». Charles Taylor, Sources of the Self - The Making of the Modern Identity, op. cit.: 111.

nucléaire généralisée ou des désastres écologiques («dans le feu et dans la lumière») ou une extinction «naturelle» mais à long terme («dans le sable»). Cependant, Foucault refuse de se laisser enfermer dans ce dilemme trop simpliste et trop général. Premièrement, pour Foucault, cette «volonté de savoir» n'a pas, contrairement aux intentions déclarées de cette dernière, abouti à une connaissance absolue. «En prenant, comme il le fait aujourd'hui, ses dimensions les plus larges, le vouloir-savoir n'approche pas d'une vérité universelle; il ne donne pas à l'homme une exacte et sereine maîtrise de la nature [...]»[72]. Deuxièmement, et tout en modérant les propos de Nietzsche sur ses prévisions apocalyptiques résultant de la «volonté de savoir», Foucault déclare que ce dernier: «[...] ne cesse de multiplier les risques; partout il fait croître les dangers; il abat les protections illusoires [...] il libère en lui tout ce qui s'acharne à le dissocier et à le détruire»[73]. Il est clair que Foucault veut démontrer l'ambivalence de cette volonté de savoir qui est à la fois (1) une «multiplication» du savoir sans pour autant jamais atteindre «LA Vérité», et, (2) une augmentation des risques d'autodestruction issus de ce savoir lui-même appliqué à travers des techniques sans cesse nouvelles.

(1) La «multiplication» du savoir, ou plutôt des disciplines, n'a pas permis d'obtenir UNE seule définition irréfutable de la «Nature». Il existe côte à côte des perspectives, parfois complémentaires, parfois antagonistes, de la «Nature». La «Nature» du biologiste, du géographe, du poète ou des peuples autochtones est fort différente. Notre domaine de recherche est orienté vers certains des discours autour de THEMES tels que celui de la «Nature», et non pas sur la «Nature» en elle-même. Il ne s'agit pas de répondre, une fois pour toute, à la question: qu'est-ce que la «Nature»? Nous ne faisons qu'affirmer que les discours autour de cette problématique sont historiquement constitués et produits par des domaines du social. Il est donc vain, dans ce contexte, d'essayer de trouver LA définition ontologique et immuable de la «Nature». Comme Foucault, nous

---

[72] Foucault, «Nietzsche, la généalogie, l'histoire», dans op. cit.: 170.

[73] Ibid.

pouvons dire que «nothing is fundamental»[74], et ceci inclut également la «Nature». Il ne s'agit pas pour autant de nier l'existence de ce quelque chose (la «Nature»), située à «l'extérieur» de l'activité purement sociale, ni de nier les phénomènes appelés «pollutions». Il s'agit uniquement de prendre comme objets de recherche les discours et pratiques autour de ces thèmes («environnement», «pollutions», «Nature», «espaces verts», «ressources naturelles», etc.) qui appartiennent clairement au domaine social et linguistique. Il ne s'agit pas d'établir la véracité ou la fausseté de ces discours plutôt qu'un autre. En effet, ce sont ces discours mêmes qui définissent les thèmes tels la «Nature», les «pollutions», les «espaces verts», etc, et non pas la préexistence objective, per se, des «objets» de ces thèmes qui s'autodéfiniraient eux-mêmes à travers, entre autres, les différentes sciences résultantes de la volonté de savoir. Comme Foucault, nous pourrions dire que «[l]e discours est tout autre chose que le lieu où viennent se déposer et se superposer, comme en une simple surface d'inscription, des objets qui auraient été instaurés à l'avance»[75]. Dans notre cas, les définitions de la «Nature» ne donnent pas une description de l'objet soit-disant immuable que l'on appelle «Nature», mais, au contraire, déterminent les structures et les limites mouvantes de la définition de cet «objet». Par exemple, une «montagne» peut être à la fois, et entre autres, un «espace vert», un «lieu sacré», des «ressources naturelles», une source d'inspiration poétique et une «masse de granite». Cette approche ne privilégie pas la description de la «Nature» ou de «l'environnement» faite par les sciences naturelles. Ceci ne signifie pas pour autant un rejet des interprétations avancées par les sciences naturelles. Nous pouvons affirmer que

> «[...] scientific knowledge is neither pure objectivity nor pure subjectivity. It simply reflects, in its forms and in the means it utilizes for representing nature, the influence and conditioning of the surrounding social context. Expressed in different terms, science provides us with an image of the world that has been constructed and is continually remodelled through a selection of those aspects of the surrounding reality which, in determinate social and historical conditions, appear problematic to the community of those who are involved in this enterprise. There is no doubt that this image incorporates objective properties of what lies outside - if it were not so, our species would have been extinct for some time - but it remains an image constructed

---

[74] Foucault, «Space, Knowledge, and Power», dans Paul Rabinow (dir.), The Foucault Reader, op. cit.: 247.

[75] Michel Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 58.

by and for us».[76]

C'est dans ce contexte qu'il s'agit de situer l'approche de Foucault.

(2) Lors de l'une de ses présentations sur le thème de la «rationalité» qui accompagna les Lumières, Foucault se fit l'écho des craintes des conséquences autodestructrices possibles de l'accroissement et de l'intensification des processus de rationalisation.

> «One of the enlightenment's tasks was to multiply reason's political power. But the men of the 19th Century started wondering whether reason weren't getting too powerful in our societies. They began to worry about a relationship they confusedly suspected between a rationalization-prone society and certain threats to the individual and his liberties, to the species and its survival».[77]

Afin de ne pas tomber dans une définition réductionniste et simpliste de la rationalité, il ajoute:

> «I think that the word «rationalization» is a dangerous one. The main problem when people try to rationalize something is not to investigate whether or not they conform to principles of rationality, but to discover which kind of rationality they are using».[78]

Cette reconnaissance de l'existence de plusieurs types de rationalité amène Foucault à réinterpréter l'importance de l'«Aufklärung» (les Lumières). Reprenant le même titre donné à un court article écrit par Kant («Was Ist Aufklärung?»), Foucault définit l'«Aufklärung» comme étant «[...] defined by a modification of the preexisting relation linking will, authority, and the use of reason»[79]. Il s'agit d'une définition relativement éloignée de celle de Kant pour qui, à travers Foucault, l'«Aufklärung» est «[...] a process that releases us from the status of «immaturity»»[80]. Il s'agirait donc «d'une prise de conscience» à l'effet que notre monde d'aujourd'hui est différent de celui d'hier. Il s'agit donc d'une

---

[76] Marcello Cini, «Science and Sustainable Society», in Capitalism, Nature, Socialism - A Journal of Socialist Ecology vol 2, n° 2 (juin 1991): 40.

[77] Foucault, «Omnes et Singulatim: Towards a Criticism of «Political Reason»», dans The Tanner Lectures on Human Values, vol II, Salt Lake City: University of Utah Press / Cambridge University Press, 1981: 225.

[78] Ibid.: 226.

[79] Foucault, «What is Enlightenment?», dans Paul Rabinow (dir.), The Foucault Reader, op. cit.: 35.

[80] Ibid.: 34.

historicisation d'un mode de pensée. D'après l'«Aufklärung», le monde d'aujourd'hui correspondrait à une période historique de «maturité». Ceci a deux conséquences importantes. Premièrement, il s'agit d'une périodisation de notre passé, et, deuxièmement, la dernière et ultime période, dans laquelle nous vivons (l'«Aufklärung») est supérieure aux précédentes. «Historiquement» l'«Aufklärung» se situe donc à la charnière du débat entre les «Anciens» et les «Modernes». Cette observation ne signifie pas que Foucault rejette les Lumières. Au contraire, dans son essai, «Nietzsche, généalogie et histoire», Foucault reprend l'utilisation de la critique et de l'historisation pratiquées par les Lumières, et, par conséquent, se situe lui-même dans la mouvance des Lumières. Foucault, concluant sur les éléments contradictoires de la rationalité, semble percevoir cette dernière comme n'étant pas si négative en fin de compte, ou peut-être plus exactement, il la perçoit comme étant inévitable, puisque

> «[...] if critical thought itself has a function, and, even more specifically, if philosophy has a function within critical thought, it is precisely to accept this sort of spiral, this sort of revolving door of rationality that refers us to its necessity, to its indispensability, and at the same time, to its intrinsic dangers».[81]

Ceci répond également et indirectement à certains critiques qui accusent Foucault d'être un «terrible simplificateur» lorsqu'il perçoit les nouvelles disciplines qui émergent de la rationalité comme étant exclusivement des technologies de contrôle[82]. C'est pour cela que Foucault a toujours refusé de se laisser enfermer dans le dilemme d'avoir à choisir entre la rationalité et l'irrationalité.

> «I think that the blackmail which has very often been at work in every critique of reason or every critical enquiry into the history of rationality (either you accept rationality or you fall prey to the irrational) operates as though a rational critique of rationality were impossible or as though a rational history of all the ramifications and

---

[81] Foucault, «Space, Knowledge, and Power», art. cit.: 249.

[82] Charles Taylor, «Foucault on Freedom and Truth», dans Charles Taylor, Philosophy and the Human Sciences, op. cit.: 166.
«Foucault reads the rise of humanitarianism exclusively in terms of the new technologies of control [164] [...]. The development of the new ethics of life is given no independent significant. This seems to me quite absurdly one-sided [...]. [T]he rise of new form of discipline is seen exclusively in its relation to domination [...] Foucault has missed the ambivalence of these new disciplines [...]. They have also taken the form of genuine self-disciplines which have made possible new kinds of collective action characterized by more egalitarian forms of participation [165] [...]. [C]ollective disciplines can function both for and against despotic control [166]».

all the bifurcations, a contingent history of reason, were impossible».[83]

Cependant, Foucault ne s'arrête pas à une étude de cette volonté de savoir comme étant la manifestation de l'utilisation de la critique telle que recommandée par les Lumières. Cette volonté de savoir n'est pas située dans un vide. Elle fait partie de ce qu'il appelle «un champ de pouvoir».

B) Le pouvoir, la gouvernementalité et la «Nature»

La conception du pouvoir chez Foucault diffère de la norme.

1) Premièrement, Foucault ne présente pas une métathéorie du Pouvoir comme phénomène central et primordial d'étude. Foucault est très catégorique sur ce point. Il n'est pas intéressé au «pouvoir» en tant que tel, mais plutôt aux «relations de pouvoir». Répondant à une question lors d'une entrevue, Foucault met les choses au clair. «I hardly ever use the word "power" and if I do sometimes, it is always a short cut to the expression I always use: the relationships of power»[84]. La raison principale derrière cette position réside dans le fait que pour Foucault le thème du «pouvoir» n'est que l'expression historique d'une problématisation. D'après Foucault, le 18e siècle marque un tournant dans la problématisation du «pouvoir», passant «d'un art du gouvernement à une science politique»[85]. Par conséquent, la majorité des recherches de Foucault analysent en détails les situations et les mécanismes dans lesquels existent des relations de pouvoir que ce soit dans les hôpitaux ou dans les prisons[86], mais aussi dans une rationalité spécifique et autonome de «l'art de gouverner». Foucault ne suggère en aucun cas que ces relations de pouvoir sont des manifestations d'UN Pouvoir dont le centre est clairement défini (par exemple: l'absolutisme ou le capitalisme). Pour Foucault,

---

[83] Foucault, «Critical Theory/Intellectual History», dans Kritzman (dir.), Michel Foucault - Politics, Philosophy, Culture - Interviews and Other Writings 1977-1984, op. cit.: 27.

[84] Entrevue avec Foucault, «The Ethic of Care for the Self as a Practice of Freedom», art. cit.: 11.

[85] Foucault, «La gouvernementalité», dans Actes - Les cahiers d'action juridique n° 54 (été 1986): 13. Cet article a été publié en anglais sous le titre «Governmentality», dans Ideology and Consciousness n° 6 (1979): 5-21.

[86] Foucault, Folie et déraison: histoire de la folie à l'âge classique, op. cit.; Naissance de la clinique - Une archéologie du regard, op. cit.; Surveiller et punir: naissance de la prison, op. cit.

> «[...] plutôt que de rechercher la forme unique, le point central d'où toutes les formes de pouvoir dériveraient par voie de conséquence ou de développement, il faut d'abord les laisser valoir dans leur multiplicité, leurs différences, leur spécificité, leur réversibilité: les étudier donc comme des rapports de force qui s'entrecroisent, renvoient les uns aux autres, convergent ou au contraire s'opposent et tendent à s'annuler. Enfin plutôt que d'accorder un privilège à la loi comme manifestation de pouvoir, il vaut mieux essayer de repérer les différentes techniques de contrainte qu'il met en oeuvre».[87]

2) Deuxièmement, et implicitement, Foucault rejette donc la notion d'un «Pouvoir» souverain de l'État tel que défini par les libéraux puisque ces derniers accordent «un privilège à la loi comme manifestation de pouvoir»[88]. Foucault rejette également la notion de «Pouvoir» des marxistes, pour qui le pouvoir est synonyme de la domination d'une classe sur une autre[89]. D'après Foucault, l'exercice du «Pouvoir», pour les libéraux et les marxistes, est identifiable à un acteur bien défini, respectivement l'État et une classe sociale[90]. Le mot même de «Pouvoir» est central dans les approches théoriques libérales et marxistes. Ce «Pouvoir» souverain ou dominant pour les libéraux et les marxistes, garantit l'existence d'une définition du pouvoir comme étant unidirectionnel (de haut en bas) et clairement délimité (à l'État ou à des rapports de classes). Foucault rejette cette vision et suggère au contraire que

> «[...] le pouvoir vient d'en bas; c'est-à-dire qu'il n'y a pas, au principe des relations de pouvoir, et comme matrice générale, une opposition binaire et globale entre les dominateurs et les dominés, cette dualité se répercutant de haut en bas, et sur des

---

[87] Foucault, Résumé des cours: 1970-1982, op. cit.: 85-86.

[88] Ibid. Pour une étude plus détaillée et comparative sur le thème du «Libéralisme» redécouvert et réinterprété par Foucault, voir Graham Burchell, «Peculiar Interests: Civil Society and Governing «The System of Natural Liberty»», dans Graham Burchell, Colin Gordon et Peter Miller (dir.), The Foucault Effect - Studies in Governmentality, Londres: Harvester / Wheatsheaf, 1991: 119-50.

[89] Foucault, La volonté de savoir, op. cit. «[N]e cherchons pas l'état-major qui préside à [la] rationalité [du pouvoir]; ni la caste qui gouverne, ni les groupes qui contrôlent les appareils de l'État, ni ceux qui prennent les décisions économiques les plus importantes ne gèrent l'ensemble du réseau de pouvoir qui fonctionne dans une société [...]»: 125.

[90] Foucault ne se limite pas uniquement à une critique des visions libérales et marxistes du pouvoir, mais y inclut également le structuralisme. «[...] [W]hen one speaks of «power», people think immediately of a political structure, a government, a dominant social class, the master facing the slave, and so on», Foucault cité dans The Final Foucault, op. cit.: 11.

> groupes de plus en plus restreints jusque dans les profondeurs du corps social. Il faut plutôt supposer que les rapports de force multiples qui se forment et jouent dans les appareils de production, les familles, les groupes restreints, les institutions, servent de support à de larges effets de clivage qui parcourent l'ensemble du corps social. Ceux-ci forment alors une ligne de force générale qui traverse les affrontements locaux, et les relie; bien sûr, en retour, ils procèdent sur eux à des redistributions, à des alignements, à des homogénéisations, à des aménagements de série, à des mises en convergence. Les grandes dominations sont les effets hégémoniques que soutient continûment l'intensité de tous ces affrontements».[91]

Par conséquent, il n'est pas surprenant que Foucault veuille s'éloigner des recherches sur «l'État» comme étant le foyer central du «Pouvoir».

> «To pose the problem in terms of the state means to continue posing it in terms of sovereign and sovereignty, that is to say, in terms of law. If one describes all these phenomena of power as dependent on the state apparatus, this means grasping them as essentially repressive: the army as a power of death, police and justice as punitive instances, etc.».[92]

Foucault ne nie pas pour autant l'importance de l'État.

> «I don't want to say that the state isn't important; what I want to say is that relations of power, and hence the analysis that must be made of them necessarily extend beyond the limits of the state, in two senses: first of all because the state, for all the omnipotence of its apparatus, is far from being able to occupy the whole field of actual power relation, and further because the state can only operate on the basis of other, already existing power relations».[93]

Foucault reproche aux études qui se concentrent exclusivement sur l'État ou «la structure du pouvoir» de laisser de côté toute une série de relations de pouvoir qui prennent place au niveau du corps, de la sexualité[94], et, ajouterais-je, de la «Nature» et de «l'environnement» comme objet de connaissance et ensemble de pratiques. Foucault ne nie pas le phénomène de la centralisation du «pouvoir» autour de l'État, mais il veut aussi démontrer qu'il existe des pratiques et des discours

---

[91] Foucault, La volonté de savoir, op. cit.: 124.

[92] Foucault, dans «Truth and Power», dans Paul Rabinow (dir.), The Foucault Reader, op. cit.: 64.

[93] Ibid.

[94] Foucault, Ibid. «The state is superstructural in relation to a whole series of power networks that invest the body, sexuality, the family, kindship, knowledge, technology and so forth».

individualisants au sein desquels se situent aussi des relations de pouvoir qui sont importantes. «If the state is the political form of a centralised and centralising power, let us call pastorship the individualising power»[95]. L'objectif de Foucault n'est pas d'opposer ou de contraster cette forme «pastorale»[96] et la forme étatique du pouvoir mais au contraire de montrer comment elles se sont associées[97]. L'avantage de cette approche est de souligner la présence de relations de pouvoir dans toutes les facettes de la vie des individus[98]. Par conséquent, la conception du «pouvoir» chez Foucault est plus large que celle définit par la «science politique». C'est sans doute en partie pour s'éloigner de ce thème ambigu de «pouvoir», ainsi que pour souligner les liens entre le «pouvoir d'État» et son élément pastoral, qu'à partir de 1977, Foucault développe celui de «gouvernementalité»[99]. La «gouvernementalité» est «[...] la manière dont la conduite d'un ensemble d'individus s'est trouvée impliquée, de façon de plus en plus marquée, dans l'exercice du pouvoir souverain»[100]. Ce concept de «gouvernementalité» a été repris, entres autres, par James Tully qui l'a modifié et l'a appelé la «gouverne juridique». Comme celle de Foucault, l'hypothèse de Tully repose sur une analyse historique des transformations de la problématique du «pouvoir»[101]. La

---

[95] Foucault, «Omnes and Singulatim: Towards a Criticism of «Political Reason»», art. cit.: 227.

[96] Ce thème de la «pastoralité» est un écho de la métaphore introduite par Platon dans The Statesman.

[97] Foucault, «Omnes and Singulatim», dans op. cit. «[...] I'll try to show how this pastorship happened to combine with its opposite, the state»: 227.

[98] «[...] [I]n human relations, whatever they are - whether it be a question of communicating verbally, [...], or a question of a love relationship, an institutional or economic relationship - power is always present». Foucault cité dans The Final Foucault, op. cit.: 11.

[99] Ironiquement, le point de départ de ce thème de la «gouvernementalité» repose sur un retour aux auteurs classiques de la «science politique» et entre autres: Platon, Botero, Chemnitz et Machiavel(voir «Omnes et Singulatim: Towards a Criticism of «Political Reason»») et De la Perrière, Rousseau, La Mothe Le Vayer et Quesnay (voir «la gouvernementalité»).

[100] Foucault, Résumé des cours, op. cit.: 101.

[101] «The hypothesis [...] is that a new practice of governing conduct was assembled in the period from the Reformation to the Enlightenment», James Tully, «Governing Conduct», dans Edmund Leites (dir.), Conscience and Casuistry in Early Modern Europe, Cambridge: Cambridge University Press, 1988: 12.

définition détaillée du concept de «gouverne juridique» donné par Tully aurait probablement pu être donnée par Foucault.

> «This mode of governance links together probabilistic and voluntaristic forms of knowledge with a range of techniques related to each other by a complex set of references to juridical practices. Its aim is to reform conduct to explain and deconstruct settled ways of mental and physical behaviour, and to produce and then govern new forms of habitual conduct in belief and action. Finally, this way of subjection, of conducting the self and others, both posits and serves to bring about a very specific form of subjectivity : a subject who is calculating and calculable, from the perspective of the probabilistic knowledge and practices, and the sovereign bearer of rights and duties, subject to and of law from the voluntaristic perspective. The whole ensemble of knowledge, technique habitual activity, and subject I will provisionally call the juridical government».[102]

Sans prétendre à une concordance parfaite, il est intéressant de mettre en parallèle la définition de la «gouverne juridique» de Tully avec celle de la «gouvernementalité» de Foucault. D'après ce dernier, l'historique de la «gouvernementalité» est constitué de trois éléments:

> «1. l'ensemble constitué par les instructions, procédures, analyses et réflexions, calculs et tactiques qui permettent d'exercer cette forme très spécifique bien que très complexe de pouvoir, qui a pour cible la population et comme forme principale de savoir l'économie politique, comme instrument technique essentiel, les dispositifs de sécurité.
> 2. La tendance qui, dans tout l'Occident, n'a pas cessé de conduire, et depuis longtemps, vers la prééminence de ce type de pouvoir qu'on peut appeler le gouvernement [...] ce qui a conduit d'un côté au développement de toute une série d'appareils spécifiques de gouvernement et de l'autre au développement de tout un ensemble de savoirs.
> 3. Le processus, ou plutôt le résultat du processus à travers lequel l'État de justice du moyen-âge, devenu dans le 15e et 16e siècle État administratif, s'est peu à peu gouvernementalisé».[103]

A travers le concept de «gouvernementalité», on retrouve deux des principaux thèmes de recherche de Foucault c'est-à-dire: (a) le processus de création de disciplines reliées au savoir comme élément de pouvoir, et (b) la transition d'un «pouvoir monarchique»[104] à un pouvoir «pastoral». Le premier

---

[102] Ibid.

[103] Foucault, «La gouvernementalité», op. cit.: 14.

[104] Pour Foucault, le «pouvoir monarchique» a dû faire face au dilemme du «coût du pouvoir». «[...] Si on est très violent, on risque de susciter des révoltes; ou bien, si on intervient d'une façon

est à la fois une des conséquences du champ de pouvoir mais aussi la condition nécessaire pour le développement des techniques de pouvoir d'État (élément n°1: «[...] calculs et tactiques, qui permettent d'exercer cette forme [...] de pouvoir [...]»; élément n°2: «[...] appareils spécifiques de gouvernement [...]»). Le deuxième thème montre le lien historique entre les formes de pouvoir d'État (élément n°3 : «[...] État de justice [...]» à un «[...] État administratif [...]») et les techniques qui ont «pour cible la population» (élément n°1 : «[...] instructions, procédures [...]»).

3) Troisièmement, et conséquemment, pour Foucault les relations de pouvoir sont à la fois «intentionnelles et non subjectives»[105]. Il existe bien des individus, des groupes, des acteurs qui prennent des décisions en fonction d'effets souhaités. Cependant, l'ensemble de toutes ces décisions tactiques produit des effets qui ne sont pas consciemment souhaités par les acteurs eux-mêmes. C'est pour cela que Foucault caractérise les relations de pouvoir de non subjectives puisque personne n'est l'architecte de la stratégie d'ensemble. Même les acteurs «dominants» (groupes, classes, institutions, etc.) ne contrôlent pas les conséquences imprévisibles des relations de pouvoir. Ils n'en sont certainement pas les «inventeurs»[106].

La définition de «pouvoir» est donc très large et s'étend à toutes les relations dans lesquelles «[...] one wishes to direct the behavior of another»[107]. Pour Foucault, ces relations de pouvoir prennent place dans le cadre d'un «champ de pouvoir». Il s'agit moins de relations conflictuelles sempiternelles (entre des acteurs précis) que d'un espace de ces relations de pouvoir. Ceci sous-entend que les relations de pouvoir peuvent changer avec la configuration du «champ de pouvoir».

---

trop discontinue, on risque de laisser se développer dans les intervalles des phénomènes de résistance et de désobéissance d'un coût politique élevé. C'était ainsi que fonctionnait le pouvoir monarchique». Foucault, «Visibilité isolante», dans Jeremy Bentham, Le panoptique, Paris: Pierre Belfond / Collection l'échappé, 1977: 19.

[105] Foucault, La volonté de savoir, op. cit.: 124.

[106] «[...] [L]a rationalité du pouvoir, c'est celle de tactiques au niveau limité où elles s'inscrivent [...] qui enchaînant les unes aux autres, [...] dessinent finalement des dispositifs d'ensemble; [...] il arrive qu'il n'y ait plus personne pour les avoir conçues et bien peu pour les formuler; caractère implicite des grandes stratégies anonymes, presque muettes, qui coordonnent des tactiques loquaces dont les «inventeurs» ou les responsables sont souvent sans hypocrisie». Ibid.: 125.

[107] Foucault, The Final Foucault, op. cit.: 12.

Par conséquent, les relations de pouvoir sont fluides et instables[108]. Répétons-le, il ne s'agit pas uniquement de relations de pouvoir entre A et B (institution, classe sociale, individu, discipline, etc.), mais aussi de conditions historiques («du champ de pouvoir») qui permettent à A et B d'avoir des relations de pouvoir qui ne sont ni unidirectionnelles, ni monolithiques et ni stables. Pour Foucault, ce champ de pouvoir est déterminé par l'ensemble des «[...] institutions, des processus économiques et sociaux, des formes de comportements, des systèmes de normes, des techniques, des types de classification [...]»[109]. Les relations de «pouvoir» sont également à la fois «intentionnelles et non subjectives» dans le contexte du développement d'une rationalité autonome de «l'art de gouverner» («la gouvernementalité»). Bien que «L'État» ait certainement des objectifs précis et avoués (par exemple le contrôle de la population), «l'art de gouverner» ne peut pas être réduit à la simple volonté ou aux intérêts des sujets sociaux (souverain, classes sociales, bureaucrates, etc.). Foucault date l'émergence de l'autonomie de cette rationalité gouvernementale au 16e siècle à travers différentes articulations autour du thème de la «Raison d'État»[110]. Il faut noter que cette préoccupation autour du thème du «pouvoir» chez Foucault a généré des critiques parmi certains post-modernistes. Par exemple, Jean Baudrillard, utilisant ironiquement l'analyse discursive foucaltienne, perçoit ce discours autour du «pouvoir» comme démontrant une préoccupation très contemporaine, alors même que les formes de pouvoir subissent des transformations profondes. Pour Baudrillard,

> «[...] Il échappe à Foucault que le pouvoir est en train de crever même le pouvoir infinitésimal, que le pouvoir n'est pas seulement pulvérisé mais pulvérulent, qu'il est miné par une réversion, travaillé par une réversibilité et une mort qui ne peuvent apparaître dans le seul procès généalogique. Chez Foucault, on frôle toujours la

---

[108] «These are relationships that one can find at different levels, under different forms: these relationships of power are changeable relations, i.e., they can modify themselves, they are not given once and for all. The fact, for example, that I am older and that at first you were intimidated can, in the course of the conversation, turn about and it is I who become intimidated before someone, precisely because he is younger. These relations of power are then changeable, reversible and unstable». Foucault, ibid.

[109] Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 61.

[110] Colin Gordon, «Governmental Rationality: An Introduction», dans Graham Burchell, Colin Gordon et Peter Miller (dir.), The Foucault Effect - Studies in Governmentality, op. cit.: 8.

détermination politique en dernière instance».[111]

Baudrillard, se basant sur une radicalisation foucaltienne, accuse Foucault de ne pas aller jusqu'au bout de son projet qui devrait être de dénoncer le pouvoir dans ses différentes manifestations incluant ses représentations et ses «simulacres»[112]. Par conséquent, pour Baudrillard, parler de «pouvoir» est un projet désormais dépassé. «Quant on parle tant de pouvoir, c'est qu'il n'est plus nulle part [...], le pouvoir est un leurre, la vérité est un leurre»[113].

Baudrillard n'est pas le seul à cette école. Par exemple, Guy Debord, dans la société du spectacle, suggérait, déjà en 1967, qu'il n'existait que deux formes de pouvoir «spectaculaire», la «concentrée» et la «diffuse».

> «La première, mettant en avant l'idéologie résumée, autour d'une personnalité dictatoriale, ayant accompagné la contre-révolution totalitaire, la nazie aussi bien que la stalinienne. L'autre, incitant les salariés à opérer librement leur choix entre une grande variété de marchandises nouvelles qui s'affrontaient, avaient représenté cette américanisation du monde qui effrayait par quelques aspects, mais aussi bien séduisait les pays où avaient pu se maintenir plus longtemps les conditions des démocraties bourgeoises de types traditionnels».[114]

Dans sa mise à jour de 1988, Debord reconnaît la victoire de la forme «diffuse» du «pouvoir spectaculaire» par la «combinaison raisonnée» avec la forme concentrée. Désormais, il n'existe plus qu'une seule forme de pouvoir, celle du «spectaculaire intégré»[115]. Par conséquent, pour ces deux critiques, il n'est possible d'étudier le «pouvoir» que par ses simulacres et ses spectacles de représentation. Sans doute la guerre du Golfe persique de 1991 pourrait servir d'exemple d'une mise en scène télévisuelle d'un spectacle de pouvoir, où les enjeux ne sont plus principalement les rapports de force sur le terrain mais surtout les simulacres et les images d'exercices militaires de pouvoir. Il est évident que Foucault a rejeté catégoriquement cette orientation en adoptant sa

---

[111] Jean Baudrillard, Oublier Foucault, Paris: Galilée, 1977: 54.

[112] Ibid. «Foucault démasque toutes les illusions finales ou causales quant au pouvoir, mais il ne dit rien quant au simulacre du pouvoir lui-même»: 55.

[113] Ibid.: 82 et 88.

[114] Guy Debord, Commentaires sur la société du spectacle, Paris: Éditions Gérard Lebovici, 1988: 17.

[115] Ibid.: 17-18.

méthode généalogique qui prend en considération non seulement les discours mais aussi les pratiques quotidiennes. Ceci est un autre exemple de divergences entre Foucault et certains des post-modernistes.

En résumé, il est possible de voir que pour Foucault, il existe un lien très fort entre le savoir («système de normes, des techniques, des types de classification, [...]») et le pouvoir, c'est-à-dire les possibilités de relations au sein du champ de pouvoir. Nous pouvons entrevoir au moins une des conséquences pour une étude de la «Nature». Au lieu de percevoir une lutte dualiste et antagoniste entre d'une part les «gentils» défenseurs de la «Nature» (les conservationistes, les environnementalistes, les écologistes, etc.) et les «méchants» destructeurs de la «Nature» (les pollueurs, les capitalistes, les industriels, la société de consommation, etc.), il est possible de suggérer que les relations entre ces deux groupes sont le produit de rapports complexes de pouvoirs, qui définissent, à travers certaines disciplines de savoir, les possibilités et les limites de déploiement de telles relations. Par exemple, il faut remarquer que, par exemple, un grand nombre d'«environnementalistes» canadiens et québécois connus sont également des scientifiques (David Suzuki et Michel Jurdant). L'articulation de leur critique se situe dans le champ défini, entre autres, par un savoir scientifique (par exemple, la chimie et la biologie) qui donne lieu, au nom du «progrès», à des destructions/modifications de la «Nature». Le champ de pouvoir limite donc les possibilités et les conditions d'une articulation des discours et des pratiques environnementalistes.

Deuxièmement, le concept de «gouvernementalité» suggère qu'il existe des liens très directs et très puissants entre les différentes techniques du «pouvoir souverain» (c'est-à-dire «d'État») et l'ensemble de la nébuleuse de la formation et du contrôle des conduites individuelles. Dans le contexte de cette étude sur la «Nature», le concept de «gouvernementalité» permet de poser quelques questions importantes. Par exemple, comment les pratiques individuelles «environnementalistes» (telles que le recyclage domestique, l'économie de l'énergie et des ressources naturelles, etc) s'insèrent-elles dans une stratégie de «pouvoir»? Comment certaines techniques de gouvernement (tel que le processus des enquêtes des impacts environnementaux) contribuent-t-elles à la construction d'un individu «environnementaliste»? Bref, cette approche permet de saisir la plus grande complexité de la dynamique à l'intérieur du champ de pouvoir dans lequel se situent les «écologistes», «les conservationistes», les «environnementalistes» et les «pollueurs», au lieu de se cantonner dans des relations purement dualistes, institutionnalistes et antagonistes.

Pour Foucault, une des manifestations de la volonté de savoir est l'émergence de nouvelles disciplines qui ont simultanément, pour but et résultat, une mise en place de contrôles. Il s'agit donc, dans ce cas, d'une utilisation instrumentaliste de ce savoir[116]. Cependant, comme ce savoir n'est pas détaché du contexte général, les formes et directions de ce savoir sont déterminées par les configuration du champ de pouvoir. C'est pour cela que Foucault développe ce tandem savoir-pouvoir. Le savoir peut être utilisé d'une manière instrumentale par des éléments «dominants» du champ de pouvoir. Inversement, ces éléments «dominants» du champ de pouvoir peuvent définir les contours de l'objet et les méthodes d'acquisition de la connaissance de cet objet et des pratiques de «pouvoir». On retrouve ce rapport dialectique entre les techniques et les pratiques du «pouvoir d'État» et les processus de construction des conduites quotidiennes des individus. Le terme «dominant», que je viens d'introduire, pourrait porter à confusion. Il pourrait suggérer l'existence d'une «domination», c'est-à-dire un rapport unidirectionnel dans le doublet dominant-dominé. En fait, pour Foucault, il ne s'agit pas d'une «domination» d'un individu, d'une institution, d'une classe, d'une rationalité ou d'une idéologie sur l'un ou sur l'autre. Il s'agit des contraintes imposées par la configuration du champ de pouvoir qui délimite les conditions d'apparition des discours et des pratiques sociales. Il ne s'agit pas d'une «domination» hégémonique car les conséquences de cette «domination» ne sont ni certaines, ni garanties, ni constantes et, dans la plupart des cas, ni consciemment recherchées. Ces éléments de «domination» sont en fait omniprésents et diffus à travers la majorité des intervenants (disciplines de savoir, individus, institutions, etc.).

Conclusion: à la recherche inutile de Foucault, «l'environnementaliste»

L'objectif de ce chapitre était de cerner les différents textes de Foucault dans lesquels il abordait directement ou indirectement le thème de la «nature» ou celui de «l'environnement». Nous avons établi qu'il existe trois grands groupes de textes, chacun représentant des approches et des niveaux

---

[116] Ce phénomène est plus complexe. En fait, il est possible de le percevoir comme étant au moins un «[...] enchevêtrement de trois rationalités: une rationalité de connaissance scientifique au service d'une rationalité instrumentale de gestion [...] et une rationalité de pouvoir que Foucault appelle la «gouvernementalité»», in Éric Darier, «Une généalogie du «conservationnisme» et de l'écologie au Canada», dans To See Ourselves / To Save Ourselves - Ecology and Culture in Canada - Conscience et survie - Écologie et culture au Canada - Canadian Issues/Thèmes canadiens, vol 13 (1991): 40.

différents.

Le premier groupe, le moins volumineux, est composé des références directes à «l'objet de la nature» ainsi que l'opinion de Foucault sur le mouvement «écologiste». Foucault critique le mouvement «écologiste» et toutes les approches prenant la «nature» ou «l'environnement» comme catégorie fondamentale, parce qu'ils articulent un discours de vérité qui s'insère dans la tendance plus générale d'une «volonté de savoir». Pour Foucault, le mouvement «écologiste» est donc «conservateur» parce qu'il adopte un discours similaire à celui des grands récits de vérité issus de la «volonté de savoir». Par conséquent, Foucault ne peut pas considérer la «nature» ou «l'environnement» comme étant une catégorie ontologico-objective à privilégier a priori. Sans aller jusqu'à affirmer (comme le ferait Derrida) que le «monde naturel» n'existe qu'à travers les textes, Foucault pourrait très bien ajouter, sous une image ou une photo quelconque d'un paysage «naturel», «ceci n'est pas la nature»[117].

Le deuxième groupe est constitué par un seul texte, celui des mots et les choses, qui présente un récit archéologico-structuraliste foucaltien sur l'histoire des connaissances scientifiques dont l'un des objets est la «nature». Pour Foucault, la rupture épistémologique entre l'âge classique et la modernité entraîne un changement dans les approches de la connaissance de la «nature», passant de la «représentation» et «des similitudes» (comme les gerbiers de Linné) à une «analyse du sens et de la signification» des «identités et des différences» (comme la biologie)[118]. Cette approche tente de découvrir la loi interne de fonctionnement autonome des discours scientifiques, mais sous-estime les contextes plus larges dans lesquels sont immergés ces discours scientifiques.

Le troisième groupe de textes permet de rendre une approche foucaltienne de la «nature» plus

---

[117] Il s'agit de la paraphrase de «ceci n'est pas une pipe». Voir: Foucault, Ceci n'est pas une pipe, Montpellier: Scholies, Fata Morgana, 1973. Cet article de Foucault sur le peintre surréaliste, René Magritte, porte sur l'impossibilité de connaître le monde réel, et la distance qui en résulte entre «l'objet» et ses différentes représentations. Par exemple, l'image d'une pipe sous laquelle on peut lire «ceci n'est pas une pipe», joue sur les différents moyens de représentation (dans ce cas, l'image et le texte) tout en énonçant une proposition qui apparaît initialement saugrenue («ceci n'est pas une pipe»), mais qui devient évidente («ceci est une représentation visuelle d'une pipe»), et qui met en relief (a) la multiplicité des représentations, (b) la distance inévitable entre l'objet représenté et les représentations de cet «objet», et (c) l'impossibilité de connaître véritablement l'objet par lui-même.

[118] Foucault, Les mots et les choses, op. cit., voir chapitre 5, section 7, «Le discours de la nature»: 170-76.

prometteuse. Les deux pistes foucaltiennes possibles sont les rapports «savoir-pouvoir» et la «gouvernementalité». Les différentes connaissances portant sur la «nature» doivent leur émergence, leur existence et leur développement au contexte général dans lequel elles se situent. Ceci a deux conséquences. Premièrement, le but d'une approche foucaltienne dans le domaine de «l'environnement» serait d'étudier les correspondances entre les discours scientifiques sur la «nature» et l'ensemble des pratiques sociales et des rapports de pouvoir. Deuxièmement, cette relativisation historique et contextuelle des conditions d'émergence des connaissances sur la «nature», entraîne également une relativisation du contenu substantiel de ces connaissances qui n'ont donc pas, philosophiquement, de statut épistémologique privilégié.

Au cours de cette première étape, qui consistait à prendre comme point de départ le thème de la «nature» chez Foucault, nous avons établi clairement que ce dernier ne peut pas être considéré comme un «environnementaliste» puisqu'il ne reconnaît pas un statut ontologico-objectif à la «nature». Cependant, nous avons entrevu que les approches foucaltiennes permettent néanmoins des études de la «nature», prises alors comme un des éléments illustrant l'archéologie foucaltienne des connaissances et certains des rapports de pouvoir entourant ces connaissances.

Il nous faut donc maintenant passer à une deuxième étape, c'est-à-dire prendre comme point de départ les trois Foucaults, c'est-à-dire l'approche archéologique, l'approche généalogique, ainsi que ses études éthiques.

«Les forces dans l'homme entrent en rapport avec des forces du dehors, celles du silicium qui prend sa revanche sur le carbone, celles des composants génétiques qui prennent leur revanche sur l'organisme, celles des agrammaticaux qui prennent leur revanche sur le signifiant [...]. Qu'est-ce que le surhomme? C'est le composé formel des forces dans l'homme avec ces nouvelles forces. C'est la forme qui découle d'un nouveau rapport de forces. L'homme tend à libérer en lui la vie, le travail et le langage. Le surhomme, c'est, suivant la formule de Rimbaud, l'homme chargé des animaux même [...]. C'est l'homme chargé des roches elles-mêmes, ou de l'inorganique (là où règne le silicium). C'est l'homme chargé de l'être du langage [...]. Comme dirait Foucault, le surhomme est beaucoup moins que la disparition des hommes existants, et beaucoup plus que le changement d'un concept: c'est l'avènement d'une nouvelle forme, ni Dieu ni l'homme, dont on peut espérer qu'elle ne sera pas pire que les deux précédentes».

Gilles Deleuze
Foucault
(1986)

CHAPITRE TROIS

L'ARCHÉOLOGIE, LA GÉNÉALOGIE ET L'ÉTHIQUE DE LA «NATURE»

Dans ce troisième chapitre, nous nous proposons de mettre en relief les liens possibles entre les différentes approches foucaltiennes et les thèmes autour de la «Nature». Il est possible d'être critique des interprétations de Foucault sur la «Nature» telles que suggérées dans Les mots et les choses. Cependant, ceci ne réduit pas à néant pour autant les possibilités d'utiliser les approches archéologique et généalogique de l'auteur pour une étude de la «Nature». Nous nous proposons donc, premièrement, de passer en revue ces deux approches avec pour objectif de les adapter, si possible, à une étude de la «Nature». Deuxièmement, les concepts innovateurs du savoir-pouvoir et de la gouvernementalité, tels qu'expliqués dans le chapitre précédent, présentent des dimensions fort intéressantes, notamment celle de la notion de «résistance» à la normalisation de ce savoir-pouvoir et ses possibilités stratégiques d'exercice de liberté, ainsi que le «comment» d'une rationalité gouvernementale ou plus précisément d'une «gouvernementalité». Troisièmement, les notions de résistance, de liberté et d'identité amènent à aborder le thème des deux derniers livres de Foucault, c'est-à-dire les pratiques et les discours éthiques autour de la construction de l'individu par elle/lui-même comme individu «environnemental».

I) L'archéologie et la généalogie: des approches historiques

Mis à part les deux derniers volumes, il est possible de suggérer que l'oeuvre de Michel Foucault se caractérise par deux grandes approches: l'archéologie et la généalogie. La première approche, dite «archéologique», se concentre principalement, mais pas exclusivement, sur les «discours» (appelés aussi «pratiques discursives»), c'est-à-dire l'ensemble de la pensée exprimée par l'intermédiaire du langage. Ces discours sont des affirmations de connaissance du monde, et donc, conséquemment, des affirmations de vérité. L'objectif du projet archéologique est de démontrer les mécanismes et les règles de formation des discours de vérité. Par conséquent, pour l'archéologie foucaltienne «[...] [il] ne sera donc pas question de connaissances décrites dans leur progrès vers une objectivité dans

laquelle notre science d'aujourd'hui pourrait enfin se reconnaître [...]»[1]. Au contraire, le projet archéologique a pour but «[...] de mettre au jour, [...] les connaissances, envisagées hors de tout critère se référant à leur valeur rationnelle ou à leurs formes objectives, enfoncent leur positivité et manifestent ainsi une histoire qui n'est pas celle de leur perfection croissante, mais celle plutôt de leur possibilité[...]»[2].

Les discours sont tous les moyens de communication qui expriment ou qui prétendent à une connaissance, à une vérité. Ces discours peuvent prendre des formes ou des genres différents. C'est le cas avec, par exemple, les sciences naturelles, la littérature, la philosophie, la religion, l'histoire et la fiction. Par delà les différences de substance exprimées dans et par les discours, il existe certaines propriétés communes qui créent des éléments d'unité du discours. Pour Foucault, les discours «[...] sont toujours eux-mêmes des catégories réflexives, des principes de classement, des règles normatives, des types institutionnalisés»[3]. Il est donc possible de décerner une unité structurelle des discours derrière leurs contenus explicites. Pour Foucault, «[...] les unités qu'il faut mettre en suspens sont celles qui s'imposent de la façon la plus immédiate: celle du livre et de l'oeuvre»[4]. L'archéologie ne fait que suggérer l'existence de certains liens structurels entre ce que Foucault appelle les «discours» et «les pratiques non discursives» tels que les institutions, les événements politiques, les processus sociaux et économiques et «les pratiques discursives». Par conséquent, l'approche archéologique foucaltienne considère les pratiques discursives comme étant relativement «autonomes» des pratiques non discursives. Les mots et les choses - Une archéologie des sciences humaines (1966) est un exemple de cette approche qui privilégie une comparaison de certaines des pratiques discursives dans une période donnée sans les relier directement ou explicitement aux pratiques non discursives. Nous avons déjà passé en revue les thèmes centraux des mots et les choses dans le deuxième chapitre. L'archéologie du savoir (1969) constitue une mise au point théorique de la méthode archéologique telle qu'énoncée et illustrée dans Les mots et

---

[1] Foucault, Les mots et les choses, op. cit.: 13.

[2] Ibid.

[3] Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 33.

[4] Ibid.

les choses. Dans L'archéologie du savoir, Foucault essaie de raffiner son approche en réduisant la primauté, peut-être trop idéaliste, de l'étude des pratiques discursives, en évidence dans son étude précédente. Dans L'archéologie du savoir, Foucault déclare:

> «Si l'archéologie rapproche le discours médical d'un certain nombre de pratiques [i.e. des pratiques non discursives] c'est pour découvrir des rapports beaucoup moins «immédiats» que l'expression, mais beaucoup plus directs que ceux d'une causalité relayée par la conscience des sujets parlants. Elle veut montrer non pas comment la pratique politique a déterminé le sens et la formation du discours médical, mais comment et à quel titre elle fait partie de ses conditions d'émergence, d'insertion et de fonctionnement».[5]

En résumé, le projet archéologique de Foucault est d'éviter de devenir: «[...] involve[d] in arguments about whether what [the practitioners of discourse] say is true, or even whether their statements make sense. Rather (Foucault) proposes to treat all that is said in the human sciences as a «discourse-object»»[6]. Bien que Foucault refuse de s'engager dans la quête de «La Vérité», il n'en demeure pas moins convaincu qu'il est possible de mettre en place une méthode d'observation objective. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, Foucault affirme que, «[p]ourvu qu'on en définisse clairement les conditions, il pourrait être légitime de constituer, à partir de relations correctement décrites, des ensembles discursifs qui ne seraient pas arbitraires, mais seraient cependant demeurés invisibles»[7].

Foucault pourrait donc apparaître à la fois comme un relativiste[8] quant à la validité des affirmations de vérité des discours, mais aussi comme un empiriste porteur d'une vérité présumément écrite «correctement». Les deux éléments de cette tension (contradiction) chez Foucault, et la tension elle-même, sont souvent critiqués. Par exemple, Charles Taylor réfute l'affirmation de Foucault que le projet archéologique est une description «qui ne seraient pas arbitraire» par un observateur

---

[5] Ibid.: 213.

[6] Hubert Dreyfus et Paul Rabinow, Michel Foucault: Beyond Structuralism and Hermeneutics, op. cit.: XX.

[7] Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 41-42.

[8] Au terme controversé de «relativiste», Foucault préfère celui de «perspectiviste». Voir: Foucault, «Nietzsche, la généalogie, l'histoire», dans (collectif) Hommage à Jean Hyppolite, op. cit.: 163.

«légitime» parce qu'à la fois extérieur et sans préjugé. Cette rupture et cette séparation entre les positions intellectuelles et morales sont impossibles à maintenir d'après Taylor. Il est impossible d'assumer une position à la fois d'observateur-extérieur-neutre et de «perspectiviste».

> «The point of view from which we might constate (sic) that all orders are equally arbitrary, in particular that all moral views are equally so, is just not available to us humans. It is a form of self-delusion to think that we do not speak from a moral orientation which we take to be right. This is not a condition of being a functioning self, not a metaphysical view we can put on or off».[9]

Ceci permet à Taylor d'affirmer que Foucault est un «cousin» des empiristes[10]. Cependant, d'après Taylor, il existe quant même au moins une différence importante entre les deux cousins. «[...] [T]he problem is not that [Foucault] denies having any [moral motivations], as with modern meta-ethical theories which claim only epistemological grounds, but that [he] accords them a false status»[11]. Ceci permet à Taylor de conclure que Foucault est un cousin proche des empiristes non pas à cause de l'absence déclarée de «motivations morales», mais plutôt parce qu'il prétend avoir créé une «distance» entre ces dernières et sa méthode archéologique[12]. En bref, Taylor accuse Foucault de «not coming quite clean about its own motivations»[13]. Dans le contexte de l'archéologie, Foucault ne répond pas encore à cette critique. La seule réponse que Foucault tente de donner

---

[9] Charles Taylor, Sources of the Self, op. cit.: 99.

[10] Taylor, ibid.: 99.
«[...] I find this view as deeply implausible as its empiricist cousins», because «[...] the meta-construal of [Foucault] [...] -«in holding my moral position, I am imposing (or collaborating in the imposition of) a regime of truth on the chaos, and so does everyone»- is just as impossible as the meta-construal of the empiricist -«in holding my moral position, I am projecting values on a neutral world of facts, and so does everyone». Both are incompatible with the way we cannot but understand ourselves in the actual practices which constitute holding that position: our deliberations, our serious assessments of ourselves and others. They are not construals you could make of your life while living it».

[11] Ibid.: 100.

[12] Ibid.
«[Foucault] claims a kind of distance from its own value commitments, which consists in the fact that [he] alone is lucid about their status as fruits of a constructed order, which lucidity sets it apart from other views and confers the advantage on, [him]self on being free from delusions in a way that the other aren't».

[13] Ibid.

concerne le degré de parenté avec les empiristes. En effet, après avoir affirmé qu'il est «[...] légitime de constituer, à partir de relations correctement décrites, des ensembles discursifs qui ne seraient pas arbitraires, mais seraient cependant demeurés invisibles»[14], Foucault ajoute immédiatement que ces relations «ne constitueraient en aucune manière une sorte de discours secret animant de l'intérieur les discours manifestes»[15]. Pour Foucault, il est suffisant de rejeter la prétention des empiristes pour ne plus faire partie de la famille, ou tout du moins, pour n'être qu'un cousin éloigné. Il est donc évident qu'il existe une tension dans la méthode archéologique entre, d'une part, le refus d'affirmer une validité philosophique aux discours et, d'autre part, l'affirmation d'une validité épistémologique et morale de la structure de ces mêmes discours. Ce qui semble manquer à l'archéologie, c'est une argumentation concernant la place et le rôle de «l'observateur» (c'est-à-dire, en l'occurrence, de Foucault) comme participant dans les discours plutôt qu'étant détaché et «neutre» vis-à-vis ces discours. Nous venons de passer en revue deux des ambiguïtés de l'archéologie que Foucault essaya de clarifier plus tard. Il s'agit, premièrement, de la préoccupation presque exclusive autour des pratiques discursives et, deuxièmement, de la prétention objectivo-scientifique de la méthode archéologique qui laisse en suspens le problème de la place épistémologique et morale de l'archéologue. Force est de suggérer que la méthode dite généalogique est une tentative de clarification face à ces deux ambiguïtés. La généalogie ne représente pas une rupture totale et brusque par rapport à l'archéologie. Pour Foucault, il ne s'agit que de «déplacements théoriques»[16]. Bien que le mot «généalogie» ait été employé pour la première fois en 1971 dans le désormais célèbre article intitulé «Nietzsche, la généalogie, l'histoire»[17], il est possible de voir pointer, dans

---

[14] Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 41-42.

[15] Ibid.: 42.

[16] Foucault, L'usage des plaisirs, op. cit.
«Un déplacement théorique m'avait paru nécessaire pour analyser ce qui était souvent désigné comme le progrès des connaissances: il m'avait conduit à m'interroger sur les formes de pratiques discursives qui articulaient le savoir. Il avait fallu aussi un déplacement théorique pour analyser ce qu'on décrit souvent comme les manifestations du «pouvoir»: il m'avait conduit à m'interroger plutôt sur les relations multiples, les stratégies ouvertes et les techniques rationnelles qui articulaient l'exercise des pouvoirs»: 12.

[17] Foucault, «Nietzsche, la généalogie, l'histoire», art. cit.

L'archéologie du savoir, publié deux ans auparavant, certains des thèmes de la généalogie. Il ne s'agit pas ici de montrer à tout prix une continuité entre l'archéologie et la généalogie. Il s'agit encore moins de localiser l'origine de la généalogie dans les fondations de l'archéologie. Au contraire, le but, sans vouloir parodier Foucault, est de montrer des possibilités d'émergence de la généalogie dans le contexte de l'archéologie.

C'est donc en partie pour s'éloigner de l'importance trop grande qu'il reconnaît avoir donnée aux pratiques discursives, que Foucault semble vouloir opérer un revirement, ou plutôt un changement d'orientation dans lequel les pratiques non discursives prennent une importance plus grande. Foucault annonce déjà ses intentions dans L'archéologie du savoir, lorsqu'il tente d'élargir son champ d'intérêts, non plus principalement aux discours, mais aussi aux «[...] relations [...] établies entre des institutions, des processus économiques et sociaux, des formes de comportements, des systèmes de normes, des techniques, des types de classification, [...]»[18]. Dès la première page de son article de 1971, Foucault place comme objectif premier le repérage de «la singularité des événements»[19], c'est-à-dire les pratiques non-discursives. Cependant, l'innovation principale de l'article inspiré de Nietzsche est liée à l'histoire. En effet, Foucault confirme son opposition à l'utilisation de l'histoire comme moyen de révéler la continuité des «faits». Pour Foucault, cette histoire de la continuité, ou histoire «traditionnelle», n'est qu'un «[...] déploiement métaphysique des significations idéales et des indéfinies téléologies»[20]. La critique principale de Foucault à l'égard de cette histoire des continuités est de toujours vouloir trouver une origine aux phénomènes contemporains. Pour formuler sa critique, Foucault s'inspire donc de Nietzsche, qui, lui aussi, a remis en question l'histoire «traditionnelle». Cette dernière ne serait donc qu'une narration-justification réductionniste du présent. Pourquoi et comment le thème de «l'origine» est-il central à l'histoire «traditionnelle» ? Simplement,

> «[p]arce que d'abord on s'efforce d'y recueillir l'essence exacte de la chose, sa possibilité la plus pure, son identité soigneusement repliée sur elle-même, sa forme immobile et antérieure à tout ce qui est externe, accidentel et successif. Rechercher une telle origine, c'est essayer de retrouver «ce qui était déjà», le «cela même» d'une image exactement adéquate à soi; c'est tenir pour adventices toutes les

---

[18] Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 61.

[19] Foucault, «Nietzsche, la généalogie, l'histoire», art. cit.: 144.

[20] Ibid.: 146.

> péripéties qui ont pu avoir lieu, toutes les ruses et tous les déguisements; c'est entreprendre de lever tous les masques, pour dévoiler enfin une identité première».[21]

En clair, ce que Foucault reproche à l'histoire «traditionnelle», c'est de choisir parmi l'ensemble des événements hétéroclites de l'histoire ceux qui contribuent à une explication allant dans le sens d'une causalité parfaite ancrée au départ dans un lieu originel. Dans L'archéologie du savoir, Foucault suggère déjà que malgré le fait que l'histoire «traditionnelle» admette parfois «qu'il ne soit jamais possible d'assigner dans l'ordre des discours l'irruption d'un événement véritable», l'histoire «traditionnelle» retombe sur ses pieds en affirmant «qu'au-delà de tout commencement apparent, il y a toujours une origine secrète - si secrète et si originaire qu'on ne peut jamais la ressaisir tout-à-fait en elle-même»[22]. L'alternative proposée par Foucault est l'approche historique généalogique. Pour l'auteur,

> «[l]'histoire, généalogiquement dirigée, n'a pas pour fin de retrouver les racines de notre identité, mais de s'acharner au contraire à la dissiper; elle n'entreprend pas de repérer le foyer unique d'où nous venons, cette première patrie où les métaphysiciens nous promettent que nous ferons retour; elle entreprend de faire apparaître toutes les discontinuités qui nous traversent, [...]».[23]

Foucault allait auparavant dans cette direction lorsqu'il affirmait qu'«[i]l ne faut pas renvoyer le discours à la lointaine présence de l'origine; il faut le traiter dans le jeu de son instance»[24]. Dans cette perspective, il est possible de comprendre qu'il n'existe pas de signification préinscrite dans les événements historiques soi-disant originels, mais seulement des événements dans leur discontinuité événementielle. C'est précisément ce thème que Foucault reprendra dans son article de 1971 en déclarant que «[c]e qu'on trouve au commencement historique des choses, ce n'est pas l'identité encore préservée de leur origine - c'est la discorde des autres choses, c'est le disparate»[25].
Citant Nietzsche, Foucault déclare que la véritable histoire, c'est-à-dire la généalogie,

---

[21] Ibid.: 148.

[22] Foucault, L'archélogie du savoir, op. cit.: 36.

[23] Foucault, «Nietzsche, la généalogie, l'histoire», art. cit.: 169.

[24] Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 37.

[25] Ibid.

> «[...] apprend à rire des solennités de l'origine. La haute origine, c'est la «surpousse métaphysique qui se refait jour dans la conception qu'au commencement de toutes choses se trouve ce qu'il y a de plus précieux et de plus essentiel»: on aime à croire qu'à leur début les choses étaient en leur perfection; qu'elles sortirent éclatantes des mains du créateur, ou dans la lumière sans ombre du premier matin. L'origine est toujours avant la chute, avant le corps, avant le monde et le temps [...]».[26]

Au contraire, la généalogie reconnaît que «...le commencement historique est bas. Non pas au sens modeste, ou de discret comme le pas de la colombe, mais dérisoire, ironique, propre à défaire toutes les infatuations»[27]. Pour l'histoire «traditionnelle», la quête de l'origine a un but bien précis, celui de la quête de la vérité. En effet cette dernière résiderait dans l'origine. Connaître l'origine, c'est par conséquent connaître la vérité.

> «Point absolument reculé, et antérieur à toute connaissance positive, c'est elle [l'origine] qui rendrait possible un savoir qui pourtant la recouvre, et ne cesse, dans son bavardage, de la méconnaître; elle serait à cette articulation inévitablement perdue où la vérité des choses se noue à une vérité du discours qu'il obscurcit aussitôt et la perd. Nouvelle cruauté de l'histoire qui contraint d'inverser le rapport et d'abandonner la quête «adolescente»; derrière la vérité, toujours récente, avare et mesurée, il y a prolifération millénaire des erreurs».[28]

Foucault pointait déjà dans cette direction, dans L'archéologie du savoir, lorsqu'il percevait l'histoire «traditionnelle», c'est-à-dire celle des continuités à tout prix, comme étant

> «[...] le corrélat indispensable à la fonction fondatrice du sujet: la garantie que tout ce qui lui a échappé pourra lui être rendu; la certitude que le temps ne dispersera rien sans le restituer dans une unité recomposée; la promesse que toutes ces choses maintenues au loin par la différence, le sujet pourra un jour - sous la forme de la conscience historique - se les approprier derechef, y restaurer sa maîtrise et y trouver ce qu'on peut bien appeler sa demeure».[29]

Au contraire, la généalogie offre une perspective «rigoureusement anti-platonicien[ne]» de l'histoire qui entre en collision frontale avec celle de «l'histoire supra-historique»[30]. Déjà en 1969, Foucault

---

[26] Foucault, «Nietzsche, la généalogie, l'histoire», art. cit.: 148-49.

[27] Ibid.: 149.

[28] Ibid.

[29] Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 21-22.

[30] Foucault, «Nietzsche, la généalogie, l'histoire», art. cit.: 167.

interprétait l'histoire «traditionnelle» comme étant un produit d'une situation historique[31] et non pas la proclamation d'une vérité sempiternelle absolue et découverte. Comme nous l'avons déjà vu, Foucault critique l'histoire «traditionnelle» à cause de sa quête d'un événement fondateur «à travers la naïveté des chronologies, vers un point indéfiniment reculé, jamais présent dans aucune histoire»[32].

Pour Foucault, «[i]l faut renoncer à tous ces thèmes qui ont pour fonction de garantir l'infinie continuité du discours et de sa secrète présence à soi dans le jeu d'une absence toujours reconduite»[33]. Si l'historien n'a plus pour mission de dévoiler l'Histoire, quel est son rôle? Pour Foucault, le nouvel historien se doit de dévoiler les mécanismes de la construction de la narration de l'histoire «traditionnelle». «[...] [I]l s'agit de connaître les règles et de contrôler les justifications; définir à quelles conditions et en vue de quelles analyses certaines sont légitimes; indiquer celles qui, de toute façon, ne paient plus d'être admises»[34]. La citation précédente soulève la contradiction apparente entre, d'une part, le refus d'une vérité historique telle que proclamée par l'historien «traditionnel», mais, en même temps, la possibilité d'une vérité qui serait archéologique. Dans son texte de 1971, Foucault n'est plus aussi catégorique. La seule vérité admise par l'historien généalogique c'est l'existence du «disparate»[35].

La nouvelle méthode historique, la généalogie, hérite donc des objectifs directeurs de l'archéologie. La méthode généalogique se définit à la fois négativement par rapport à l'histoire «traditionnelle»[36],

---

[31] Foucault, L'archéologie du savoir, op. cit.: 37. «Les formes préalables de continuité [...] sont toujours l'effet d'une construction [...]».

[32] Ibid.: 36.

[33] Ibid.

[34] Ibid.: 37.

[35] Foucault, «Nietzsche, la généalogie, l'histoire», art. cit.: 169.

[36] «Faire la généalogie des valeurs, de la morale, de l'ascétisme, de la connaissance, ne sera donc jamais partir à la quête de leur «origine», en négligeant comme inaccessibles tous les épisodes de l'histoire [...]». Ibid.: 150. «L'objectivité chez l'historien [traditionnel], c'est l'inversion des rapports du vouloir au savoir, et c'est, du même coup, la croyance nécessaire à la Providence, aux causes finales et à la téléologie». Ibid.: 165.

mais aussi positivement et d'une manière détaillée. Les buts et les pratiques de la généalogie seront de

> «[...] s'attarder aux méticulosités et aux hasards des commencements; prêter une attention scrupuleuse à leur dérisoire méchanceté; s'attendre à les voir surgir, masques enfin baissés, avec le visage de l'autre; ne pas avoir de pudeur à aller les chercher là où il sont - en «fouillant les bas-fonds»; leur laisser le temps de remonter du labyrinthe où la nulle vérité ne les a jamais tenus sous sa garde. La généalogie a besoin de l'histoire pour conjurer la chimère de l'origine [...]».[37]

En remplacement de la quête de «l'origine», Foucault suggère celle de la «provenance» (Herkunft) qui permet «[...] de retrouver sous l'aspect unique d'un caractère, ou d'un concept, la prolifération des événements à travers lesquels (grâce auxquels, contre lesquels) ils se sont formés»[38]. La provenance reconnaît donc les origines multiples, diverses et contingentes. Contrairement à l'histoire «traditionnelle» qui est une ligne droite entre le présent et son origine, l'histoire généalogique ou «effective» est un réseau de sentiers tortueux qui reflète plus fidèlement le relief du terrain. Pour Foucault,

> «[s]uivre la filière complexe de la provenance, c'est [...] maintenir ce qui s'est passé dans la dispersion qui lui est propre: c'est repérer les accidents, les infimes déviations [...] les erreurs, les fautes d'appréciation, les mauvais calculs qui ont donné naissance à ce qui existe et vaut pour nous; c'est découvrir qu'à la racine de ce que nous connaissons et de ce que nous sommes - il n'y a point la vérité et l'être, mais l'extériorité de l'accident».[39]

C'est «l'ensemble de failles, de fissures, de couches hétérogènes»[40], qui constitue un «héritage» (Erbschaft) qui «n'est point un acquis, un avoir qui s'accumule et se solidifie»[41]. Par conséquent, la généalogie (et l'archéologie), «[...] ne fonde pas, tout au contraire; elle inquiète ce qu'on percevait immobile, elle fragmente ce qu'on pensait uni; elle montre l'hétérogénéité de ce qu'on imaginait

---

[37] Ibid.: 150.

[38] Ibid.: 152.

[39] Ibid.

[40] Ibid.

[41] Ibid.

conforme à soi-même»[42]. Cependant, si l'histoire est basée sur une certaine contingence, il n'en demeure pas moins qu'il existe, pour chaque tournant de l'histoire, un «point de surgissement». C'est ce que Foucault appelle «l'émergence» (Entstebung)[43]. Il s'agit de l'apparition d'un élément ou d'éléments de rupture dans la trame de la continuité établie, ou, plus exactement, il s'agit d'un nouveau «lieu d'affrontement»[44]. Ce thème, chez Foucault, fait écho à celui du «pouvoir» et à celui de «champ» ou «espace» de pouvoir (voir chapitre deux) développés plus tôt dans L'archéologie du savoir[45]. «L'émergence» dont parle Foucault, n'est pas l'apparition d'un acteur historiquement conscient qui viendrait modifier ou bouleverser le champ de pouvoir, mais plutôt l'apparition de conditions qui amènent à une modification ou un bouleversement. Rappelons que le champ de pouvoir n'est

> «[...] ni l'énergie des forts, ni la réaction des faibles; mais bien cette scène où ils se distribuent les uns en face des autres, les uns au-dessus des autres; c'est l'espace qui les répartit et se creuse entre eux, le vide à travers lequel ils échangent leurs menaces et leurs mots [...]. En un sens, la pièce jouée sur ce théâtre sans lieu est toujours la même: c'est celle que répètent indéfiniment les dominateurs et les dominés».[46]

Ceci pourrait être interprété comme étant pessimiste puisque Foucault suggère que des rapports entre dominateurs et dominés existeront toujours. Le constat précédent n'est pessimiste que si l'on croit en la possibilité d'une libération totale. Pour Foucault, cette libération n'est que chimère. Cependant Foucault demeure fondamentalement optimiste. Son optimisme réside dans sa définition qu'il donne du champ de pouvoir. Pour Foucault, les bouleversements et l'issue des luttes dans le champ de pouvoir ne sont pas prédéterminés et certainement pas ordonnés dans un scénario

---

[42] Ibid.: 153.

[43] Ibid.: 154.

[44] Ibid.: 156.
«L'émergence, c'est donc l'entrée en scène des forces; c'est leur irruption, le bond par lequel elles sautent de la coulisse sur le théâtre, chacune avec la vigeur, la juvénilité qui est la sienne».

[45] «[...] [L]e problème se pose de savoir si l'unité d'un discours n'est pas faite, plutôt que par la permanence et la singularité d'un objet, par l'espace où divers objets se profilent et continûment se transforment», L'archéologie du savoir, op. cit.: 46.

[46] Foucault, «Nietzsche, la généalogie, l'histoire», art. cit.: 156.

historique écrit d'avance[47]. En fait, pour Foucault les règles de l'histoire

> «[...] sont vides, violentes, non finalisées; elles sont faites pour servir à ceci ou cela; elles peuvent être employées au gré de tel ou tel. Le grand jeu de l'histoire, c'est à qui s'emparera des règles, qui prendra la place de ceux qui les utilisent; qui se déguisera pour les pervertir, les utiliser à contresens et les retourner contre ceux qui les avaient imposées; qui, s'introduisant dans le complexe appareil, le fera fonctionner de telle sorte que les dominateurs se trouveront dominés par leurs propres règles».[48]

C'est là que se situe l'originalité de la méthode généalogique. L'histoire «traditionnelle» prétend dévoiler et interpréter les événements historiques comme faisant partie du processus d'émancipation progressive[49]. La généalogie refuse cette vision qui est guindée dans des concepts et des espaces contemporains précis et non pas éternels et universels comme elle l'affirme. A première vue, il est possible de tirer des conséquences pessimistes de la généalogie. Puisque l'émancipation n'est pas le résultat progressif, ultime et inévitable de l'histoire, la généalogie ne peut révéler que «[...] le jeu hasardeux des dominations [...]»[50]. Cependant, pour Foucault, la généalogie a un rôle dans la lutte contre les dominations puisqu'elle rappelle à la mémoire contemporaine, une «contre-mémoire», des événements passés et oubliés de résistances aux «divers systèmes d'asservissement»[51].

La généalogie telle que définie par Foucault lui permet aussi de répondre à une de nos critiques de sa méthode archéologique, à savoir le manque d'une argumentation épistémologique autour de la place de l'archéologue. Grâce à la généalogie, Foucault peut désormais y répondre, sinon totalement, du moins partiellement. Contrairement à l'archéologue, Foucault ne perçoit pas le

---

[47] «L'humanité ne progresse pas lentement de combat en combat jusqu'à une réciprocité universelle, où les règles se substitueront, pour toujours, à la guerre [...]». Ibid. : 157.
«Les forces qui sont en jeu dans l'histoire n'obéissent ni à une destination ni à une mécanique, mais bien au hasard de la lutte». Ibid.: 161.

[48] Ibid.: 158.

[49] Tout au moins l'histoire «moderne» post-organique.

[50] Ibid.: 155.

[51] «[...] il s'agit de faire de l'histoire un usage qui l'affranchisse à jamais du modèle, à la fois métaphysique et anthropologique, de la mémoire. Il s'agit de faire de l'histoire une contre-mémoire, - et d'y déployer par conséquent une toute autre forme du temps». Ibid.: 167.

généalogiste comme étant un observateur neutre[52]. Le généalogiste fait partie des stratégies de résistances en révélant les mécanismes des «divers systèmes d'asservissement». Le généalogiste est un acteur à part entière dans les résistances. La généalogie est donc un des outils de ces résistances. L'objectif de l'interprétation généalogique consiste à

> «[...] s'emparer, par violence ou subreption, d'un système de règles qui n'a pas en soi de signification essentielle, et lui imposer une direction, le ployer à une volonté nouvelle, le faire entrer dans un autre jeu et le soumettre à des règles secondes, alors le devenir de l'humanité est une série d'interprétations. Et la généalogie doit en être l'histoire: histoire des morales, des idéaux, des concepts métaphysiques, histoire du concept de liberté ou de la vie ascétique, comme émergences d'interprétations différentes. Il s'agit de les faire apparaître comme des événements au théâtre des procédures».[53]

On peut voir ici que Foucault répond indirectement à Taylor qui l'accusait de ne pas dévoiler explicitement ses «motivations morales». Les motivations de Foucault sont donc d'encourager des résistances ou «pratiques de liberté»[54]. Cependant les objectifs précis de ces «pratiques de liberté» ne sont pas définis. Bien entendu, ceci ne satisfera pas Taylor pour qui ces «pratiques de liberté» comme stratégies présentent deux problèmes. Premièrement, ces «pratiques de liberté» ne constituent toujours pas un projet explicitement normatif dans leur contenu. Elles ne demeurent que des «stratégies sans projets»[55]. Deuxièmement, ces «pratiques de liberté» sont basées sur la prémisse non-fondée que la liberté est «unrestricted» et «utterly self-related»[56]. Pour Taylor, ces prémisses de la «liberté» ne sont qu'un produit de la modernité, et donc, ne devraient pas être considérées comme étant fondamentales. Nous verrons plus loin comment Foucault tente de

---

[52] «[P]ourvu qu'on en définisse clairement les conditions, il pourrait être légitime de constituer, à partir de relations correctement décrites, des ensembles discursifs qui ne serait pas arbitraires, mais seraient cependant demeurés invisibles». L'archéologie du savoir, op. cit.: 41-42.

[53] «Nietzsche, la généalogie, l'histoire», art. cit.: 158.

[54] Il est à remarquer que pour Foucault, la résistance est inévitable et non pas une question de désirabilité. Voir Paul Patton, «Le sujet de pouvoir chez Foucault», dans Sociologie et sociétés vol 24, n° 1 (printemps 1992): 91-101.

[55] Taylor, «Foucault on Freedom and Truth», dans Taylor, Philosophy and the Human Sciences, op. cit.: 169.

[56] Taylor, The Sources of the Self, op. cit.: 489.

répondre à ces critiques.

L'approche généalogique ne signifie pas pour autant que Foucault abandonne totalement une prétention scientifique. Au contraire, pour Foucault «[l]a généalogie exige [...] la minutie du savoir, un grand nombre de matériaux entassés, de la patience [...] [e]lle est méticuleuse et patiemment documentaire. Elle travaille sur des parchemins embrouillés, grattés, plusieurs fois récrits»[57].

Le généalogiste devient donc, par ses écrits, un participant dans les pratiques de résistances. Le généalogiste Foucault essayera de dévoiler un des «systèmes d'asservissement» en mettant sur pied, au début des années 1970, un Groupe d'information sur les prisons (GIP) (voir premier chapitre). Une des pratiques du GIP est de donner la parole aux prisonniers afin qu'ils expriment à la fois leurs expériences dans une des institutions d'asservissement, mais aussi et surtout leurs multiples résistances quotidiennes et inconnues. Le généalogiste Foucault sera silencieux jusqu'en 1975 lorsqu'il publiera enfin une histoire généalogique sur l'émergence des prisons[58]. En somme, il est possible de dire que le «savoir» généalogique «[...] n'est pas fait pour comprendre, il est fait pour trancher»[59]. Ceci semblerait indiquer que la généalogie est voulue par Foucault comme un instrument de résistance tout en conservant, en partie, pour des raisons stratégiques, l'autorité et la légitimation des discours académiques qui en découlent. La généalogie est donc un savoir ouvertement relativiste ou plutôt, comme Foucault préfère l'appeler, «perspectif»[60]. L'histoire généalogique ou «effective» admet ouvertement des limites et par conséquent, «[...] ne refuse pas le système de sa propre injustice»[61]. Donc, il est possible de percevoir la généalogie comme étant principalement le moyen de relier l'ensemble des discours de vérité (principalement scientifiques) aux actions et intentions des acteurs dans le contexte d'un espace (champ) de pouvoir[62].

---

[57] Ibid.: 145.

[58] Foucault, Surveiller et punir, op. cit.

[59] Foucault, «Nietzsche, la généalogie, l'histoire», art. cit.: 160.

[60] «Le sens historique, [...], se sait perspective [...]». Ibid.: 163.

[61] Ibid.: 163.

[62] «[...] interested in how both scientific objectivity and subjective intentions emerge together in a space set up not by individuals but by social practices». Hubert Dreyfus et Paul Rabinow, op. cit.:

Cependant, il ne faudrait pas contraster trop fortement l'archéologie et la généalogie. En fait, Foucault perçoit son projet comme incluant les approches archéologique et généalogique. Dans son article «What is Enlightenment», Foucault se situe dans la tradition de la critique telle qu'élaborée par les Lumières[63]. Ceci ne prend pas la forme de la critique pour la critique. Pour Foucault, toute critique doit être un outil de possibilité de transgression[64]. Cette critique «pratique» peut être «exercée» en combinant l'archéologie et la généalogie[65]. Cette critique «pratique» est

> «[a]rchaeological [...] in the sense that it will not seek to identify the universal structures of all knowledge or of all possible moral actions but will seek to treat the instances of discourse that articulate what we think, say, and do as so many historical events. And this critique will be genealogical in the sense that it will not deduce from the form of what we are what it is impossible to do and to know; but it will separate out, from the contingency that has made us what we are, the possibility of no longer being, doing, or thinking what we are, do, or think [...]».[66]

Le but ultime de cette critique «pratique», basée sur l'archéologie et la généalogie, est d'encourager l'affirmation d'actes de liberté sans que le contenu prescriptif de cette dernière (la liberté) ne soit explicitement défini[67]. Par conséquent, cette critique «pratique» fait partie d'une stratégie qui veut

---

108.

> «[F]or the genealogist there are no fixed essences, no underlying laws, no metaphysical finalities. Genealogy seeks out discontinuities where others found continuous development. It finds recurrences and play where others found progress and seriousness. It records the past of mankind to unmask the solemn hymns of progress. Genealogy avoids the search for depth. Instead, it seeks the surface of events, small details, minor shifts, and subtle contours. It shuns the profundity of the great thinkers our tradition has produced and revered [...]». Ibid.: 106.

[63] «We must try to proceed with the analysis of ourselves as beings who are historically determined, to a certain extend, by the Enlightenment», Foucault, «What is Enlightenment ?», dans Paul Rabinow (dir.), The Foucault Reader, op. cit.: 43.

[64] «Criticism indeed consists of analyzing and reflecting upon limits [...]. The point in brief, is to transform the critique conducted in the form of necessary limitations into a practical critique that takes the form of a possible transgression». Ibid.: 45.

[65] «[...] [I]t is genealogical in its design and archaeological in its method». Ibid.: 46.

[66] Ibid.

[67] Practical critique «is seeking to give new impetus [...] to the undefined work of freedom». Ibid.

encourager des actes de résistance. Certains auteurs perçoivent cette combinaison de l'archéologie et de la généalogie comme étant une troisième approche, appelée «stratégique», qui est distincte des deux premières[68]. Nous reviendrons sur ce thème de la résistance comme acte ultime de liberté.

Quelles sont donc certaines des possibilités de l'utilisation concrète de l'archéologie et de la généalogie pour faire une étude de la «Nature» au Canada ? Une des conclusions de cette section est que l'archéologie et la généalogie sont des approches historiques. Cependant, et comme pour Foucault, notre recherche ne prétend pas être une étude historique «traditionnelle» et «totale»[69], mais plutôt une relecture d'éléments, parfois «oubliés», de notre passé. Le but n'est pas d'offrir une définition immuable de la «Nature», mais au contraire de voir comment certaines des différentes compréhensions et connaissances autour des thèmes de la «Nature» émergèrent. Bref, nous ne nous intéressons point de savoir laquelle des définitions de la «Nature», que ce soit celle du biologiste, du naturaliste, de l'économiste, du philosophe, du poète ou même du politologue, offre LA définition ontologiquement correcte de la «Nature». Il serait possible, par exemple, de faire une archéologie de la «Nature», à l'aide de textes littéraires canadiens[70]. Ceci ne serait pas trop difficile puisque «[n]ot surprisingly in a country with such a high ratio of trees, lakes and rocks to people,

---

[68] Phil Bevis, Michèle Cohen et Gavin Kendall, «Archaeoligizing Genealogy: Michel Foucault and the Economy of Austerity», dans Economy and Society vol 18, n° 3 (août 1989): 324.

> «[...] Foucault [...] has suggested a three-dimensional approach, involving genealogy, archaeology and, in addition, «strategy». This introduction of a third element into the frame is a still further refinement, which seems to represent an attempt to co-adapt archaeology and genealogy while prioritizing the latter; once it is argued that genealogy has primacy, archaeology becomes downgraded to a mere methodological tool, while genealogy enjoys the overseer status of the techne of investigation». Ibid.

[69] Pour une autre présentation de ce concept voir Barry Smart, Foucault, Marxism and Critique, Londres: Routledge et Kegan Paul, 1983: 73-74.

[70] Éric Darier, «Une généalogie de discours et de pratiques sur l'environnement et de l'écologie au Canada», communication (non publiée) présentée à la Société des études socialistes le 2 juin 1989 à Québec.

images from Nature are almost everywhere»[71]. En effet, une partie importante de la littérature canadienne semble avoir privilégié le thème de la «Nature» au Canada. Margaret Atwood[72] a très bien montré l'évolution des discours littéraires canadiens sur ce thème. Les premiers écrivains et poètes fraîchement arrivés d'Europe entrevoyaient la «Nature» d'une manière romantique.

> «The previous day had been dark and stormy, and a heavy fog had concealed the mountain chain, which forms the stupendous background to this sublime view, entirely from our sight. As the clouds rolled away from the grey bald brows, and cast into denser shadows the vast forest belts that girdled them round, they loomed out like mighty giants - Titans of the earth, in all their rugged and awful beauty - a thrill of wonder and delight pervaded my mind. The spectacle floated dimly on my sight - my eyes were blinded with tears - blinded by the excess of beauty. I turned to the right and to the left, I looked up and down the glorious river; never had I beheld so many striking objects blended into one mighty whole! Nature had lavished all her noblest features in producing that enchanting scene».[73]

Par conséquent, pour Susanna Moodie la «Nature» était une «Divine Mother Nature»[74]. Après l'expérience de quelques hivers canadiens, cette perception change rapidement. La «Nature» devint une «nature morte ou indifférente», voire franchement antagonistes et menaçante, pour aboutir enfin à une «Nature Monster»[75].

> «Whether alive or dead the bush resisted:
> Alive, it must be slain with axe and saw,
> If dead, it was in tangle at their feet.
> The ice could hit men as it hit the spruces.
> Even the rivers had betraying tricks [...]».[76]

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que cette «Nature», «devenue» hostile, puisse être «transformée» en «ressources naturelles» par les économistes. De plus, ceci s'accompagne d'une

---

[71] Margaret Atwood, Survival - A Thematic Guide to Canadian Literature, Toronto: Anansi, 1972: 48.

[72] Ibid.

[73] Susanna Moodie, Roughing It In the Bush, cité dans Margaret Atwood, op. cit.: 50.

[74] Ibid.: 54.

[75] Ibid.: 59.

[76] E. J. Pratt, «Towards the Last Spike» dans Margaret Atwood, op. cit.: 47.

profonde déception vis-à-vis de la «Nature». «At that period my love for Canada [i.e. la «Nature»] was a feeling very nearly allied to that which the condemned criminal entertains for his cell - his only hope of escape being through the portals of the grave»[77].

Nous proposons de faire, dans les cinquième et sixième chapitres, une archéologie de la «Nature» à travers certains des textes constitutionnels et législatifs canadiens. Le but sera d'essayer de voir les différentes ruptures et continuités historiques autour du thème de la «Nature» dans le contexte spécifique du champ de pouvoir au Canada. Avant d'entreprendre une telle tâche, il nous faut aborder une des conséquences de la notion originale de pouvoir, c'est-à-dire la résistance aux tentatives de normalisation de la «Nature».

II) L'archéologie et la généalogie: des stratégies de résistances au «savoir-pouvoir» et à la «gouvernementalité»?

Comme nous l'avons déjà vu dans le deuxième chapitre, Foucault opère sinon un «déplacement théorique», tout au moins un changement d'orientation dans ses recherches. L'archéologie du savoir est l'oeuvre charnière entre l'archéologie et la généalogie et annonce un changement d'orientation à deux niveaux. Premièrement, les recherches autour du thème du «savoir-pouvoir» ont amené Foucault à étudier plus en détail la création et le développement, entre autres, de sciences sociales nouvelles (par exemple, la psychiatrie et la criminologie) dans le contexte de nouvelles institutions sociales précises (par exemple les hôpitaux et les prisons). Deuxièmement, à partir de 1977, Foucault se concentre sur les conditions de l'émergence d'une rationalité spécifique autour de «l'art de gouverner», ce qui est dès lors appelé dans le jargon foucaltien, «la gouvernementalité». Ces deux niveaux de recherches utilisent les mêmes «méthodes», c'est-à-dire l'archéologie et la généalogie, comme moyens de révéler «le jeu hasardeux des dominations»[78] résultant et constituant du «savoir-pouvoir» et de la «gouvernementalité».

Nous avons déjà vu que Foucault présente une perspective du pouvoir radicalement différente de celle des libéraux et des marxistes. Pour Foucault, il ne s'agit plus d'une vision

---

[77] Susanna Moodie, Roughing It In The Bush, op. cit.: 51.

[78] Foucault, «Nietzsche, la généalogie, l'histoire», art. cit.: 155.

manichéenne entre le dominé et le dominateur, la «libération» et «l'oppression»[79], mais plutôt d'un «champ de pouvoir». C'est au sein de ce champ de pouvoir que font irruption les forces en présence[80].

Il est important de se rappeler que l'archéologie cherche à nous faire voir les grandes tendances historiques et structurelles des discours. L'archéologie de la folie montrait la normalisation croissante de la folie à travers, notamment, l'importance grandissante des sciences sociales dans cette stratégie de normalisation sans stratégiste. L'effet apparent du rouleau compresseur de la normalisation ne se fait pas dans un vide mais bien dans le contexte d'un champ de pouvoir. Ceci signifie qu'il existe toujours des instances de résistances à cette normalisation. «[...] [N]o matter how terrifying a given system may be, there always remain the possibilities of resistence, disobedience, and oppositional groupings»[81]. La normalisation est très certainement dominante mais pas entièrement hégémonique. C'est précisément ce que la généalogie tente de faire ressortir. Ce n'est pas dans le domaine de la folie que Foucault appliquera sa méthode généalogique mais plutôt dans le domaine de l'incarcération. En effet ce sont les révoltes dans les prisons françaises qui font l'actualité au début des années 1970. Dans Surveiller et punir, Foucault montre les changements profonds dans les régimes de punition allant du supplice de Damiens en 1757 jusqu'aux prisons contemporaines. La thèse de Foucault est la suivante: contrairement au mythe selon lequel nos sociétés modernes sont devenues moins violentes et plus humaines dans l'application des peines, il y a eu une intensification et une individualisation du contrôle sur la population. C'est ce que Foucault appelle la «gouvernementalité» qui est «[...] characterised by increasing organisation of population and welfare for the sake of increased force and productivity»[82]. Dans ce contexte, les sciences sociales

---

[79] «I do not think that it is possible to say that one thing is of the order of «liberation» and another is of the order of «oppression». Foucault, «Space, Knowledge, and Power», dans Paul Rabinow (dir.), The Foucault Reader, op. cit.: 245.

[80] Foucault, «Nietzsche, la généalogie, l'histoire».
«L'émergence, c'est donc l'entrée en scène des forces; c'est leur irruption, le bond par lequel elles sautent de la coulisse sur le théâtre, [...]»: 156.

[81] Foucault, «Space, Knowledge, and Power», art. cit.: 245.

[82] Dreyfus et Rabinow, op. cit.: 8.

sont des outils nouveaux, employant des techniques «pastorales», pour la gestion «non sanguinaire» du troupeau humain en général. La nouvelle règle du pouvoir n'inclut plus exclusivement la répression violente. Le supplice de Damiens se voulait être une représentation publique du pouvoir absolu du monarque. La sévérité et la diversité des tortures étaient proportionnelles au pouvoir de l'absolutisme[83]. Cependant ce régime de pouvoir n'était que réactif, c'est-à-dire appliqué après une violation de ce pouvoir. Dans le cas de Damien, il s'agissait d'un régicide. La gouvernementalité est un changement radical dans l'application du pouvoir puisqu'elle veut prévenir toute violation future. Les objectifs préventifs de la gouvernementalité nécessitent la mise en place d'un réseau complexe de nouvelles règles et de disciplines. Ces dernières s'appliquent à tout la population par l'intermédiaire d'une intériorisation, et donc d'une adoption «volontaire», au niveau individuel d'un ensemble de règles et de comportements défini et mis en place[84], entre autres, par les nouvelles sciences sociales panoptiques et les techniques «pastorales». Foucault remet en question l'illusion que les effets de pouvoir auraient diminué parce que l'emploi systématique de la violence et de la coercition comme instrument de pouvoir auraient presque disparu dans les pays occidentaux. En fait, il s'agit d'une nouvelle stratégie de pouvoir qui a déjà évolué depuis longtemps vers une pratique individualisée, intériorisée et constante et similaire des techniques de la pastorale chrétienne. Le pouvoir devient donc principalement disciplinaire et constitutif et non plus exclusivement et explicitement répressif. Les techniques pastorales de pouvoir sont donc plus efficaces que les représentations publiques du pouvoir répressif puisque les effets des techniques pastorales sont présents partout et tout le temps. Cette perspective soulève au moins une interrogation de nature wébérienne[85]. Nous pourrions nous demander quelle est donc la signification des résistances à

---

[83] «[...] [T]enaillé aux mamelles, bras, cuisse et gras des jambes, [...] brûlé de feu de soufre, et sur les endroits où il sera tenaillé, jeté du plomb fondu, de l'huile bouillante, de la poix résine brûlante, de la cire et soufre fondus ensemble et ensuite son corps tiré et démembré à quatre chevaux, [...]». Foucault, Surveiller et punir, op. cit.: 9.

[84] «Toute l'activité de l'individu discipliné doit être scandée et soutenue par des injonctions dont l'efficace repose sur la brièveté et la clarté; l'ordre n'a pas à être expliqué, ni même formulé; il faut et il suffit qu'il déclenche le comportement voulu». Ibid.: 168.

[85] Entre autres, Colin Gordon met en relief l'aspect Wéberien de Foucault. Colin Gordon, «The Soul of the Citizen», dans Sam Whimster et Scott Lash (dir.), Max Weber, Rationality and Modernity, Londres: Allen et Unwin, 1987: 223-316. Foucault nie être un wébérien, voir; Foucault, «Questions

cette normalisation qui semblerait de toute manière inévitable et omniprésente. En effet, dans le cas des mouvements de contestation dans les prisons, les revendications portaient sur les conditions matérielles de la vie carcérale (visites, sexualité, nourriture, loisirs, etc.). Il ne s'agissait en aucun cas d'une remise en question fondamentale du régime pénitentiaire et encore moins une entreprise de déconstruction (à part la «démolition» de quelques bâtiments par les prisonniers et les autorités !). Bien que le Groupe d'information sur les prisons (GIP) créé par Foucault était intéressé à donner directement la parole aux prisonniers, il reconnaît que leur résistance et leurs demandes sont structurées et donc limitées par le contexte du champ de pouvoir. Cela expliquerait en partie pourquoi Foucault ne continue pas, après la parution de Surveiller et punir, de militer dans le GIP. Cette structuration-limitation des résistances aurait pu amener Foucault à conclure, d'une manière pessimiste, que les résistances à la normalisation ne servent à rien puisqu'elles sont, en dernière instance, sinon vouées à l'échec, tout au moins fortement délimitées par les paramètres des forces de la normalisation[86]. Au moins deux réponses à cette critique sont possibles. Premièrement, il est important de se rappeler que, s'il existe des relations de domination dans le champ de pouvoir, il ne s'agit jamais de relations totalement hégémoniques. En effet, les règles du champ de pouvoir sont les mêmes que celle de l'histoire généalogique[87]. Puisque le champ de pouvoir n'est pas régi par des relations hégémoniques, l'histoire ne saurait être déterminée à l'avance. Ceci renforce la critique de Foucault envers l'Histoire traditionnelle qui veut prouver à tout prix que le présent est le résultat logique et ultime d'une longue continuité. Si l'on abandonne cette perspective, l'histoire

---

of Method» (entrevue), dans Graham Burchell, Colin Gordon et Peter Miller (dir.), The Foucault Effect - Studies in Governmentality, op. cit.: 78-80.

[86] On retourne ici un problème soulevé par Derrida, lorsqu'il faisait remarquer à Foucault que de tenter de connaître la folie en dehors du langage de la raison est impossible. De la même manière, il est impossible aux prisonniers d'articuler une motivation de résistance à la prison qui soit en «dehors» du champ de pouvoir de la normalisation de cette institution.

[87] Rappelons que les règles de l'histoire sont «[...] vides, violentes, non finalisées; elles sont faites pour servir à ceci ou cela; elles peuvent être ployées au gré de tel ou tel. Le grand jeu de l'histoire, c'est à qui s'emparera des règles, qui prendra la place de ceux qui les utilisent; qui se déguisera pour les pervertir, les utiliser à contresens et les retourner contre ceux qui les avaient imposées; qui s'introduisant dans le complexe appareil, le fera fonctionner de telle sorte que les dominateurs se trouveront dominés par leurs propres règles». Foucault, «Nietzsche, la généalogie, l'histoire»: 158.

devient non-déterminée et ouverte à des possibilités de bifurcations. Les résistances sont donc des possibilités réelles de changement «du cours» de l'histoire. Par conséquent, il est important de découvrir les actes de résistances oubliés qui ont peut-être marqué l'histoire ou qui pourraient marquer l'histoire à venir. Deuxièmement, Foucault ne s'intéresse pas aux grandes tendances et aux grandes narrations du macro-pouvoir, mais il s'intéresse plutôt aux cas spécifiques de résistances de mise en pratique de techniques de contrôle dans des domaines déterminés (comme la folie et la prison). Cette orientation correspond à la vision foucaltienne du pouvoir déconcentré et omniprésent. Les actes de résistance dans un domaine précis peuvent avoir un impact, si ce n'est sur l'ensemble du champ de pouvoir, du moins dans le domaine local, le micro-pouvoir. Ceci aboutit à des conséquences stratégiques importantes. Puisque le pouvoir est dispersé et omniprésent[88], et que ses mises en application sont localisées, les résistances ne prennent pas la forme d'attaques frontales et globales contre «le Pouvoir». Il ne s'agit plus d'un projet révolutionnaire global à la conquête « du pouvoir». De toute manière, les grands projets révolutionnaires ne garantissent pas automatiquement la «libération» tant promise. C'est donc au niveau du domaine local et précis que les résistances ont le plus de chance de réussite ou, plus exactement, le moins de chance d'échec[89]. Pour Foucault, ces résistances apparaissent donc au sein d'institutions ou autour de pratiques liées directement à la mise en place de techniques disciplinaires du corps (la prison, l'hôpital psychiatrique, l'école, la sexualité). Bien que Foucault se concentre sur les discours et pratiques qui tournent autour de la construction disciplinaire des «individus», nous pourrions suggérer que le but recherché par «l'augmentation de la force et de la production» nécessitait également une

---

[88] C'est cette vision de la diffusion/décentralisation du pouvoir qui fera dire à Jean Baudrillard que Foucault est motivé par une volonté de trouver du pouvoir à tout prix. Pour Baudrillard, cette quête du pouvoir est aussi futile que celle orientée autour du savoir que Foucault dénonce tant.
«Quand on parle tant du pouvoir, c'est qu'il est plus nulle part», Jean Baudrillard, Oublier Foucault, op. cit. : 82; «[...] le pouvoir est un leurre, la vérité est un leurre», Ibid. : 88; «inutile donc de courir après le pouvoir, ou d'en discourir à l'infini, car lui aussi désormais fait partie de l'horizon des apparences, lui aussi n'est là que pour cacher qu'il n'y a plus, ou plutôt, que la ligne d'apogée du politique étant franchie, c'est l'autre versant du cycle qui commence, la réversion du pouvoir dans son simulacre même». Ibid.: 69-70.

[89] Lawrence Kritzman (dir,), Michel Foucault - Politics, Philosophy, Culture - Interviews and Other Writings 1977-1984, op. cit. «[...] If power is dispersed in a multiplicity of networks, resistance can only be realized through a series of localized strategies»: xv.

(re)construction des discours et des pratiques sociales vis-à-vis le thème de «l'environnement» ou de la «Nature». En effet, il semblerait futile, pour Foucault, de chercher une définition ontologique de cette «Nature» puisque toute articulation d'une définition n'est qu'un produit (linguistique) d'une société «humaine» dans un contexte historique spécifique[90]. Plus précisément, les discours et les pratiques sociales autour du thème de la «Nature» sont inclus dans un champ de pouvoir historiquement constitué. Ce champ de pouvoir implique qu'il ne s'agit pas seulement d'une lutte antagoniste et dualiste entre le pouvoir dominant des «pollueurs» et celui dominé des «environnementalistes», mais bien, principalement, d'un même processus. Nous avons donc à faire face à une bataille «[...] which defines and clears a space»[91], qui est potentiellement un espace de possibilités de conflits futurs. En clair, les discours et pratiques autour du thème de la «Nature» font aussi partie d'une stratégie de pouvoir mais non du pouvoir. Pour ce qui est des discours et pratiques autour du thème de «l'environnement», il semblerait, qu'au lieu d'opposer les «pollutions», ces mêmes discours et pratiques ne font que maintenir en le rationalisant et en le modifiant, un régime de «destruction écologique». L'ère victorienne a été généralement prolifique en discours et pratiques autour du thème de la «sexualité» (discours moral et religieux, pratiques médicales, etc...). Paradoxalement, l'ère victorienne était supposée avoir «réprimé la sexualité». Foucault a très bien démontré que cette «hypothèse répressive» de la «sexualité»[92] est trop simpliste pour deux raisons. Premièrement, l'existence même de ces discours et pratiques, contrairement peut-être au contenu de ceux-ci, était loin de réprimer la «sexualité» puisque les victorien/ne-s n'ont jamais tant «parlé» de la sexualité. Deuxièmement, ces discours et pratiques victoriennes autour de la «sexualité» ont construit des espaces de pouvoir dans lesquels des possibilités ultérieures de nouveaux discours et

---

[90] Foucault n'est pas le premier à avoir suggérer une telle interprétation. Par exemple, déjà Georg Lukács déclarait dans les années 1920: ««Nature» is a societal category. That is to say, whatever is held to be natural at any given stage of social development, however this nature is related to man and whatever form his involvement with it takes, i.e. nature's form, its content, its range and its objectivity are all socially conditioned».
Georg Lukács, «The changing Function of Historical Materialism», dans Georg Lukács, History and Class Consciousness - Studies in Marxist Dialectic, Londres: Merlin Press, 1971: 234.

[91] Dreyfus et Rabinow, op. cit.: 109.

[92] Foucault, La volonté de savoir, op. cit.

pratiques pouvaient apparaître. D'une manière semblable, l'ère contemporaine est des plus prolifiques en matière de discours et de pratiques autour du thème de «l'environnement». Il semblerait que, plus nous «parlons» «d'environnement» et de «Nature», plus nous «légiférons» et «surveillons» ces derniers, plus les «pollutions» semblent s'aggraver! Puisque la «Nature» constitue un des éléments centraux des identités anglo-canadienne, québécoise et autochtone, il serait intéressant de prendre l'exemple canadien et d'établir une histoire archéologico-généalogique des différents discours et pratiques sur les différentes variations autour de la «Nature», de «l'environnement». Nous pourrions, d'une part, prendre les textes de lois, des procédures d'évaluations environnementales des différents ordres de gouvernement de l'État canadien, qui construisent et régissent d'une manière formelle la compréhension contemporaine de «l'environnement». Nous pourrions essayer, à l'aide de cette étude historique, de mettre en relief à la fois les grandes tendances mais aussi certaines des discontinuités. Cependant, à une telle entreprise, nous devrons ajouter une étude généalogique de la mise en pratique des discours et des différentes résistances à cette normalisation environnementale. C'est précisément ce que nous tenterons de faire dans la deuxième partie de cette thèse.

Auparavant, il nous faut aborder l'approche éthique que Foucault a développée dans les deux derniers volumes de son histoire de la sexualité.

III) Vers une éthique à la Foucault?

Après un silence depuis la parution du premier volume de son histoire généalogique de la sexualité en 1976, Foucault publie en 1984, quelques semaines avant sa mort, les volumes deux et trois. A la surprise générale, Foucault entreprend un troisième «déplacement théorique» qui laisse de côté les études «des manifestations de pouvoir» qu'il avait entrepris avec Surveiller et punir et la volonté de savoir, ce dernier étant le premier volume de son histoire de la sexualité. Rappelons qu'il s'agissait d'études, comme instrument de stratégies, au services des résistances contre par exemple le milieu carcéral. Cependant les résistances ne concernent pas seulement les éléments explicitement répressifs, telles que les prisons, mais aussi les éléments constitutifs qui disciplinent, d'une manière «pastorale», les individus. Pour sa part, Foucault avait entrepris dans son premier volume de 1976 de démontrer que, depuis plus d'un siècle, les discours et les pratiques autour du

thème de la «sexualité»[93] ne constituaient pas aussi simplement qu'on aurait pu le croire une répression de la «sexualité». En bref, «[i]l s'agit en somme d'interroger le cas d'une société qui depuis plus d'un siècle se fustige bruyamment de son hypocrisie, parle avec prolixité de son propre silence, s'acharne à détailler ce qu'elle ne dit pas, dénonce les pouvoirs qu'elle exerce et promet de se libérer des lois qui l'ont fait fonctionner»[94]. Par conséquent, Foucault remet en question «l'hypothèse répressive» et déclare vouloir

> «[...] détacher l'analyse des privilèges qu'on accorde d'ordinaire à l'économie de rareté et aux principes de raréfication, pour chercher au contraire les instances de production discursive (qui bien sûr ménagent aussi des silences), de production de pouvoir (qui ont parfois pour fonction d'interdire), des productions de savoir (lesquelles font souvent circuler des erreurs ou des méconnaissances systématiques); je voudrais faire l'histoire de ces instances et de leurs transformations».[95]

Dans les deux dernières citations tirées de La volonté de savoir, on peut remarquer que «le sujet» (dans ses sens phénoménologique et existentialiste[96]) ou l'humain n'apparaît pas (ne peut pas

---

[93] Ce terme est entre guillemets puisque Foucault ne reconnait pas la «sexualité» comme étant une catégorie ontologique, mais, au contraire, comme une catégorie constituée historiquement.

[94] Foucault, La volonté de savoir, op. cit.: 16.
«La question que je voudrais poser n'est pas: pourquoi sommes-nous réprimés, mais pourquoi disons-nous, avec tant de passion, tant de rancoeur contre notre passé le plus proche, contre notre présent et contre nous-mêmes, que nous sommes réprimés? Par quelle spirale en sommes-nous arrivés à affirmer que le sexe est nié, à montrer ostensiblement que nous le cachons, à dire que nous le taisons- , et ceci en le formulant en mots explicites, en cherchant à le faire voir dans sa réalité la plus nue, en l'affirmant dans la positivité de son pouvoir et de ses effets?» Ibid.

[95] Foucault, La volonté de savoir, op. cit.: 21.

[96] «What I refused was precisely that you first of all set up a theory of the subject -as could be done in phenomenology and in existentialism- and that, beginning from the theory of the subject, you come to pose the question of knowing, for example, how such and a such a form of knowledge was possible. What I wanted to know was how the subject constituted himself, in such and such a determined form, as a mad subject or as a normal subject, through a certain number of practices which were games of truth, applications of power, etc. I had to reject a certain a priori theory of the subject in order to make this analysis of the relationships which can exist between the constitution of the subject or different forms of the subjects and games of truth, practices of power and so forth», Foucault, «The Ethic of Care for the Self as a Practice of Freedom - An Interview with Michel Foucault on January 20, 1984», art. cit.: 10.

apparaître) directement et certainement pas d'une manière significative, c'est-à-dire comme centre de référence et d'intérêt principal. Surveiller et punir demeure une description structurelle de grandes institutions telles les prisons. L'identité des prisonniers est façonnée, construite, par cette institution sociale qu'est la prison. L'envergure et la nature des résistances à la normalisation du régime pénitentiaire ne peuvent être que marginales. La prison a créé le prisonnier et son identité. Le prisonnier peut lutter pour une «meilleure» prison. Par contre, le prisonnier ne peut pas remettre fondamentalement en question le régime pénitentiaire. Dans son premier volume sur l'histoire de la sexualité, Foucault remarquait que les effets de pouvoir n'étaient pas seulement répressifs (contre des formes spécifiques de la «sexualité») mais également positifs, c'est-à-dire constitutifs. L'identité sexuelle contemporaine est donc le résultat d'interdits, bien entendu, mais surtout de pratiques et de discours médicaux, scientifiques, religieux, etc.. Par conséquent, le «sujet», en tant qu'acteur agissant indépendamment de la structure donnée et imposée, n'existe pas pour Foucault ou tout au moins jusqu'aux deux derniers volumes. Il faut remarquer ici que l'évolution des «déplacements théoriques» précédents de Foucault ne pouvait que le mener, sinon au «sujet», tout au moins à la reconnaissance de possibilités d'auto-création et définition de l'identité par les individus. En effet, partant des grandes structures des discours (archéologie) qui imposent une structure aux individus, Foucault en vient à considérer les instances de pratiques de résistance à la normalisation (généalogie). Arrivé à ce point, Foucault a au moins deux options. Le première est de considérer ces actes de résistances comme perdus d'avance face au rouleau compresseur de la structure normalisante. C'est la position pessimiste qu'il adopte, par exemple, dans le contexte de la lutte dans les prisons. Ceci ne signifie pas pour autant que toute résistance est inutile. La résistance prend la valeur d'une pratique ultime de liberté. La deuxième position est celle de considérer la découverte d'instances passées de résistances comme faisant partie d'une stratégie pour encourager des pratiques de résistances contemporaines et à venir. Si tel est le cas, ceci signifie que Foucault admettait l'importance de ces résistances, ou plus exactement des relations de pouvoir, comme condition nécessaire de pratiques de liberté. Si en dernière instance, ces résistances sont vouées à l'échec, quel est donc leur but? Par-delà la résistance pour la résistance (comme pratique ultime de liberté), quelle est la marge d'autonomie des individus dans le champ de pouvoir qui définit leur identité? Jusqu'à présent, Foucault reconnaissait deux sources de formation de l'identité des

individus: les pratiques répressives et les «formes des jeux théoriques et scientifiques»[97]. Dans ses deux derniers volumes, Foucault entrouvre un troisième «axe»[98] de la formation historique de l'identité: l'auto-construction par les individus eux-mêmes[99]. Ceci ne signifie pas que les individus deviennent pour autant des «sujets» ontologiques. C'est pour cela que Foucault, prudemment, parle seulement d'«[...] analyser ce qui est désigné comme «le sujet»»[100]. Au lieu du «sujet», Foucault préfère parler de «[...] jeux de vérité dans le rapport de soi à soi et la constitution de soi-même comme sujet [...]» (nous soulignons)[101].

Par conséquent, le «sujet» chez Foucault n'est pas une catégorie fondatrice et première, mais au contraire fait partie des trois axes des rapports de pouvoir. Ce «sujet» est délimité par «un système de règles et de contraintes» ainsi que par «des domaines de connaissance très divers»[102]. La vie des individus est perçue comme étant une «expérience» qui est «[...] la corrélation, dans une culture, entre domaines de savoir, types de normativité et formes de subjectivité»[103].

Les volumes deux et trois se concentrent donc sur ces formes de subjectivité ou plus exactement ce que Foucault appelle «les arts de l'existence». Ces derniers étant «[...] des pratiques réfléchies et volontaires par lesquelles les hommes [sic], non seulement se fixent des règles de conduite, mais

---

[97] «Up to that point, the problem of the relationship between the subject and the games of truth had been faced in two ways: either beginning with coercive practices -(as in the case of psychiatry and the penitentiary system)- or in the form of theoretical and scientific games, as for example, the analysis of the riches of language and of the living being». The Final Foucault, op. cit.: 2.

[98] Foucault, l'usage des plaisirs, op. cit.: 10.
«[...] les trois axes qui la constituent: la formation des savoirs qui se réfèrent à elle, les systèmes de pouvoir qui en règlent la pratique et les formes dans lesquelles les individus peuvent et doivent se reconnaître comme sujets de cette sexualité».

[99] «Now, [...] I try to grasp the problems through what one might call a practice of the self, a phenomenon which I believe to be very important in our societies since Greek and Roman times [...]». Foucault, The Final Foucault, op. cit.: 2.

[100] Foucault, L'usage des plaisirs, op. cit.: 12.

[101] Ibid.

[102] Ibid.: 10.

[103] Ibid.

cherchent à se transformer eux-mêmes, à se modifier dans leur être singulier, et à faire de leur vie une oeuvre qui porte certaines valeurs esthétiques et réponde à certains critères de style»[104]. Ce choix d'orientation dans les deux derniers volumes ne signifie pas que Foucault renie le reste de ses études. Au contraire, il perçoit ce troisième «déplacement théorique» comme faisant partie des deux premières approches. «La dimension archéologique de l'analyse permet d'analyser les formes mêmes de la problématisation; sa dimension généalogique, leur formation à partir des pratiques et de leurs modifications»[105]. Ce troisième «déplacement» n'était pas totalement imprévisible. Déjà en 1971, Foucault parlait, indirectement, de l'importance du «sujet», ou tout du moins des «expériences» des individus, comme faisant partie d'une stratégie de liberté. «La société future est peut-être en train de s'ébaucher à travers les nouvelles formes de conscience et les nouveaux types d'individualisation de la drogue, du sexe ou de la vie communautaire. Si le socialisme doit se réaliser, ce sera plus comme utopie, mais à partir d'expériences»[106].

La citation précédente est intéressante si elle est resituée dans son contexte, c'est-à-dire les marxismes de l'après mai 1968[107]. Dans ce cas, il s'agit bien de la fusion entre les buts du marxisme et le romantisme des années 1960 et 1970 que Taylor appelle «sensualist flower children»[108]. Cependant, prise dans le contexte des deux derniers livres, la citation de Foucault de 1971 prend une autre signification; celle d'une prémonition de l'entrée en force du «sujet» treize

---

[104] Ibid.: 16-17.

[105] Ibid.: 17-18.

[106] Foucault lors d'un entretien avec M-A. Burnier et P. Graine, «Par delà le bien et le mal», Actuel, n° 14 (novembre 1971): 42-47, cité par Miguel Morey, «Sur le style philosophique de Michel Foucault - Pour une critique du normal», dans Collectif, Michel Foucault philosophe - Rencontre internationale, Paris 9, 10, 11 janvier 1988, op. cit.: 145.

[107] Le début des années 1970 en France a été l'apogée des groupes «d'extrême gauche» qui réagissaient, entre autres, contre la sclérose et le réformisme du «marxisme» du parti communiste (PCF). Pour sa part, Foucault a flirté avec les maoïstes. Voir son entretien «Sur la justice populaire - Débat avec les Maos», Les temps modernes n° 310 (1972): 335-66 et ses articles et entrevues publiés dans Libération, journal à l'origine maoïste.

[108] Charles Taylor, Sources of the Self, op. cit.: 101.

ans plus tard![109]

Cependant, ce troisième «déplacement» présente potentiellement certains problèmes. Par exemple, Foucault ne veut pas donner au «sujet» la fondation ontologique traditionnelle. Néanmoins, il affirme que «[...] there cannot be relations of power unless the subjects are free»[110].

Il semblerait donc que ce soit la liberté du «sujet» qui soit fondamentale et non pas le «sujet» lui-même. On se rappellera que c'est sur ce point que Taylor critique Foucault. D'après Taylor, Foucault base son projet (normatif) sur l'existence fondamentale de la liberté. Pour Taylor, il s'agit là de la preuve que «[...] the underlying ideal [of Foucault] is some variant of that most invisible, because it is the most pervasive, of all modern goods, unconstrained freedom»[111]. Foucault répond à cette critique de deux manières: la liberté n'est pas ontologiquement fondamentale parce qu'elle est définie négativement et, deuxièmement, la notion même de liberté est définie historiquement. Foucault définit la liberté d'une manière négative comme étant l'inexistence d'une domination totale et donc conséquemment l'existence de relations de pouvoir. «If one or the other were completely at the disposition of the other and became his thing, an object on which he can exercise an infinite and unlimited violence, there would not be relations of power»[112]. Deuxièmement, pour Foucault, la liberté n'est pas absolue mais contingente et historique, déterminée par, et résultante des relations de pouvoirs. Par conséquent, et contrairement à l'affirmation de Taylor, cette «liberté» n'est certainement pas «unconstrained», tout du moins pas dans le sens que l'entend Foucault. De plus, la marge de manoeuvre de cette «liberté» est très mince. Cependant, la liberté aussi «restreinte» qu'elle soit[113], n'en demeure pas moins toujours présente dans le contexte de relations de pouvoir,

---

[109] Taylor accusait Foucault de développer une conception du «pouvoir sans sujet» et donc de pécher par excès de structuralisme. Taylor, «Foucault on Freedom and Truth», op. cit.: 167-74. «To give absolute priority to the structure makes exactly as little sense as the equal and opposite error of subjectivism, which gave absolute priority to the action as a kind of total beginning»: 173-74.

[110] Foucault, The Final Foucault, op. cit.: 12.

[111] Charles Taylor, op. cit.: 489.

[112] Foucault, The Final Foucault, op. cit.: 12.

[113] «In many cases the relations of power are fixed in such away that they are perpetually asymmetrical and the margins of liberty is extremely limited». Ibid.

et donc, d'une certaine manière, fondamentale, non pas d'une manière ontologique[114], mais plutôt comme constante historique. Puisque les relations de pouvoir sont présentes partout et spécialement depuis la mise en place d'une gouvernementalité et de ses techniques pastorales, cela signifie que la liberté est également présente potentiellement partout[115]. Pour essayer de préciser la marge de manoeuvre de liberté, Foucault déclare que le pouvoir n'est pas mauvais en soi[116]. Les «relations de pouvoir» ne sont qu'une série de «jeux stratégiques»[117] parmi lesquels prennent place des «techniques de gouvernementalité» dont, entre autres, l'auto-construction relative du «sujet». Foucault déclare: «I do indeed believe that there is no sovereign, founding subject, a universal form of subject to be found everywhere. I believe, on the contrary, that the subject is constituted through practices of subjection, or, in a more autonomous way, through practices of liberation, of liberty [...]»[118].

En conclusion, il est clair que Foucault essaie de faire marche arrière après l'introduction risquée du thème du «sujet» résultant de son troisième «déplacement». Premièrement, il réduit l'importance du «sujet» en limitant sa marge de liberté. Deuxièmement, il caractérise l'auto-construction du «sujet» comme n'étant qu'un des éléments des jeux stratégiques.

Nous n'entrerons point dans le débat sur la pertinence de la recherche académique et de l'analyse de Foucault sur les Grecs. Ce n'est pas le but de notre thèse. Par contre, nous devons essayer de présenter brièvement ici certaines des conséquences possibles que cette approche «éthique» peut avoir sur notre étude de la «Nature» au Canada. A première vue, parler «d'éthique» et de «Nature» semble osé sinon incompréhensible. Cependant, si nous acceptons (comme

---

[114] «In order to exercise a relation of power, there must be on both sides at least a certain form of liberty». Ibid.

[115] «If there are relations of power throughout every social field it is because there is freedom everywhere». Ibid.

[116] «Power is not an evil». Ibid.: 18.

[117] Ibid.

[118] Foucault, «An Aesthetics of Existence», dans Lawrence Kritzman (dir.), Michel Foucault - Politics, Philosophy, Culture - Interviews and Other Writings 1977-1984, op. cit.: 50.

Foucault dans ses deux derniers livres) qu'il existe une marge de manoeuvre, même minime, de liberté pour les individus d'auto-construire leur identité, il est donc possible, théoriquement, d'imaginer des individus engagés dans la construction d'un «sujet écologique». Notre objectif ne serait pas de définir le «telos» d'un tel «sujet écologique» puisque nous nous embarquerions dans un projet explicitement normatif. Après tout, dans ses deux derniers livres, Foucault ne voulait pas se faire l'agent de promotion de l'éthique des Grecs. Il souhaitait simplement attirer l'attention sur le fait qu'il est possible de penser autrement. C'est pour cela que le projet «éthique» de Foucault peut être perçu comme étant d'avantage stratégique que normatif. Il serait intéressant de montrer les différentes formes que peuvent prendre l'auto-construction d'un «sujet écologique» dans le contexte du Canada. Comment les individus (canadiens) auto-articulent-ils leurs relations avec la «nature», c'est-à-dire l'environnement extérieur spécifiquement canadien (hiver, grands espaces, forêts, etc.)? Comment les individus ont-ils pu se reconnaître comme «sujet écologique»? Quel est l'impact de ce «sujet écologique» dans les relations de soi à soi? Dans ce contexte, peut-on avancer que «l'identité canadienne» (québécoise et autochtone) est en partie le résultat de l'auto-construction d'un «sujet écologique»? Telles sont certaines des questions auxquelles nous pourrions tenter de répondre. Cependant, il est possible d'entrevoir au moins un problème important, celui de la marge exacte de manoeuvre, de liberté, de cette auto-définition d'un «sujet écologique». Dans quelle mesure la constitution d'un «sujet écologique» est-elle le résultat d'une auto-définition d'un «sujet écologique» ou d'une création sociale imposée pastoralement ou autre? Dans la réalité, la ligne de démarcation entre ces deux axes - auto-création et imposition-création d'un «sujet écologique» - n'est pas aussi claire. Par exemple, «l'écologie profonde» est un projet éthique basé sur l'anti-anthropocentrisme en faveur de la valeur présumée fondamentale de l'écosystème hors humain. «L'écologie profonde» est un projet moral qui nécessite une transformation radicale du «sujet» et de ses comportements quotidiens: l'abnégation de l'humain. Il est possible de suggérer que «l'écologie profonde» est un exemple d'auto-création d'un «sujet écologique». Les partisans de «l'écologie profonde» l'admettraient facilement. Par contre, il est également possible de localiser «l'écologie profonde» dans une stratégie de normalisation.

> «[...] [D]eep ecology could function as a new strategy of power for normalizing new ecological subjects - human and non-human - in disciplines of self-effacing moral consciousness. in endorsing self-expression as the inherent value of all ecospheric entities, deep ecology also could advance the modern logic of domination by

> retraining humans to surveil and steer themselves as well as other beings in accord with «Nature's» dictates. As a new philosophy of Nature, then, deep ecology provides the essential discursive grid for a few enthusiastic ecosophical mandarins to interpret Nature and impose its deep ecology dictates on the unwilling many».[119]

A un autre niveau, il est possible, par exemple, de se demander si les procédures établies pour les évaluations environnementales, qui sont les résultats et une des composantes d'une rationalité gouvernementale («la gouvernementalité») et d'un rapport dans le champs du «savoir-pouvoir» (sciences environnementales: la botanique, la biologie, la zoologie, etc..., et les sciences sociales), peuvent être à la fois une des techniques de pouvoir (formation d'un «sujet environnemental») et une des possibilités, même réduite, de l'apparition «autonome» d'un «sujet écologique»[120]. Cet exemple nous laisse entrevoir un des problèmes auquel nous aurons à faire face dans la deuxième partie.

En résumé, nous venons de voir les trois «approches» de Foucault: l'archéologie, la généalogie et «l'éthique». Bien que différentes, et malgré des «déplacements théoriques» multiples, ces trois approches forment un tout relativement cohérent. Foucault s'est concentré sur des domaines précis: la folie, les prisons, la sexualité. Pourrait-on appliquer les méthodes de Foucault à une étude autour des thèmes de la «Nature» ou plus précisément de «l'environnement» dans le cas canadien? Seule une exploration plus approfondie pourrait peut-être nous donner des réponses ou tout au moins des indices supplémentaires.

---

[119] Tim Luke, «The Dreams of Deep Ecology», Telos n° 76 (été 1988): 85.

[120] Je fais la distinction (linguistique et analytique) entre le «sujet environnemental» et le «sujet écologique». Le premier représente la création et le produit du «savoir-pouvoir» et de la «gouvernementalité», alors que le deuxième est plutôt la création «autonome» potentielle, par le sujet même, d'une éthique «écologique».

Deuxième partie:

La gouvernementalité environnementale au Canada

«La guerre (tel que l'a remarqué un Huron en visite en France) n'est plus uniquement à l'extérieur, elle est entre Français, l'ennemi est à l'intérieur. Alors que pour les Hurons tous les membres de la tribu font partie du nous collectif, tel n'est pas le cas pour les Français où le supplice, en incarnant l'omnipotence du roi, a pour fonction d'inculquer peur et résignation aux classes dominées.»

Denis Delâge
Le pays renversé - Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est, 1600-1664
(1985)

«Le Lakota [Sioux] était empli de compassion et d'amour pour la nature. Il aimait la terre et toutes les choses de la terre, et son attachement grandissait avec l'âge. Les vieillards étaient - littéralement- épris du sol et ne s'assoyaient ni ne se reposaient à même la terre sans le sentiment de s'approcher des forces maternelles. [...] Le vieux Lakota était un sage. Il savait que le coeur de l'homme éloigné de la nature devient dur; il savait que l'oubli du respect dû à ce qui pousse et à ce qui vit amène également à ne plus respecter l'homme. Aussi maintenait-il les jeunes gens sous la douce influence de la nature».

T. C. McLuhan
Pieds nus sur la terre sacrée
(1974)

CHAPITRE QUATRE

ÉPISTÉMOLOGIE DES SCIENCES NATURELLES, ÉTHIQUE ET GOUVERNEMENTALITÉ ENVIRONNEMEMTALES

Michel Foucault n'a pas inventé la roue. Les trois approches foucaltiennes identifiées dans le chapitre précédent (l'archéologie, l'éthique et la généalogie) correspondent chacune à un domaine de recherche précis: (a) les sciences naturelles dans Les mots et les choses, (b) l'éthique dans L'usage des plaisirs et Le souci de soi, et (c) la gouvernementalité, le biopouvoir et la résistance dans notamment Surveiller et punir et La volonté de savoir. Ces trois domaines de recherche foucaltiens recoupent des approches plus traditionnelles de la connaissance: une histoire des sciences naturelles, l'éthique et l'analyse des politiques gouvernementales. Ces trois approches peuvent chacune à leur façon parfaitement convenir à une étude sur le thème de «l'environnement» au Canada. Ce n'est pas un hasard si Foucault a utilisé, à un moment ou un autre, ces trois approches traditionnelles en les adaptant chaque fois à un objet d'étude. Nous pouvons identifier au moins deux objectifs à l'utilisation de ces trois approches. Premièrement, il apparait, en observant l'oeuvre de Foucault dans son ensemble, qu'il ne s'agit pas d'une méta-théorie prétendant être une explication uni-dimensionnelle du monde, mais au contraire qu'il s'agit en fait d'une pluralité d'interprétations basées sur des études d'éléments spécifiques et précis[1]. Deuxièmement, ces trois approches traditionnelles sont utilisées, entre autres, comme illustrations des relations de savoir-pouvoir plutôt

[1] Il ne faut néanmoins pas sous-estimer l'ambiguïté chez Foucault entre ses études du spécifique et les généralisations qu'il en tire. Ces généralisations pourraient faire croire qu'il s'agit d'une méta-théorie aussi réductionniste et dénoncée par Foucault. Ce point est illustré notamment par Michael Donnelly qui affirme que le thème du «biopouvoir» chez Foucault fait à la fois référence à des «[...] espaces de temps bien délimités [...] (dit) "généalogiques" [...]» et «[...] aux conséquences ordonnées, durables, "programmées" qu'induit l'application, selon des calculs stratégiques, du biopouvoir [...] que l'on peut dire "époquales"». Michael Donnelly, «Des divers usages de la notion de biopouvoir», Michel Foucault philosophe, op. cit.: 231.

come une explication uni-dimensionnelle du monde. Il s'agit à la fois d'une épistémologie critique des connaissances (pluridimensionnalité des explications / interprétations) et d'une épistémologie radicale parce qu'elle (ré)introduit «l'observateur scientifique» comme étant un des acteurs / agents dans le champ des relations de pouvoir (le «pouvoir-savoir»).

Le but premer de ce chapitre est d'opérer un rapprochement entre les trois approches foucaltiennes et les études existantes concernant l'environnement au Canada. Dans le contexte d'une thèse de science politique, il s'agit également de déterminer laquelle (ou lesquelles) de ces trois approches est la plus prometteuse et mérite d'être développée dans les chapitres subséquents. Il ne s'agit en aucun cas, de démontrer que les approches de Foucault sont supérieures ou font concurrence aux trois approches plus traditionnelles ci-dessus mentionnées. Au contraire, l'objectif est de souligner le caractère complémentaire de l'oeuvre de Foucault pour des domaines établis d'études[2]. Parmi les contributions originales de Foucault, on note l'introduction de la «variable» des problématiques du «pouvoir» et du «savoir» dans des domaines comme les sciences et l'éthique, auparavant perçues comme sinon apolitiques tout au moins éloignées du «politique» et, un élargissement historique et théorique de la problématisation du pouvoir dans des domaines comme l'analyse des politiques gouvernementales.

I) Les sciences et l'environnement au Canada

La plupart des interprétations contemporaines prédominantes affirment l'existence de liens de filiation entre les sciences naturelles et la nouvelle science de l'écologie. En effet, l'objet observé par les sciences naturelles et la nouvelle science écologique est plus ou moins le même, c'est-à-dire le monde naturel matériel des humains. La controverse entre les sciences naturelles et l'écologie porte sur la forme et la dimension de l'objet observé. Comme nous le verrons, ce sont certaines des sciences naturelles qui se sont, et sont encore, opposées à la nouvelle approche écologique. Par conséquent, le souci contemporain pour l'environnement ne provient pas directement des sciences naturelles. Ce souci pour l'environnement semble au contraire provenir de certaines sciences

[2] Dans ce chapitre, je souscris au même objectif que Leslie Pal. «My point is not to argue the superiority of Foucault's formulations, merely their complementary». Leslie Pal, «Knowledge, Power, and Policy: Reflections on Foucault», dans Stephen Brooks et Alain-G. Gagnon (dir.), Social Scientists, Policy, and the State, op. cit.: 140.

médicales et, plus précisément, de la problématisation et des pratiques de l'hygiène publique au cours du 19e siècle. Le souci croissant pour la santé de la population, principalement urbaine, implique également un souci pour la qualité de l'environnement. Par conséquent, cette section passe en revue: (1) le méta-récit «universel» de l'écologie par la route des sciences naturelles, (2) les récits canadiens de l'écologie par les sciences naturelles, et (3) les traces canadiennes d'un souci pour l'environnement à travers certaines sciences médicales et certaines des pratiques d'hygiène publique.

A) Des sciences naturelles à l'écologie: une dimension universelle?

Avant d'aborder directement le cas canadien, il est important de remarquer qu'il ne semblerait pas, à première vue, exister de pratiques et de discours distinctement et exclusivement canadiens des sciences naturelles. Ce ne serait qu'à travers une histoire «universelle» des sciences naturelles que l'expérience canadienne puiserait sa signification[3].

L'histoire de «l'environnement» peut prendre la forme d'un récit épistémologique des différentes sciences naturelles menant à l'émergence de l'écologie comme science autonome[4]. En fait, cette histoire peut également prendre la forme d'une bataille, ou tout au moins, d'une concurrence sémantique à l'intérieur même des sciences[5]. Par exemple, le terme «écologie», aujourd'hui accepté et répandu comme faisant référence «à la science de l'économie, des habitudes,

---

[3] Je suis reconnaissant au professeur James W. Fyles du département des ressources renouvelables de l'Université McGill pour ses commentaires sur ce point.

[4] Cette section est fortement inspirée de l'étude épistémologique de Jean-Marc Drouin, Réinventer la nature - l'écologie et son histoire, Paris: Desclée de Brouwer, 1991 et surtout de l'excellent ouvrage de Jean-Paul Deléage, Histoire de l'écologie - Une science de l'homme et de la nature, Paris: La Découverte, 1991. Ces études sont dans la même lignée que celles de: Donald Worster Nature's Economy, op. cit.; Pascal Ascot, Histoire de l'écologie, Paris: Presses universitaires de France, 1988. Pour un même type d'études, mais plus spécifique, sur les États-Unis voir : Frank N. Egerton, «Ecological Studies and Observations Before 1900» et Robert P. McIntosh, «Ecology Since 1900», dans Benjamin J. Taylor et Thurman J. White (dir.), Issues and Ideas in America, Oklahoma: University of Oklahoma Press, 1976: 311-51 et 353-72.

[5] Voir entre autres: P. Louis et J. Roger (dir.), M. Groult (éd.), Transfert de vocabulaire dans les sciences, Paris: CNRS, 1988: 103-12.

du mode de vie, des rapports vitaux externes des organismes»[6] a été créé par le biologiste allemand Ernst Haeckel (1834-1919) en 1866 du grec «oïkos» (i.e. maison). Le terme «écologie» s'est progressivement imposé malgré le fait que sont apparus d'autres termes à la même époque. Il s'agit entre autres de la «mésologie» (i.e. théorie du milieu) de Louis-Adolphe Bertillon en 1865 et de la «hexicologie» (i.e. état, condition) suggéré en 1880 par M. Mivart. Le terme «biosphère» aurait été employé pour la première fois en 1875 par un géologue autrichien, Eduard Suess. Même le terme «environnement», qui aurait été introduit dans le français par P. Vidal de la Blache en 1927 (de l'anglais «environment»), ne devint courant que dans les années 1960[7]. Le terme «éco-système» aurait été employé pour la première fois en 1935 par A. G. Tansley (1871-1955)[8]. Même si les termes «écologie» et «environnement» ne sont que des catégories linguistiques qui ont été élaborées et développées de façon relativement récente, cela ne signifie pas que «l'objet» des connaissances de ces catégories socialement construites n'existait pas auparavant. D'après Drouin,

> «[...] des problématiques nouvelles s'enchevêtrent à des savoirs très anciens: bien avant que quiconque se définisse comme "écologue" ou comme "écologiste", des forestiers et des agronomes, des naturalistes et des géographes, des vétérinaires et des médecins se sont préoccupés des rapports entre les êtres vivants et leurs milieux, et même avant que n'existent aucune de ces professions, des bûcherons, des cultivateurs, des bergers, des chasseurs, des pêcheurs, ont, en parcourant ou en façonnant les paysages, accumulé une mémoire de leurs gestes, que nous pouvons lire comme savoir écologique».[9]

---

[6] Ernst Haeckel, Generelle Morphologie des Organismen, vol. 1, Berlin, 1866: 8, cité par Pascal Ascot, op. cit.: 44. «Par oekologie nous entendons la totalité de la science des relations de l'organisme avec son environnement, comprenant au sens large toutes les conditions d'existence». Ernst Haeckel, Generelle Morphologie des Organismen, vol 2, 1866, cité par Jean-Paul Deléage, op. cit.: 8.

[7] Trésor de la langue française, 1971-1983 cité par Jean-Marc Drouin, op. cit.: 21-2. Cette liste n'est pas exhaustive. Jean-Paul Deléage y ajoute aussi: «l'éthiologie» de Isidore Geoffroy Saint-Hilaire (1854); la «pédologie» de Fallou (1862); la «biocénose» de Möbius (1877); le «microcosme» de Forbes; la «limnologie» de Forel (1892-95); «l'héliotaraxie» de Tchijevski (1922); la «trophique-dynamique» de Linderman et Hutchinson (1942); la «Gaïa» de Lovelock (1972); «l'ethnosphère» de Goumilev (1974).

[8] A. G. Tansley, «The Use and Abuse of Vegetational Concepts and Terms», Ecology vol 16 (1935): 284-307, cité par Jean-Marc Drouin, op. cit.: 164.

[9] Jean-Marc Drouin, op. cit.: 23.

Ce qui est différent, c'est précisément que les sciences délimitent, structurent et déterminent «l'objet» des connaissances. Cependant, ce processus ne se produit pas dans un vide. Les relations historiques de pouvoir, c'est-à-dire l'ensemble des pratiques sociales, économiques, militaires et culturelles, rendent possible l'émergence d'une problématisation scientifique plutôt qu'une autre, d'un terme plutôt que d'un autre, ou d'un objet de recherche plutôt que d'un autre. Ce qui intéresse Foucault n'est pas l'objet direct des études des sciences naturelles, mais plutôt les raisons des choix des problématisations dans un contexte historique et dans un champ de pouvoir. Dans son Histoire de l'écologie, Jean-Paul Deléage fait aussi une archéologie très détaillée des sciences qui pourraient être perçues comme étant les aïeules de la science «écologique» d'aujourd'hui. Deléage passe en revue les différentes bifurcations et l'hétérogénéité des approches scientifiques dont l'objet est d'étudier et de construire «l'écologie» et «l'environnement». Reprenant un argument de Bruno Latour et Steve Woolgar[10], Deléage reconnaît néanmoins qu'une encyclopédie archéologique des sciences ne suffit pas à expliquer entièrement l'histoire de l'écologie.

> «On ne saurait donc penser une histoire de l'écologie comme celle de la seule dynamique interne des idées propres à cette science. Ce sont des influences sociales et culturelles très larges qui ont joué, mais aussi des rapports de force institutionnels et politiques. En effet, il est impossible de séparer la découverte scientifique des conditions techniques (circulation de l'information, modes de discussion) et des modalités politiques (enjeux de pouvoirs, rapports de force entre écoles concurrentes) de sa production.»[11]

Nonobstant ces précautions généalogiques foucaltiennes, Deléage se lance exclusivement dans un récit archéologique, d'ailleurs fort pertinent, des sciences de «l'environnement», récit qui démontre

---

[10] Bruno Latour et Steve Woolgar, La vie de laboratoire, Paris: La Découverte, 1988.

[11] Jean-Paul Deléage, op. cit.: 13.

> «Les déterminations écologiques traversent la totalité du champ social et ne se limitent pas à certains domaines particuliers de ce champ. Ce n'est que par l'apparition de nouveaux systèmes d'exploration de la nature, de nouvelles formes de production agricole et industrielle que se développent les formes de l'exploitation sociale, les processus d'appropriation inégale des moyens de production, de la terre, du bétail, des eaux, des ressources du sous-sol [...]. Dans toute société, c'est dans l'appropriation de la nature que les hommes coopèrent ou s'exploitent, que leurs rapports de production et leurs relations sociales s'organisent et se transforment [...] [I]l n'y a pas de crise dans l'usage de la nature qui ne soit une crise dans le mode [de] vie de l'homme.» Ibid.: 252.

l'extrême diversité des origines de l'écologie scientifique[12]. D'une manière très générale, Deléage perçoit les différentes problématisations scientifiques de «l'environnement» comme étant une préoccupation historique très occidentale. «Science des interrelations du vivant, de l'homme et la nature, l'écologie entretient des rapports ambigus à la culture occidentale dont elle est née»[13]. En effet, pour Deléage, il existe un rapport très étroit entre les voyages des explorateurs à partir du 16e siècle qui permettent à la fois un accroissement des connaissances sur la nature tout en jetant les bases futures de la colonisation destructrice subséquente.

> «A l'aube du 16e siècle, ces hasardeux voyages participent d'une foi qui assume pleinement son postulat, la domination de l'homme sur la nature, tout en élargissant le répertoire des images de la Terre et des civilisations humaines. Deux regards coexistent dans cette première colonisation. L'un pétri de la culture de la Renaissance, fasciné par la découverte de nouvelles régions où il était toujours possible de placer la Cité du Soleil imaginée par Campanella ou l'île d'Utopie de Thomas Morus. L'autre, animé par l'esprit mercantile, intéressé par le commerce de nouvelles richesses.»[14]

Il s'agit bien là, d'après un cadre théorique foucaltien, d'une série de rapports complexes entre le savoir et le pouvoir, qu'on peut résumer en disant qu'une «volonté de savoir» n'est jamais complètement coupée d'une volonté de pouvoir consciente ou d'un ensemble de rapports de pouvoir existants[15]. Cependant, il ne faudrait pas considérer ces rapports complexes comme étant

---

[12] En français, il existe depuis récemment une distinction linguistique entre un «écologue» et un «écologiste». Le premier est l'auto-définition des scientifiques oeuvrant dans le domaine de l'écologie comme science naturelle. Le deuxième, depuis la montée de l'écologie politique dans les années 1970, a pris un sens plus militant. C'est pour cette raison que les scientifiques, voulant préserver leur légitimité, ont opté pour le terme «écologue».

[13] Deléage, op. cit.: 294.

[14] Ibid.: 295.

[15] Deléage perçoit le 19e siècle comme étant la période fondatrice de «l'écologie» contemporaine au cours de laquelle se produit une «triple rupture»:

> «La première est liée à l'accélération dans la maîtrise de l'espace de la planète. Les Européens achèvent de mettre la main sur le monde et les grandes expéditions scientifiques modernes permettent de parachever la connaissance de la distribution géographique des espèces vivantes. La deuxième rupture est la révolution dans la conception du temps, et avec les découvertes fondamentales de Wallace et de Darwin, le paramètre décisif et créateur de la régulation des populations [...]. La troisième résulte d'un réaménagement fondamental des rapports entre les sciences physique et chimique et celles du vivant». Op.

exclusivement une lutte sémantique dans la définition d'une science «écologique». En fait, la sémantique cache, et révèle à la fois, un autre aspect plus spécifique du monde des sciences, celui du choix de l'objet de recherche de ces sciences. De nouveau, les recherches de Deléage constituent une illustration très claire de cette caractéristique. Par exemple, ce n'est qu'une dizaine d'années après le lancement du mot «écologie» qu'apparaissent des études spécifiques incorporant les concepts généraux de l'écologie. Ces recherches prennent la forme d'études de milieux restreints, constituant néanmoins un «écosystème». Par exemple, il s'agit des observations d'écosystèmes relativement clos comme les lacs par Alphonse Forel (Lac Léman, 1877), les dunes par Henry C. Cowles (Lac Michigan, 1896) ou les bancs d'huîtres par Karl Möbius (gisements huîtriers de Wattenmeer, 1877). Ces recherches s'inspirent également d'autres approches scientifiques et domaines de connaissance. Par exemple, Donald Worster fait ressortir les références persistantes dans de nombreuses approches «écologiques» de liens étroits entre l'économie et la nature[16]. Cependant, il existe d'autres parallèles tels que ceux entre les mathématiques et les sciences de la nature[17]. De plus, dans le contexte spécifique nord-américain, les sciences naturelles ont fait partie de la construction sociale de la nation dans les nouveaux États. Autre exemple, Donald Worster[18] montre très clairement les liens entre les idées «écologiques» du botaniste du Mid West américain Frederic Clements[19] et celles des historiens de la «conquête» américaine et du «progrès» libéral dans les domaines économique, social et politique. Clements

---

cit.: 38.
On retrouve ici certaines des préoccupations foucaltiennes: (1) des pratiques sociales telles que la colonisation comme contrôle de l'espace, et l'accroissement des connaissances reliées aux mécanismes de fonctionnement des populations animales, végétales et humaines comme contrôle du temps; (2) des discours scientifiques dont les objets changent du domaine statique (physique et chimie) au domaine dynamique, dans l'espace et le temps (le vivant, ou comme l'appellerait Foucault, la biopolitique).

[16] Donald Worster, Nature's Economy, op. cit.

[17] Francesco M. Scudo et James R. Ziegler, The Golden Age of Theoretical Ecology: 1923-1940, New York: Springer-Verlag, 1978 et Deléage, op. cit.: 147-94.

[18] Worster, op. cit.: 218.

[19] Frederic Clements, Research Methods in Ecology, Lincoln, Nebraska: University Publishing Company, 1905.

s'inspire notamment des transformations profondes de la flore du continent américain depuis la «conquête» pour introduire le concept d'une dynamique (successions végétales) progressive dans «l'organisme» naturel[20]. A la fin du 19e siècle, la flore (et la faune[21]) du Mid West sont à un tournant entre un état («naturel») hérité d'avant la conquête [22] et le développement d'une quasi mono-agriculture intensive.

B) Des sciences naturelles à l'écologie: une dimension canadienne?

S'il existe donc une histoire, sinon universelle mais tout au moins occidentale, de la problématisation de la nature comme science devenue «écologique», il est possible de demander comment l'expérience canadienne et québécoise s'insère dans ce récit épistémologique ou en quoi elle présente des caractères distincts importants.

Il est possible de faire deux commentaires généraux sur les sciences naturelles au Canada face à la problématique de l'écologie. Premièrement, on assiste dans les sciences naturelles à une concurrence paradigmatique entre les partisans d'une approche plus globale, c'est-à-dire «écologique» et les partisans d'une approche plus spécifique par l'intermédiaire des sciences naturelles traditionnelles (biologie, botanique, etc.). Deuxièmement, les controverses scientifiques au Canada suivent celles de la communauté «internationale». Plus précisément, les controverses scientifiques sont influencées par la composition et l'origine des membres de la communauté scientifique et notamment du corps académique universitaire. Au Canada (qui parle principalement)

---

[20] Joël B. Hagen, «Organism and Environment: Frederic Clements' Vision of a Unified Physiological Ecology», dans R. Rainger et al., The American Development of Biology, Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 1988: 1-380.

[21] Par exemple: M. S. Garretson, The American Bison, New York: Zoological Society, 1938 et Floyd Larson, «The Role of the Bison in Maintaining the Short Grass Plains», Ecology vol 21, n° 2 (1940): 113-21.

[22] Ceci inclut les peuples autochtones. Il faut se rappeler que l'une des dernières batailles militaires parmi les plus connues entre les colons européens et les peuples autochtones fut celle du tristement célèbre Général Custer en 1876.

«anglais», les universitaires semblent être divisés en deux écoles de pensée, la britannique[23] et les l'américaine, apportant chacun sa tradition de recherche. Inspiré par les approches «alpines», les «Britanniques» (les Européens) favorisent plutôt des recherches géographiquement restreintes de petites communautés autonomes de la flore. Au contraire, les Américains préférent l'échantillonnage ponctuel sur de grandes distances et l'analyse de données statistiques qui en découlent. S'il existe une façon distinctement canadienne et québécoise de «faire» de la science naturelle, les scientifiques dans ce domaine ne semblent pas en être conscients. Bien entendu, ceci ne signifie pas pour autant qu'il n'existe pas un caractère unique des sciences naturelles au Canada. Il reste à «découvrir» (ou «construire») un modèle «canadien» dans ce domaine. Pour une telle entreprise, une sociologie du corps scientifique canadien serait aussi nécessaire qu'une épistémologie du contenu des sciences naturelles. Bref, il existe un champ de recherche pratiquement «inexploré» qui, à lui seul, pourrait faire l'objet d'une autre thèse.

Ceci étant dit, la seule chose dont nous pouvons être sûrs est qu'il existe un nombre relativement limité d'histoires canadiennes des sciences. Ces histoires peuvent être classées en deux grandes catégories de recherches, fortement et forcément interreliées entre elles: une épistémologie des sciences et des études des différents rapports entre la science et la société.

a) L'épistémologie des sciences peut prendre deux formes principales: une historico-bibliographie de branches précises des sciences naturelles dans le contexte canadien et un récit-réflexion par des scientifiques canadiens sur l'histoire «internationale» (i.e. principalement occidentale) des sciences naturelles et écologiques. La première forme, l'historico-bibliographie canadienne, est assez bien documentée et relativement ancienne[24].Dans une perspective plus globale du «développement» des sciences naturelles au Canada, il faut attendre jusqu'à la première moitié du 20e siècle et notamment la parution de l'ouvrage synthèse de H. M. Tory (1864-1947): A

---

[23] Nous pourrions élargir cette catégorie dite «britannique» pour y inclure les autres européens. Par exemple, après l'invasion de la Hongrie en 1956, la presque totalité des spécialistes hongrois dans le domaine des sciences de la forêt ont déménagé à l'Université de Colombie-Britannique.

[24] Par exemple: John William Dawson (1820-1899), 50 Years of Work in Canada, Scientific and Educational, Londres: Hanson et co., 1901; Henry Bovey (1852-1912), A Lecture of the Progress of Science in Canada, Montréal: Montreal Herald Report, 1886.

History of Science in Canada[25]. Cette collection d'articles permet à certains des scientifiques canadiens les plus éminents de l'époque de faire une historico-bibliographie de leur branche respective. Par exemple, dans son récit-histoire de la science de la botanique, le Frère Marie-Victorin remonte au régime français pour trouver les traces archéologiques de la botanique canadienne. Le «père» de la botanique canadienne («-française») serait donc Jean de Tournefort (1656-1708), le directeur du prestigieux jardin des plantes de Paris. Suivant cette veine parisienne, paraissent notamment les ouvrages suivants: Canadensium Plantarum Historia (1635) de Jacques Cornut (1606-1651), L'histoire véritable et naturelle des Moeurs et Productions de la Nouvelle-France (1664) de Pierre Boucher (1622-1717)[26]. Cependant, ce n'est qu'au 19e siècle que la botanique canadienne prend son envol. La revue scientifique, Le Naturaliste Canadien, est lancée en 1868 par l'Abbé Léon Provencher qui avait publié quatre ans auparavant ses deux volumes sur la Flore canadienne. La colonisation et l'expansion vers l'ouest s'accompagne également d'un intérêt croissant pour les nouvelles régions et spécialement les Rocheuses[27]. Comme deuxième exemple, nous pouvons citer le récit historique de Frank Dawson Adams sur la géologie canadienne. Cet auteur montre très bien l'importance du contexte institutionnel dans la construction de la science géologique canadienne[28]. Entre 1820 et 1830, ce sont des officiers de l'armée et de la marine britannique en garnison dans les colonies britanniques en Amérique du nord qui se lancent dans des descriptions géologiques du continent. En 1842, William E. Logan, dont la tâche est de dresser un inventaire géologique complet,

---

[25] H. M. Tory (dir.), A History of Science in Canada, Toronto: Ryerson Press, 1939. D'autres études: Les pionniers de la science canadienne, (colloque présenté à la Société Royale du Canada 1964), Toronto: University of Toronto Press, 1966; Cyrias Ouellet, La vie des sciences au Canada français, Québec: Ministère des affaires culturelles, 1964.

[26] Frère Marie-Victorin, «Canada's Contribution to the Science of Botany», dans H. M. Tory (dir.), op. cit.: 35-40. Pour une histoire plus détaillée voir; Frère Marie-Victorin, «Histoire de la botanie», dans Frère Marie-Victorin, Flore Laurentienne, 1964 (1935): 12-6.

[27] Notamment: John Macoun, Catalogue of Canadian Plants, Montréal, Dawson, 1883-1902.

[28] Adams, Frank Dawson, «The History of Geology in Canada», dans H. M. Tory (dir.), op. cit.: 7-20.

devient le premier géologue gouvernemental de la province des deux Canadas[29].

La deuxième forme, celle du récit-réflexion par des scientifiques canadiens sur l'histoire «internationale» des sciences naturelles, est forcément plus récente puisqu'il s'agit non seulement de la définition d'un objet de recherche, mais aussi de la construction-légitimation d'une «histoire» de la science en question. La citation suivante est révélatrice du caractère légitimant d'une histoire des sciences, mais aussi de la prétention à une accumulation des connaissances des sciences naturelles.

> «L'histoire de la science est indispensable à celui qui veut établir sa pensée dans le domaine scientifique. L'histoire en effet, nous rappelle sans cesse une notion fondamentale, que nous sommes toujours en train d'oublier, à savoir: la science n'est pas quelque chose de statique, de dogmatique, de révélé d'un bloc, mais bien plutôt quelque chose de dynamique, une marche ascensionnelle, longue et pénible, vers une vérité toujours incomplète et relative».[30]

Même dans le domaine de la nouvelle science de l'écologie, la contribution canadienne semble plutôt vouloir faire référence au contexte «international» scientifique plus vaste. Par exemple, Pierre Dansereau, un des précurseurs canadiens pour une science «écologique interdisciplinaire», issue d'une «copénétration des disciplines qui convergent vers l'écologie»[31], situe son projet dans la mouvance «internationale», sinon nord-américaine, d'une «écoplanification» qui comprend les recours aux différents savoirs des scientifiques et à une plus grande formalisation des procédures publiques d'examen des impacts environnementaux, bref une gestion («management») environnementale[32].

---

[29] William E. Logan, Esquisse géologique du Canada, Paris: H. Bossage, 1855; Report of Progress from its Commencement to 1863, Montréal: Geological Survey of Canada, 1863; Maps of Canada, Montréal: Geological Survey of Canada, 1869.

[30] Frère Marie-Victorin, Flore Laurentienne, op. cit.: 12.

[31] Pierre Dansereau, Le cadre d'une recherche écologique interdisciplinaire, Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 1976: 10.

[32] Pour une articulation plus «philosophique» de l'importance croissante de cette «écoplanification», voir Pierre Dansereau, Inscape and Landscape, Toronto: 1972 CBC/Massey Lectures, 1973. «Thus, in the end, the interaction of knowledge, need, purpose, and patterning has undergone a displacement of relative weight in decision-making that calls for a more rational and more pervasive planning». Ibid.: 66. L'utilisation de certains termes sont révélateurs de cette volonté de «Power of Shaping the Environment» (titre du troisième chapitre), «Design and Planning» (quatrième chapitre) et «Management» (dernier chapitre»).

Pour Dansereau, la contribution scientifique canadienne consiste en un inventaire le plus complet possible des roches, des plantes et des animaux. Cependant cet inventaire canadien ne sert qu'à illustrer des théories scientifiques écologiques universelles[33].

b) Cette articulation de la nécessité d'une plus grande «écoplanification», telle que défini par Dansereau, permet d'aborder la deuxième grande catégorie des recherches, celles qui étudient les différents rapports entre les sciences naturelles et la société. Ces rapports peuvent prendre des formes très variées. Il peut s'agir, par exemple, d'un récit-histoire des institutions scientifiques canadiennes, et celle des interrelations entre les sciences et les politiques et les agences gouvernementales. Nous avons déjà souligné l'importance de l'armée et de la marine britannique entre 1820 et 1830 pour le développement et l'institutionnalisation de la géologie[34]. Il existe quelques autres études sur les rapports entre sciences et société. Nous pouvons citer notamment les études de Peter Bowler et Richard Jarrell pour le 19e siècle et celle de Bruce Doern pour le 20e siècle[35]. Bien qu'intéressantes, ces études n'adoptent pas explicitement une approche foucaltienne. Néanmoins, il existe quelques études récentes que l'on pourrait classer dans la mouvance foucaltienne. La première est celle de Suzanne Zeller qui, à travers une histoire canadienne de trois sciences naturelles (la géologie, la météorologie et la botanique), montre le lien étroit «savoir-pouvoir» entre les sciences naturelles au 19e siècle et la construction d'une culture «nationale» de

---

[33] Pierre Dansereau, Essai de classification et de cartographie écologique des espaces, Québec: Presses de l'Université Laval, 1985.

[34] Frank Dawson Adams, op. cit.

[35] Peter J. Bowler, «The Early History of Scientific Societies in Canada», dans A. Oleson et S. Brown (dir.), The Pursuit of Knowledge in the Early American Republic, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1976: 326-39; Richard A. Jarrell, «The Social Functions of the Scientific Society in 19th Century Canada», dans Richard A. Jarrell et Arnold E. Roos (dir.), Problèmes cruciaux de l'histoire de la science, de la technologie et de la médecine au Canada, Thornhill, Ontario: HSTC Publications, 1983: 31-44; Bruce Doern, Science and Politics in Canada, Montréal: McGill-Queen's University Press, 1972; Richard A. Jarrell, «Science and Public Policy: Nova Scotia Promotes Agriculture», dans Paul A. Bogaard (dir.), Profiles of Science and Society in the Maritimes Prior to 1914, Mount Allison: Mount Allison University, 1990: 221-41.

l'État canadien[36]. Puisque la fondation de l'État canadien ne repose pas sur la pré-existence d'une forte identification culturelle, linguistique et homogène des différentes populations européennes occupant l'espace de l'Amérique du nord britannique, les inventaires géologiques, météorologiques et botaniques deviennent donc, dans ce contexte particulier, la couche sédimentaire d'une certitude scientifique non controversée sur l'identité canadienne. Les sciences au 19e siècle jouent donc au Canada le rôle d'une «colle culturelle» («cultural adhesive»). A défaut d'avoir un long passé référentiel culturel et historique en Amérique du nord, l'enracinement des Européens (i.e. dans ce cas, la construction d'une identification à l'État canadien) s'effectue, entre autres, par les inventaires des sciences naturelles qui constituent des pratiques de possession d'un espace géographique nouveau par l'intermédiaire d'une accumulation de connaissances scientifiques sur cet espace. Plus c'est connu, moins c'est étranger et plus cela devient «nous». La contribution originale de Suzanne Zeller, c'est précisément d'avoir illustré et démontré que «[b]oth inventory and nation-building were important organizational processes»[37].

Dans le contexte québécois, il existe quelques études fort rares d'ailleurs. Par exemple, J. G. Lavoie explique les différents arrangements politiques institutionnels au Québec en matière de réserves écologiques et de sites naturels comme étant l'une des conséquences de la «perception dualiste de la nature» entre, d'un côté, les biologistes de la faune et, de l'autre, les botanistes[38]. Cette dualité expliquerait, d'après Lavoie, ce qui semble caractériser le Québec, c'est-à-dire «la lenteur de son cheminement en ce qui à trait à la conservation de sa diversité biologique»[39]. La dualité de ces deux sciences de la nature se manifesterait directement par une dualité dans l'historique des politiques gouvernementales québécoises. Il faudra en effet attendre jusqu'à la législation québécoise sur les réserves écologiques, en 1974, pour un arrangement institutionnel qui prenne en considération l'ensemble de la «diversité biologique» de la nature. Auparavant, toutes les

---

[36] Suzanne Zeller, Inventing Canada: Early Victorian Science and the Idea of a Transcontinental Nation, Toronto: University of Toronto Press, 1987.

[37] Ibid.: 269.

[38] J. G. Lavoie, Réserves écologiques et sites naturels - Bref aperçu historique de la conservation de la nature au cours de l'aventure humaine, Québec: Ministère de l'environnement, 1984: 12.

[39] Ibid.: 15-16.

législations dans ce domaine reflétaient soit la perspective des biologistes de la faune[40], ou soit celle des botanistes[41]. Bien que cette analyse ne soit pas fausse en soi, elle a tendance à sur-déterminer l'importance des débats (pour ne pas dire des paradigmes) scientifiques dans la structuration du discours et des pratiques sociales dans ce domaine. Nous pourrions citer au moins deux autres explications tout aussi plausibles. Par exemple, un cadre d'analyse d'économie politique expliquerait aussi bien, et sinon mieux, la création en 1939 de la réserve de la route Mont-Laurier-Senneterre. En effet, cette réserve de la «faune» était en fait la première réserve de chasse et de pêche reconnue comme telle qui permettait non seulement un contrôle et une préservation de la «faune», mais surtout, limitait socialement le nombre d'individus pouvant chasser et pêcher dans cette réserve[42]. Comme nous le rappelle Pierre Dansereau: «It was wealthy New Yorkers and Bostonians who saved Eastern Quebec streams from excessive lumbering and overfishing [...]»[43]. Deuxièmement une étude institutionnelle pourrait révéler l'importance ou le peu d'importance des sciences naturelles dans la prise des décisions gouvernementales en matière environnementale. Bruce Doern va jusqu'à affirmer que les controverses scientifiques et techniques ne jouent qu'un «rôle accessoire» dans l'élaboration des politiques de l'Administration fédérale[44]. Par conséquent, il est important également d'être conscient de l'utilisation instrumentale des sciences naturelles pour

---

[40] Par exemple: le Parc provincial de la Montagne Tremblante (1894) et la réserve de la route Mont-Laurier-Senneterre (1939).

[41] Par exemple: la loi des réserves de forêts (1875) et le parc des Laurentides (1895).

[42] Il est à remarquer que même la création en 1894 du parc provincial de la montagne Tremblante répondait à des considérations presque exclusive de conservation du gibier. Dans sa construction mythologique et nostalgique du dernier coureur de bois (Damase Potvin, Thomas - Le dernier de nos coureurs de bois - Le Parc des Laurentides, Montréal: Les Éditions Garneau, 1945), Potvin révèle très clairement les objectifs de la création de ce parc. Thomas Fortin, «notre dernier coureur de bois», était investi de la mission de «tracer les limites et de voir aux premiers travaux de ce parc que l'on destinait particulièrement comme réserve pour la conservation du caribou». Thomas était également le «gardien des territoires de chasse et pêche de clubs appartenant à des particuliers»: 128-29.

[43] Dansereau, Inscape and Landscape, op. cit.: 86-87.

[44] Bruce G. Doern, Le rôle accessoire de la controverse scientifique et technique dans l'élaboration des politiques de l'Administration fédérale, Ottawa: Conseil des sciences du Canada et le Ministère des Approvisionnements et Services, 1981.

une rationalité autre que scientifique et notamment économique et gouvernementale. De plus, il est important de reconnaître que jusqu'à un certain point, ce sont les méthodes scientifiques des sciences naturelles, et notamment celle des inventaires, qui ont retardé, voire empêché, le développement d'approches écologiques scientifiques[45]. Dans ce cas le souci contemporain pour l'environnement ne provient pas des sciences naturelles. Une des traces possibles de ce souci pour l'environnement est celle des sciences de la santé et de l'hygiène publique au 19e siècle.

C) Des sciences de la santé à l'écologie

Il semblerait que la problématisation de l'environnement au Canada au 19e siècle ait utilisé non pas la route des sciences naturelles mais plutôt celle des sciences de la santé. En effet, la croissance urbaine au 19e siècle entraîne toute une série d'épidémies (par exemple, le choléra à Toronto en 1834 et 1854) nécessitant des mesures politiques médicales préventives et épidémiologiques. C'est à travers ce souci pour la protection de la santé de la population, santé qui est fortement et directement reliée à des éléments de l'environnement (eau, air, déchets, égouts, etc.), qu'apparaît un souci pour l'environnement, une «biopolitique», comme l'appellerait Foucault[46]. Une telle approche a été développée et bien illustrée par Heather MacDougall[47] et Michael Smith[48]. Ce souci croissant pour la santé de la population et de l'environnement au 19e siècle, s'il a réussi à enrayer les épidémies, n'a pas réussi à institutionnaliser, d'une manière permanente, des pratiques sociales autour du souci de l'environnement. «The triumph of preventive activities, however, was not followed up with a sustained campaign to educate Torontonians to recognize the necessity for

---

[45] Frank Egerton, «Ecological Studies and Observations Before 1900», art. cit.: 312.

[46] Ce terme de «biopolitique» sera repris et élaboré dans la dernière section de ce chapitre.

[47] Heather MacDougall, «Epidemics and the Environment: The Early Development of Public Health Activity in Toronto, 1832-1872», dans Richard A. Jarrell et Arnold E. Roos (dir.), op. cit.: 135-51 et aussi Heather MacDougall, Activists and Advocates: Toronto's Health Department - 1883-1983, Toronto: Dundurn Press, 1990.

[48] Michael J. Smith, «Dampness, Darkness, Dirt, Disease: Physicians and the Promotion of Sanitary Science in Public Schools», dans Paul A. Bogaard (dir.), op. cit.: 195-218.

permanent supervision of the environment by civic employees under the direction of medical experts»[49]. Cette conclusion doit être pondérée par celle de Michael Smith qui, au contraire, trouve une intensification croissante du souci autour de l'hygiène par l'intermédiaire des écoles. Des Health Readers auraient été de plus en plus utilisés dans les écoles des provinces maritimes à partir de 1893[50]. Ces rares études ne peuvent être que des indices que le souci actuel pour l'environnement est peut-être plus directement relié aux sciences médicales et aux pratiques préventives publiques et institutionnalisées qu'aux sciences naturelles et aux pratiques de l'extraction des ressources naturelles.

En conclusion, nous avons entrevu à la fois l'immensité du domaine des sciences naturelles au Canada et l'état peu avancé d'une recherche épistémologique, sans mentionner une épistémologie à la Foucault. Cependant, il n'est pas certain que se lancer dans cette voie nous permettrait d'aboutir à une analyse pertinente de la structuration des discours et des pratiques environnementales au Canada. En fait, les quelques indices que nous avons relevés semblent suggérer que le «savoir» des sciences naturelles joue un rôle marginal dans l'ensemble des déterminants des discours et des pratiques autour de l'environnement. De plus, la problématique de l'environnement n'est que très indirectement la toile de fond de la plupart des études historiques mentionnées dans cette section. Ceci reflète sans doute le fait que cette problématisation ne fut pas structurée d'une manière déterminante ou exclusive par les sciences naturelles au 19e siècle. Il faudra attendre le mouvement conservationniste de la fin du 19e siècle et surtout l'émergence de «l'écologie» à partir des années 1960 pour voir une telle problématisation scientifique par les sciences naturelles de «l'environnement». L'appropriation de l'histoire des sciences naturelles par l'écologie (scientifique et politique) contemporaine correspond à un désir de légitimation. La recherche contemporaine à tout prix d'origines écologiques dans les sciences naturelles masque le fait que «[...] no clear-cut ecological tradition emerged from [them]»[51]. De plus, ce sont les sciences naturelles elles-mêmes

---

[49] Heather MacDougall, art. cit.: 151.

[50] Voir aussi: G. L. Dewitt, «How the Schools Can Be Utilized in Promoting Public Health», dans Maritime Medical News vol 27, n° 12 (décembre 1905): 436-44, cité par Michael Smith, op. cit.: 196.

[51] Frank Egerton, «Ecological Studies and Observations Before 1900», art. cit.: 312.

qui ont fait obstacle à l'écologie. «[...] [N]aturalists found descriptive natural history -an inventory of the world- of higher priority and easier to carry out than most ecological investigations would have been»[52]. Les sciences naturelles n'avaient pas directement et automatiquement comme motivation le souci de la préservation de la vie de leur objet d'études, mais plutôt l'exploitation des «ressources naturelles». Bref, l'écologie ne pouvait apparaître qu'après certaines conditions sociales, économiques et historiques[53]. Par conséquent il faut chercher ailleurs les origines du souci écologique. Il semble que ce soit notamment les sciences de la santé et les pratiques d'hygiène au 19e siècle qui, à travers un souci croissant pour la santé de la population humaine, aient permis l'apparition d'un souci pour l'environnement.

II) L'éthique environnementale

Il est possible d'aborder le thème de l'environnement sous l'angle de l'éthique et plus précisément de l'éthique politique[54]. Dans le contexte canadien, il existe une série de tentatives qui essaient de donner une dimension éthique au thème de l'environnement. Nous pouvons distinguer deux grands types d'études éthiques: les études éthiques normatives et les études éthiques «stratégiques». L'objectif de cette section est de donner un aperçu général des études éthiques normatives afin de les comparer aux études éthiques «stratégiques» qui seront abordées subséquemment. L'hypothèse de cette section repose sur le fait qu'une partie des études éthiques, celles que j'appelle «stratégiques», est très proche du projet de recherche sur l'éthique que Foucault a ébauché dans les deux derniers volumes de son histoire de la sexualité.

A) De l'éthique normative

Les études éthiques normatives constituent la majorité des études éthiques existantes. La richesse et la diversité de ces études éthiques normatives ne nous permet pas d'en faire une revue

---

[52] Ibid.: 342.

[53] «[T]he importance of ecology to the world lies in its value for resource management, and America was prodigal of its resources until they began to become scarce». Ibid.: 342.

[54] Voir par exemple; H. J. McCloskey, Ecological Ethics and Politics, New Jersey: Rowman and Littlefield, 1983.

exhaustive. Le seul objectif, fort modeste d'ailleurs, de cette section est de donner un aperçu de la diversité des études éthiques normatives. Par exemple, l'approche éthique de Neil Evernden a un ton plutôt philosophique. Evernden débute en faisant une distinction et en soulignant l'opposition entre les environnementalistes et les écologistes. Les environnementalistes, comme les industrialistes, imposeraient une perspective instrumentale sur le monde naturel, reposant sur l'argument d'une soi-disant nécessité naturelle de préserver et d'exploiter l'environnement[55]. Evernden contraste alors «l'environnementalisme» et «l'écologie». Pour lui, l'écologie «[...] in the deepest sense is not about environment. It is not about things but relationships, not about beings but Being, not about world but the inseparability of self and circumstance»[56]. D'après Evernden, la solution consisterait «à accepter l'existence de valeurs dans la nature en elle-même»[57]. La crise environnementale ne pourrait donc pas être résolue par une intervention directe plus appropriée et plus intensive de l'humain sur son monde naturel[58], mais par une véritable «mutation culturelle»[59]. Cette dernière devrait aller au-delà de la critique environnementaliste de «l'efficacité»[60].

A côté de cette éthique (à caractère philosophique) d'une «mutation culturelle» recherchée que l'on pourrait appeler éthique «écologique» ou «verte», existent également des projets d'éthique

---

[55] Neil Evernden, «The Environmentalist's Dilemma», dans Neil Everdern (dir.), Symposium Proceedings: The Paradox of Environmentalism, Toronto: York University Press, 1984: 7-17.
«Trying to preserve nature gives us licence to exploit it»: 7.
«Rather than try to defend predators per se, the new environmentalist defends predators as a necessary part of the ecosystemic processes upon which humans depend»: 13.

[56] Neil Evernden, The Natural Alien - Environmentalism and World Views, Toronto: University of Toronto Press, 1985: 142.

[57] Ibid.: 73.

[58] «The crisis is not simply something we can examine and resolve. We ARE the environmental crisis. The crisis is a visible manifestation of our very being, like territory revealing the self at its centre. The environmental crisis is inherent in everything we believe and do: it is inherent in the context of our lives». Ibid.: 128.
«[...] [w]e are not in an environmental crisis, but are the environmental crisis». Ibid.: 134.

[59] Ibid.: 144.

[60] «The environmental movement [...] is paradoxically conservative, challenging only our efficiency in being what we are», Neil Evernden, «The Environmentalist's Dilemma», dans op. cit.: 15.

«environnementale» articulés et encouragés par les institutions d'État chargées de la protection de l'environnement. Pour ces institutions d'État, il s'agit de développer une éthique environnementale qui pourrait servir de base et de référence pour des pratiques de pouvoir à venir. Dans un document publié par le Canadian Environmental Advisory Council, Norman Morse définit une éthique environnementale comme suit: «Every person shall strive to protect and enhance the beautiful everywhere his or her impact is felt, and to maintain or increase the functional diversity of the environment in general»[61]. Contrairement à l'éthique écologique existentielle et plus contemplative d'Evernden, l'éthique de Morse demeure foncièrement instrumentale. En effet, les individus se doivent premièrement d'agir pour protéger et augmenter la «beauté», terme non défini qui demeure sinon totalement subjectif tout au moins déterminé culturellement. La «beauté» d'après Morse rappelle étrangement celle des jardins de la Renaissance telle que l'a défini Kirkpatrick Sale, c'est-à-dire dans laquelle:

> «[...] the hand of man and not of the grace of nature [...] is ever-present: bushes and small tree trimmed in rigid geometric shapes to look like wedding cakes or perfume bottles, closely clipped hedges along geometric walks, blocks of flower beds in uniform colours, carefully edged lawns, and artfully distributed statues, benches, fountains, pools, and bridges».[62]

Sans doute, le contrôle de la «beauté» de la nature canadienne ne se manifeste point par une quelconque géométrie imposée par des jardiniers sur les végétaux, mais plutôt par l'uniformisation a mari usque ad mare de la contextualisation et de l'organisation des «Parcs nationaux» ou provinciaux[63]! Deuxièmement, pour Morse, les individus doivent également agir pour maintenir et augmenter une «diversité fonctionnelle de l'environnement» dont la provenance épistémologique n'est pas questionnée. Cette volonté instrumentale «d'améliorer» fonctionnellement la nature a été identifiée par Jeremy Rifkin comme étant portée par les nouvelles bio-technologies. Leur objectif est: «[...] to change the essence of a living thing by transforming it from one state to another: more

---

[61] Norman H. Morse, An Environmental Ethic - Its Formulation and Implications, Ottawa: Canadian Environmental Advisory Council, rapport n° 2, 1975: 10.

[62] Kirkpatrick Sale, The Conquest of Paradise - Christopher Columbus and the Columbian Legacy, New York: Alfred A. Knopf, 1990: 80.

[63] Peut-être serait-il plus juste de comparer la «mise en valeur» de la «beauté» de la nature canadien avec les jardins anglais faussement sauvages (wild)!

specifically, the upgrading of existing organisms and the design of wholly new ones with the intent of "perfecting" their performance»[64]. Rifkin interprète cette tendance comme étant «une bataille de valeurs» entre la bio-ingénierie et l'écologie[65], c'est-à-dire un problème éthique plutôt qu'un problème uniquement «scientifique». Cette façon de problématiser cette question renvoie à une épistémologie radicale des sciences qui considère ces dernières comme étant un produit culturel issu d'un contexte historico-social précis. En accord, entre autres, avec Foucault, Rifkin déclare que «[...] social relativists are right in assuming that our ideas about nature are socially based and deeply influenced by the entire cultural context in which we live [...]»[66]. Ceci ne signifie pas pour autant que nous devons confondre la sphère de la production scientifique avec celle de la formation de la culture.

> «Indeed, whilst strongly interacting, these enjoy [...] a relative autonomy which does not admit the possibility of an automatic transfer of the objectives and problems of the one to the other. The culture diffused in the social fabric can influence, in the ways we have analyzed, address, the criteria of validity to adopt and the interpretative categories to use, but it cannot directly induce a production of scientific knowledge outside the quarters socially designated for this function».[67]

Ces brefs commentaires démontrent qu'il existe un lien étroit entre d'une part une éthique environnementale et, d'autre part, un système référentiel de connaissance qui définit «l'environnement» et sert de base épistémologique à cette éthique environnementale. Si le caractère environnemental du projet d'éthique de Morse est questionnable en soi parce qu'il ne critique pas son référentiel épistémologique, il est important de remarquer qu'il ne s'agit peut-être pas réellement d'une éthique mais plutôt d'une stratégie de pouvoir qui aurait pour but la gestion des comportements environnementaux de la population. Morse est d'ailleurs très clair sur ce point, puisque pour lui une éthique environnementale nécessite des «[...] strategies that will facilitate the understanding, adoption

---

[64] Joshua Lederberg (Prix Nobel en biologie et président de l'Université Rockerfeller) cité par Jeremy Rifkin, Algeny - A New Word - A New World - A Provocative Critique of Darwinism, the Age of Genetic Engineering, and our Relationship to Nature, New York: Penguin Books Ltd. 1984: 17.

[65] Ibid.: 254.

[66] Rifkin, op. cit.: 40.

[67] Marcello Cini, «Science and Sustainable Society», art. cit.: 47.

and implementation of an environmental ethic by individuals and groups»[68]. Pour Morse, la mise en place de ces stratégies repose sur trois arrangements institutionnels: «tradition, command and markets»[69]. Il devient de plus en plus évident que le projet éthique de Morse s'insère dans des pratiques de pouvoir autour du thème de l'environnement et ferait sans doute plutôt partie de la section suivante portant sur l'analyse des politiques gouvernementales. De plus, le projet éthique de Morse illustre indirectement la difficulté de localiser la ligne de démarcation entre d'une part, une gestion de la population par la construction d'un individu environnemental, analyse qui correspond chez Foucault à la «gouvernementalité» et à Surveiller et punir et, d'autre part, à un projet de construction du sujet par une réflexion et une problématisation des pratiques quotidiennes par les individus eux-mêmes, approche élaborée dans les deux derniers volumes de L'histoire de la sexualité.

Il serait faux de circonscrire l'éthique «officielle», c'est-à-dire issue des appareils d'État, uniquement à l'approche éthique instrumentale de Morse. Il existe une grande diversité des approches éthiques même à l'intérieur de cette catégorie «officielle». Par exemple, Paul Emond pose une série de questions qui résume bien l'étendue des possibilités des relations de l'humain avec l'environnement:

> «Sommes-nous les maîtres de l'environnement, libres de l'utiliser et de l'exploiter à nos propres fins égoïstes? Ou sommes-nous ses intendants, nous étant imposé à nous mêmes l'obligation de pratiquer une gestion intelligente et une bonne administration? Ou faisons-nous partie intégrante de l'environnement, engagés par conséquent envers les principes de respect, d'aide mutuelle et de coopération?».[70]

Nous pouvons nous douter que Morse répondrait par l'affirmative à la deuxième question. Emond rejoint en partie Morse lorsqu'il établit un lien entre la protection de l'environnement et la formation / construction d'un sujet environnemental. Cependant, Emond perçoit cette formation / construction dans un cadre moins déterminé et plus large, dans ce que Foucault lui-même aurait sans doute

---

[68] Morse, An Environmental Ethic, op. cit.: 16.

[69] Ibid.

[70] Paul D. Emond, «La politique et le droit de l'environnement: un examen de l'expérience canadienne», dans Ivan Bernier et Andrée Lajoie (dir.), La protection des consommateurs, le droit de l'environnement et le pouvoir des sociétés, Ottawa: Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada / Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986: 109.

appelé «champ de pouvoir»:

> «Si le problème environnemental en est un d'attitude qui peut être résolu en changeant des comportements, des valeurs et des convictions à l'égard de l'environnement, nous devons comprendre ce qui incite au comportement inacceptable du point de vue de l'environnement [...] on peut considérer que les normes ne sont pas prédéterminées mais façonnées par des processus, y compris les systèmes politique, économique et juridique».[71]

Il existe également d'autres recherches éthiques normatives sur l'environnement qui ont fait un détour par la problématique des mouvements sociaux, liant ces derniers à de «nouvelles formes de solidarité»[72]. Cette approche se base sur l'existence d'une quantité assez importante de recherches publiées, entre autres, dans des revues comme Environmental Ethics. L'originalité d'une telle entreprise réside justement dans les rapports entre des acteurs sociaux créés par un contexte socio-politique précis, et la problématique de «l'environnement». Le résultat de cette interaction serait peut-être une définition éthique de l'environnement. Ceci constitue une approche éthique normative issue non pas exclusivement d'une réflexion philosophique abstraite, mais d'une reconnaissance de l'importance des rapports socio-économiques comme déterminants et déclencheurs de cette éthique. Cette éthique incorpore donc une approche dialectique entre un matérialisme marxiste, c'est-à-dire que la super-structure sociale détermine la production intellectuelle, d'une part, et une éthique normative qui tente de dépasser les contraintes structurelles existantes pour envisager des règles de conduites environnementales pour une société à venir. Dans ce contexte il n'est pas totalement surprenant qu'une telle approche permette également à «une

---

[71] Ibid.: 110.
Malgré ce déterminisme ouvert, Emond conclut d'une manière relativement pessimiste: «On pourrait soutenir que le fait de vivre sous la menace constante d'une tragédie nucléaire, les sociétés soient devenues en général plus conscientes du désastre, donc plus immunisées. La peur du lendemain accentue le sens du présent et fait en sorte que les sociétés ne tiennent pas compte de l'avenir, en particulier de l'avenir de l'environnement». Ibid.: 111.

[72] José A. Prades, «L'éthique de l'environnement et du développement, prolégomènes méthodologiques à un programme de recherche», dans José A. Prades, Jean-Guy Vaillancourt et Robert Tessier (dir.), Environnement et développement - Questions éthiques et problèmes socio-politiques, Montréal: Fides, 1991: 16.

théorisation religiologique de l'éthique de l'environnement»[73]. Ce projet de définition d'une éthique normative de l'environnement, basée sur une réalité socio-politique, s'insère dans l'approche-stratégie normative proposée par Charles Taylor pour aboutir à une société socialiste. «[...] [W]ithout being linked to some such view of man and the ends of life, I doubt that a socialist movement can generate the power to make the changes it aims to encompass»[74]. Dans ce cas, il s'agirait donc de définir un télos environnemental mobilisateur et transformateur. Cette approche (normativo-matérialiste) est très semblable à celle de «l'écologie sociale» qui est généralement opposée à celle dite de «l'écologie profonde». L'intensité du débat et de la controverse depuis les années 1970 entre ces deux types «d'écologies» justifient une contextualisation rapide de ce phénomène qui a été déjà étudié ailleurs[75]. Ces deux types d'écologie représentent deux types de projets éthiques en concurrence. Ces deux projets écologiques ont transité principalement par les États-Unis et ont été transplantés, avec relativement peu de difficultés, dans le contexte canadien. «L'écologie sociale» affirme la dimension historique et l'importance des rapports sociaux dans la crise contemporaine de l'environnement. La précondition pour sauver l'environnement est donc un changement radical des rapports sociaux. En fait, «[t]he ecological revolution in its ultimate form fuses with Marx's vision of the «withering away of the state» to an anarchic ecologized human community in which the principle is another vision of Marx: «to each according to their needs and from each according to their capacities»»[76]. Murray Bookchin, le père spirituel de l'écologie sociale en Amérique du Nord, fait appel à une révolution sociale qui entraînerait une redéfinition radicale de la relation entre l'humain

---

[73] Ibid.: 23. Pour une critique de la religion comme origine de la destruction de l'environnement, voir notamment Lynn White «The Religious Roots of the Ecological Crisis», Science 155, n° 3767, 1967: 1203-07.

[74] Charles Taylor, «Socialism and Weltanshauung», dans Leszek Kolakowski et Stuart Hampshire (dir.), The Socialist Idea: A Reappraisal, Londres: Weidenfeld et Nicholson, 1974: 57.

[75] L'argumentation qui suit est une adaptation d'une partie de mon article «Une généalogie du "conservationnisme" et de l'écologie au Canada», art. cit.: 37-49. Pour à la fois plus de détails et une vue plus générale, voir: Brian Tokar, «Exploring the New Ecologies - Social Ecology, Deep Ecology and the Future of Green Political Thought», dans Alternatives 15, n° 4 (1988): 31-43.

[76] Fred Knelman, Anti-Nation: Transition to Sustainability, Oakville, Ontario: Mosaic Press, 1978: 149.

et la nature[77]. «L'écologie profonde» propose un projet éthique plus poussé parce que «[...] [e]cologically responsible policies are concerned only in part with pollution and resource depletion. There are deeper concerns which touch upon principles of diversity, complexity, autonomy, decentralization, symbiosis, egalitarianism and classlessness»[78]. Dans cette optique, «l'écologie profonde» accuse «l'écologie sociale» d'offrir une perspective encore trop centrée sur l'être humain. Les écologistes «profonds» suggèrent une approche «biocentriste», c'est-à-dire la défense intégrale et totale de «l'environnement» même au prix de la disparition d'humains[79].

«L'écologie sociale» critique plus les motivations des différentes rationalités qui existent que ces rationalités en elles-mêmes. En fait, l'éthique de «l'écologie sociale» veut préserver et promouvoir la rationalité scientifique. Le seul changement est le déplacement dans la hiérarchie des diverses sciences. Pour Bookchin, l'écologie est la nouvelle science par excellence, qui «[...] more closely realizes Marx's vision of science as dialectics that any other science today, including his own cherished realm of political economy»[80]. Cependant, Bookchin justifie cette nouvelle science qu'est l'écologie par l'intermédiaire d'autres sciences telle que la biologie[81]. De plus, cette nouvelle science écologique s'insère totalement dans la rationalité scientifique comme moyen d'action instrumentale. Pour Bookchin, l'écologie a donc le dessein de «[...] providing the guidelines for a viable, harmonized future utopia»[82]. «L'écologie profonde» offre la critique la plus radicale mais conserve néanmoins un référent scientifique toujours nécessaire pour la définition du «biocentrisme».

---

[77] Murray Bookchin, The Ecology of Freedom, California: Cheshire Books, 1982.
«Our world, it would appear, will either undergo revolutionary changes, so far-reaching in character that humanity will totally transform its social relations and its very conception of life, or it will suffer an apocalypse that may well end humanity's tenure on this planet»: 18.

[78] Arne Naess, «The Shallow and the Deep, Long-Range Ecology Movement - A Summary» in Inquiry 16 (1973): 95-100.

[79] Tim Luke, «The Dreams of Deep Ecology», art. cit.: 65-92.

[80] Murray Bookchin, Toward an Ecological Society, Montréal: Black Rose Books, 1980: 272.

[81] Ibid. «Ecology [...] provides the basis, both socially and biologically, for a devastating critique of hierarchical society as a whole, [...]» (nous soulignons).

[82] Ibid.

Tim Luke va jusqu'à dire que le «biocentrisme» de «l'écologie profonde» est un instrument de rationalité de la gouvernementalité dans le sens foucaltien du terme. Pour lui, l'écologie profonde peut fonctionner comme une stratégie de pouvoir de normalisation des nouveaux sujets environnementaux[83]. De plus, Tim Luke remarque que le «biocentrisme» qui prétend s'opposer à «l'anthropocentrisme» dominant est lui-même une forme «soft» d'anthropocentrisme[84].

En résumé, il existe une grande diversité de provenance et de perspective parmi les études éthiques normatives qui, dans de nombreux cas, s'opposent d'une manière virulente entre elles. Cependant, quelles que soient leur démarche et leur approche philosophique et épistémologique, ces études éthiques proposent et imposent toutes d'une manière explicite leur solution / projet au problème de l'environnement. Dans ce contexte, il s'agit presque d'un pléonasme que de dire que «l'art de diriger la conduite» (l'éthique) est «normative», puisque c'est là son but. Cependant, au moins depuis Foucault, une étude éthique n'a plus automatiquement à inclure et à imposer un projet normatif clairement défini.

B) De l'éthique stratégique

Il est possible d'identifier une approche éthique de l'environnement, non pas dans sa dimension normative substantielle, mais dans sa dimension exemplaire en tant que démarche à suivre plutôt qu'en tant que projet précis à mettre en place. Ce type d'éthique, que j'appelle «stratégique» pour le contraster du «normatif», peut être interprété comme étant relativement proche du projet éthique foucaltien émergeant des deux derniers volumes de L'histoire de la sexualité. En effet, Foucault pourrait déclarer que ce projet d'une éthique de l'environnement constitue une tentative, par des individus (groupes, classes sociales, etc.) de formuler, d'une manière relativement autonome par rapport au processus de normalisation du champ de pouvoir, une alternative aux conduites collectives et individuelles autour de la problématique de l'environnement[85]. Pour Foucault, il s'agirait donc

---

[83] Tim Luke, art. cit.: 85 (voir citation à la fin du chapitre trois, page 119).

[84] Ibid.: 81.

[85] Il est à noter que Foucault est prudent sur le degré d'autonomie. En fait, il sous-entend la perte d'un paradis de l'autonomie éthique après les Grecs.
«Ces "arts d'existence", ces "techniques de soi" ont sans doute perdu une certaine part de leur

«d'une histoire de la pensée [...] [qui définit] les conditions dans lesquelles l'être humain «problématise» ce qu'il est, ce qu'il fait et le monde dans lequel il vit»[86]. Dans le contexte d'une démarche éthique foucaltienne, cette problématisation est «liée à un ensemble de pratiques» que Foucault appelle les «arts de l'existence» qui sont «[...] des pratiques réfléchies et volontaires par lesquelles les hommes, non seulement se fixent des règles de conduite, mais cherchent à se transformer eux-mêmes, à se modifier dans leur être singulier, et à faire de leur vie une oeuvre qui porte certaines valeurs esthétiques et réponde à certains critères de style»[87].

Déjà avant ce troisième «déplacement théorique», expliqué dans l'introduction de L'usage des plaisirs[88], il aurait été facile d'imaginer les critiques des études éthiques normatives par le Michel Foucault d'avant la parution des deux derniers volumes de son histoire de la sexualité. Premièrement, Foucault aurait dénoncé leur caractère explicitement normatif qui tente d'imposer des règles de conduite basées sur un certain savoir. Comme nous l'avons vu, le savoir pour Foucault ne peut plus être coupé de la problématique du pouvoir, d'où le thème foucaltien du «savoir-pouvoir». Par conséquent, Foucault percevrait toute étude éthique normative avec beaucoup de soupçons. Deuxièmement, Foucault aurait probablement décrié la centralité absolue du sujet dans les études éthiques normatives, même celles, comme l'écologie profonde, qui professent explicitement une position anti-anthropocentriste qui en dernière instance provient de sujets et d'humains. Cependant, l'approche éthique de Foucault, après son troisième «déplacement théorique», pourrait faire croire à un rapprochement. Or, ce n'est pas entièrement le cas. Pour Foucault, le vrai projet éthique n'est pas l'adoption des normes et des valeurs des différentes auto-constitutions des sujets dans le

---

importance et de leur autonomie, lorsqu'ils ont été intégrés, avec le christianisme, dans l'exercice d'un pouvoir pastoral, puis plus tard dans des pratiques de type éducatif, médical, ou psychologique». L'usage des plaisirs, op. cit.: 17. Cependant, dans une entrevue, Foucault s'éloigne de la soi-disant "autonomie éthique perdue", et introduit le concept de «jeux stratégiques entre des libertés», qui implique, au moins d'une manière théorique, l'existence d'espaces et de possibilités pour une éthique "autonome" entre des "jeux de pouvoir" et des "états de domination". Foucault dans The Final Foucault, op. cit.: 19.

[86] Foucault, L'usage des plaisirs, op. cit.: 16.

[87] Ibid.

[88] Ibid.: 12.

contexte grec, mais au contraire, la reconnaissance de l'existence de systèmes de valeurs, autres que celui ou ceux qui nous constituent aujourd'hui et ici. Dans ce contexte, la véritable intention normative de Foucault est stratégique puisqu'elle a pour seul but de nous faire entrevoir l'existence d'une pluralité historique de tentatives de «la constitution de soi-même comme sujet» par une «esthétique de l'existence»[89]. Un projet éthique foucaltien autour de «l'environnement» pourrait être la «redécouverte» généalogique de pratiques et de discours «canadiens» qui offriraient des alternatives de problématisation et de rapport «avec»[90] la nature. Les pratiques et les traditions des peuples autochtones, leurs rapports avec la nature, pourraient constituer un contre-exemple (et non pas un modèle) aux pratiques et discours environnementaux contemporains dominants. Par exemple, une de ces études est celle de Bernard Saladin d'Anglure portant sur la cosmologie des Inuits. L'auteur fait ressortir l'importance de la présence et de l'absence prolongées de la lune et du soleil dans la culture et sur l'identité des Inuits. Notamment le concept du temps chez les Inuits est totalement différent de celui du calendrier solaire de Jules César adopté par «l'occident»[91]. Un autre exemple est le livre Georges E. Sioui qui, bien que normatif, joue le rôle stratégique dans le sens qu'il tente de reconstruire une histoire du monde moderne d'un point de vue entièrement amérindien[92].

---

[89] Ibid.

[90] Le terme linguistique «avec» est entre guillemets parce qu'il sous-entend une séparation entre la «nature» et «l'humain», ce qui pourrait être faussement interprété comme étant, de ma part, une position «environnementaliste» inconsciente.

[91] Bernard Saladin d'Anglure, «Frère-lune(Taqqiq), soeur-soleil (Siqniq) et l'intelligence du Monde (Sila)», dans Études Inuit vol 14, n° 1 et 2 (1990): 75-139.

[92] George E. Sioui, Pour une autohistoire amérindienne - Essai sur les fondements d'une morale sociale, Québec: Les presses de l'université Laval, 1989. Le caractère normatif présume que «[...] la vision autochtone du Cercle sacré de la vie peut représenter une option opportune dans une société moderne en crise de valeurs»: 4. L'élément stratégique consiste à déconstruire la thèse dominante du progrès et de l'évolution en la renversant.

> «Contrairement au discours historiographique traditionnel, l'une des prémisses de ma thèse est que la société mondiale est, depuis la découverte de l'Amérique, engagée dans un processus d'unification idéologique que l'on peut appeler simplement l'"américanisation du monde", par lequel l'essence de la pensée américaine originale se communique aux autres continents. Nous serions donc face à un phénomène d'assimilation en sens inverse [...].

Sous un angle un peu différent, James Tully a entrepris une étude généalogique afin de démontrer que

> «[...] the concepts of political society and property are inappropriate to and misrepresent two specific political problems: the problems of aboriginal self-government and ecology. These two problems are closely related. The struggle of aboriginal peoples for recognition as self-governing first nations is not only a struggle to right an injustice that dates from the era of European expansion; the denial of their status as distinct political societies with title to their traditional lands. It is also a struggle to reclaim their traditional lands and to practice their customary forms of land-use. This has brought them into direct conflict with the modern forms of land-use that pose the greatest threat to the environment».[93]

Cette approche foucaltienne qui n'est pas explicitement normative a pour avantage de ne pas tomber dans une analyse «perilously close to a noble savagism» telle qu'identifiée par Richard White[94]. En effet, à partir du début des années 1970, il s'opère un rapprochement entre les études du thème de l'environnement et celui des rapports des peuples autochtones avec l'environnement[95]. L'objectif stratégique de certaines de ces études était de faire «a critique of the environmental destructiveness of white settlement»[96]. Après une période d'idéalisation des peuples autochtones dans leurs rapports avec le monde naturel, des études subséquentes firent ressortir les différents impacts

---

> [N]os sociétés américaines modernes auraient profit à démystifier leurs discours socio-politiques et à devenir conscientes de leur "américité". Elles devraient voir dans le continent où elles viennent de débarquer, esprit, ordre et pensée plutôt qu'un sol ou des peuples à enlever, déplacer ou réarranger»: 5.

[93] James Tully, «Rediscovering America: the Two Treaties and Aboriginal Rights», dans James Tully (dir.), An Approach to Political Philosophy: Questions from Locke, Cambridge: Cambridge University Press, 1993: 137-76.

[94] Richard White, «Native Americans and the Environment», dans W. R. Swagerty (dir.), Scholars and the Indian Experience: Critical Reviews in the Social Sciences, Bloomington, publié pour D'arcy McNickle Centre for the History of the American Indian, Newberry Library by Indiana University Press, 1984: 180. Cette section s'inspire fortement de ce texte.

[95] Notamment: Bruce Cox (dir.), Cultural Ecology: Readings on Canadian Indians and Eskimos, Toronto: McClelland et Stewart, 1973; Wilbur Jacobs, «The White Man's Frontier in American History: The Impact upon the Land and the Indian», dans Wilbur Jacobs, Dispossessing the American Indian, New York: Charles Scriber's sons, 1972: 19-30; Rennard Strickland, «The Idea of the Environment and the Ideal of the Indian», dans Journal of American Indian Education vol 10 (1970): 8-15.

[96] Richard White, art. cit.: 180.

écologiques de peuples autochtones[97]. Par conséquent, une étude éthique, dans le contexte de l'environnement, ne doit pas se réduire à une idéalisation des peuples autochtones comme éthiques environnementales normatives.

Des études éthiques stratégiques sur l'environnement au Canada sont très rares. A part l'explosion du nombre des études sur les peuples autochtones, il n'existe pas de tentative d'études normatives stratégiques (à la Foucault) spécifiquement canadienne et portant sur l'environnement.

III) Les analyses des politiques environnementales

De nos jours, il est plus difficile d'entreprendre une analyse des politiques gouvernementales sans enclencher à la fois une réflexion sur le thème du pouvoir et une autocritique réflexive sur la place et le rôle des analystes. Foucault a développé directement et indirectement ces deux aspects abordés dans la section de ce chapitre portant sur l'épistémologie des sciences naturelles. Nous proposons maintenant d'énoncer les grandes lignes d'une approche foucaltienne à l'analyse des politiques en matière d'environnement. Premièrement, nous discuterons du cadre théorique qui est celui de la «gouvernementalité», c'est-à-dire une rationalité historiquement de plus en plus autonome de l'art de gouverner. Deuxièmement, nous aborderons le contenu substantiel de cette gouvernementalité environnementale, c'est-à-dire le souci croissant pour la vie et la survie de la population humaine par une série d'interventions sur le corps des individus: la «biopolitique». Notamment, nous poserons la question à savoir si la problématique environnementale, ou plutôt écologique dans ce cas, n'aurait pas transformé ou intensifié cette biopolitique dans le sens de ce que nous appellerons une «écopolitique». Troisièmement, aussi autonome et puissante que la gouvernementalité puisse paraître, elle se situe néanmoins, dans le contexte du champ de pouvoir,

---

[97] Voir la bibliographie de Richard White, art. cit.: 198-204. Nous pouvons également remarquer l'existence d'études qui utilisent un cadre analytique «écologique» afin d'expliquer les interactions de l'environnement et de la culture des peuples autochtones après l'arrivée des Européens. Notamment: Calvin Martin, «The European Impact on the Culture of a Northeastern Algonquian Tribe: An Ecological Interpretation», dans Robin Fisher et Kenneth Coates (dir.) Out of the Background - Readings on Canadian Native History, Toronto: Copp Clark Pitman Ltd., 1988: 66-87. Calvin Martin emploie «l'écologie culturelle» qui considère «[...] the ecosystem and the local human population as the basic units of analysis [...] [which include] the metaphysical or spiritual» : 67-68. Martin fait une fusion entre l'histoire de l'environnement et celle des peuples autochtones. «American Indian history can be seen [...] as a type of environmental history [...]»: 82.

aléatoire et jamais totalement déterminée. Nous pourrions suggérer qu'il s'agit là d'une forme de déterminisme ouvert. Par conséquent, nous devons nous interroger sur le rôle de certaines instances de résistance à des pratiques et discours dans le contexte de la gouvernementalité environnementale. Les résistances deviennent des révélateurs du cadre stratégique à la fois des résistances mais aussi et surtout de la gouvernementalité. Bref, l'éco-pouvoir ne s'applique pas non plus dans le vide mais s'inscrit dans des rapports de pouvoir complexes et historiques.

A) De la gouvernementalité environnementale

Comme pour les sciences naturelles, l'analyse des politiques gouvernementales constitue une des pratiques sociales de la relation savoir-pouvoir. Dans ce contexte les analystes des politiques gouvernementales ne sont pas des observateurs neutres, mais au contraire, des participants dans le jeu de la relation savoir-pouvoir. Pour Foucault, il ne peut y avoir une «science» d'analyse des politiques gouvernementales tant qu'il n'existe pas «d'art de gouverner». Par conséquent, ce n'est que lorsque le «pouvoir» devient problématisé autour du thème de «l'État» qu'il devient un objet d'étude. C'est la forme que prend la problématisation qui est l'objet d'étude pour Foucault. Une des préoccupations de Foucault à partir des années 1970, fut la problématisation du pouvoir sous le terme de la «gouvernementalité» qui signifie l'apparition d'une rationalité gouvernementale autonome principalement à travers des agences d'État. Ces agences, n'étant plus des instruments au service d'un télos, d'une religion ou d'un ordre universel extérieur, développent toute une série de justifications uniquement centrées sur ces agences elles-mêmes. Pour Foucault, les différentes doctrines de la raison d'État du 16e siècle constitueraient donc le premier élément de l'apparition de cette rationalité gouvernementale autonome[98].

Par conséquent, analyser les politiques environnementales au Canada doit aussi prendre en compte les deux contextes: auto-réflexion de l'analyste sur son rôle et celui des sciences sociales, et

[98] Graham Burchell définit cette rationalité comme étant:
«[...] a project for governing the state in accordance with rational principles which involve a political concern with the details of individuals' lives and activities, and which takes as its object the concrete reality of states as they exist historically in secular, non-eschatological time», dans Graham Burchell, Colin Gordon et Peter Miller (dir.), The Foucault Effect, op. cit.: 122.

incorporation de la dimension savoir-pouvoir dans toute analyse.

Premièrement, il existe un certain nombre d'études canadiennes qui ont tenté d'incorporer, d'une manière générale, un cadre foucaltien à l'analyse des politiques et plus précisément du rôle des sciences sociales. Par exemple, Leslie Pal fait une critique du rôle des sciences sociales dans l'analyse et la formulation de politiques gouvernementales. Selon lui, les sciences sociales traditionnelles «[...] contain[s] a set of fairly specific assumptions about the nature of the social sciences, power, politics, the state, and questions which invite certain answers»[99]. Les sciences sociales seraient donc ancrées dans un «paradigme rationaliste» qui comprendrait une institutionnalisation des sciences sociales dans un objectif de formulation / légitimation des politiques gouvernementales. L'institutionnalisation des sciences sociales (institut de recherche, financement par l'État de projets de recherche des sciences sociales, recrutement d'experts en sciences sociales par l'État, etc.), principalement en Amérique du nord après la Deuxième Guerre mondiale, serait donc une tentative de lier directement ou indirectement «savoir» et «pouvoir»[100].

Deuxièmement, il existe un nombre de plus en plus important d'études spécifiques sur les politiques environnementales au Canada. L'éventail de ces recherches est très large. Par exemple, Brian Woodrow a fait une étude détaillée du thème du «contrôle de la pollution» à travers les politiques et les programmes du gouvernement fédéral dans la période cruciale tournant autour de la création du Ministère de l'environnement [101]. Dans cette étude, Woodrow démontre notamment que les deux stratégies environnementales se font concurrence au sein même d'institutions étatiques, c'est-à-dire la «gestion» et la «réglementation» environnementales. Woodrow illustre très bien les deux approches qui vont s'affronter dans le nouveau Ministère de l'environnement dès 1970. Bien que la description faite par Woodrow soit correcte, il manque un cadre théorique critique. Quelle est la

---

[99] Leslie Pal, «Knowledge, Power and Policy: Reflections on Foucault», dans Stephen Brooks et Alain-G. Gagnon (dir.), op. cit.: 139-58.

[100] Entre autres: Harry Albert, «The Growth of Social Research in the United States», dans Daniel Lerner (dir.), The Human Meaning of the Social Sciences, Mass.: Peter Smith, 1973: 73-86; Doug Owram, The Government Generation: Canadian Intellectuals and the State - 1900-1945, Toronto: University of Toronto Press, 1986.

[101] Brian R. Woodrow, The Development and Implementation of Federal Pollution Control Policy and Programs in Canada, 1966-1974, Toronto: University of Toronto / Thèse de doctorat, 1977.

signification de la problématisation de «l'environnement» sous les thèmes de la «gestion» et de la «réglementation» dans un contexte d'agences étatiques au cours de la période 1966-1974? Est-ce que d'autres éléments comme, par exemple, la connaissance des sciences naturelles ou une rationalité purement bureaucratique, peuvent expliquer cette problématisation? Pourquoi avoir créé un Ministère de «l'environnement» et non pas un Ministère de la «nature», «de la lutte contre les pollutions», «de l'écologie», etc...? Existe-t-il des instances de résistance à l'imposition hasardeuse de la «gestion » et de la «réglementation» environnementales»?

Dans sa thèse sur la forêt québécoise, Michel Girard nous offre indirectement quelques éléments de réponse à ces questions[102]. Pour Girard, les problématisations autour du thème de la forêt ne commencent pas avec l'institutionnalisation étatique des années 1970, ni même à la «découverte» de l'écologie dans les années 1960, mais bien au tournant du 20e siècle. Girard appuie sa thèse sur deux faits: (1) sur le nombre d'articles dans les journaux de l'époque portant sur la forêt québécoise et (2) sur la plantation de 20 millions d'arbres par la Laurentide Pulp and Paper entre 1909 et 1929 de même que sur la création d'un Ministère des terres et forêts dès 1867. Les thèmes, et plus précisément les discours et les pratiques d'agences étatiques autour de «l'environnement» à partir des années 1960-1970, trouvent en partie leurs origines généalogiques dans le conservationnisme du tournant du 20e siècle. Cependant, comme nous l'avons souligné auparavant, il serait faux d'interpréter ce phénomène comme prouvant la suprématie scientifique et le monopole des sciences naturelles dans l'articulation d'un discours de vérité menant à des pratiques sociales environnementales «correctes». Ceci ne signifie pas pour autant un renversement de l'ordre hiérarchique des connaissances en faveur d'une ou de plusieurs sciences sociales. En effet, il ne faudrait pas tomber dans l'excès inverse qui consisterait à percevoir le monde extérieur comme étant exclusivement et unidirectionnellement politico-historique. Les sciences naturelles possèdent une rationalité scientifique qui est relativement autonome de celle de la «gouvernementalité» et vice versa. Ce qui est intéressant ce sont les entrecroisements conjoncturaux et les rapports entre les rationalités scientifique et de la «gouvernementalité». L'étude de la dynamique complexe et changeante entre ces deux rationalités permet d'éviter de tomber dans

[102] Michel F. Girard, La forêt dénaturée - Les discours sur la conservation de la forêt québécoise au tournant du 20e siècle, Ottawa: Université d'Ottawa, thèse de maîtrise, 1988.

une unidimensionnalité d'une soi-disante rationalité «environnementale», en provenance soit des sciences naturelles, soit des sciences sociales. Ceci a au moins une conséquence pour l'étude des politiques environnementales. Le processus décisionnel gouvernemental n'est pas basé sur un simple modèle d'une rationalité de prise de décision comme suggère, entre autres, Dror[103]. Au contraire, le processus décisionnel en matière de politique est chaotique et aléatoire, reflétant précisément la pluralité des facteurs en jeu, c'est-à-dire un «champ de pouvoir» qui implique un «muddling through» du processus décisionnel politique. James Parlour emploie cette approche en soulignant néanmoins la différence wébérienne entre la rationalité «formelle» et celle dite «substantielle»[104]. Parlour entreprend une étude très détaillée des différents facteurs institutionnels, scientifiques, partisans, politiques et économiques qui expliqueraient l'adoption et la mise en place très différentes de deux législations sur la pollution des eaux adoptées, à la même période, par le gouvernement fédéral. Les conclusions de Parlour sont les suivantes:

> «This case study has shown that the bureaucracy, through its ability to restrict the definition of water pollution problems and to control the application of scientific, technical and legal knowledge to decision-making, has exercised a high degree of formal rationality. However, the power of the bureaucracy to determine both the form and application of industrial pollution controls has been conditioned by three factors, namely (1) organizational deficiencies; (2) limited data of poor quality; and, most importantly, (3) the need to trade knowledge from private interests for a share in decision-making and political control. The emergence of a substantive rationality by the political system as a whole has been militated by the narrow scientific, technical and legal interpretation of water pollution problems by the bureaucracy and the willing co-operation of private industrial interests anxious to reinforce formal prescriptions. Even the wide socio-economic considerations of the public interest,

---

[103] Y. Dror, Public Policy-making Re-examined, San Francisco: Ehundler, 1968.

[104] James W. Parlour, «The Politics of Water Pollution Control: A Case Study of the Canadian Fisheries Act Amendments and the Pulp and Paper Effluent Regulations, 1970», dans Journal of Environmental Management vol 13 (1981): 127-47.
La rationalité «formelle» fait référence au processus de la gestion bureaucratique gouvernée par «[the] exercise of control on the basis of knowledge» (Max Weber, The Theory of Social and Economic Organisations, New York: Free Press, 1947: 339). La rationalité «substantielle» porte sur «the relationship between the means (political action) and ends (political goals which themselves should reflect broader social goals)», Parlour, op. cit.: 145. Voir aussi Max Weber, From Max Weber: Essays in Sociology, Londres: Routledge et Kegan Paul, 1948: 196-244; 1947: 184-99. Pour une lecture wébérienne de Foucault voir Colin Gordon, «The Soul of the Citizen», dans Sam Whimster et Scott Lash (dir.), Max Weber, Rationality and Modernity, op. cit.: 223-316.

> which should feature centrally in the choice of water pollution control policy, were reduced with the connivance of industry to measures of what was technically and economically "practicable" for private industry».[105]

Parlour démontre, (1) que l'état du champ de pouvoir à un moment donné, détermine la structuration du discours et des pratiques en matière d'environnement et donc une construction sociale; (2) que la «gouvernementalité» consiste peut-être précisément, à travers le contrôle d'une rationalité «formelle», à un contrôle, d'ailleurs très aléatoire, de la rationalité «substantielle» et, (3) que la «gouvernementalité» dépasse les limites étroites et conventionnelles des agences bureaucratiques. Même une étude détaillée de l'articulation des politiques environnementales des agences d'État doit inclure le contexte historique plus général (et notamment celui du savoir-pouvoir), et non pas seulement traiter les autres «variables» (économiques, scientifiques) comme étant des facteurs externes. Cette double approche est constituée par une étude du spécifique (politiques environnementales d'appareils d'État) qui préserve en arrière-plan, non pas un méta-récit rigide et fondateur, mais un schéma général révisable tel celui du «savoir-pouvoir», du «biopouvoir», et parfois aussi l'utilisation de métaphores comme celle du «panoptique». Par conséquent et comme nous l'avons sous-entendu dans la première partie, une telle étude des politiques environnementales remettrait en question une définition étroite de «l'État».

Pasquale Pasquino a très bien exprimé ce point en déclarant:

> «If one rids oneself of the idea of the state as an apparatus or instance separate from the social body, the focus of all political struggle, which must be either democratized or destroyed once its veritable nature has been revealed, or which must be appropriated in order to take power: if one frees oneself of this old idea, canvassed in the political theatre since Kant at least, one can perhaps recover another meaning in the word 'state', which was more or less that which it had in the seventeenth century for an author like Conring, the inventor of statistics, who considered the state to be the 'entire body of civil society'. This would mean resituating the analysis of relations of power wholly within the interior of this social body. The state would then, in one aspect, signify a kind of viewpoint, created and developed little by little since the Middle Ages, since the abandonment of Christendom and the Empire, and, on the other, the perspectives of local powers and the society of three orders - as people began to speak in the name not of the bourgeoisie, but of society, nation or state. And, from another angle, the state would then signify not the site or source of power, the one great adversary to be smashed,

[105] Parlour, op. cit.: 145.

but rather one instrument among others, and one modality of 'government'».[106]

Une des conséquences de cette interprétation pour une étude centrée sur les politiques environnementales étatiques est une recontextualisation non seulement de la construction de la catégorie «environnement», mais aussi du cadre dans lequel s'opère en partie cette construction, c'est-à-dire l'État ou tout au moins les appareils étatiques touchés.

D'une manière plus précise nous pouvons étudier comment, à partir des années 1960, les discours «environnementalistes», dans toute leur diversité, et plus spécialement leurs articulations au sein d'appareils étatiques comme les Ministères de l'environnement (fédéral et provinciaux), ont été le produit spécifique d'un contexte historique canadien. Est-il possible de détecter, depuis les années 1960, des ruptures et des continuités dans le développement des discours et des pratiques autour de la problématique de «l'environnement»? Fait-on face, depuis le milieu des années 1960, à l'émergence d'une rationalité environnementale autonome de plus en plus institutionnalisée par l'intermédiaire et au sein d'appareils d'État? Peut-on parler d'une «gouvernementalité environnementale»? Si le concept de la «gouvernementalité» constitue le cadre général de notre étude, il est important de tenter d'étoffer et d'illustrer le contenu de cette dernière. La richesse et la diversité des approches foucaltiennes permet justement d'accomplir cette tache. Nous pouvons identifier au moins deux facettes: le concept de la «biopolitique» et celui de «résistance».

B) De la biopolitique à l'écopolitique

Dans la deuxième section du deuxième chapitre nous avons analysé les réflexions de Foucault autour du thème du pouvoir. Nous n'avons pas abordé d'une manière directe le thème du «biopouvoir». Cependant, à travers l'étude d'autres thèmes comme celui des techniques «pastorales» de pouvoir et des métaphores comme celle du «panoptique», émerge le concept du biopouvoir, concept qui caractérise et spécifie la nature de la gouvernementalité, c'est-à-dire, entre autres, la gestion croissante de la population à son niveau global mais aussi individuel. Pour Foucault, la biopolitique signifie: «[..] la manière dont on a essayé, depuis le 16e siècle, de rationaliser les problèmes posés à la pratique gouvernementale par les phénomènes propres à un

[106] Pasquale Pasquino, «Theatrum Politicum: The Genealogy of Capital - Police and the State of Prosperity», dans The Foucault Effect, op. cit.: 116-17.

ensemble de vivants constitués en population: santé, hygiène, natalité, longévité, races [...]»[107]. Cette nouvelle orientation est parallèle à celle de la transformation des techniques «royales» (pouvoir négatif qui se résume au pouvoir de donner la mort[108]) en un pouvoir qui veut s'exercer «[...] positivement sur la vie, qui entreprend de la gérer, de la majorer, de la multiplier, d'exercer sur elle des contrôles précis et des régulations d'ensemble [...] [L]e pouvoir d'exposer une population à une mort générale est l'envers du pouvoir de garantir à une autre son maintien dans l'existence»[109]. Foucault perçoit deux «pôles de développement» dans ce pouvoir autour de la vie. Premièrement, il s'agit de l'imposition d'un projet disciplinaire «anatomo-politique du corps humain» [110], et deuxièmement et subséquemment, de l'émergence de règles «biopolitiques» [111]. C'est à travers ces règles biopolitiques, qui constituent le souci autour de «[...] la prolifération, les naissances et la mortalité, le niveau de santé, la durée de vie, la longévité avec toutes les conditions qui peuvent les faire varier [...]»[112], que peuvent apparaître discours et pratiques orientés vers une volonté de prendre soin du monde environnant l'humain. La prolifération et la diversité croissante des différentes branches des sciences naturelles voulant expliquer les dynamiques de la vie illustre elle-même non seulement cette volonté de compréhension des mécanismes de la vie, mais aussi surtout la volonté

---

[107] Foucault, Résumé des cours: 1970-1985, op. cit.: 109.

[108] Voir le supplice de Damiens en 1757 décrit dans Surveiller et punir, comme illustration de certaines de ces techniques «royales» de pouvoir: 9-35.

[109] Foucault, La volonté de savoir, op. cit.: 180.
«On pourrait dire qu'au vieux droit de faire mourir ou de laisser vivre s'est substitué un pouvoir de faire vivre ou de rejeter dans la mort»: 181.

[110] Foucault, La volonté de savoir, op. cit.: 183.
L'anatomo-politique est «[...] centré sur le corps comme machine: son dressage, la majoration de ses aptitudes, l'extorsion de ses forces, la croissance parallèle de son utilité et de sa docilité, son intégration à des systèmes de contrôle efficaces et économiques [...]». Ibid.

[111] Ibid.
Une biopolitique de la population est «[...] centré sur le corps-espèce, sur le corps traversé par la mécanique du vivant et servant de support aux processus biologiques: la prolifération, les naissances et la mortalité, le niveau de santé, la durée de vie, la longévité avec toutes les conditions qui peuvent les faire varier [...]». Ibid.: 183.

[112] Ibid.

croissante du souci pour l'environnement. Il ne s'agit pas néanmoins d'un souci entièrement altruiste, mais d'une préoccupation constante: la survie de l'humain dépend de plus en plus de la survie du milieu environnant. L'approche systémique et globale des nouveaux scientifiques (les «écologues»), approche développée principalement depuis les années 1960, caractérise ce passage de l'étude et du souci de la vie dans une instance isolée (une espèce animale, une plante, un milieu naturel restreint, etc...) vers une interdépendance globale de toutes les formes de vie. Foucault ne percevait la biopolitique que principalement du point de vue des sciences humaines. Il est possible de percevoir maintenant le souci écologique comme étant un prolongement-intensification du souci autour de la population: la biopolitique s'est mutée en écopolitique.

Peut-on illustrer l'existence de la biopolitique et de sa mutation (de la biopolitique à l'écopolitique) à l'aide d'exemples dans le contexte canadien? Certains indices semblent permettre de répondre par l'affirmative et ceci pour deux raisons. Premièrement, il semble exister un lien entre les politiques gouvernementales en matière de protection de la population, qui furent établies à la fin du 19e siècle, et l'émergence subséquente de législations environnementales, à partir principalement dans les années 1970. Ce lien est exprimé non pas seulement par Foucault, mais aussi par une agence étatique canadienne[113]. Les législations environnementales des années 1970 avaient pour antécédent les législations portant sur la santé de la population comme le Public Health Act de 1884 de l'Ontario[114] ou le Sanitary Act de 1871 du Manitoba. Par exemple, le service ontarien du contrôle de la pollution atmosphérique était jusqu'en 1969 sous la responsabilité du ministère provincial de la santé[115]. Le souci pour le bien-être de la population (la biopolitique) se serait donc étendu subséquemment au souci de la protection de l'environnement. Deuxièmement et parallèlement, le caractère atomisé de la protection d'une instance spécifique de vie telle qu'élaborée à la fin du 19e siècle a déterminé l'approche adoptée dans les législations environnementales des

---

[113] Canada, La lutte contre la pollution au Canada: la réglementation des années quatre-vingt, Série de droit administratif / Commission de réforme du droit du Canada, 1988, n° de cat. J32-3/40.

[114] Voir entre autres: A. W. Bryant, «An analysis of the Ontario Water Resources Act», dans P. S. Elder (dir.), Environmental Management and Public Participation, Ottawa: Canadian Environmental Law Association, 1975: 162-81.

[115] Voir entre autres: David Estrin, «The Legal and Administrative Management of Ontario's Air Resources 1967-1974». Ibid.: 182-212.

années 1970. «Dès le milieu des années soixante-dix, pratiquement toutes les autorités législatives du Canada [...] avaient promulgué des régimes antipollutions analogues à celui [...] [de] l'Acte des Pêcheries»[116]. Cet Acte des Pêcheries adopté en 1868 par la Chambre des communes avait pour titre: «Acte pour réglementer la pêche et protéger les pêcheries». On retrouve la portée très spécifique et étroite de cet Acte de 1868 dans les législations des années 1970 telles que la Loi sur la qualité de l'air (1970), la Loi sur les ressources en eau du Canada (1970) ou la Loi sur les contaminants de l'environnement (1974). Il faudra attendre jusqu'en 1988 pour qu'une législation essaie d'élaborer une écopolitique, c'est-à-dire dans ce cas, une synthèse écologique globale des différents éléments biologiques spécifiques, et une fusion entre le souci de la santé de la population et le souci pour l'environnement. La loi fédérale canadienne C-74 de 1988 porte d'ailleurs le titre révélateur de «loi visant la Protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé». D'après cette législation, «l'environnement» serait donc:

> «l'ensemble des conditions et des éléments naturels de la terre, notamment:
> a) l'air, l'eau et le sol;
> b) toutes les couches de l'atmosphère;
> c) toutes les matières organiques et inorganiques ainsi que les êtres vivants;
> d) les systèmes naturels en interaction qui comprennent les éléments visés aux alinéas a) à c)».[117]

Le Plan vert du Canada publié en 1990 poursuit cette démarche écopolitique centré sur le souci de la santé de l'environnement et de la santé de la population humaine. D'ailleurs, le titre complet n'est-il pas «Le Plan vert du Canada pour un environnement sain» (nous soulignons)?[118].

Entre les législations spécifiques des années 1970 et les approches écopolitiques à partir du milieu des années 1980, il semble s'être produit une rupture-transformation-«déplacement» du biopolitique à l'écopolitique. Cette apparition de l'écopolitique serait donc en partie la substance de l'émergence d'une rationalité environnementale autonome que nous avons appelée gouvernementalité environnementale. Cependant ces mutations ne se produisent pas dans un champ de pouvoir dénué

---

[116] Ibid.: 13.

[117] Canada, Loi visant la Protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé, L.C., 1988, chapitre 22: 417.

[118] Canada, Le Plan vert du Canada pour un environnement plus sain, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990.

de rapports conflictuels. Au contraire, ces mutations rencontrent des résistances qui définissent également ces dernières.

C) De la résistance environnementale

Cependant, une telle perspective fortement institutionnelle ne saurait être complète sans une étude de certaines des instances de résistance aux tentatives de normalisation «environnementale» des appareils étatiques. Il existe très peu d'études canadiennes abordant le sujet sous cet angle. Nous devons mentionner au moins celle de Michael Gismondi et de Mary Richardson[119], qui est une analyse textuelle foucaltienne de la transcription des audiences publiques de l'enquête environnementale du gouvernement de l'Alberta dans le dossier de l'Alberta Pacific Forest Industries (ALPAC). En 1988, l'ALPAC annonce son intention de construire une usine à papier (de 1,3 milliards de dollars canadiens) à Athabasca en Alberta. L'enquête publique organisée par le «Environmental Impact Assessment Review Board» ne donne pas son accord à l'ALPAC et exige des études environnementales scientifiques supplémentaires et plus approfondies[120]. Cette décision relativement inattendue était le résultat, entre autres, d'une utilisation subversive des procédures des audiences publiques par des opposants au projet de l'ALPAC. S'inspirant principalement d'une utilisation non-déterministe d'un cadre foucaltien pour une étude d'exemples de résistances lors de commissions d'enquête[121], Michael Gismondi et Mary Richardson se lancent dans des fouilles

---

[119] Michael Gismondi et Mary Richardson, «Discourse and Power in Environmental Politics: Public Hearings on a Bleached Kraft Pulp Mill in Alberta, Canada», dans Capitalism, Nature, Socialism - A Journal of Socialist Ecology vol 2, n° 8 (octobre 1991): 43-66.

[120] Alberta, The Proposed Alberta-Pacific Pulp Mill: Report of the EIA Review Board, Alberta: Environmental Impact Assessment Review Board / Alberta Environmental Publications Centres, mars 1990.

[121] Adam Ashforth, «Reckoning Schemes of Legitimation: On Commissions of Inquiry as Power/Knowledge Forms», dans Journal of Historical Sociology vol 3, n° 1 (mars 1990): 1-22. Ashforth suggère une interprétation très déterministe des rapports pouvoir/savoir sous-estimant l'importance des «[...] nouvelles formes de subjectivité qui émergent lors du processus de l'affirmation de la différence et le refus de l'intégration et de la domination [...]» (Gismondi et Richardson: 48-49). Les auteurs s'inspirent également de Roger Andersen, The Power and the Word: Language, Power and Change, Londres: Paladin Books, 1988 et de Bruce Lincoln, Discourse and the Construction of Society: Comparative Studies of Myth, Ritual and Classification, New York: Oxford University Press,

archéologiques à travers les transcriptions des audiences publiques sur l'ALPAC afin d'y trouver des traces de

> «[...] moments [...] when less powerful groups undermined the discourses empowered by the dominant groups and in the process constructed counter-discourses of their own [...]. The acts by subordinate groups, of questioning convention, subverting dominant discourses and asserting counter-discourses are highly political. They occur in the midst of complex sociological and historical processes».[122]

Le «succès» temporaire des opposants au projet de l'ALPAC ne réside pas uniquement dans les subversions lors des audiences publiques. Gismondi et Richardson reconnaissent que la conjoncture du moment (le «champ de pouvoir» dirait Foucault), notamment les rapports ambigus en matière de compétence environnementale entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial à la suite de la décision de la Cour suprême du Canada d'imposer le processus fédéral d'évaluation et d'examen pour le projet du barrage de Rafferty-Alameda en Saskatchewan, était également un élément important. Par conséquent,

> «[...] there was a reciprocal flow between the historical context and the Hearing process which created possibilities for disruptive discourses to be heard, for new subjectivity to arise and for a calling forth or mobilizing resistance to the ALPAC proposal [...]. The ALPAC Review Board dynamic undermined the power of the state and capital [...] by providing opportunities for differing values to be expressed, opportunities for presenting focused counter-arguments that could disrupt the previously persuasive discourse of the ALPAC proposal».[123]

Nous ne passerons pas en détail chacune des instances de subversions. Cependant nous pouvons avancer qu'il s'agit d'un processus de délégitimation des arguments principaux de l'ALPAC: la question des «contraintes du marché» et des «preuves scientifiques» du caractère peu important des pollutions prévues de l'usine envisagée. Il s'agit donc d'un exemple de découplage du tandem foucaltien «savoir-pouvoir» et d'une appropriation du savoir pour miner un rapport de pouvoir normalement dominant.

1989; Stuart Hall, The Hard Road to Renewal, Londres: Verso, 1988.

[122] Michael Gismondi et Mary Richardson, art. cit.: 49.

[123] Ibid.: 50.

Conclusion: stratégies «pastorales» et «royales» d'une gouvernementalité environnementale et d'une écopolitique

Après avoir établi, dans la première partie de la thèse, qu'il existe trois grandes approches foucaltiennes (archéologie du savoir, éthique de la construction d'un sujet et généalogie des pratiques sociales), ce chapitre a abordé le thème de «l'environnement» d'une manière plus directe. Il s'agissait d'opérer un rapprochement entre les trois méthodes foucaltiennes et certaines des grandes catégories d'études existantes portant sur «l'environnement». De cette façon, nous avons souligné, à la fois dans le contexte international et canadien, l'existence de nombreux points communs entre (1) une archéologie foucaltienne du savoir et les études historiques et épistémologiques des sciences naturelles, (2) une éthique foucaltienne et les différents projets d'une éthique environnementale, et (3) une généalogie foucaltienne du pouvoir et les études sur les effets des politiques en matière d'environnement. Pour chacune de ces trois catégories, nous avons fait ressortir l'originalité de Foucault, c'est-à-dire: (1) une **épistémologie critique**, radicale et structurelle dans le cas des sciences naturelles, (2) une **éthique stratégique** qui n'est pas explicitement normative et qui peut s'appliquer à une éthique «environnementale», et (3) une **analyse politique critique**, radicale et historique du pouvoir dans les sociétés modernes et qui est pertinente dans le cas d'une étude des politiques concernant «l'environnement». Cependant, c'est ce dernier angle d'approche, celui d'une **gouvernementalité environnementale**, qui semble le plus fructueux et ceci pour plusieurs raisons. Premièrement, il n'existe pas d'étude qui aborde directement la problématique environnementale sous l'angle foucaltien de la gouvernementalité. Deuxièmement, il existe un nombre considérable de documents, spécialement dans le contexte canadien, qui constitue une base de données pour entreprendre une telle recherche interprétative. Ce sont pour ces raisons que nous développerons, dans les chapitres subséquents, trois des préoccupations foucaltiennes que nous avons fait ressortir. Il s'agit de la «gouvernementalité» comme cadre théorique pour une **gouvernementalité environnementale**, de la biopolitique comme cadre substantiel devenant une **écopolitique**, et des **techniques «royales» et «pastorales»** de pouvoir comme cadre stratégique de mise en place de la gouvernementalité environnementale et de l'écopolitique. Cette approche permettra non seulement de suggérer un nouvel éclairage sur la problématique de l'environnement au Canada mais aussi de tirer des conclusions critiques sur les considérations théoriques de Foucault.

«A Canadian settler hates a tree, regards it as his natural enemy, as something to be destroyed, eradicated, annihilated by all and any means. [...] The beautiful faith which assigned to every tree of the forest its guardian nymph, to every leafy grove its tutelary divinity, would find no votaries here. Alas! for the Dryads and Hanadryads of Canada!».

Anna Brownell Jameson
Winter Studies and Summer Rambles in Canada
(1838)

«Deux ou trois jours plus tard un immense volier d'outardes traversa la barre pourpre du soleil couchant. Sagaces et intrépides, elles allaient demander leur vie à des terres plus chaudes de fécondité. Elles volaient en herse par bandes de cinquante, les dernières, plus jeunes ou moins habiles, d'un vol tourmenté, jetant sans cesse leurs deux notes de détresse auxquelles répondait l'exhortation mélancolique de l'éclaireur.

Après la soirée, en entrouvrant la porte, Didace entendit dans le ciel un long sifflement d'ailes: un dernier volier passait comme un coup de vent. Les canards sauvages voyageaient de nuit, sans un cri, à une grande hauteur, de leur vol rapide du départ.

- C'est la fin, se dit-il, le coeur serré.

Longtemps il resta attristé, sur le seuil de la porte. Et il sut, une fois de plus, que l'ordre de l'hiver allait bientôt succéder à l'ordre de l'automne.»

Germaine Guèvremont
Le survenant
(1945)

CHAPITRE CINQ

LA GOUVERNEMENTALITÉ ENVIRONNEMENTALE AU CANADA: CONSTITUTION ET BUREAUCRATIES

Rappelons que pour Foucault, la «gouvernementalité» est notamment

> «la tendance qui, dans tout l'Occident, n'a pas cessé de conduire, et depuis longtemps, vers la prééminence de ce type de pouvoir qu'on peut appeler le gouvernement, [...] ce qui a conduit d'un côté au développement de toute une série d'appareils spécifiques de gouvernement et de l'autre au développement de tout un ensemble de savoirs».[1]

Dans ce contexte, la gouvernementalité environnementale au Canada comprend

> «[...] l'ensemble constitué par les instructions, procédures, analyses et réflexions, calculs et tactiques qui permettent d'exercer cette forme très spécifique bien que très complexe du pouvoir, qui a pour cible la population»[2],

dans ses rapports avec le milieu naturel. La gouvernementalité environnementale n'est pas constituée d'une seule rationalité. Au contraire, la gouvernementalité englobe plusieurs rationalités, dont la rationalité bureaucratique et les rationalités des différentes sciences. Par conséquent, le concept de la gouvernementalité environnementale est plus large que celui de la «raison écologique» ou de la «rationalité environnementale» telles que définies par Robert Bartlett. Pour ce dernier, la rationalité environnementale est une rationalité «[...] of living systems, an order of relationship among living systems and their environment»[3]. Cette rationalité environnementale, inspirée fortement des

---

[1] Foucault, «La gouvernementalité», art. cit.: 14.

[2] Ibid.

[3] Robert Bartlett, «Ecological Reason in Administration: Environmental Impact Assessment and Administrative Theory», dans Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.), Managing Leviathan - Environmental Politics and the Administrative State, op. cit.: 83. Voir aussi: Robert Bartlett, «Ecological Rationality: Reason and Environmental Policy», dans Environmental Ethics 8 (1986): 221-39.

sciences naturelles écologiques, ne peut pas seule expliquer l'ensemble des pratiques et des discours autour de l'environnement depuis près de trente ans. Au lieu de chercher des traces d'une telle «rationalité» environnementale absolue (présupposément ontologique parce que fondée sur les sciences naturelles écologiques) dans, par exemple, les pratiques bureaucratiques ou des pratiques quotidiennes de la population, il est plus utile de voir, au contraire, comment les différentes pratiques et les discours sociaux et politiques ont construit une, et sinon des rationalités environnementales, et comment ces dernières ont été intégrées dans une stratégie de pouvoir. La gouvernementalité environnementale est donc l'ensemble des pratiques et discours sociaux et politiques qui contribuent à problématiser ce qui est désigné à l'ère contemporaine, «l'environnement»[4].

La gouvernementalité fait ressortir deux analytiques du pouvoir qui correspondent également à deux stratégies de pouvoir. La première correspond à ce que Foucault appelle le pouvoir «royal», c'est-à-dire la croyance en un pouvoir provenant d'une source centrale, hiérarchiquement supérieure et dont les ordres et commandements s'imposent, d'une manière unidirectionnelle, sur un corps social assujetti: le souverain tout-puissant commandant des sujets obéissants. Depuis les «Lumières», ce pouvoir «royal» n'est plus exclusivement absolutiste et totalement arbitraire. La mise en place d'un régime de droits basé sur la «Raison» a rendu plus complexe les pratiques de pouvoir basées sur une «tentative de gouverne de la conduite d'autrui»[5]. C'est à partir du 16e siècle que se développe un «art de gouverner» qui tente de répondre aux questions: «Comment se gouverner, comment être

---

[4] Cette critique épistémologique de l'approche de Robert Bartlett ne doit pas masquer le fait que dans le reste de son article, l'auteur démontre très bien que les pratiques de procédures bureaucratiques des études d'impacts environnementaux ont eu parfois pour conséquence inattendue de construire et d'institutionnaliser une rationalité environnementale. Bien entendu, à cause de la prémisse épistémologique initiale, c'est-à-dire de l'existence ontologique d'une rationalité environnementale, Robert Bartlett conclut que les études des impacts environnementaux constituent un exemple d'un début de colonisation de la rationalité bureaucratique par la rationalité environnementale.

> «[...] [Environmental Impact Assessment], I argue [...] represents a beachhead of ecological rationality that opens the way to further development. It certainly is not the only possible way of forcing ecological rationality into the administrative state [88] [...]. The twenty year history of EIA is sprinkled with stories of intendedly ineffectual EIA systems that inexpectedly have been consequential»: 89.

[5] Guy Laforest, «Gouverne et liberté: Foucault et la question du pouvoir», dans Revue canadienne de science politique vol 22, n° 3 (septembre 1989): 548.

gouverné, comment gouverner les autres, pourquoi accepte-t-on d'être gouverné, comment être le meilleur gouvernant possible, etc. ?»[6]. Cependant, l'autorité découlant de la «Raison» et des pratiques politiques «démocratiques» conserve certaines des formes d'un pouvoir dit «royal», c'est-à-dire, par exemple, un système bureaucratique qui produit une série d'ordres, d'interdictions et de commandements absolus auxquels les «citoyens» (et non plus les «sujets») doivent obéir. Cette similitude entre l'absolutisme du souverain et l'autorité impérative des institutions issues de la «Raison» et de la démocratisation est frappante. Il y a longtemps que ce phénomène a été expliqué. «The experience of what the royal authority could achieve encouraged man to imagine that one enlightened will, with a centralized administration as its command, might accomplish endless improvements in civilization»[7]. Cette analytique et stratégie de pouvoir basées dans un rapport entre le souverain ou une «Raison» souveraine et les sujets ou citoyens, est présente dans le domaine de «l'environnement» notamment à partir de 1966, date de la décision de l'implantation d'une bureaucratie environnementale centrale, Environnement Canada. La création d'un ministère de l'Environnement comme appareil gouvernemental investi du pouvoir d'agir pour préserver l'environnement est l'une des manifestations de ce pouvoir «royal». Il existe des pratiques et des textes officiels qui confirment la caractéristique «royale» de cette stratégie de pouvoir: l'interdiction de polluer telle qu'ordonnée par les nombreuses législations adoptées ou amendées dans la première moitié des années 1970, les réglementations en vue d'établir des standards pan-canadiens en matière d'environnement, les processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement en vue de contrôler et de prévenir les dégradations de l'environnement. Cette stratégie «royale» de pouvoir présume une efficacité entre les ordres donnés et les résultats obtenus[8]. Dans le cas de

---

[6] Foucault, «la gouvernementalité», art. cit. : 7.

[7] J. B. Bury, The Idea of Progress, New York: Dover Publication, 1955 (1932) : 76, cité par Douglas Torgerson, «Obsolescent Leviathan: Problems of Order in Administrative Thought», note n° 33, dans Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.), Managing Leviathan - Environmental Politics and the Administrative State, op. cit.: 17-33.

[8] Cette approche foucaltienne du pouvoir dit «royal» est proche de celle du «Léviathan environnemental» défini par Robert Paehlke et Douglas Torgerson dans leur préface de Managing Leviathan - Environmental Politics and the Administrative State, op. cit.

> «The calm voice of the official assures the public that the proper administrative procedures are in place : all is under control, and environmental protection can be taken for granted. Yet

l'environnement au Canada, nous verrons qu'il s'agit d'un «échec» relatif de cette démarche «royale» de pouvoir puisque une deuxième stratégie de pouvoir (stratégie «pastorale» de pouvoir) est adoptée d'une manière plus générale à partir du milieu des années 1980. Il ne s'agit plus de commander autoritairement, de donner des ordres et d'interdire, mais au contraire de mettre en place des mécanismes subtils qui laissent à la population et aux individus le soin de la mise en place d'un régime d'auto-contrôle environnemental permanent. Il s'agit donc de la construction sociale d'un sujet environnemental. Dans le champ des relations de pouvoir, ces deux stratégies, «royale» et «pastorale» se recoupent constamment. Cependant, les deux bornes temporelles (1966 et 1990) de notre étude servent, pour uniquement des raisons analytique, à démarquer ces deux stratégies de pouvoir.

C'est à partir du milieu des années 1960 qu'apparaît au Canada tout une série de mesures «royales» visant à institutionnaliser et à bureaucratiser la nouvelle problématique «environnementale». Cette institutionnalisation prend une forme légale (législations et réglementations environnementales) et une forme bureaucratique (ministères de l'Environnement, processus d'évaluation environnementale, etc.). A travers ce processus d'institutionnalisation, la problématique «environnementale» subit des transformations importantes.

Notre point de départ se situe au milieu des années 1960, lorsque furent prises les décisions de créer des ministères responsables de «l'environnement» par les différents ordres de gouvernement. L'autre borne temporelle qui délimite notre étude est la publication en décembre 1990 du Plan Vert du Canada pour un environnement sain qui précise une stratégie plutôt «pastorale». Entre ces deux bornes temporelles, il est possible d'observer de profondes transformations et virages de la problématique environnementale. A titre d'indication, nous pouvons mentionner, au niveau fédéral et institutionnel, la création du ministère de l'Environnement en 1971, la mise en place (à partir de 1974) de procédures administratives concernant l'évaluation environnementale[9], la création en 1984 du Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale (CCRÉE) et le processus de

---

just when the populace seems lulled again into a sense of security, another environmental crisis raptures the focus of popular attention [...]. In political and economic life, administrative organizations want to define environmental troubles as manageable problems which can be subjected to rules and procedures consistent with established priorities [...]»: 1.

[9] Le «PÉEE» signifie le Processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement.

consultation publique qui aboutissa en 1990 à la publication du Plan vert du Canada. Dans le domaine législatif, nous pouvons souligner deux grandes périodes. La première et la plus prolifique va de 1970 à 1976 et comprend au moins treize lois importantes[10]. La deuxième période, à partir de 1985, est une consolidation des législations précédentes dont notamment la Loi visant la Protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé adoptée en juin 1988. Nous pouvons observer de 1966 à 1990 l'émergence et le développement d'une gouvernementalité environnementale, basée sur un ensemble de rationalités (centrées autour de la préservation de l'habitat entourant la population), et qui prend de plus en plus d'importance (jusqu'à une autonomie relative) dans les discours et les pratiques bureaucratiques et sociales.

Dans ce chapitre, nous tenterons d'esquisser les différents rapports de pouvoirs historiques qui forment la toile de fond de la gouvernementalité environnementale actuelle. Tout d'abord, nous passerons en revue le contexte spécifique constitutionnel canadien en utilisant certains des outils conceptuels de Foucault et, plus précisément, ceux développés dans son article «Space, Knowledge and Power»[11]. Deuxièmement, nous tenterons de cerner l'établissement d'une rationalité bureaucratique environnementale qui prend principalement une forme «royale» de pouvoir.

I) La toile de fond de la problématisation environnementale au Canada: un fédéralisme environnemental?

Le caractère unique, de l'expérience historique canadienne permet d'expliquer certains des paramètres et des contraintes dans lesquels ont pu se développer, notamment à partir des années 1960, une gouvernementalité environnementale. Puisque nous voulons étudier plus précisément la nouvelle rationalité environnementale telle qu'articulée par les ministères de l'environnement, nous nous concentrerons uniquement sur le contexte constitutionnel. Ceci ne signifie pas que nous

[10] Karen Savage, A Digest of Environmental Protection Legislation in Canada to January 1, 1977, vol 1 et 2, Montréal: Canadian Industries Limited, 1977; Canadian Bar Association, Canada's Environmental Law, Ottawa, 1990.

[11] Foucault, «Space, Knowledge, and Power», art. cit.: 239-56.

ignorons la place importante des «ressources naturelles» dans l'économie politique du Canada[12], ni l'importance de la bureaucratie sur les politiques, ni l'influence (si restreinte soit-elle) des sciences naturelles. Ces thèmes réapparaîtront forcément lors de notre étude historique des bureaucraties environnementales.

La Loi constitutionnelle de 1867 (anciennement l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique) ne mentionne pas explicitement «l'environnement» comme champ de compétence de pouvoir entre les différents ordres de gouvernements du fédéralisme canadien. Comme le dit le juge La Foret, l'environnement constitue un «sujet diffus»[13]. Gérald-A. Beaudoin explique cette omission dans la Loi constitutionnelle de 1867 par l'absence de «la menace de la pollution [...] à cette époque»[14]. Au contraire, nous affirmons que la création d'une nouvelle catégorie d'intervention gouvernementale, comme celle de «l'environnement», est le résultat de changements importants dans les rapports de pouvoir. De plus, il est faux de prétendre que la menace de la pollution n'existait guère auparavant. Martine Rèmond-Gouilloud a très bien démontré que l'histoire du droit nous prouve le contraire[15].

---

[12] Pour une brève présentation historique du rôle des ressources naturelles dans le développement économique du Canada, voir: R. Brian Woodrow, «Resources and Environmental Policy-making at the National Level: The Search for Focus», dans O. P. Dwivedi (dir.), Resources and the Environment: Policy Perpectives for Canada, op. cit.: 27-30 et Irene M. Spry, «Historical Perspective», dans Philippe Crabbe et Irene M. Spry (dir.), Natural Resource Development in Canada, Ottawa: University of Ottawa Press, 1973: 23-47; T. F. Schrecker, Political Economy of Environmental Hazards, Ottawa: Law Reform Commission of Canada, 1984.

[13] Juge La Foret cité dans le rapport du Comité permanent de l'environnement de la Chambre des communes, L'environnement et la constitution, n° 30, mars 1992: annexe A, pages 55-56.

[14] Gérald-A. Beaudoin, La constitution du Canada, Montréal: Wilson et Lafleur Ltée., 1990: 611.

[15] Martine Rèmond-Gouilloud, Du droit de détruire - Essai sur le droit de l'environnement, op. cit. «Sous ses premières formes, la protection de l'environnement se confond avec celle de l'hygiène, ou de la santé. Des manifestations s'en trouvent dès qu'un lieu se peuple, et dès qu'un [95] début d'industrialisation se fait jour [...] A Athènes, les tanneurs se virent relégués hors de la ville [...] L'histoire de [Paris] est celle d'une lutte incessante contre la puanteur. En 1148, Philippe Auguste ordonne de faire paver les rues, afin qu'on puisse les nettoyer plus facilement [...] En 1663, une ordonnance de Louis XIV règle «le nettoiement de la ville de Paris» [...][96]. Un édit royal de 1415 interdit, sous peine de 60 livres d'amende, «de mettre, jeter et porter dans la Seine aucune ordure et immondice infecte et corrompue». 1577, 1702, 1732, périodiquement, des règlements vont renouveler l'interdit [...] La police des installations classées remonte [...] à la plus haute Antiquité. Athènes et Rome

D'ailleurs, il est significatif que le terme même «d'environnement» ne soit apparu que dans la deuxième moitié du 20e siècle. Puisque la problématique de l'environnement n'est qu'une construction relativement récente, elle nécessite donc une réinterprétation de la Loi constitutionnelle de 1867, des amendements et de la jurisprudence subséquents. Inversement, la construction contemporaine du thème de «l'environnement» a été, et est encore, fortement façonnée par les problématisations antécédentes. Autour des années 1960, l'environnement est donc apparu comme un «nouveau» domaine d'intervention gouvernementale qui entraîna de nouveaux rapports de pouvoir et de nouvelles stratégies de pouvoir des deux ordres de gouvernement (fédéral et provincial) par l'intermédiaire notamment d'une redéfinition de leur champ de compétence respective.

A) Espace, population et environnement

Si la Loi constitutionnelle de 1867 ne fait pas référence explicitement à «l'environnement», par contre, elle répartit indirectement toute une série de compétences exclusives ou partagées entre les deux ordres de gouvernement reconnus[16]. Suivant les analystes, ceci résulte soit en une

---

cantonnaient déjà leurs industries insalubres à l'écart du centre des villes. Les coutumes médiévales les réglementent: et l'on voit déjà la coutume de Metz, en 1579, subordonner l'établissement de forges dedans la ville, en lieu où il n'y en a point eu auparavant, à une autorisation du magistrat [...] Le système a fait ses preuves. Le rapport du 26 frimaire au XII établi par l'Institut de France à la demande de Bonaparte le propose; un décret du 15 octobre 1810 l'adopte: ce sera la charte des industries insalubres pendant un siècle et demi, jusqu'en 1976. Ces débuts prometteurs sont stoppés net par la soif triomphante d'industrie qui s'empare de la fin du 18e siècle [...]». Ibid: 95-97.

[16] Les municipalités ne sont explicitement nommées que dans l'article 92.8 de la Loi constitutionnelle de 1867, les plaçant ainsi clairement sous la compétence constitutionnelle des législatures provinciales. Malgré la faible reconnaissance constitutionnelle des municipalités, ces dernières jouent un rôle très important dans le domaine de l'environnement. En effet, les municipalités dépensent environ 40% des budgets publics en matière d'environnement, soit en 1981-82, 2,533 milliards de $ contre 1,510 milliard de $ pour le gouvernement fédéral et 2,254 milliards de $ pour les provinces. Douglas A. Smith, «Defining the Agenda for Environmental Protection», dans Katherine Graham (dir.), How Ottawa Spends, 1990-1991: Tracking the Second Agenda, Ottawa: Carleton University Press, 1990: 119.

«ambiguïté juridictionnelle»[17] en matière «d'environnement» qui est perçue négativement, ou soit comme une caractéristique fondamentale du fonctionnement du fédéralisme canadien[18]. Ces évaluations divergentes s'expliquent entre autres par le fait que les rapports entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces ont subi de profonds changements depuis 1867. Loin d'être statique, le fédéralisme canadien est un organisme vivant en mutation constante[19].

Les caractéristiques principales de la Loi constitutionnelle de 1867, qui forment la toile de fond de l'émergence de «l'environnement», près d'un siècle plus tard, sont le contrôle sur un espace territorial et le contrôle de la population vivant dans cet espace. Rappelons brièvement que pour Michel Foucault, c'est au début du 17e siècle que fut élaborée une rationalité gouvernementale qui tendait vers le contrôle de l'ensemble de l'espace territorial modelé sur le contrôle des villes. «A state will be well organized when a system of policing as tight and efficient as that of the cities extends over the entire territory»[20].

Il existe donc au moins deux tendances principales à la nouvelle rationalité gouvernementale: (a) le

---

[17] Grace Skogstad et Paul Kopas, «Environmental Policy in a Federal System», dans Robert Boardman (dir.), Canadian Environmental Policy: Ecosystems, Politics, and Process, Toronto: Oxford University Press, 1992: 44.

[18] Gérald-A. Beaudoin. Ibid.
«La protection de l'environnement ne peut, à notre avis, constituer un sujet unique relevant d'un seul pouvoir public au Canada. Il s'agit au contraire d'un agrégat de matières qui n'a pas l'unicité et la spécificité voulues pour revêtir une forme globale [...]. Il ne peut être que partagé dans un régime fédéral comme le nôtre».

[19] Voir entre autres: Alan C. Cairns, «The Living Canadian Constitution», dans D. Williams (dir.), Constitution, Government and Society - Selected Essays from Alan C. Cairns, Toronto: McClelland Stewart, 1988: 27-42; James Mallory, «The Continuing Evolution of Canadian Constitutionalism», dans Alan Cairns et Cynthia Williams (dir.), Constitutionalism, Citizenship and Society in Canada, Toronto: Macdonald Commission Studies, vol 33 / University of Toronto Press, 1985: 51-97; F. L. Morton, «The Living Constitution», dans M. Krause et R. H. Wagenberg (dir.), Introductory Readings in Canadian Government and Politics, Toronto: Copp Clark Pitman, 1991: 41-69.

[20] Foucault, «Space, Knowledge and Power», art. cit.: 241. Le contrôle des villes s'opère entre autres par le concept du droit de propriété privée et des privilèges qui s'y rattachent, et l'impératif d'une planification publique de la ville pour rendre possible la survie biologique de la population urbaine (hygiène et santé publique, marché alimentaire, etc.). Voir aussi: Michel Foucault, «Sécurité, territoire et population», dans Michel Foucault - Résumé des cours 1970-1982, op. cit.: 99-105.

contrôle serré de la totalité, c'est-à-dire de l'ensemble des agrégats du territoire par l'intermédiaire, et (b) le contrôle des populations de ce même territoire[21]. La Loi constitutionnelle de 1867 représente donc une certaine conceptualisation et cristallisation de cette stratégie de pouvoir. Le contrôle du territoire est d'autant plus important pour le «Canada» de 1867 qu'il existe des menaces à son «intégrité». Il s'agit principalement de la menace extérieure et constante de l'expansionnisme (militaire, démographique et économique) étasunien et, dans une moindre mesure de la présence russe en Alaska (jusqu'à son achat par les États-Unis justement en...1867 !). Les menaces intérieures sont encore plus inquiétantes puisqu'il s'agit: (a) de l'ignorance d'une grande partie de ce territoire, (b) de la présence de peuples autochtones qui ont conclu des traités internationaux avec la Couronne britannique, (c) de l'existence d'une population allochtone fragmentée suivant des clivages linguistiques, religieux et géographiques. La Loi constitutionnelle de 1867 est donc l'un des éléments de l'institutionnalisation de cette volonté à la fois de contrôler l'ensemble du territoire et l'ensemble des populations. Suzanne Zeller a fort bien montré le rôle crucial des sciences naturelles au Canada dans le développement général d'une identité canadienne. L'auteur parle même de la science comme d'une «colle culturelle»[22]. Par conséquent, il n'est pas surprenant que les sciences naturelles, qui démontrent «scientifiquement» le caractère distinct du «Canada», jouent un rôle clé dans cette «invention» du Canada[23]. Pour sa part, le concept foucaltien de la gouvernementalité

---

[21] Cette séparation/problématisation entre le «territoire» et la «population» comme objet d'intervention politique est elle-même la conséquence et l'objectif de «l'humanisme» qui sépare l'humain de son contexte «naturel» et le place au centre et hiérarchiquement au-dessus de ce contexte. Voir entre autres: David Ehrenfeld, The Arrogance of Humanism, Oxford: Oxford University Press, 1978.
«[...] [t]he core of the religion of humanism: a supreme faith in human reason - its ability to confront and solve the many problems that humans face, its ability to rearrange both the world of Nature and the affairs of men and women so that human live will prosper»: 5.

[22] Suzanne Zeller, Inventing Canada: Early Victorian Science and the Idea of a Transcontinental Nation, op. cit.: 145-60.

[23] Zeller étudie plus précisément la géologie, la météorologie et la botanique. Nous avons déjà soulevé, dans le quatrième chapitre, les liens étroits entre l'armée britannique, le contrôle du territoire et le développement de la science géologique. La météorologie et la botanique contribuent également au contrôle du territoire en créant une identité spécifiquement canadienne. A défaut de pouvoir facilement unir (uniformiser) les populations du «Canada» (à cause des différences religieuses, linguistiques et culturelles), il s'agit de construire des points communs partagés par tous

est particulièrement utile à une interprétation de la Loi constitutionnelle de 1867 comme stratégie de pouvoir de l'intensification du contrôle du territoire et de la population. Bien entendu, le modèle de Foucault s'applique mieux, à première vue, à un État unitaire, comme la France, qui est historiquement bien établi. L'expérience canadienne d'un système fédéral vient tout simplement rendre cette stratégie de pouvoir plus complexe puisque deux ordres de gouvernement se partagent les compétences sur un même territoire et sur une même population. La Loi constitutionnelle de 1867 tente donc de délimiter les sphères d'influence pour chaque gouvernement. Dans un contexte fédéral de la répartition des compétences, le territoire et les populations humaines ne peuvent être que l'agrégat d'éléments[24] dont certains seront sous la compétence conjointe des deux ordres de gouvernement et le reste sous la compétence unique de l'un des ordres de gouvernement. Par conséquent, le contrôle du territoire et des populations au Canada s'opère par une dissection des composants de ce territoire et des populations, et par une tentative d'adjudication de la compétence sur ces composants. Dans ce contexte fédéral, «l'environnement», comme problématisation globale du milieu naturel, ne peut pas exister comme catégorie unique d'une compétence attribuée exclusivement à l'un ou à l'autre des ordres de gouvernement sans que le système politique devienne

---

et toutes, notamment le froid (météorologie) et l'abondante végétation (botanique).

[24] Bien entendu, le Canada fait partie de la mouvance générale de l'Occident. Une perspective «mécanique» (agrégat d'éléments) du monde aurait remplacé une perspective plus globale et organique. Voir entre autres: Fritjof Capra, The Turning Point, New York: Simon and Schuster, 1982. «Between 1500 and 1700 there was a dramatic shift in the way people pictured the world and in their whole way of thinking. The new mentality and the new perception of the cosmos gave our western civilization the features that are characteristic of the modern era. They became the basis of the paradigm that dominated our culture for the past three hundred years and is now about to change. Before 1500 the dominant world view in Europe, as well as in most other civilization, was organic [...]. The notion of an organic, living, and spiritual universe was replaced by that of the world as a machine, and the world-machine became the dominant metaphor of the modern era. This development was brought about by revolutionary changes in physics and astronomy, culminating in the achievements of Copernicus, Galileo, and Newton. The science of the seventeenth century was based on a new method of inquiry, advocated forcefully by Francis Bacon, which involved the mathematical description of nature and the analytic method of reasoning conceived by the genius of Descartes [...].
The Baconian spirit profoundly changed the nature and purpose of the scientific quest [...]. Since Bacon, the goal of science has been knowledge that can be used to dominate and control nature [...]»: 37-41. Cette perspective mécanique s'est également propagée dans le domaine du politique et plus précisément dans des textes fondateurs telle la Loi constitutionnelle de 1867.

unitaire. Le système fédéral apparaît alors comme un paradoxe, c'est-à-dire la construction d'une fragmentation institutionnalisée comme moyen d'affirmation de l'unicité imaginée d'un espace «canadien» et d'une population «canadienne» indivisible. La Loi constitutionnelle de 1867 ne fait qu'établir une liste des compétences pour chaque gouvernement en fragmentant l'unicité prétendue et désirée du territoire (et des populations) en éléments théoriquement nettement identifiables. Cette fragmentation constitutionnelle et artificielle entraîne de nombreux chevauchements et un imbroglio juridico-constitutionnel qui change avec le temps. Par conséquent, dès sa conception, le système fédéral canadien a joué un rôle important dans la structuration de la problématisation future de «l'environnement» perçu comme l'agrégat d'éléments naturels ou d'éléments résultants de leur «exploitation»[25] : «les pêcheries des côtes de la mer et de l'intérieur», «les terres réservées aux Indiens», «les bois et les forêts», «les ressources naturelles non renouvelables, ressources forestières et énergie électrique». Nous retrouvons cette même fragmentation constitutionnelle concernant l'ensemble des aspects quotidiens de la vie des populations: «la naturalisation et les aubains», «la quarantaine», «les Indiens», «le droit criminel», «l'établissement, le maintien et l'administration des pénitenciers», «l'établissement, l'entretien et l'administration des prisons publiques et des maisons de correction [...] des hôpitaux, asiles, institutions et hospices de charité [...]», «la célébration du mariage», «l'administration de la justice [...]», «l'imposition de sanctions [...]». Le lien entre ces différents éléments du territoire et les différents moyens de contrôles des populations s'opèrent par l'affirmation du droit de propriété privée et de l'intervention souveraine publique. Nous retrouvons le droit de propriété privée notamment dans l'article 92.11 («la propriété et les droits civils...»). Pour sa part, les différents ordres de gouvernement se donnent une série de pouvoirs pour garantir le droit de propriété privée («[...] toutes les matières d'une nature purement [...] privée [...]») et pour créer des conditions favorables à son maintien et à son développement grâce au recours à la réglementation[26]. De plus, les différents ordres de gouvernement s'attribuent

---

[25] L'atomisation des composantes du milieu naturel est également la cause et l'effet des sciences naturelles à cette époque. Pour une discussion de ce thème, voir la 1ère section du chapitre précédent.

[26] Entre autres: «la réglementation des échanges et du commerce», «l'assurance-chômage», «le prélèvement de deniers par tous modes ou systèmes de taxation», «l'emprunt de deniers sur le crédit public», «le recensement et la statistique», «la milice, le service militaire et le service naval, ainsi que

à eux-mêmes des droits de propriété directe sur une grande partie du territoire : «[...] les terres réservées aux Indiens», «[...] l'île du Sable», «côtes de la mer et de l'intérieur», «l'administration et la vente des terres publiques [...] des bois et forêts qui s'y trouvent», «prospection [...] exploitation, conservation et gestion des ressources naturelles non renouvelables et des ressources forestières [...]», et le territoire inclus dans l'Acte des Terres de Rupert de 1868 et abrogé en 1893.

B) Pouvoir, stratégie et environnement

Comme nous l'avons vu le fédéralisme canadien repose sur la possibilité d'une construction de l'unicité du territoire et de la population à travers une fragmentation et une répartition de compétences exclusives ou partagées entre deux ordres de gouvernement. Toute remise en question de cette fragmentation, en faveur d'une globalité (généralisation de la «pollution») ou d'un changement de catégorie (par exemple, les «ressources naturelles» devenant aussi un milieu écologique à protéger), menace l'équilibre fédéral canadien et se traduit inévitablement par une crise constitutionnelle. Tant que la répartition de compétences entre les deux ordres de gouvernement concerne les forêts, les côtes maritimes, les ressources naturelles, les terres, etc., il est relativement facile de maintenir un équilibre constitutionnel fédéral. Cependant, dès que l'on introduit des thèmes qui minent l'existence même de ces éléments distincts, comme par exemple la mondialisation ou tout au moins la régionalisation (écosystème) et l'exacerbation (inter-relation) des pollutions qui se transmettent d'un milieu naturel à un autre, d'un territoire à un autre et d'une juridiction à une autre, ceci entraine une rupture dans l'équilibre constitutionnel. La tendance vers cette globalisation réintroduit la tendance vers l'unicité désirée du territoire. Puisqu'il n'existe pas d'homogénéité évidente du territoire canadien et des populations, il semble néanmoins apparaître des problématisations unificatrices qui nécessitent des solutions sinon centralisées, tout du moins uniformisées. Les pollutions touchent l'ensemble de la population sur tout le territoire. Cette façon

---

la défense», «la navigation et les expéditions par eau», «les pêcheries», «le cours monétaire et le monnayage», «les banques, la constitution en corporation des banques et l'émission du papier-monnaie», «les caisses d'épargne», «les lettres de change et les billets à ordre», «les intérêts de l'argent», «les offres légales», «la faillite et l'insolvabilité», «les brevets d'invention et de découverte», «les droits d'auteur», «les licences de boutiques, de cabarets, d'auberges, d'encanteurs et autres licences ou permis en vue de prélever un revenu [...]», «la constitution en corporation de compagnies [...]».

de poser le problème soulève au moins deux questions. Premièrement, l'apparition de nouvelles problématiques comme «l'environnement», fait forcément partie d'une stratégie de pouvoir, qui, dans le système fédéral canadien, se traduit par une rivalité et une concurrence entre des ordres de compétences différents. En d'autres termes, les rapports de force («le champ de pouvoirs») dans le fédéralisme canadien forment un des éléments déterminants de la problématisation dite environnementale. Deuxièmement, et conséquemment, la problématisation environnementale n'est pas une catégorie existentielle (issue notamment d'un savoir scientifique prétendument objectif) qui s'imposerait de «l'extérieur» sur le domaine politique d'une façon «neutre». C'est pour cela qu'il est important aussi d'essayer d'évaluer les principales caractéristiques du fédéralisme canadien afin de comprendre la dynamique de l'émergence d'une gouvernementalité environnementale à partir du milieu des années 1960.

C) Fédéralisme, compétences et environnement[27]

La Loi constitutionnelle de 1867 est le résultat d'un rapport de force historique changeant incluant notamment (a) les traités internationaux des peuples autochtones avec les puissances coloniales européennes, (b) la présence d'une majorité numérique francophone et catholique parmi la population d'origine européenne lors du transfert formalisé par le Traité de Paris de 1763 après la défaite militaire de la puissance coloniale française en 1759, et (c) les luttes pour une autonomie accrue («responsabilité ministérielle») des gouvernements provinciaux à partir notamment de 1837-38, puis l'Acte de l'Amérique du nord Britannique de 1867.

---

[27] En plus des références mentionnées dans ce chapitre, il est également possible de consulter d'autres études sur ce sujet, notamment: Scott Fairley, «The Constitutional Conundrum of Jurisdiction Over the Environment», dans Canada's Environmental Law, Ottawa: Canadian Bar Association, 1990; Doelle Meinhard, «Federal/Provincial Power Struggles in Environmental Law: Marine Pollution and the Canadian Oceans», dans Journal of Environmental Law vol 2, n° 2 (1990): 195-207; Dale Gibson (dir.), Constitutional Aspects of Water Management, Winnipeg: University of Manitoba Press, 1968, vol 1 et 2; Conseil de la conservation et de l'environnement, Avis relatif au partage des responsabilités environnementales, Ottawa, 1990 et notamment l'annexe 2, «Partage des responsabilités environnementales entre les diverses juridictions»: 57-91, et l'annexe 3, «Partage juridique des responsabilités environnementales entre les diverses juridictions»: 95-104.

La Loi constitutionnelle de 1867 a créé un fédéralisme «quasi-unitaire»[28] dans lequel le gouvernement central possède constitutionnellement d'une série de pouvoirs vagues et étendus. Le gouvernement fédéral possède donc, (a) le pouvoir «de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada» (intro. 91.)[29], (b) le pouvoir résiduel (91.29)[30], (c) le pouvoir déclaratoire (92.10c)[31], (d) le pouvoir de dépenser (91.1A & 102)[32], et (e) la prépondérance des politiques fédérales en matière d'agriculture (et d'immigration) en cas d'incompatibilité avec celles des provinces (95). Le gouvernement fédéral possède donc toute une série de pouvoirs qui peuvent être employés d'une manière décisive dans la construction d'une gouvernementalité environnementale. L'énumération suivante des pouvoirs fédéraux est une synthèse des énumérations de plusieurs auteurs[33]. Le jugement relativement récent de la Cour suprême du Canada, dans l'arrêt Regina contre Crown Zellerbach Canada Ltd, et al.[34] a confirmé la possibilité théorique pour le gouvernement fédéral d'intervenir en matière de réglementation de la pollution des eaux salées en

---

[28] Donald Smiley, «The Canadian Constitutional Inheritance», dans The Federal Condition in Canada, Toronto: McGraw-Hill Ryerson, 1984: 37.

[29] «[...] de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada, relative à toutes les matières ne tombant dans les catégories de sujets exclusivement assignés aux législatures des provinces». (intro. 91)

[30] «Les catégories de sujets expressément exceptés dans l'énumération des catégories de sujets exclusivement assignés par la présente loi aux législatures des provinces» (91.29).

[31] «Les ouvrages qui, bien qu'entièrement situés dans la province, seront avant et après leur exécution déclarés, par le Parlement du Canada, être à l'avantage général du Canada, ou à l'avantage de deux ou plusieurs provinces» (92.10 c).

[32] «La dette et la propriété publiques» (91.1A.).

[33] Gérald-A. Beaudoin, op. cit.: 618-22; Alastair R. Lucas, «Natural Resources and Environmental Management: A Jurisdictional Primer», Donna Tingley, op. cit.: 31-43; Dale Gibson, «Constitutional Jurisdiction over Environmental Management in Canada», dans University of Toronto Law Journal, 23 (1973): 54-87; «The Constitutional Constraints», dans Canadian Environmental Law, vol 1; François Chevrette, «Fédéralisme et protection de l'environnement», dans Nicole Duplé (dir.), Le droit à la qualité de l'environnement: un droit en devenir - un droit à définir, op. cit.: 339-56; Grace Skogstad et Paul Kopas, «Environmental Policy in a Federal System - Ottawa and the Provinces», dans Robert Boardman (dir.), op. cit.: 43-59.

[34] Crown Zellerbach Ltd., R.C.S. 1988: 401.

ayant recours à la clause de «la paix, l'ordre et le bon gouvernement» et non plus seulement à la compétence fédérale exclusive dans le domaine des pêches[35]. Ceci a été de nouveau confirmé récemment par le jugement de la Cour Suprême du Canada dans la cause Friends of the Oldman River Society c. Canada, mais seulement pour des aspects spécifiques de l'environnement comme la pollution marine[36]. Il faut noter qu'il n'existe pas de compétence générale en matière d'environnement et que l'interprétation des pouvoirs constitutionnels du gouvernement fédéral en matière d'environnement est limitée à l'intérieur des compétences appartenant clairement au gouvernment fédéral[37]. Au Canada, la gouvernementalité environnementale a donc pris une forme bicéphale (gouvernement fédéral / gouvernements provinciaux). Nous pouvons avancer que l'institutionnalisation d'une gouvernementalité environnementale bicéphale passe donc par un rapport de force constitutionnel, politique et institutionnel existant.

Malgré le caractère bicéphale de la gouvernementalité environnementale, le gouvernement fédéral pourrait utiliser son pouvoir général dans une situation d'urgence, même en temps de paix, telle qu'une fuite radioactive d'une centrale nucléaire. Dans la même veine, Gérald-A. Beaudoin croit que la Loi sur la protection civile adoptée en 1988 pourrait être utilisée dans ces éventualités[38]. Les autres pouvoirs constitutionnels du gouvernement fédéral en matière d'environnement sont:

* 91.2. «la réglementation des échanges et du commerce»;

* 91.3. «le prélèvement de deniers par tous modes ou systèmes de taxation»;

* 91.9. «les amarques, les bouées, les phares et l'île du Sable»;

---

[35] Grace Skogstad et Paul Kopas, «Environmental Policy in a Federal System», art. cit.: 51-53.

[36] Le jugement confirme que le «décret fédéral sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement» fait partie des compétences fédérales énumérées dans l'article 91 de la Loi Constitutionnelle de 1867, et plus précisément du pouvoir découlant de «la paix, l'ordre et le bon gouvernement». Pour une analyse détaillée des conséquences politiques et constitutionnelles de ce jugement voir l'annexe A du Rapport du comité permanent de l'environnement de la Chambre des communes, L'environnement et la constitution, n° 30, mars 1992.

[37] Peter W. Hogg, Constitutional law of Canada, Carswell, Toronto, 1992: 330-33.

[38] Beaudoin, op. cit.: 619.

* 91.10. «la navigation et les expéditions par eau (shipping)»;

* 91.11 «la quarantaine, l'établissement et le maintien des hôpitaux de marine»;

* 91.12. «les pêcheries des côtes de la mer et de l'intérieur»;

* 91.13. «les passages d'eau (ferries) entre une province et tout pays britannique ou étranger, ou entre deux provinces»;

* 91.24. «les Indiens et les terres réservées aux Indiens»;

* 91.27. «le droit criminel [...] y compris la procédure en matière criminelle»;

* 92.10 a). «lignes de bateaux à vapeur ou autres navires, chemins de fer, canaux, télégraphes et autres ouvrages et entreprises reliant la province à une autre ou à d'autres provinces, ou s'étendant au-delà des limites de la province».

Basé sur l'article 132, le gouvernement fédéral est également responsable de l'application des traités internationaux hérités de l'époque de l'Empire britanique, comme, par exemple, le traité international (Canada-USA) de 1916 sur les oiseaux migrateurs.

Malgré les compétences très larges du gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux peuvent invoquer certaines compétences afin de pouvoir agir en matière «d'environnement»; il s'agit de:

* 92.2. «la taxation directe dans les limites de la province, en vue de prélever un revenu pour des objets provinciaux»;

* 92.5. «l'administration et la vente des terres publiques appartenant à la province, et des bois et forêts qui s'y trouvent»;

* 92.8. «les institutions municipales dans la province»;

* 92.9. «Les licences [...] ou permis en vue de prélever un revenu pour des objets provinciaux, locaux ou municipaux»;

* 92.10. «les ouvrages et entreprises d'une nature locale [...]»;

* 92.13. «la propriété et les droit civils dans la province»;

* 92.15. «l'imposition de sanctions, par voie d'amende, de pénalité ou d'emprisonnement, en vue de faire exécuter toute loi de la province sur des matières rentrant dans une quelconque des catégories de sujets énumérés [...]»;

* 92.16. «généralement, toutes les matières d'une nature purement locale ou privée dans la province»;

* 92A. «(1) la législature de chaque province a compétence exclusive pour légiférer dans les domaines suivants:

a) prospection des ressources naturelles non renouvelables de la province;

b) exploitation, conservation et gestion des ressources naturelles non renouvelables et des ressources forestières de la province, y compris leur rythme de production primaire;

c) aménagement, conservation et gestion des emplacements et des installations de la province destinés à la production d'énergie électrique [...]

(4) La législature de chaque province a compétence pour prélever des sommes d'argent par tout mode ou système de taxation :

a) des ressources naturelles non renouvelables et des ressources forestières de la province, ainsi que de la production primaire qui en est tirée;

b) des emplacements et des installations de la province destinés à la production d'énergie électrique, ainsi que de cette production même [...]»;

* 109. «Les terres, mines, minéraux [...] appartenant aux différentes provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick lors de l'Union, et toutes les sommes d'argent alors dues ou payables pour ces terres, mines, minéraux [...], appartiendront aux différentes provinces de l'Ontario, du Québec, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, dans lesquelles ils sont sis et situés, ou exigibles [...]».

En résumé, nous pouvons dire que les compétences des provinces sont toujours restreintes au domaine «local». Ceci a été confirmé par un arrêt controversé de la Cour suprême du Canada en 1976[39]. La compétence provinciale en matière de pollution a été déclarée invalide parce que les effets de ces pollutions débordent du cadre exclusivement local, c'est-à-dire provincial. Comme dans l'arrêt du commerce interprovincial, le gouvernement fédéral a un pouvoir exclusif pour réglementer les pollutions interprovinciales. Par conséquent, toute tentative de redéfinir la problématique environnementale comme étant un problème global et interprovincial favorise, dans le contexte constitutionnel canadien, le gouvernement fédéral.

Dans le reste de ce chapitre ainsi que dans le chapitre suivant, nous passerons en revue les éléments qui semblent à première vue confirmer une stratégie «royale» du pouvoir en matière d'environnement au Canada. Ces éléments sont: (1) la mise sur pied d'une bureaucratie

[39] Interprovincial Co-operatives Ltd. contre R., R.C.S., 1976: 477.

environnementale, (2) une série de législations, de décrets et de commandements, (3) un système de punitions, et (4) l'adoption de procédures, principalement bureaucratiques, pour des études d'impact environnemental.

II) Bureaucraties environnementales: 1966-1990

Comme nous l'a suggéré Foucault, une analytique «royale» du pouvoir présuppose l'existence d'une organisation-instrument qui exécuterait et imposerait unilatéralement et absolument des volontés et des commandements politiques. La création de ministères de l'environnement peut donc être perçue, dans le contexte de cette stratégie «royale» de pouvoir, comme une bureaucratie-instrument nécessaire pour imposer une volonté et des commandements environnementaux et, plus précisément, le contrôle des pollutions. Un des éléments du concept de la «gouvernementalité», tel qu'avancé par Foucault, comprend une problématisation du pouvoir centrée autour de «l'État», c'est-à-dire une centralisation du pouvoir.

Dans le contexte fédéral canadien, la «centralisation» gouvernementale étatique bicéphale prend la forme d'une pluralité des lieux dans lesquels elle s'opère. Nous venons de voir que le gouvernement fédéral semble avoir execercer une prépondérance constitutionnelle croissante dans le domaine de «l'environnement», et ceci à cause, notamment, de l'élargissement et la globalisation de la définition de l'environnement, ainsi que de la nature «quasi-unitaire» du fédéralisme canadien. Cependant, un mouvement similaire de centralisation s'est également produit au niveau des gouvernements provinciaux. Par conséquent, nous ne pourrons pas limiter notre étude uniquement au gouvernement fédéral. Une gouvernementalité environnementale dépend aussi, dans un système fédéral (aussi quasi-unitaire soit-il) des discours et des pratiques des divers gouvernements. Bien entendu, l'évolution de la gouvernementalité environnementale ne se produit pas dans un vide, mais bien dans le contexte, entre autres, d'un jeu constitutionnel du fédéralisme canadien toujours en changement. La gouvernementalité environnementale est également le produit d'un certain rapport de force, premièrement entre les différentes bureaucraties (ministères de l'environnement, ministères responsables des ressources naturelles ou des transports, les instances judiciaires, etc...) et à l'intérieur même de chacune de ces bureaucraties, et deuxièmement, entre les différentes bureaucraties et les autres intervenants «extérieurs» (comme le public, les citoyens, les élus, les groupes de pression, les entreprises, le contexte international, etc...).

Il s'agit bien au Canada de bureaucraties environnementales, au pluriel, puisque chaque gouvernement, territorialement défini, revendique une compétence en matière d'environnement. Même avant la création de ministères de l'environnement, d'autres ministères géraient et encadraient la problématique environnementale sous le titre principal des «ressources naturelles». Certains ministères conserveront cette responsabilité en coordination avec le nouveau Ministère de l'environnement. De plus, d'autres agences bureaucratiques environnementales, plus ou moins indépendantes des ministères de l'environnement seront également, et parfois subséquemment, mises sur pied. Nous étudierons donc Environnement Canada, et les bureaucraties environnementales provinciales comme des instruments centraux d'une stratégie «royale» de pouvoir. Troisièmement, nous aborderons la multiplication récente des bureaucraties environnementales secondaires, c'est-à-dire en marge du mouvement général vers une centralisation, comme un indice révélateur des limitations à la fois de l'analytique et de la stratégie «royale» du pouvoir.

A) Environnement Canada

Rappelons tout d'abord qu'il ne s'agit pas d'une histoire de l'institutionnalisation de «l'environnementalisme» comme idée ascendante et inéluctable, mais au contraire de la façon dont les rapports de pouvoir, notamment à l'intérieur des différentes composantes bureaucratiques, ont construit (à travers leurs oppositions ou leurs changements) la nouvelle gouvernementalité environnementale au début des années 1990.

Déjà avant la création proprement dite d'un ministère de l'Environnement, il existait des structures institutionnelles qui abordaient la problématique de «l'environnement» sous l'angle des ressources naturelles. Par exemple, le Conseil canadien des ministres des ressources naturelles (Canadian Council of Resource Ministers) fut établi en 1961 et regroupait les ministres fédéraux et provinciaux. L'objectif de ce Conseil était alors uniquement la gestion des ressources naturelles comme moyen de croissance économique. Ce n'est qu'après la création du ministère de l'environnement par le gouvernement fédéral que le CCMR devient, en 1971, le Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement. Cette tentative de mariage entre les approches «ressource» et «environnement» échoua et résulta, au milieu des années 1970, en la refonte du CCMRE en un forum d'échanges plutôt qu'un conseil. Après le retrait des ministres des ressources naturelles en 1989, le Conseil devint uniquement celui des ministres de l'environnement.

Nous pouvons tout de suite remarquer qu'il y a eu effectivement, au niveau organisationnel, un glissement d'une problématisation exclusive, fragmentaire (forêts, rivières, côtes maritimes, etc...) et instrumentale (papier, bois d'oeuvre, mines, minerai, hydro-électricité, pêches, etc...) vers une problématisation plus globale. Il ne s'agit plus exclusivement des «ressources naturelles» mais de «l'environnement» pris dans sa totalité, et de contrôle des pollutions non plus d'une manière ponctuelle et spécifique, mais au contraire basée sur une interdépendance constante des éléments composant l'environnement. Cette tendance sera plus évidente dans les textes législatifs et les pratiques environnementales bureaucratiques que nous étudierons plus loin.

C'est en 1966 que le Cabinet fédéral prenait la décision de mettre sur pied un nouveau ministère responsable en matière d'environnement. La mise sur pied formelle du ministère fédéral de l'Environnement en 1971 s'opéra de trois manières: (i) par le transfert des services anti-pollution existants dans d'autres ministères, notamment ceux des ressources naturelles, (ii) par la création d'un nouveau Service de la protection de l'environnement et, (iii) par une série de législations et un mandat de développer des réglementations anti-pollution[40]. Une grande partie de la responsabilité pour la protection de l'environnement demeura cependant sous la compétence des ministères sectoriaux[41]. Il s'agit notamment du ministère de l'Agriculture pour la recherche en matière de pesticides et de qualité des sols agricoles, des Affaires extérieures pour la représentation canadienne

---

[40] Paul Brown, «Organizational Design as Policy Instrument», dans Robert Boardman (dir.), op. cit.: 25. Voir aussi: Environnement Canada, Its Organization and Objectives, op. cit.; O. P. Dwivedi, «The Canadian Government Response to Environmental Concern», dans O. P. Dwivedi (dir.), op. cit.: 173-77.

[41] Paul Brown, ibid.: 28 et Alain F. Desfossés, Improved Program Delivery - Environmental Quality Strategic Review: A Follow-on Report of the Task Force on Program Review, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986: 4 et 29.
Cette tendance à l'hétérogénéité bureaucratique environnementale n'est pas unique au Canada. Par exemple, aux États-Unis, le ministère de l'Intérieur (Department of the Interior), créé en 1849, a la responsabilité pour «the National Park Service, the U.S. Fish and Wildlife Service, the Bureau of Land Management, the Minerals Management Service, the Office of Surface Mining, the U.S. Geological Survey, the Bureau of Reclamation, and the Bureau of Mines». L'Agence pour la protection environnementale (Environmental Protection Agency), créée en 1970, doit donc faire face à une autre bureaucratie bien établie qui possède d'énormes pouvoirs en matière d'environnement. Pour plus de détails voir entre autres: Zachary A. Smith, The Environmental Policy Paradox, New Jersey: Prentice Hall, 1992: 36-69.

à la Commission internationale conjointe (International Joint Commission) pour la gestion des Grands Lacs, de Bien-être et Santé Canada pour les effets des pollutions sur les humains, le ministère des Transports pour les pollutions provenant des bateaux, des avions et des véhicules automobiles. L'intention officielle et déclarée résultant en la création d'un ministère de l'Environnement était déjà à l'époque d'intégrer une dimension environnementale dans toutes les décisions gouvernementales. A cette période, la gouvernementalité environnementale était presque exclusivement limitée à une étatisation dont l'action principale se limitait à interdire la pollution. Cette étatisation se traduit par la création d'un appareil bureaucratique central responsable de l'articulation et de la mise en place de la stratégie étatique de la gouvernementalité environnementale. A l'époque, le ministère de l'Environnement était perçu comme un super-ministère chargé de l'ensemble du dossier de l'environnement au sein du gouvernement fédéral[42]. Ceci est confirmé par le fait que le paragraphe (a) de l'article 6 la loi qui créait le ministère de l'Environnement lui donnait précisément ce rôle.

> «Le ministre de l'Environnement [...] doit
> (a) amorcer, recommander et entreprendre des programmes qui sont conçus pour favoriser l'établissement ou l'adoption d'objectifs ou de normes relatifs à la qualité de l'environnement ou à la lutte contre la pollution, et coordonner les programmes du gouvernement du Canada dans ce domaine [...]»[43] (nous soulignons).

L'existence d'un «Comité interministériel de l'environnement» aurait pu faire croire à l'existence d'un «super-ministère»[44]. Or, ce n'est pas le cas. En effet, d'après Desfossés, l'intégration partielle des services environnementaux n'a pas permis à Environnement Canada de jouer le rôle d'un «super-

---

[42] Desfossés, ibid.

[43] Loi de 1970 sur l'organisation du gouvernement, S.R.C., 1970 (2e supplément).

[44] Il est important de se rappeler que les années 1970 représentaient, sous le premier ministre Trudeau, l'apogée de l'approche dite de gestion «rationnelle». Cette gestion «rationnelle» incluait la création ou le renforcement des organismes centraux comme moyen de contrôle accru des élus sur la bureaucratie, et d'une plus grande coordination des politiques gouvernementales grâce à des super-ministères comme celui du Développement régional. Voir entre autres: Peter Aucoin, «Organizational Change in the Machinery of Canadian Government: From Rational Management to Brokerage Politics», dans la Revue canadienne de science politique vol 19, n° 1 (mars 1986): 3-27; Richard D. French, «The Privy Council Office: Support for Cabinet Decision Making», dans Richard Schultz et Terry Kruhlak (dir.), The Canadian Political Process - A Reader, Toronto: Holt Rinchart and Winston of Canada, 1973: 363-94.

ministère». De plus, le «nouveau»[45] ministère de l'Environnement ne faisait pas le poids face à des ministères plus importants et mieux établis. Cette position de faiblesse relative du ministère de l'Environnement était due (1) à sa création récente, (2) à une allocation budgétaire modeste, (3) aux intérêts purement bureaucratico-organisationnels des autres ministères ayant également un mandat sectoriel en matière de protection de l'environnement, (4) au manque de volonté politique ferme de la part de l'exécutif, combiné à un manque de compétence constitutionnelle du gouvernement fédéral dans le dossier global de l'environnement avec cependant, certaines compétences exclusives comme celles des côtes maritimes. Pour toutes ces raisons, Environnement Canada ne peut pas prétendre être la seule bureaucratie fédérale à construire une gouvernementalité environnementale. Il ne faudrait pas sous-estimer cependant l'impact de la mise sur pied d'Environnement Canada. Par exemple, la multiplicité des législations environnementales adoptées au cours de la première moitié des années 1970 reflète la crainte, de la part d'autres ministères, d'un empiétement possible et futur d'Environnement Canada. En faisant adopter des législations en matière de contrôle de la pollution dans leurs domaines respectifs, les ministères institutionnalisaient leurs pratiques anti-pollutions tout en défendant fermement leurs frontières administratives. James Parlour a très bien démontré cela[46] dans le cas des législations concernant la pollution des eaux, les stratégies bureaucratiques divergentes du ministère des Pêcheries et Foresteries (MPF) et du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources (MEMR) entre 1966 et 1970. Le MPF voulait uniquement apporter des amendements à la Loi sur les pêches afin de préserver sa compétence et son approche basée sur la réglementation[47] alors que le MEMR et le ministère de la Santé nationale et du Bien-être souhaitaient, au contraire, une approche générale en matière de pollution des eaux (comme dans le projet de «Loi sur les eaux canadiennes»). D'autres ministères avaient également un intérêt dans

---

[45] L'emploi des guillemets souligne le fait que si l'institution est nouvelle, le personnel et la plupart des services proviennent de ministères existant.

[46] James W. Parlour, «The Politics of Water Pollution Control: A Case Study of the Canadian Fisheries Act Amendments and the Pulp and Paper Effluent Regulations, 1970», art. cit.: 127-49.

[47] Brian R. Woodrow, The Development and Implementation of Federal Pollution Control Policy and Programs in Canada 1966-1974, op. cit.: 262ff. D'après Woodrow, la loi sur les eaux du Canada correspondrait à une approche gestionnaire («management») alors que celle sur les pêches serait de type réglementaire («regulatory»).

ce dossier, notamment le ministère des Affaires indiennes et du Développement du Nord qui avait son propre projet de loi sur les eaux du Nord. Le ministère de la Justice, responsable de la rédaction des textes des lois, s'inquiétait des conflits et des chevauchements possibles des différentes législations et des amendements proposés. C'est le Cabinet qui dut résoudre ce conflit en limitant la «Loi sur les pêcheries» aux principales zones géographiques et en adoptant simultanément les amendements proposés et le projet de «Loi sur les eaux canadiennes»[48]. C'est ce conflit qui poussa à la création du ministère de l'Environnement comme instrument de coordination des politiques fédérales en matière du contrôle des pollutions et comme moyen de résolution des conflits d'intérêt sur les compétences bureaucratiques des différents ministères. Cependant, loin d'être un ministère tout puissant et absolu dans le domaine environnemental, Environnement Canada était en position de faiblesse relative vis-à-vis des autres ministères et de la bureaucratie fédérale en général. En fait, il s'agissait plutôt du contrôle du ministère de l'Environnement par les autres ministères. Ceci semble être confirmé par plusieurs éléments. A partir de 1977, les autres ministères obtiennent un droit de participation accru dans la procédure des évaluations environnementales[49]. Deuxièmement, de 1977 à 1979, Environnement Canada devient un ministère d'État sous la tutelle du ministère des Pêches et Océans qui se traduit par le transfert des responsabilités en matière des pêches d'Environnement Canada au ministère des Pêches et des Océans[50]. L'explication pour ce transfert était de mettre fin à une situation de conflits d'intérêt à l'intérieur d'Environnement Canada entre la défense de l'environnement et l'exploitation économique des eaux. Ceci est une logique étrange car,

---

[48] James Parlour, art. cit.: 128-133. Les amendements de la Loi sur les pêcheries furent sanctionnés par le gouverneur général le 16 juin 1970.

[49] Canadian Environmental Advisory Council, Preparing for the 1990s: Environmental Assessment, an Integral Part of Decision Making, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1988.

[50] Pour un récit historique d'Environnement Canada, voir entre autres: Doug Macdonald, The Politics of Pollution - Why Canadians Are Failing Their Environment, Toronto: McClelland et Stewart Inc., 1991: 139-42. Il faut également remarquer qu'en 1978-1979, Environnement Canada a hérité de la gestion de Parcs Canada qui était auparavant sous la responsabilité du Ministère des Affaires indiennes et du Développement du nord. Voir aussi: Paul Brown, «Organizational Design as Policy Instrument - Environment Canada in the Canadian Bureaucracy», dans Robert Boardman (dir.), op. cit.: 26-31.

après tout, n'exite-t-il pas une aussi forte possibilité de conflit à l'intérieur du ministère des Pêches et des Océans entre les intérêts économiques et environnementaux? La préface au Règlement sur la protection de la santé des poissons, publié par Pêches et Océans Canada, est d'ailleurs très révélatrice de ces conflits d'intérêt et tente de justifier des mesures pour la protection de la santé des poissons par une argumentation totalement instrumentalo-économique.

> «L'avenir de la pisciculture, de la pêche sportive et de la pêche commerciale repose, au Canada, sur la santé des stocks de poissons. Le transport à l'étranger et entre les provinces des espèces d'élevage connaît une expansion rapide, ce qui favorise la propagation de maladies infectueuses graves, par exemple celle du tournis en Amérique du Nord. Des programmes efficaces de prévention et de surveillance se révèlent donc nécessaires afin d'empêcher la dissémination des agents pathogènes des poissons et ainsi atténuer l'important obstacle qu'elle oppose à la mise en valeur de ces types de pêches».[51]

Cependant, il existe aussi d'autres explications pour le transfert en faveur du ministère des Pêches et des Océans. Susan McCorquodale donne deux raisons principales, la première étant de nature stratégique alors que la deuxième est purement bureaucratique: (1) 1977 est l'année de l'extension de la zone territoriale maritime canadienne à 200 miles qui nécessite de la part du Canada une organisation bureaucratique dévouée à faire appliquer cette souveraineté maritime plus étendue, (2) le Service des pêcheries d'Environnement Canada avait une «autonomie organisationnelle historique» acquise avant 1971 lorsqu'il était sous la responsabilité du ministère des Pêcheries[52]. A partir de la deuxième moitié des années 1970, l'influence politique d'Environnement Canada semble diminuer pour au moins deux raisons. Premièrement, la crise du pétrole de 1973 et la fin du cycle des taux de croissance économique élevés entraînent une augmentation du chômage. Les considérations purement économiques semblent alors être une des priorités jugées les plus importantes par la

---

[51] Ministère des Pêches et des Océans, Règlement sur la protection de la santé des poissons - Guide de procédures, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1984: 1. Au-delà des intentions instrumentalo-économiques, nous pouvons remarquer que, dans ce cas précis, le souci premier est la «santé» du poisson, thème qui fait écho à celui du souci pour la santé de la population humaine. Serait-ce là un des indices de l'extension du souci pour le vivant qui s'étendrait désormais aux espèces animales et à l'environnement en général, c'est-à-dire une biopolitique devenue écopolitique?

[52] Susan McCorquodale, «Fisheries and Oceans: 1977-1987», dans Katherine A. Graham (dir.), How Ottawa Spends 1988-1989 - The Conservatives Heading into the Stretch, Ottawa: Carleton University Press, 1988: 139-63.

population, et ceci au détriment de l'environnement. Il semblerait donc que l'environnement ne soit qu'une «mode» régie par le fonctionnement d'un cycle «problème - opinion publique - réponse gouvernementale - problème»[53]. Le «déclin» de l'environnement dans les sujets de préoccupation au sein de la population, après la création du ministère, a eu pour résultat l'affaiblissement d'Environnement Canada. Deuxièmement, l'élection du Parti Québécois en 1976, suivi par le «rapatriement» de la Constitution et de l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés en 1982, inaugurent une période de recrudescence de tensions dans les relations fédérales-provinciales. Comme l'environnement n'est pas une compétence allouée exclusivement à l'un des gouvernements, le gouvernement fédéral préféra opter pour une approche plus diplomatique dans ce domaine. Il s'agissait de la négociation d'ententes de transferts administratifs du gouvernement fédéral vers les provinces ce qui devraient permettre à ces dernières d'articuler et de mettre en pratique elles-mêmes une gouvernementalité environnementale[54]. Du point de vue du gouvernement fédéral, ces transferts administratifs faisaient également partie d'une stratégie de pouvoir qui consistait en une normalisation participative (et non pas directement imposée) des provinces dans la construction d'une gouvernementalité environnementale pan-canadienne. Du point de vue des ou de certaines provinces, les transferts administratifs ouvraient néanmoins une possibilité de modifier et d'intervenir positivement dans la construction d'une telle gouvernementalité environnementale. Il est d'ailleurs révélateur que l'exemple précédent (celui des transferts administratifs), révélateur d'une stratégie normalisatrice de pouvoir, soit parfois également caractérisée comme étant une «coopération fédérale-provinciale»[55] qui ferait partie plus généralement du «fédéralisme de coopération»[56] ou

---

[53] Anthony Downs, «Up and Down with Ecology - The "Issue-Attention Cycle"», dans The Public Interest 28 (1972): 38-50.

[54] Lorne Giroux, «Delegation of Administration», art. cit.: 84-92.

[55] Dale Gibson, «Constitutional Jurisdiction over Environmental Management in Canada», art. cit.: 55-56. Pour Gibson, cette coopération administrative entre les gouvernements provinciaux et fédéral a permis «[...] to ignore many of the constitutional obstacles to the creation of a sound environmental management program»: 56; Julyan Peid, «The Harmonization of Federal-Provincial Policies and Norms, and Intergovernmental Cooperation», dans Nicole Duplé (dir.), op. cit.: 359-67.

[56] Voir entre autres: Albert Breton, «Competition and Cooperation in the Canadian Federal System», dans R. D. Olling et M. W. Westmacott (dir.), Perspectives on Canadian Federalism,

de la «diplomatie fédérale-provinciale»[57], qui glisserait alors (cause et effet) vers un «fédéralisme de concertation des exécutifs» des gouvernements[58].

Un des résultats des accords de transferts administratifs du gouvernement fédéral vers les provinces fut, durant la période 1977-82, un accroissement des procédures légales des provinces et un déclin de celles du gouvernement fédéral[59]. En résumé, on peut dire qu'on assiste à partir du milieu des années 1970 à un déclin relatif de l'importance et du poids d'Environnement Canada, qui néanmoins n'a pas eu pour résultat l'abolition du ministère. «No government dared politically to eliminate "environment" from the federal department nomenclature, but neither did any feel obliged to give it other than perfunctory attention»[60]. Ce n'est que depuis le milieu des années 1980 qu'Environnement Canada augmente de nouveau son influence au sein de la bureaucratie fédérale. Bruce Doern situe ce virage en 1986 au début du mandat de Tom McMillan, le nouveau ministre d'Environnement Canada qui remplaça Suzanne Blais-Grenier[61]. Les réformes organisationnelles les plus importantes sont la création, en janvier 1989, d'un comité sur l'environnement au sein même du cabinet[62], ainsi que la nouvelle présence permanente du ministre de l'Environnement sur les plus importants comités de coordination du Cabinet, c'est-à-dire (a) le comité des priorités et de la planification et (b) le comité des opérations[63]. L'adoption de la «Loi canadienne sur la protection

---

Scarborough: Prentice Hall, 1988: 285-88.

[57] Voir entre autres: James Mallory, The Structure of Canadian Government, op. cit: 445-48.

[58] Ibid.; voir aussi, Donald Smiley, «The Canadian Constitutional Inheritance», dans Donald Smiley, The Federal Condition in Canada, op. cit.: 59-61.

[59] Lorne Giroux, «Delegation of Administration», art. cit.: 85.

[60] Paul Brown, «Organizational Design as Policy Instrument», art. cit.: 27.

[61] Bruce Doern, «Johnny-Green-Latelies - The Mulroney Environmental Record», dans Frances Abele (dir.), How Ottawa Spends - The Politics of Competitiveness 1992-1993, Ottawa: Carleton University Press, 1992: 353-76.

[62] Ce comité sur l'environnement est l'un des quatre nouveaux comités qui remplacent les deux comités sectoriels, celui du Développement social et celui du Développement régional.

[63] Bureau du Premier Ministre, «New Cabinet: Press Highlights», 30 janvier 1989: 1, cité par Brown, ibid.: 37 et 279.

de l'environnement»[64] en 1988 et la parution du Plan vert en décembre 1990 illustrent en partie le nouveau rôle accru de la bureaucratie environnementale au sein du gouvernement fédéral. Cette ascendance de la bureaucratie environnementale serait maintenant si forte que Paul Brown conclut que le nouveau comité du Cabinet sur l'environnement est dans une meilleur position que ne l'avait été auparavant le ministère d'État pour le développement social et le ministère d'État pour le développement économique et régional[65]. Il est encore, selon nous, un peu prématuré pour porter un tel jugement.

Un autre moyen d'évaluer l'importance de la bureaucratie environnementale est d'étudier ses budgets. Au niveau budgétaire, Environnement Canada recevait en 1985-86, 520 millions de dollars, ce qui représentait environ 0,46% du budget total du gouvernement fédéral[66]. Si on exclut de ce total le budget alloué pour les parcs nationaux, le budget «net» d'Environnement Canada est alors de 231 millions de dollars soit 0,21% du budget total. Bien entendu, ceci est loin de représenter les seules dépenses publiques en matière d'environnement. Comme nous le savons, la structure fédérale du Canada laisse aux provinces (et aux municipalités sous la responsabilité des provinces[67]) une partie non négligeable des dépenses publiques dans ce domaine. A titre indicatif, rappelons les chiffres cités par George Hoberg qui indiquent que les budgets combinés des ministères de l'environnement des quatre plus importantes provinces canadiennes représentaient 699 millions de dollars (1985-86), soit 0.89% des budgets totaux de ces provinces. Malgré les difficultés de comparer les années fiscales à cause des changements dans l'organisation interne du

---

[64] S. C., 1988, chap. 22.

[65] Paul Brown, ibid.: 41.

[66] George Hoberg, «Comparing Canadian Performance in Environmental Policy», dans Boardman, op. cit.: 249. Ces chiffres ne comprennent pas le budget des Services météorologiques d'Environnement Canada.

[67] Voir entre autres: Luc Gratton, «Certains pouvoirs des municipalités en matière d'environnement et de développement», dans Service de la formation permanente du Barreau du Québec, Développements récents en droit municipal (1991), op. cit.: 49-80 et Jocelyn Vallière, «Les municipalités et la protection de la qualité de l'environnement», dans Service de la formation permanente du Barreau du Québec, Développements récents en droit de l'environnement (1991), op. cit.: 223-43.

gouvernement du Canada, nous pouvons constater une certaine stabilité au niveau des programmes de dépenses. D'après Douglas Smith, le budget d'Environnement Canada a oscillé entre 0,84% et 1,22% du total des programmes de dépenses du gouvernement fédéral entre 1970 et 1988[68]. Cependant, le budget d'Environnement Canada ne représente pas toutes les dépenses du gouvernement fédéral en matière d'environnement. Par exemple, en 1981-1982, les dépenses totales par le gouvernement fédéral dans le domaine de l'environnement étaient de 1 510 millions de dollars alors que le budget total d'Environnement Canada ne représentait que 526 millions de dollars. Les dépenses des autres ministères dans le domaine de l'environnement et les transferts vers les provinces expliquent le fait qu'un peu plus d'un tiers (34,8%) des dépenses fédérales en matière d'environnement sont sous le contrôle budgétaire direct d'Environnement Canada. De plus, une proportion importante du budget d'Environnement Canada est affectée à des services qui n'ont aucun rapport direct avec la protection de l'environnement, tel que le Service de l'environnement atmosphérique et dans une moindre mesure, Parcs Canada. En 1989-1990, le budget de ces deux services était de 247 et 362 millions de dollars respectivement, ce qui totaliserait presque 70% du budget total d'Environnement Canada[69]. Un autre moyen d'évaluer l'importance relative d'Environnement Canada est d'étudier les variations du nombre d'employés ou plus exactement le nombre d'années-personnes qui y travaille. Depuis 1982-1983 on enregistre une diminution du nombre total de 11 771 années-personnes à 9 964 en 1989-1990, soit une baisse de 15%. Il s'agit là d'une tendance générale dans la fonction publique fédérale. Cependant, la proportion d'années-personnes employées par Environnement Canada par rapport à l'ensemble des années-personnes employées dans la fonction publique fédérale est passée de 5% en 1982-1983 à 4,4% en 1989-1990,

---

[68] Douglas A. Smith, «Defending the Agenda for Environmental Protection», dans Katherine A. Graham (dir.), op. cit: 117. Les différences entre les pourcentages de Douglas Smith et ceux de George Hoberg s'expliquent facilement. George Hoberg prend pour référence le budget total du gouvernement fédéral qui inclut, entre autres, les intérêts sur la dette publique, alors que Douglas Smith prend le total des dépenses de programmes, qui reflète mieux le niveau réel des activités gouvernementales de l'année fiscale en cours.

[69] Ministère de l'Environnement, «Comparaison du budget principal pour 1989-1990 et du budget principal pour 1988-1989 - Programmes ventilés par éléments de planification», dans le fascicule no 2 du Comité permanent de l'Environnement de la Chambre des communes, le 16 mai 1989, page 2A: 11.

soit une diminution plus prononcée[70]. Les deux services d'Environnement Canada qui n'ont pas un rapport direct avec la protection de l'environnement, tels que le Service de l'environnement atmosphérique et Parcs Canada, emploient respectivement 2409 et 4686 années-personnes, soit 71% de l'ensemble d'Environnement Canada. Ceci signifie que si l'on soustrait le nombre d'années-personnes des deux services ci-dessus mentionnés, le nombre «net» d'années-personnes à Environnement Canada représentait, en 1989-1990, moins de 1,3% du nombre total d'années-personnes au service de la bureaucratie fédérale.

B) Les bureaucraties environnementales provinciales

Dans le contexte du fédéralisme canadien et de la confusion constitutionnelle en matière d'environnement, la gouvernementalité environnementale est aussi le résultat de l'intervention de chacune des provinces canadiennes. Le déclin d'Environnement Canada à partir de 1977 et les délégations administratives en matière d'environnement en faveur des provinces forcent donc ces dernières, sinon à mettre sur pied une nouvelle bureaucratie environnementale, tout au moins à renforcer celle qui existe.

Au niveau des provinces, la bureaucratisation environnementale a pris, au départ, plusieurs formes. Dans certains cas, comme en Colombie-Britannique, au Manitoba, au Québec et au Nouveau-Brunswick, ce sont des ministères existants responsables de la gestion de ressources naturelles qui sont devenus responsables de l'environnement. Dans d'autres cas, comme en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve et à l'île-du-Prince-Édouard, ce sont des organisations plus indépendantes du gouvernement qui ont la responsabilité du dossier de l'environnement[71]. Dans les autres provinces, la bureaucratie environnementale prend la même forme que celle épousée par Environnement Canada, c'est-à-dire celle d'un ministère de l'Environnement. Cette institutionnalisation dans les provinces reproduit, dans la majorité des cas, le modèle du niveau fédéral, c'est-à-dire une bureaucratie centrale environnementale. Le cas du Québec est intéressant parce qu'il ne diffère que

---

[70] Douglas A. Smith, op. cit.: 118.

[71] Norman Pearson, «Environmental Policy Planning in Canada», dans O. P. Dwivedi (dir.), op. cit.: 165. Nouvelle-Écosse: Water Resources Commission; Terre-Neuve: Clean Air, Water and Soil Authority; l'Ile-du-Prince-Édouard: Environmental Control Commission.

légèrement de l'expérience des autres provinces. Ce n'est qu'en 1979 qu'est créé un ministère de l'Environnement («Loi du ministère de l'environnement», LQ 1979) alors que le Québec avait déjà adopté en 1972 la «Loi sur la qualité de l'environnement». Entre 1972 et 1979, l'application de cette loi fut du ressort de ministères existant notamment le ministère des Affaires municipales auquel fut ajouté «la santé environnementale et la pollution atmosphérique».

Comme pour Environnement Canada, les budgets des différents ministères provinciaux de l'environnement demeuraient, à la fin des années 1980, relativement modestes malgré un taux de croissance des budgets, soit +5,6% entre 1985-1989, ce qui est trois fois supérieur à l'augmentation moyenne des dépenses totales des gouvernements provinciaux[72]. Par exemple, en 1990-1991, le budget initial du ministère de l'Environnement du Québec (le MÉQ) était de 471 millions de dollars, ce qui semblerait relativement considérable par rapport au budget d'Environnement Canada (environ 870 millions de dollars). Cependant, comme 328 millions de dollars sont alloués au service de la dette du programme d'assainissement des eaux et environ 11 millions de dollars à sa gestion, cela signifie que plus de 70% du total du budget du MÉQ est affecté à ce seul programme. Si nous excluons le «champ d'action» numéro 10 («Épuration des eaux usées domestiques») dans lequel est inclus le service de la dette du programme d'assainissement des eaux, le budget «net» du ministère est alors de 132 millions de dollars. Pour la même année, l'«effectif permanent» total du ministère était de 1 385, réparti dans 18 «champs d'action». Cette répartition est d'ailleurs très inégalitaire puisque 11 des 18 «champs d'action» ont moins de 35 employés[73]. Ceci signifie que moins de 20% de l'effectif du ministère oeuvre directement dans 11 des 18 champs d'action identifiés.

---

[72] M. Paul Brown et Fazley K. Siddiq, «The Dimensions of Provincial Environmental Protection Spending», épreuve datée de mai 1992 et non publiée, citée avec la permission des auteurs, tableau 3.

[73] Ministère de l'environnement, Rapport annuel 1990-1991, Québec: les Publications du Québec, 1991: 12-13. Champ d'action n° 2 «Contrôle de l'usage des pesticides», 17 employés; n° 3 «Restauration des lieux contaminés par des substances dangereuses», 26 employés; n°4 «Lutte contre les précipitations acides et toxiques», 11 employés; n° 5 «Conservation des milieux riverains», 33 employés; n° 6 «Sauvegarde du patrimoine écologique», 10 employés; n° 7 «protection du milieu nordique», 10 employés; n° 11 «Déchets domestiques», 44,5 employés; n° 12 «Contrôle de la qualité de l'air ambiant», 34 employés; n° 14 «Intervention d'urgence», 18,5 employés; n° 15 «Gestion du domaine hydrique public», 28 employés; n° 17 «Conseil en planification environnementale», 22 employés.

En 1989-1990, le budget du ministère de l'environnement de l'Ontario était de 528,5 millions de dollars, ce qui représentait un peu plus de 1% du budget total du gouvernement provincial. Le nombre total d'employés de ce ministère était de 2 956[74]. Cependant les deux provinces que nous venons de passer brièvement en revue (le Québec et l'Ontario) font partie du groupe des provinces qui dépensent le plus dans le domaine de la protection environnementale[75]. En effet, pour l'année 1989, par exemple, la moyenne canadienne, per capita, des dépenses provinciales pour la protection environnementale était de 11,35$. La disparité entre les provinces est considérable: 23,27$ en Alberta, 17,10$ en Ontario, 17,04$ sur l'île-du-Prince-Édouard, 15$ au Québec, 9,47$ en Nouvelle-Écosse, 8,70$ au Nouveau-Brunswisk, 7,59$ au Manitoba, 6,95$ en Colombie-Britannique, 4,53$ en Saskatchewan, et 3,82$ à Terre-Neuve[76]. Le rapport de 1 à 6[77] ne s'explique pas uniquement par la mesure de la volonté politique mais aussi, en partie, par les disparités dans les activités économiques des différentes provinces et comme heureuse conséquence parfois par de moindres pollutions ou un taux de chômage relativement bas ou des dépenses publiques totales plus élevées[78]!

La stagnation (ou tout du moins une faible croissance relative entre 1985 et 1989) des ressources budgétaires des bureaucraties environnementales provinciales et fédérale ne signifie pas automatiquement une limitation et une stagnation des actions bureaucratiques environnementales. Un phénomène récent est la multiplication d'autres bureaucraties environnementales, qui pourrait signifier au moins deux choses: (1) soit une diffusion et une plus grande complexité fonctionnelle au

---

[74] Doug Macdonald, op. cit.: 133.

[75] A cause notamment de fortes disparités dans les méthodes des comptabilités des dépenses environnementales de chacune des provinces, Brown et Siddiq ont exclu des dépenses de «protection environnementale» qui incluent la conservation des ressources, l'eau et les égouts. Brown et Siddiq, art. cit.: 6.

[76] Brown et Siddiq, ibid.: tableau 4.

[77] Aux États-Unis le rapport était de 1 à 46, en 1986, l'Alaska dépensant le plus par habitant (326$) et le Texas le moins (7,09$). Voir James P. Lester (dir.), Environmental Politics and Policy - Theories and Evidence, Durham: Duke University Press, 1989: appendix A, tableau A.3, pages 338-39.

[78] Doug Macdonald, op. cit.: 27.

niveau organisationnel de la problématique environnementale ou soit, au contraire, (2) un affaiblissement du rôle central des ministères de l'environnement dans le développement d'une gouvernementalité environnementale et même de l'échec des politiques environnementales[79].

C) Les autres bureaucraties environnementales: limites ou renforcement du pouvoir «royal»?

La gouvernementalité environnementale n'est pas uniquement le résultat d'Environnement Canada et des bureaucraties environnementales provinciales. Il existe trois autres types d'intervenants institutionnalisés.

Premièrement, il s'agit de la communauté d'institutions bureaucratiques environnementales qui élaborent toute une série de politiques et de réglementations et qui contribuent à la gouvernementalité environnementale. Gregor Filyk et Ray Côté ont fait une liste des membres de cette communauté «institutionnalisée» à l'intérieur même du gouvernement fédéral: le Comité permanent sur l'environnement de la Chambre des communes[80], le nouveau comité sur l'environnement du Cabinet, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, le Conseil consultatif canadien de l'environnement (créé en 1972 avec un budget annuel de 550 000$ en 1989-1990), les groupes sur les études d'impact sur l'environnement, le Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale (créé en 1984), le Groupe des choix environnementaux, le Conseil canadien des Ministres de l'environnement (depuis 1989), les commissions ad hoc d'enquêtes environnementales, les comités interdépartementaux, les conseillers sectoriels et spéciaux, la Commission de réforme du droit du Canada et, jusqu'à son abolition, le Conseil économique du

---

[79] Voir notamment: Jim Bruton et Michael Howlett, «The Green Dilemma: Policy Styles, Policy Communities and the Failure of Canadian Environmental Policy» (communication présentée à la réunion annuelle de l'Association canadienne de science politique à Kingston en juin 1991, 5e épreuve).

[80] Ce comité existe en tant que tel depuis 1989. Auparavant il s'agissait du Comité permanent de l'environnement et des forêts qui fonctionna sous cette appellation de 1986 à 1989. Voir aussi: Jean-Pierre Amyot, Environment, Parliament and Government in Canada, Ottawa: Research Branch, Library of Parliament, 1987.

Canada[81]. Cette communauté d'institutions environnementales est néanmoins généralement peu développée bureaucratiquement. Cependant, son impact peut être apprécié d'une manière plus exacte par ses retombées qualitatives plutôt que par la taille de ses organisations purement bureaucratiques.

Deuxièmement, il nous faut également ajouter à cette liste la présence continue de certains autres ministères fédéraux, principalement ceux des ressources naturelles, qui contribuent aussi au développement d'une gouvernementalité environnementale dans leur domaine de compétences respectives. Des ministères dont les compétences étaient assez éloignées du domaine des ressources naturelles ou de l'environnement se sont retrouvés responsables de dossiers environnementaux très importants qui parfois ont débouché sur une institutionnalisation plus avancée et innovatrice au niveau environnemental. Par exemple, le Département des Affaires extérieures est responsable des traités internationaux. A ce titre, le Département des Affaires extérieures a hérité du Traité sur les eaux limitrophes signé en 1909 entre les États-Unis et la Grande-Bretagne qui créait une Commission conjointe internationale pour la gestion commune des eaux des Grands-Lacs. Au

---

[81] Gregor Filyk et Ray Côté, «Pressures From Inside - Advisory Groups and the Environmental Policy Community», dans Boardman, op. cit.: 60-82. Nous pourrions également ajouter à la liste de cette communauté «institutionnalisée» certaines organisations non gouvernementales environnementalistes qui sont à la fois des intervenants actifs dans la formation des politiques environnementales et des bureaucraties de par leurs structures et leurs budgets relativement importants. Pour une étude détaillée des principales organisations environnementales aux États-Unis voir entre autres: Robert Cameron Mitchell, Angela G. Mertig et Riley E. Dunlap, «Twenty Years of Environmental Mobilization: Trends Among National Environmental Organizations» dans Riley E. Dunlap et Angela G. Mertig, American Environmentalism - The U.S. Environmental Movement, 1970-1990, Philadelphia: Taylor et Francis, 1992: 11-26. Les auteurs soulignent que les 12 organisations environnementales américaines étant les plus importantes, avaient, en 1990, des budgets combinés de 217 millions de dollars US pour principalement des activités de lobbying (voir tableau 1, page 13). Nous devons ajouter les organisations environnementales dont les activités principales ne sont pas dans le lobbying discret des gouvernements. Il s'agit notamment d'organisations favorisant les actions politiques de nature médiatique directement sur le terrain, comme Greenpeace USA (budget de 50 millions de dollars US en 1990) et les organisations qui gèrent directement des programmes de préservation environnementale, comme la Nature Conservancy (budget de 156 millions de dollars US) et le World Wildlife Fund (budget de 35 millions de dollars US) (voir tableau 2, page 18). Pour une étude canadienne, voir Jeremy Wilson, «Green Lobbies - Pressure Groups and Environmental Policy», dans Robert Boardman, op. cit.: 109-25. Par exemple, Ducks Unlimited Canada dépense annuellement 35 millions de dollars pour la préservation de l'habitat naturel des canards.

cours des années et en réponse à des problèmes spécifiques, les responsabilités de la commission se sont étendues à d'autres domaines comme celui des pêches, par la création d'une Commission des Pêches des Grands-Lacs en 1955. L'Accord sur la qualité des eaux des Grands-Lacs de 1978 représente la première institutionnalisation environnementale basée entièrement sur le concept d'un écosystème[82]. L'article I (g) de l'accord de 1978 définit l'écosystème des Grands-Lacs comme étant «[...] the interacting components of air, land, water, and living organisms, including man, within the draining basin of the St.-Lawrence River at or upstream from the point at which this river becomes the international boundary between Canada and the United States»[83]

En 1984, les États américains et les provinces canadiennes limitrophes aux Grands-Lacs ont signé une Charte des Grands-Lacs qui renforce l'approche globale basée sur l'écosystème et fuit suivi par un programme stratégique de l'EPA américaine (Environmental Protection Agency) étalé sur cinq ans, de 1986 à 1990[84]. Cet exemple illustre très bien que certaines institutionnalisations environnementales, en dehors du champ d'action immédiat d'Environnement Canada peuvent mettre en place des structures bureaucratiques environnementales qui devancent parfois Environnement Canada en matière d'innovation environnementale.

Troisièmement, comme c'est le cas avec le gouvernement fédéral, les provinces ont aussi multiplié les bureaucraties environnementales secondaires. Par exemple, en 1981, l'Ontario a mis sur pied une corporation publique pour la gestion des déchets («Ontario Waste Management Corporation»)[85]. L'Alberta a fait de même en créant l'«Alberta Special Waste Management

---

[82] Royal Society of Canada / National Research Council of the United States, The Great Lakes Water Quality Agreement: An Evolving Instrument for Ecosystem Management, Ottawa: 1985.

[83] Cité par Lynton K. Caldwell, «Introduction: Implementing An Ecological Systems Approach to Basinwide Management», dans Lynton K. Caldwell (dir.), Perspectives on Ecosystem Management for the Great Lakes - A Reader, Albany: State University of New York Press, 1988: 3.

[84] Voir aussi: Leonard B. Dworsky, «The Great Lakes: 1955-1985»: 59-113 et Michael J. Donahue, «Institutional Arrangements for Great Lakes Management»: 115-39, dans Lynton K. Caldwell (dir.), op. cit.

[85] Robert Paehlke et Douglas Torgerson, «Toxic Waste and the Administrative State: NIMBY Syndrome or Participatory Management?», dans Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.), op. cit.: 270.

Corporation». Au Québec, le cabinet a confirmé, en 1990, le statut permanent de la «Table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie», la loi 60 a créé la «Société québécoise de récupération et de recyclage», et la loi 59 la «Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE)»[86].

La signification de la multiplication, depuis principalement les années 1980, des formes de l'institutionnalisation environnementale, que ce soit d'une manière bureaucratique traditionnelle (une corporation publique de recyclage) ou d'une manière plutôt participative (les Tables rondes sur l'environnement), n'est pas très claire. S'agit-il d'une tentative politique pour diluer l'autorité et la force d'intervention présupposées des bureaucraties centrales environnementales (Environnement Canada, ministères provinciaux de l'environnement)? Ou, au contraire, s'agit-il de la diffusion et d'une expansion d'une gouvernementalité environnementale qui adopte une division fonctionnelle des nouvelles pratiques bureaucratiques environnementales et du développement de discours sociaux en matière d'environnement?

Conclusion: Construction d'une identité canadienne, contrôle du territoire, de la population et de la «Nature»: une stratégie «royale» et bureaucratique de pouvoir?

L'analyse foucaltienne de la problématisation historique du pouvoir depuis principalement le 16e siècle permet de mettre en lumière les différentes préoccupations des pratiques de pouvoir. Notamment, il s'agit d'une centralisation gouvernementale afin d'assurer un plus grand contrôle d'un espace géographique et surtout un contrôle effectif plus serré des populations vivant dans cet espace (la «gouvernementalité»)[87]. C'est dans cette perspective que la Loi constitutionnelle de 1867 doit être interprétée. La Loi constitutionnelle de 1867 met en place un État canadien fédéral bicéphale. Le contrôle des populations passe, entre autres, par la construction d'une identité canadienne. Comme nous l'avons déjà mentionné, Suzanne Zeller[88] a fort bien démontré le rôle clé de certaines sciences (la géologie, la météorologie et la botanique) dans l'articulation et la construction d'une

---

[86] Ministère de l'environnement, Rapport annuel 1990-1991, Québec: Les publications du Québec, 1991: 10.

[87] Foucault, «La gouvernementalité», et «Space, Knowledge, and Power», art. cit.

[88] Suzanne Zeller, op. cit.

identité pan-canadienne. Ce n'est pas un hasard si les sciences en question porte sur le milieu naturel qui devient un des éléments centraux de l'identité canadienne telle qu'articulée par le gouvernement canadien. Cependant, dans le contexte dominant de la fragmentation des objets de recherche des sciences naturelles dans la deuxième moitié du 19e siècle, l'aspect plus global de «l'environnement» ne peut pas encore exister. Au niveau politique, la loi constitutionnelle de 1867 reflète et reproduit cette fragmentation des sciences naturelles. Cela se traduit en 1867 par une fragmentation semblable des compétences constitutionnelles entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux sous les rubriques des «terres», des «mines», des «pêcheries», des «forêts», des «côtes maritimes et fluviales», etc. Il faudra attendre un siècle pour que la catégorie «environnement» apparaisse non seulement dans le vocabulaire mais aussi dans l'organisation gouvernementale sous la forme d'un ministère. La création des ministères de l'environnement (provinciaux et fédéral) représente à la fois (a) une continuité dans une stratégie «royale» de pouvoir sous une forme étatique et centralisée, et (b) une rupture importante dans la définition de l'objet d'intervention, de plus en plus unifié sous la nouvelle catégorie «environnement». La création de ministères de l'environnement dans les années 1970 reflète encore un attachement à une conceptualisation et une stratégie «royale» du pouvoir. Dans ces conditions, la problématique environnementale ne peut prendre que plusieurs formes. Il s'agit donc soit:

(1) de relier démocratie et légitimation avec Léviathan[89] pour en faire un instrument véritablement environnemental, démocratique et légitime;

(2) de développer et de renforcer l'efficacité des instruments bureaucratiques environnementaux[90];

(3) de relier efficacité avec protection de l'environnement, limitant l'arbitraire de la bureaucratie environnementale en la remplaçant par (a) la main invisible, présumée neutre et plus efficace du marché[91] ou par (b) le recours à un droit fondamental à un environnement sain.

Quelles que soient les formes, une telle politique environnementale a son origine du «haut» et s'impose sur une société qui accepte une autorité supérieure. D'après cette analytique «royale» du

---

[89] Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.), op. cit.

[90] Il s'agit de la science des analyses des politiques publiques.

[91] Voir entre autres: Terry L. Anderson et Donald R. Leal, Free Market Environmentalism, San Francisco: Pacific Research Institute for Public Policy, 1991.

pouvoir, il suffirait d'un instrument supérieur et efficace en matière environnementale (bureaucratie, volonté politique et populaire, main invisible environnementale, charte environnementale) donnant des ordres impératifs, rationnels et légitimé démocratiquement pour obtenir des résultats environnementaux escomptés. Depuis le début des années 1980, cette stratégie «royale» de pouvoir en matière environnementale (dans sa forme bureaucratique) est perçue de plus en plus comme un échec[92] ou une recherche futile de «l'unicorne»[93].

En guise de conclusion préliminaire plus spécifique pour notre période d'étude de 1966 à 1990, nous faire les constations suivantes:

1) la création d'Environnement Canada a été importante dans la mesure ou elle représente la première institutionnalisation bureaucratique sous la nouvelle rubrique de «l'environnement»;

2) cependant, et malgré le «déclin» qui va du milieu des années 1970 à celui des années 1980, Environnement Canada a réussi à survivre avec des budgets relativement stables;

3) la période de «déclin» d'Environnement Canada correspond à une période «d'expansion» des bureaucraties environnementales provinciales grâce, notamment, au chapitre des ententes de transferts administratifs;

4) plus de 20 ans après leur création, Environnement Canada et les bureaucraties environnementales provinciales ne contrôlent directement qu'une fraction des dépenses totales des différents gouvernements (environ le tiers dans le cas d'Environnement Canada);

5) depuis les années 1980 on assiste à une multiplication des bureaucraties environnementales secondaires en dehors des ministères de l'environnement;

6) une analytique «royale» du pouvoir présuppose un certain degré de centralisation bureaucratique.

L'expérience du fédéralisme canadien et les faits soulignés dans les points précédents (4 et 5) nous

---

[92] Voir entre autres: Jim Bruton et Michael Howlett, «The Green Dilemma: Policy Styles, Policy Communities and the Failure of Canadian Environmental Policy», art. cit.

[93] Bruce Yandle, The Political Limits of Environmental Regulation -Tracking the Unicorn, New York: Quorum Books, 1989. L'auteur compare les objectifs et les intentions des politiques environnementales à «[...] a unicorn - something very real and logical yet is unattainable»: 1. Pour un exemple canadien des limites de la bureaucratie environnementale, voir aussi: Paul Pross, «Water and Environmental Law: Bureaucratic Constraints», dans S. Guppy, Y. Fern et B. Wildsmith (dir.), Water and Environmental Law, Halifax: Institute for Resource and Environmental Studies / Dalhousie University, 1981: 139-67.

permettent de constater, au contraire, l'hétérogénéité de la bureaucratisation environnementale canadienne qui ne se conforme pas à une centralisation présupposée par une analytique «royale» du pouvoir telle qu'anticipée par Foucault;

7) en conséquence, nous pouvons présumer que l'hétérogénéité des bureaucraties environnementales entraîne une articulation d'une gouvernementalité environnementale qui est, elle aussi, hétérogène.

«The clearing process, however, in this unpromising spot, was going on vigorously. Several acres had been trees, consuming all the small branches and foliage, and leaving the trunks and ground as black as charcoal could make them. Among this vast mass of ruins, four or five men were toiling with yoke of oxen. The trees were cut into manageable lengths, and were then dragged by oxen together, so that they could be thrown up into large log-heaps to burn (...). (T)his disgusting work was the work of freemen, high-spirited and energetic fellows, who feared neither man nor wild beast, and trusted to their own strong arms to conquer all difficulties, while they could discern the light of freedom and independence glimmering through the dark woods before them.

A few years afterwards, I visited C_____, and looked about for the dreadful cedar-swamp which struck such a chill into my heart, and destroyed the illusion which had possessed my mind of the beauty of the Canadian woods. The trees were gone, the tangled roots were gone, and the cedar-swamp was converted into a fair grassy meadows, as smooth as a bowling-green. About sixteen years after my first visit to this spot, I saw it again, and it was covered with stone and brick houses; and one portion of it was occupied by a large manufacture, five or six stories high, with stream-engines, spinning-jennies, and all the machinery for working up the wool of the country into every description of clothing. This is civilisation! This is freedom!»

Susanna Moodie
Roughing It in the Bush
(1852)

CHAPITRE SIX

GOUVERNEMENTALITÉ ENVIRONNEMENTALE: ÉCOPOLITIQUE, DISCIPLINE ET ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES

Une gouvernementalité environnementale nécessite non seulement la mise en place d'une ou de plusieurs bureaucraties spécialisées, mais exige également un système de surveillance et de punition[1]. Dans le domaine de l'environnement, il s'agit d'un ensemble d'ordres et de commandements prenant la formes d'interdiction et de répression en cas de pollution. Il s'agit d'une stratégie «royale» de pouvoir dont les effets désirés sont «négatifs», c'est-à-dire répressifs. Comme nous l'avons déjà vu, Foucault remet en question cette analytique du pouvoir («l'hypothèse répressive»[2]), et suggère au contraire l'existence d'une stratégie «pastorale» de pouvoir dans laquelle les effets de pouvoir sont «positifs», c'est-à-dire constitutifs et normalisateurs d'une identité «environnementale» chez les individus et parmi la population en général.

Puisque, dans les sociétés contemporaines occidentales basées sur un régime de droit, ces ordres et commandements prennent la forme de textes de lois, nous verrons, dans une première section, que le nombre de lois adoptées pendant la période 1966 à 1990 est particulièrement élevé. A travers une étude textuelle relativement détaillée de certaines de ces lois, nous tenterons de démontrer qu'il y a eu un glissement d'un souci presque exclusif pour la vie humaine, ce que Foucault appelle une «biopolitique»[3], vers un souci pour la vie (et survie) de l'ensemble des vivants entourant l'humain, ce que nous appellerons une écopolitique.

Dans une deuxième section, nous passerons en revue les différentes stratégies pour forcer

---

[1] Foucault, Surveiller et punir, op. cit.

[2] Foucault, La volonté de savoir, op. cit.

[3] Foucault, «Naissance de la biopolitique» et «Du gouvernement des vivants» dans Michel Foucault -Résumé des cours 1970-1982, op. cit.

la mise en place d'une gouvernementalité environnementale au Canada. Il s'agit principalement (a) de l'arsenal des amendes et des sentences d'emprisonnement prévu dans les textes législatifs, (b) des instruments d'enquête et de répression, notamment ceux de la «police verte», et enfin (c) du recours à un droit de l'environnement.

Dans une troisième et dernière section, nous étudierons plus en détail les modifications des procédures des évaluations environnementales comme éléments importants à la fois d'un glissement d'une biopolitique vers une écopolitique, et d'une stratégie de pouvoir basée de plus en plus sur la normalisation environnementale de la population plutôt que sur la simple répression anti-pollution.

I) Les législations antipollutions et environnementales: du biopolitique à l'écopolitique?

Nous avons vu dans la première partie du chapitre précédent que la loi constitutionnelle de 1867 établissait des compétences territoriales dans le domaine d'un milieu naturel fragmenté et éclaté. L'apparition récente des thèmes autour de l'interdépendance écologique, de l'écosystème, du développement durable et de la globalité, a contribué à une déstabilisation de la classification inscrite dans la Constitution de 1867. Les législations environnementales adoptées depuis les années 1970, illustrent cette remise en question de la classification de 1867. Il est hors de question, dans cette section, d'aborder l'ensemble des législations adoptées par les différents gouvernements au Canada en matière d'environnement. Nous nous contenterons d'une contextualisation générale des législations depuis 1970. Nous tenterons ensuite de faire une analyse textuelle d'un nombre limité de législations afin de faire ressortir une des tendances importantes, soit le glissement d'une biopolitique vers une écopolitique.

A) Le contexte textuel: législations anti-pollutions

Les législations adoptées au début des années 1970 étaient principalement des législations «anti-pollutions» et hautement «symboliques»[4] qui énonçant des interdits et non pas des caractéristiques positives de l'environnement. Les législations anti-pollutions du début des années 1970 reprennent toutes: (a) une interdiction générale et solennelle de polluer, (b) une définition de

[4] Paul Emond, «The Greening of Environmental Law», dans la Revue de droit de McGill vol 36, n° 3 (1991): 732-69.

la «qualité» environnementale mesurée par la quantité de matière dite «polluante», et (c) des critères définissant les «polluants» et les quantités autorisées de ces derniers dans l'environnement. Les interdictions formelles de polluer sont très générales mais potentiellement très étendues. Par exemple, l'article 20 de la Loi québécoise de la qualité de l'environnement (LQE) de 1972 déclare que «[n]ul ne doit émettre, déposer, dégager ou rejeter ni permettre l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement d'un contaminant au-delà de la quantité ou de la concentration prévue par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil»[5]. Les législations réglementant des sphères d'activités plus spécifiques contiennent également des interdictions à la fois directement reliées au domaine d'activités en question et des interdictions générales de polluer. Par exemple, l'article 33 de la Loi sur les pêcheries déclare:

> «(1) Il est interdit de jeter par-dessus bord du lest, des cendres de charbon, des pierres ou d'autres substances nuisibles ou délétères dans une rivière, un port, une rade, ou dans des eaux où se fait la pêche, ou de laisser ou déposer ou faire jeter, laisser ou déposer sur la rive, grève, ou le bord de quelque cours ou nappe d'eau, ou sur la grève entre les marques des hautes et des basses eaux, des restes ou issues de poissons ou d'animaux marins, ou de laisser du poisson gâté ou en putréfaction dans un filet ou autre engin de pêche. [...]
> (2) Il est interdit à qui que ce soit de faire passer ou déposer, ou de permettre sciemment de faire passer ou déposer dans les eaux fréquentées par les poissons ou qui se jettent dans ces eaux, ni sur la glace qui recouvre les unes ou les autres de ces eaux, de la chaux, des substances chimiques ou des drogues, des matières vénéneuses, du poisson mort ou gâté ou des débris de ce poisson, des déchets de scierie ou de la sciure de bois, ou toute autre substance ou chose délétère, qu'elle soit ou non de la même nature que les substances mentionnées au présent article.»[6]

L'interdiction de déposer dans le milieu marin toutes «substances nuisibles ou délétères» et «substances chimiques ou des drogues, des matières vénéneuses» montre bien, au niveau textuel, l'étendue potentielle très large et très vague des législations anti-pollutions. Autre exemple, d'après la LQE, un contaminant est «une matière solide, liquide ou gazeuse, un micro-organisme, un son, une vibration, un rayonnement, une chaleur, une odeur, une radiation ou toute combinaison de l'un ou l'autre susceptible d'altérer de quelque manière la qualité de l'environnement»[7]. L'objectif de ces

---

[5] LQE, 1972, chapitre 49.

[6] Loi sur les pêcheries. S.R.C., 1970, chapitre F-14.

[7] LQE, 1972, Section 1, article 1. 5°.

interdictions anti-pollutions est de maintenir ou de garantir un environnement qui soit «sain» et de «qualité» et non pas un arrêt absolu de polluer. Un environnement de «qualité» ou «sain» est un environnement non pas sans pollution mais dans lequel la quantité des éléments polluants est contenu à un niveau qui est présumé déterminé d'une manière scientifique et sanctionné légalement. Bref, les législations anti-pollutions en faveur de la «qualité de l'environnement» constituent en fait un régime qui encadre des autorisations de polluer et de «détruire»[8]. Ceci est illustré notamment par l'article 22 de la LQE.

> «Nul ne peut ériger ou modifier une construction, entreprendre l'exploitation d'une industrie quelconque, l'exercice d'une activité ou l'utilisation d'un procédé industriel ni augmenter la production d'un bien ou d'un service s'il est susceptible d'en résulter une émission, un dépôt, un dégagement ou un rejet de contaminants dans l'environnement ou une modification de la qualité de l'environnement, à moins d'obtenir du Directeur un certificat d'autorisation. [...] [L]a demande d'autorisation doit inclure [...] une évaluation détaillée conformément aux règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, de la quantité ou de la concentration prévues de contaminants à être émis, déposés, dégagés ou rejetés dans l'environnement par l'effet de l'activité projetée. [...][9] (nous soulignons).

Cette combinaison d'interdictions générales de polluer et d'autorisations tacites ou explicites de polluer forment l'ossature générale des législations dites «anti-pollution»[10]. Le thème de la «qualité de l'environnement» est important parce qu'il tente de définir positivement un cadre législatif environnemental qui se traduit en pratique presque exclusivement par des interdictions de polluer. Même les législations les plus récentes reprennent encore le thème de la «qualité» ou de la «protection de l'environnement». Par exemple, la Loi fédérale pour la protection de l'environnement adoptée en 1988 statue que: «Le ministre formule, pour remplir sa mission relative à la qualité de l'environnement:

a) des objectifs énonçant, notamment en termes de quantité ou de qualité, les buts vers

---

[8] Martine Rèmond-Gouilloud, op. cit.

[9] LQE, 1972, article 22. Voir aussi les articles 23 à 30.
Le «Directeur» assume «[s]ous la direction du ministre, [...] la surveillance des autres fonctionnaires et employés des services de protection de l'environnement; il en administre les affaires courantes et exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil», article 4.

[10] Ceci est l'une des conclusions générales de Lorne Giroux, «La loi sur la qualité de l'environnement: les principaux mécanismes et les recours civils», dans Développements récents en droit de l'environnement (1991), op. cit.: 1-44.

lesquels orienter l'effort de lutte pour la protection de l'environnement»[11].

Les critères définissant cette «lutte pour la protection de l'environnement» sont donc basés sur des interdictions ou des contrôles de rejet de polluants dans l'environnement et notamment «des directives établissant les maximums recommandés, notamment en termes de quantité ou de concentration, pour le rejet de substances dans l'environnement par des ouvrages, des entreprises ou des activités»[12].

Nous pouvons déjà remarquer que les législations anti-pollutions révèlent également une stratégie «royale» du pouvoir, c'est-à-dire une croyance en l'efficacité des commandements législatifs interdisant les pollutions. De plus, ces législations anti-pollutions ne font que donner un pouvoir discrétionnaire très étendu à la bureaucratie environnementale pour la définition du contenu des règlements à établir, leur interprétation et leur mise en pratique. Afin d'illustrer l'étendue de ce pouvoir discrétionnaire, il est utile de citer dans sa totalité l'article 31 de la loi québécoise de la qualité de l'environnement.

> «Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour:
> a) classifier les contaminants et les sources de contamination;
> b) soustraire des catégories de contaminants ou de sources de contamination à l'application de la présente loi ou de toute partie de celle-ci;
> c) prohiber, limiter et contrôler les sources de contamination de même que l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement de toute catégorie de contaminants pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;
> d) déterminer pour toute catégorie de contaminants ou de sources de contamination une quantité ou une concentration maximale permissible d'émission, de dépôt, de dégagement ou de rejet dans l'environnement pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;
> e) définir des normes de protection et de qualité de l'environnement ou de l'une de ses parties pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;
> f) déterminer les modalités selon lesquelles une demande de certificat d'autorisation de plans et devis ou de projets doit être faite au Directeur en vertu des articles 22 et 24, classifier à cette fin les constructions, procédés industriels, industries, travaux, activités et projets et, le cas échéant, en soustraire certaines catégories à une partie ou à l'ensemble de la présente loi;
> g) déterminer la forme et la teneur de tout certificat d'autorisation ou permis émis par le Directeur en vertu de la présente loi et fixer les honoraires exigibles pour leur délivrance;

---

[11] L.C., 1988, Loi visant la protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé, chapitre 22, article 8. (1).

[12] Ibid., article 8. (1) c).

h) déterminer les méthodes de prélèvement, d'analyse et de calculs de toute émission, dépôts, dégagement ou rejet d'un contaminant;
i) établir des normes relatives à l'installation de tout appareil ou équipement visé à l'article 27».

Depuis les législations anti-pollutions des années 1970, la multiplication et la complexité croissante des règlements réagissant, entre autres, à la multiplication et à la complexité croissante et simultanée des pollutions et des connaissances scientifiques des impacts environnementaux ont entraîné un élargissement du champ d'intervention du pouvoir discrétionnaire de la bureaucratie environnementale. Par exemple, la Loi canadienne sur la protection de l'environnement de 1988 fait une nomenclature très détaillée et non-limitative des champs d'interventions précis dans lesquels le pouvoir discrétionnaire peut être exercé. L'article 34.(1) fait une liste de 23 domaines d'intervention possible ainsi que «toute autre mesure d'application»[13]. Ces pouvoirs discrétionnaires, qui permettent potentiellement une intervention bureaucratique très large en faveur de la protection de l'environnement, donnent également la possibilité de créer des exceptions à l'application des lois anti-pollutions, et ceci de deux manières. Premièrement, l'absence de réglementations ou de normes précises encadrant un article interdisant une pollution signifie, en terme légal, une permission de polluer, même s'il existe une interdiction générale de polluer[14]. Deuxièmement, le pouvoir discrétionnaire s'étend jusqu'au pouvoir presque illimité de déclarer des exceptions à l'application de la loi. Par exemple, la Loi ontarienne sur les évaluations environnementales de 1975 (Environmental Assessment Act) prévoit, aux articles 30 et 41(f), de nombreuses exceptions à l'application de la loi[15]. D'après J. W. Samuels, les pouvoirs discrétionnaires d'exceptions sont tellement importants

---

[13] Ibid., article 34 x).

[14] Alex Couture Inc. c. Piette, R.J.Q., 1990: 1262, cité par Lorne Giroux, «La loi sur la qualité de l'environnement...», op. cit.

[15] «30. Where the Minister is of the opinion that it is in the public interest, having regard to the purpose of this Act and weighing the same against the injury, damage or interference that might be caused to any person or property by the application of this Act to any undertaking, the Minister, with the approval of the Lieutenant Governor in Council or of such Ministers of the Crown as the Lieutenant Governor in Council may designate, may by order,

(a) exempt the undertaking or the proponent of the undertaking from the application of this Act or the regulations or any matter or matters provided for in this Act or the regulations subject to such terms and conditions as the Minister may impose;

dans cette loi qu'ils ont été utilisés «[...] for almost all concrete proposals which have been considered since the operational parts of the Act came into force»[16]. Même l'une des lois fédérales les plus récentes et importantes concernant la protection de l'environnement prévoit de très larges pouvoirs discrétionnaires dérogatoires. Entre autres, le paragraphe (2) de l'article 34 déclare que:

> «Sur recommandation des ministres, le gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire à l'application de la présente partie et de ses règlements:
>
> a) l'importation, l'exportation, la fabrication, l'utilisation, la transformation, le transport, l'offre de transport, la manutention, l'emballage, l'étiquetage, la publicité, la vente, la mise en vente, la présentation, le stockage, l'élimination ou le rejet dans l'environnement soit d'une substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient;
>
> b) le rejet dans l'environnement d'une substance provenant d'une source donnée, ou d'un type de sources donné, pendant un certain temps.»[17]

En conclusion, nous pouvons étendre à l'ensemble des législations en matière d'environnement adoptées au Canada le constat général établit par Kenniff et Giroux à propos de la Loi québécoise de l'environnement, à savoir que

> «[...] la loi de 1972 ne couvrait pas tout le champ de la législation en matière d'environnement, et que sa substance est limitée à des mesures de lutte à la pollution de l'air, de l'eau et du sol. [...] [E]n définitive, elle ne contient rien, au-delà de la suppression des nuisances les plus intolérables [...]. [I]l ne s'agit pas d'une loi québécoise de

---

(b) suspend or revoke an exemption referred to in clause a;

(c) alter or revoke any term or condition of an exemption referred to in clause a.»

«41. The Lieutenant Governor in Council may make regulations, [...]

(f) exempting any person, class of persons, undertaking or class of undertakings from the provisions of this Act, the regulations or any section or part of a section thereof and designating any enterprise or activity or class of enterprises or activities or any proposal, plan or program or any class of proposals, plans or programs in respect of any of them by or on behalf of Her Majesty in right of Ontario, by a public body or public bodies or by a municipality or municipalities as an undertaking or class of undertakings to which this Act applies notwithstanding any exemption under this clause;».

R.S.O., 1975, Chap. 69.

[16] S. W. Samuels, «Environmental Assessment in Ontario: Myth or Reality?», dans The Canadian Bar Review vol 56 (1978): 525.

[17] Loi canadienne sur la protection de l'environnement, L.C., 1988, article 34 (2).

l'environnement, mais d'une loi destinée à contenir certains agents de pollutions.»[18]

Les contenus des législations anti-pollutions reprennent généralement les catégories naturelles (principalement l'air, l'eau et le sol) définies par les règlements de salubrité publique en milieu urbain à partir de la fin du 19e siècle. Deuxièmement, le contenu des législations anti-pollutions reflète la fragmentation issue des divisions juridictionnelles inscrites dans la Constitution canadienne. Troisièmement, nous pouvons également ajouter que les législations en question donnent d'énormes pouvoirs discrétionnaires à l'Exécutif, ce qui en pratique, permet de contourner certaines des intentions premières des législations anti-pollutions. Nous avons là une illustration manifeste d'une stratégie «royale» du pouvoir. C'est l'Exécutif, en dernière instance, qui prend une décision en matière d'environnement.

Bien qu'importantes, les législations anti-pollutions ne constituent qu'une partie des nouvelles politiques en matière de contrôle des pollutions. En effet, et très rapidement après l'adoption des législations anti-pollutions, sont mises en place différentes procédures préventives pour une évaluation d'impacts environnemental de certains projets. Nous étudierons ces procédures d'évaluation un peu plus loin dans ce chapitre.

B) D'une biopolitique à une écopolitique

Même si les législations anti-pollutions des années 1970 ne sont pas des législations environnementales, elles représentent néanmoins, au niveau discursif, un souci pour le vivant et plus précisément pour les populations humaines. A la fin du 19e siècle, le souci pour le santé des populations urbaines avait abouti en une série de législations garantissant avec succès des conditions minimales de salubrité pour les populations urbaines[19]. Il s'agit là de la préoccupation, au niveau des politiques publiques, du maintien des conditions autour du vivant humain. C'est ce que Michel Foucault appelait la «biopolitique». Les législations de salubrité adoptées au 19e siècle abordaient des domaines très précis, parce que vitaux dans un contexte urbain: l'eau potable, les égouts, les déchets ménagers et industriels, l'alimentation, l'atmosphère, les sols, etc... Ces

---

[18] Patrick Kenniff et Lorne Giroux, «Le droit québécois de la protection de la qualité de l'environnement», dans Les Cahiers de Droit 15 (1974): 68.

[19] Par exemple: Ontario Public Health Act 1884, Manitoba Sanitary Act 1871.

biopolitiques en milieu urbain atteingnirent leurs objectifs: déclin des épidémies contagieuses par une aseptisation des conditions de la vie urbaine et l'amélioration de la qualité de vie des citadines et citadins (salubrité des logements, espaces verts,...). Par conséquent, il est possible de comprendre la confiance en l'efficacité espérée lors de l'adoption des législations anti-pollutions des années 1970. En effet, ces législations anti-pollutions reprenaient pratiquement les mêmes catégories «naturelles» que les législations de salubrité publique en milieu urbain: l'eau, l'air et le sol.

Cependant, il existe des éléments nouveaux créant les conditions d'une approche plus globale qui considère la salubrité comme moyen de garantir non seulement la vie de la population humaine, mais celle de l'ensemble des organismes dans leur inter-relation. Par conséquent, le nouveau terme de «l'environnement» illustre l'ambiguïté, dans la période de transition (1966-1990), entre une certaine continuité et intensification des biopolitiques et une rupture en faveur d'un souci pour la vie de l'ensemble des organismes vivant dans un «écosystème» planétaire. C'est ce nouveau souci que nous appelons «écopolitique». A ce propos, le vice-président du Bureau des évaluations environnementales de l'Ontario constate que:

> «We have seen the movement, albeit slow and cautious, away from environmental protection legislation which is essentially regulatory in nature such as the Environmental Protection Act and the Ontario Water Resources Act, towards the type of legislation that focuses upon a detailed examination of the particular "environmental problems" not in isolation but in the context of its potential environmental impact in the broadest sense»[20].

Il ne s'agit pas de démontrer que la tendance vers une écopolitique a un caractère téléologique et inéluctable. Au contraire, il s'agit de faire ressortir l'aspect largement contingent du glissement (constitué à la fois d'éléments de continuité et de rupture) d'une biopolitique vers une écopolitique. Grâce à un survol rapide de certaines législations et de textes officiels, nous pouvons constater qu'il existe (au moins) deux définitions archétypes de «l'environnement». Il s'agit de l'agrégat des composants naturels («eau», «air», «sol») et de leur inter-relation, ou de la totalité organique indissociable («écosystème»). La tendance générale durant la période 1966-1990 fut une de glissement de la première vers la deuxième définition. Les textes législatifs se firent non seulement l'écho de ce glissement, mais surtout de l'ambiguïté qui en résulta. Par exemple, le quatrième

---

[20] M. I. Jeffery, «Environmental Enforcement and Regulation in the 1980's - Regina v. Sault Ste-Marie Revisited», dans Queen's Law Journal vol 10 (1984): 43.

paragraphe de l'article 1 de la LQE de 1972 illustre bien cette ambiguïté. D'après ce paragraphe, «l'environnement», c'est: «[...] l'eau, l'atmosphère et le sol ou toute combinaison de l'un ou l'autre ou d'une manière générale, le milieu ambiant avec lequel les espèces vivantes entretiennent des relations dynamiques». Cette définition inclut à la fois une liste de composants distincts («l'eau, l'atmosphère et le sol»), une possibilité d'interdépendance entre ces composants («toute combinaison de l'un ou l'autre») et une fusion globale de ces composants («milieu ambiant») qui pourrait être plus que la somme des composants. A cause de cette ambiguïté autour de la possibilité d'une perception globale de l'environnement, la LQE était peut-être effectivement «la loi la plus importante qui ait jamais été adoptée au Québec dans le but de protéger et d'améliorer la qualité de l'environnement»[21], ou tout au moins l'une des premières lois abordant l'aspect de l'interdépendance des composants naturels[22]. Ce glissement d'un «environnement» comme somme de composants à un «environnement» comme totalité organique entraîne des conséquences importantes pour le souci principal et déclaré des textes législatifs. Comme les lois de salubrité publique de la fin du 19e siècle, le premier et seul souci des législations anti-pollutions est le maintien des conditions de vie des humains (une biopolitique). La totalisation organique subséquente de «l'environnement» entraîne un élargissement des objectifs déclarés et plus précisément une totalisation des conditions d'existence des humains et non plus seulement la condition biologique humaine. Afin d'illustrer ce glissement, nous pouvons citer l'article 1(h) de la Loi ontarienne sur l'aménagement du territoire

---

[21] Yvon Duplessis, Jean Hétu et Jean Piette, La protection juridique de l'environnement au Québec, Montréal: Éditions Thémis, 1982: 47.

[22] L'originalité de la LQE réside aussi dans l'existence de catégories de pollutions que la majorité des autres textes législatifs canadiens n'abordent pas explicitement. Il s'agit de la section 9 sur la «protection contre les rayonnements et les autres agents vecteurs d'énergie» (articles 90 à 93) et la section 10 sur «le bruit» (articles 94 et 95). Nous pouvons remarquer que «le bruit», tout en étant reconnu comme étant une «pollution», est entièrement le résultat d'activités économiques et sociales dans le contexte d'une forte densité de la population humaine en milieu urbain. La catégorie de la pollution par le bruit est donc issue directement du souci autour de la salubrité urbaine. Quant à elle, la pollution par «les rayonnements et les autres agents vecteurs d'énergie» illustre la complexité croissante (la «modernisation») des pollutions qui ne sont pas forcément visibles et évidentes.

(Planning Act) qui donne une définition d'un «Official Plan»[23]. La version de 1980 déclare: «"Official plan" means a program and policy, or any part thereof, covering a planning area or any part thereof, designed to secure the health, safety, convenience or welfare of the inhabitants of the area, [...]»[24] (nous soulignons). La version modifiée de 1990 déclare: «"Official Plan" means a document approved by the Minister, containing objectives and policies established primarily to provide guidance for the physical development of a municipality or part thereof or an area that is without municipal organization, while having regard to relevant social, economic and environment matters»[25] (nous soulignons). Dans la version de 1990, il ne s'agit pas d'une écopolitique mais plutôt d'un élargissement des conditions de l'existence humaine. «L'environnement» n'est que l'une de ces conditions d'existence. La loi ontarienne de 1973 sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara (Planning and Development of the Niagara Escarpment Act) allait déjà dans le sens d'un élargissement et d'une intégration des conditions d'existence des humains. L'article 1(e) déclare: «"Niagara Escarpment Plan" means a plan, policy and program, or any part thereof, approved by the Lieutenant Governor in Council, covering the Niagara Escarpment Planning Area, or any part thereof defined in the Plan, designed to promote the optimum economic, social, environmental and physical condition of the Area, [...]»[26] (nous soulignons). Il faut attendre l'article 2 pour connaître l'objectif principal de cette législation. «The Purpose of this Act is to provide for the maintenance of the Niagara Escarpment and land in its vicinity substantially as a continuous natural environment, and to ensure only such development occurs as is compatible with that natural environment»[27] (nous soulignons). Le souci principal est donc la protection de ce que l'on appellera

---

[23] Nous pouvons justifier le choix de cette législation de deux manières: (1) comme il ne s'agit pas d'une législation anti-pollution, elle illustre bien le degré d'importance relative de «l'environnement» dans une législation qui n'est pas directement «environnementale», (2) le concept de zones d'aménagement intégré ouvre potentiellement la porte à une approche globale au niveau local et non plus uniquement une approche sectorielle.

[24] Ontario Planning Act, R.S.O., 1980, chap. 376.

[25] Ontario Planning Act, R.S.O., 1990, chap. 13.

[26] An Act to provide for Planning and Development of the Niagara Escarpment and its Vicinity, S.O., 1973, chap. 52.

[27] Ibid., article 2.

plus tard un «écosystème» régional et que la loi de 1973 appelle «continuous natural environment». Il s'agit donc de contrôler et d'encadrer les activités humaines afin de protéger le cadre naturel. Il s'agit non seulement de «ensure that all development is compatible with the purpose of this Act as expressed in section 2»[28], mais aussi de prévoir des «adequate opportunities for outdoor recreation»[29] et «adequate public access to the Niagara Escarpment»[30]. Comme cette loi fut adoptée immédiatement après l'adoption des principales législations anti-pollutions du début des années 1970, il est facile d'identifier les thèmes de la «qualité» environnementale encore mélangés avec ceux de la «gestion des ressources naturelles». Les objectifs sont à la fois «to protect unique ecologic [...] areas»[31] et «to maintain and enhance the quality and character of natural streams and water supplies»[32] (nous soulignons). La transition d'une biopolitique vers une écopolitique est encore plus évidente dans les textes concernant directement l'environnement. Par exemple, l'accord de 1978 (qui a force de loi) entre le Canada et le États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands-Lacs illustre bien l'ambiguïté de la transition d'une biopolitique à une écopolitique. D'un côté, l'accord fait la promotion de mesures anti-pollutions générales qui garantissent l'absence de polluants. A cet effet, l'article III fait une liste négative de cinq groupes de polluants principaux [33].

---

[28] Ibid., article 8 (e), et aussi:
«8. (d) to maintain and enhance the open landscape character of the Niagara Escarpment in so far as possible, by such means as compatible farming or forestry and by preserving the natural scenery».

[29] Ibid., article 8 (c).

[30] Ibid., article 8 (f).

[31] Ibid., article 8 (a).

[32] Ibid., article 8 (b), et aussi:
«9 (i) the management of land and water resources»;
«9 (iv) the control of all forms of pollution of the natural environment».

[33] «Les parties adoptent les objectifs généraux suivants, à l'égard du bassin des Grands-Lacs, à savoir que ces eaux devraient être:

a) exemptes de substances qui y pénètrent directement ou indirectement à la suite d'activités humaines, qui s'y déposent pour former des boues putrescentes ou autrement inacceptables, ou qui ont un effet nocif sur la vie aquatique ou les oiseaux aquatiques;
b) exemptes de matières flottantes [...];
c) exemptes de matières et de chaleur [...];

L'article IV 3.a) de l'accord prévoit une coordination quant aux objectifs anti-pollutions: «3. Les Parties doivent se consulter: a) sur l'établissement d'objectifs spécifiques pour protéger les utilisations de l'eau contre les effets combinés des polluants».

La conséquence de cette approche principalement anti-pollution de l'accord conduit à une définition de l'environnement comme étant un agrégat d'éléments. L'objectif de l'accord anti-pollution est donc de «rétablir et de conserver l'intégrité chimique, physique et biologique des eaux»[34]. Cependant, cette fragmentation (chimique, physique, biologique) de l'environnement est remise en question par l'introduction du concept de «l'écosystème du bassin des Grands-Lacs»[35]. Si le titre de l'accord porte sur la qualité des eaux des Grands-lacs, le contenu de l'accord, en introduisant le concept de «l'écosystème» déborde du souci premier puisque sont mises en place des politiques touchant aussi bien le milieu urbain, l'agriculture et l'industrie que la pollution atmosphérique[36]. Le concept de l'écosystème remet donc en question (1) la fragmentation de l'environnement d'après ces composants de base (eau, air, terre), et (2) l'élargissement spatial et temporel de la zone géographique première (les Grands-Lacs). En effet, il ne s'agit plus uniquement de l'eau des Grands-Lacs ou même des «cuvettes lacustres» mais, par exemple, des polluants atmosphériques provenant de l'extérieur de la région des Grands-Lacs. De plus, il s'agit également d'une remise en question temporelle puisqu'il ne s'agit plus seulement d'interdire les pollutions actuelles et dans un avenir immédiat, mais de «protéger l'écosystème à long terme»[37] (nous soulignons). L'accord sur les eaux des Grands-Lacs de 1978 illustre très bien un glissement vers une gouvernementalité environnementale reposant sur une écopolitique. L'accord de 1978 illustre également ce que nous avons déjà observé dans le chapitre précédent, à savoir que le développement d'une gouvernementalité environnementale au Canada ne provient pas exclusivement d'une bureaucratie

---

e) exemptes d'éléments nutritifs [...].»
Accord entre le Canada et les États-Unis d'Amérique du 22 novembre 1978 relatif à la qualité de l'eau dans les Grands-Lacs, dans Recueil des traités n° 20 (1978).

[34] Ibid., article II, introduction.

[35] Ibid.

[36] Ibid., article VI, «Programmes et autres mesures».

[37] Ibid., article IV, 3. b).

centrale environnementale (ministère de l'Environnement). Dans ce cas, la Commission mixte internationale, créée par le traité de 1909 forme la base institutionnelle, bureaucratique et relativement autonome pour le développement d'une gouvernementalité environnementale qui, en 1978, mettant en place explicitement une écopolitique[38].

Ce glissement vers une écopolitique est entravé en partie par le contexte constitutionnel canadien. Les législations anti-pollutions du début des années 1970 prennent en compte les domaines de compétence définis clairement ou non. Par exemple, l'amendement de la loi des pêches visait, entre autres l'interdiction de la pollution des eaux clairement de compétence fédérale, d'après la Loi constitutionnelle de 1867 (article 91.12). Même les tentatives d'aborder la problématique d'une manière plus globale (par exemple les intentions initiales du projet de loi sur les ressources en eaux du Canada[39]) échouèrent sur le récif des intérêts des différentes bureaucraties et des différentes compétences[40]. D'une manière plus précise, la Loi sur les ressources en eau du Canada prévoit néanmoins une «gestion intégrale des ressources en eau»[41]. Dans le contexte des années 1970 ceci signifie une intégration des deux soucis privilégiés de l'époque, c'est-à-dire la santé de la population menacée par les pollutions et le bien-être matériel de la population menacée par une exploitation incontrôlée des ressources naturelles. Les trois considérants de la Loi sont très clairs

---

[38] D'après Lynton Caldwell, il s'agirait de la première fois qu'est mentionné le concept «d'écosystème» dans un texte légal. Voir: Lynton Caldwell, «Introduction: Implementing an Ecological Systems Approach to Basinwide Management», dans Lynton Caldwell (dir.), Perspectives on Ecosystem Management for the Great Lakes - A Reader, op. cit.: 1.

[39] James W. Parlour, «The Politics of Water Pollution Control: A Case Study of the Canadian Fisheries Act Amendment and the Pulp and Paper Effluent Regulation, 1970», art. cit.

[40] Il nous faut relativiser cet argument pour deux raisons. 1) Il a existé des arrangements institutionnels qui avaient adopté le concept d'un écosystème de la gestion intégrée d'un bassin fluvial tel que celui prévu par le Conservation Authorities Act de 1946 en Ontario. Cependant, il faut remarquer que le but principal était alors la prévention des inondations. Voir: Arthur Herbert Richardson, Conservation by the People: The History of the Conservation Movement in Ontario to 1970, Toronto: University of Toronto Press, 1974. 2) La Loi sur les ressources en eaux du Canada prévoit la création de «zones de gestions qualitatives des eaux» et d'organismes régionaux de gestion qui n'existent toujours pas. Voir: Kernaghan Webb, La lutte contre la pollution au Canada: la réglementation des années quatre-vingt, op. cit.: 17-18 et 24.

[41] La Loi sur les ressources en eau du Canada, S.R.C., 1970, titre de la Partie I.

sur ces points.

> «CONSIDÉRANT que les besoins de ressources en eau du Canada augmentent rapidement et que s'impose une connaissance plus approfondie de la nature, de l'étendue et de la répartition de ces ressources en eau et des moyens de les satisfaire;
> CONSIDÉRANT que la pollution des ressources en eau du Canada constitue, pour la santé, le bien-être et la prospérité de la population du Canada et pour la qualité du milieu canadien en général, une menace sérieuse qui s'accroit rapidement et qu'en conséquence il est devenu urgent, dans l'intérêt national, de prendre des mesures en vue de pourvoir à une gestion de la qualité des eaux dans les régions les plus sérieusement atteintes du Canada;
> ET CONSIDÉRANT que le Parlement du Canada souhaite, en outre, que des programmes soient entrepris par le gouvernement du Canada (...) en vue de la recherche et de la planification relatives à ces ressources et en vue de leur conservation, de leur mise en valeur et de leur utilisation afin d'en assurer l'emploi optimal au profit de tous les Canadiens»[42] (nous soulignons).

Le pivot de l'articulation d'une telle biopolitique est, comme nous l'avons déjà suggéré, le recours au thème de la «qualité» qui est défini par l'absence, ou tout au moins, par le contrôle des «déchets» dans les eaux. Il ne s'agit pas de n'importe quels déchets mais bien de déchets potentiellement nocifs pour la population humaine.

> ««[D]échet» désigne une substance qui, si elle était ajoutée à des eaux, dégraderait ou modifierait ou contribuerait à dégrader ou à modifier la qualité de ces eaux dans une mesure telle que leur utilisation par l'homme ou par des animaux, des poissons ou des plantes utiles à l'homme en serait affectée, et comprend toute eau qui contient une substance en une quantité ou concentration telle, ou qui, à partir de son état naturel, a été traitée, transformée ou modifiée par la chaleur ou d'autres moyens d'une façon telle que si elle était ajoutée à des eaux, elle dégraderait ou modifierait ou contribuerait à dégrader ou modifier la qualité de ces eaux dans une mesure telle que leur utilisation par l'homme ou par des animaux, des poissons ou des plantes utiles à l'homme en serait affectée»[43] (nous soulignons).

Cette définition utilitariste et fortement anthropocentrique illustre bien l'objectif biopolitique de la gestion de la population humaine.

Dans ce contexte, la qualité des eaux ne peut être définie que négativement, c'est-à-dire par l'absence de «déchet» nuisible à l'humain et ne sont pas porteur d'une quelconque valeur intrinsèque. A ce sujet, il est révélateur de constater que le premier article de la partie II («Gestion qualitative des eaux») est justement intitulé «Pollution des eaux». La «qualité» nécessiterait donc

---

[42] Ibid.

[43] Ibid., article 2 (1).

simplement une interdiction de polluer au-delà de taux déterminés[44] et une liste de «substances prescrites»[45]. Néanmoins, la Loi sur les ressources en eaux du Canada prévoit la création de «corporations sans capital social»[46] responsables de la «gestion qualitative des eaux» pour des bassins fluviaux. Puisque la géographie de ces derniers correspond rarement aux limites des territoires politiquement définis ou aux domaines de compétences des différents gouvernements, la création de telles corporations permettrait de contourner les obstacles institutionnels et constitutionnels, et de mettre en place une gestion des eaux sur la base de l'écosystème des bassins fluviaux. Donc, potentiellement, cette loi pouvait permettre et promouvoir une gouvernementalité environnementale à tendance écopolitique similaire à celle de la Commission mixte internationale de l'accord de 1978 sur les eaux des Grands-Lacs. Cependant, à cause du fait que la création de telles corporations nécessitait l'accord préalable des provinces, aucune corporation n'a encore vu le jour. Ceci constitue un exemple de l'entrave que représente le carcan constitutionnel canadien au développement d'une gouvernementalité environnementale de tendance écopolitique. Cependant, il ne faut pas surestimer le caractère écopolitique potentiel de la Loi sur les ressources en eaux du Canada parce qu'elle n'abordait la problématique que d'une manière partielle. L'étude de cas effectuée par James Parlour démontre que l'approche «globale» de la gestion des eaux proposée initialement par le inistère de l'Énergie, des Mines et des Ressources n'était globale que pour le cycle des eaux, mais ignorait les autres sources de pollutions (comme par exemple les pollutions atmosphériques). En plus de la Loi sur les ressources en eaux du Canada, le gouvernement fédéral adopta deux autres lois semblables, applicables uniquement aux territoires constitutionnellement et directement sous son autorité exclusive. Il s'agit de la Loi sur la prévention de la pollution des eaux

---

[44] Ibid., article 8:
«Sauf dans les quantités et aux conditions prescrites pour la disposition des déchets dans la zone de gestion qualitative des eaux en question, notamment quant au paiement de toute redevance de pollution prescrite à cette fin, nul de ne doit déposer ou permettre de déposer des déchets d'aucune sorte dans des eaux comprenant une zone de gestion qualitative des eaux [...], ni en tout endroit dans des conditions telles que ces déchets ou tout autre déchet résultant de ce dépôt peuvent atteindre de telles eaux.»

[45] Ibid., notamment articles 2 (2) a), 16 et 19.

[46] Ibid., article 9 b).

arctiques et celle sur les eaux intérieures du Nord[47]. Dans ces deux lois on retrouve un souci du bien-être de la population, que ce soit au niveau de la santé physique ou de la santé économique. Par exemple, la Loi sur la prévention et la pollution des eaux arctiques déclare que le Parlement

> «[...] est déterminé à s'acquitter de son obligation de veiller à ce que les ressources naturelles de l'Arctique canadien soient mises en valeur et exploitées et à ce que les eaux arctiques contiguës au continent et aux îles de l'Arctique canadien ne soient ouvertes à la navigation que d'une façon qui tienne compte de la responsabilité du Canada quant au bien-être des Esquimaux et des autres habitants de l'Arctique canadien [...]»[48] (nous soulignons).

Cependant, il faut remarquer une différence notoire entre les deux législations. L'objectif de la Loi sur les eaux intérieures du Nord est plus directement et explicitement de caractère instrumental et économique. Cette loi énonce uniquement un souci pour le bien-être économique non seulement des populations locales mais de l'ensemble de la population canadienne. L'article 9 révèle bien l'unidimensionnalité de l'objectif de la loi (objectif économique). Cet article précise les mandats des «offices des eaux» (un pour le Yukon et un pour les territoires du Nord-Ouest) qui

> «[...] ont pour objet de prévoir la conservation, la mise en valeur et l'utilisation des ressources en eau du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest d'une façon qui permettra d'en retirer le maximum de profits pour les Canadiens en général et pour les résidents du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest en particulier»[49] (nous soulignons).

Nous pouvons faire deux brefs commentaires sur cette clause. Premièrement, cette clause définit les autochtones en «résidents», réduit implicitement le bien-être de la population à des considérations économiques et élargit la population à l'ensemble de la population canadienne. Deuxièmement, l'unidimensionnalité économique de cette clause est trahie par la traduction en français de l'expression anglaise («(to) provide the optimum benefit») par «en tirer le maximum de profits». L'expression anglaise aurait pu être aussi traduite par «en tirer un maximum d'avantages». Ceci aurait rendu possible une interprétation moins réductionniste que le terme «profits» suggère.

---

[47] Loi sur la prévention de la pollution des zones des eaux arctiques contiguës au continent et aux îles de l'Arctique canadien, S.C., 1969-1970, chapitre 47, et la Loi concernant les ressources en eau à l'intérieur du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, S.R.C., 1970 (1er supplément), chapitre 28.

[48] La loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques, 2e considérant.

[49] La Loi sur les eaux intérieures du Nord, clause 9.

Néanmoins, la création prévue de «zones de gestion des eaux» dans la Loi sur les eaux intérieures du Nord, pourrait être la base institutionnelle d'une gestion d'un écosystème, comme ce fut le cas pour la gestion des eaux des Grands-Lacs. Quant à elle, la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques laisse présager une approche «écologique» d'une «zone» qui ressemble fortement à un écosystème[50].

Cependant, l'articulation d'une écopolitique dans le cadre du nord canadien ne semble pas résulter de la même démarche que celle ayant cours dans le reste du Canada. Rappelons qu'il s'agirait du glissement d'un souci pour la santé et la vie de la population humaine (biopolitique) vers une écopolitique comme souci de la vie de la globalité de l'écosystème planétaire dans lequel se trouve la population humaine. Ces remarques permettent de suggérer que, dans le cas des territoires directement gérés par le gouvernement fédéral résultant de traités historiques entre les peuples autochtones et la Couronne britannique, une écopolitique pourrait être le résultat non pas principalement d'un souci pour la santé biologique des populations autochtones mais plutôt d'un souci pour la santé économique de l'ensemble de la population canadienne.

Les législations du début des années 1970 concernant le Nord canadien reflètent bien l'absence d'un souci pour la santé biologique des populations autochtones.

Ce survol sommaire de certains textes législatifs suggère d'une manière générale l'existence, entre 1966 et 1990, d'un glissement incertain d'un souci exclusif pour la vie de la population humaine (une biopolitique) vers un souci plus large incluant l'ensemble de vie humaine et non humaine (une écopolitique) prenant souvent la forme d'une gestion d'un écosystème. Cependant, nous pouvons déjà tirer plusieurs observations en guise de conclusions provisoires. Premièrement, la diversité et l'éclectisme des législations anti-pollutions constituent plutôt une entrave à une gestion des écosystèmes. Pour Lorne Giroux, «[c]ette multiplicité et cette diversité s'expliquent au premier chef par l'existence du partage des compétences législatives entre deux ordres de gouvernements inhérent au fédéralisme canadien. De plus, le caractère sectoriel de la législation reflète souvent la

---

[50] La loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques.
«[...] [L]a responsabilité du Canada quant [...] à la conservation de l'équilibre écologique particulier qui existe actuellement dans les zones que forment les eaux, les glaces et les terres de l'Arctique canadien»: 2e considérant.

division sectorielle de l'administration publique»[51]. Il est vrai que la fragmentation constitutionnelle des différents composants de l'environnement explique cette même fragmentation au niveau des législations anti-pollutions adoptées au cours des années 1970. Puisque le territoire canadien est défini constitutionnellement de manière fragmentée, la tentative de contrôler environnementalement ce territoire se fait par des politiques également fragmentées. A première vue, le contexte constitutionnel canadien semble donc rendre difficile, sinon impossible, la mise en place d'une écopolitique. En effet, une telle écopolitique n'est pas initialement articulée par les nouvelles bureaucraties centrales de l'environnement (ministères de l'Environnement) ou à travers les lois anti-pollutions, mais par des institutions déjà établies comme la Commission mixte internationale des Grands-Lacs, ou à travers des législations concernant la gestion de zones géographiques pouvant constituer un écosystème (par exemple, la Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara). Les cas de gestion d'écosystèmes constituent plutôt l'exception que la règle dans le contexte canadien. Malgré le contexte constitutionnel canadien défavorable, nous avons assisté à un glissement vers une écopolitique qui ne provient pas, au début de notre période d'étude, des nouvelles bureaucraties environnementales centrales.

Deuxièmement, une telle écopolitique n'est pas hétérogène par origine et par contenu. En effet, une telle écopolitique semble être le résultat d'une pluralité de contextes. Il s'agit parfois d'une extension du souci pour la santé humaine et urbaine vers un souci pour la totalité de la vie humaine et non humaine, urbaine et non urbaine.

Il s'agit aussi parfois d'un élargissement des préoccupations utilitaristes à court terme de la gestion économique des ressources naturelles vers des préoccupations en faveur du bien-être économique et social de la population.

II) Disciplines environnementales: échec d'une stratégie royale de pouvoir?

Après avoir souligné l'existence au pluriel de bureaucraties environnementales ainsi que le caractère principalement anti-pollution et éclectique des législations environnementales, nous devons voir comment furent mise en place concrètement ces politiques anti-pollutions. Dans un cadre

[51] Lorne Giroux, «La protection juridique du fleuve St-Laurent», dans Les Cahiers de Droit vol 32, n° 4 (décembre 1991): 1070.

analytique reposant sur une conception royale du pouvoir, la bureaucratie est le bras du souverain qui applique le caractère impératif de la loi. Tout au moins telle est la théorie. La pluralité bureaucratique et l'éclectisme des législations environnementales au Canada remettent sérieusement en question le cadre analytique du pouvoir royal comme étant (1) unidirectionnel du haut vers le bas, et (2) intégralement cohérent et uniforme. Il nous appartient donc d'étudier le troisième maillon du dispositif d'un pouvoir royal[52] afin de remettre en question de manière définitive l'illusion d'une conception royale du pouvoir et, plus précisément, dans ce chapitre, de «l'hypothèse répressive» en matière d'environnement. En nous inspirant de l'argument central de l'introduction du premier volume de L'histoire de la sexualité de Foucault, nous remettrons en question la notion suivant laquelle les législations anti-pollutions répressives (interdictions, réglementations, normes, surveillance) seraient l'instrument principal d'une normalisation environnementale de la population.

A) Réglementations et normes environnementales

Le but des législations anti-pollutions environnementales des années 1970 n'était, à l'origine, que d'autoriser les bureaucraties responsables à prendre des mesures ultérieures sous forme de réglementations. Ces dernières ne reposaient pas sur un exercice arbitraire similaire aux édits royaux sous l'absolutisme mais, au contraire, étaient justifiées par des normes «scientifiques» des pollutions afin de garantir une certaine «qualité» environnementale. Nous assistons donc à la création et à l'expansion d'un processus largement bureaucratique permettant la constitution (1) de listes de contaminants interdits ou réglementés, (2) de critères concernant la présence de contaminants. Il existe une multitude de critères selon les différents contextes. Par exemple, les critères de la réglementation fédérale en matière de pollution atmosphérique sont établis d'après une échelle allant du «souhaitable», à «l'acceptable» et au «tolérable»[53].

Au Canada, les premières normes établissant une limite précise du rejet de treize contaminants furent adoptées par le gouvernement de l'Ontario en 1967 lors de la mise en pratique du «Air Pollution

[52] Le premier maillon est la bureaucratie, appliqnant le commandement, tandis que le deuxième maillon est la loi, commandement impératif du souverain. Le troisième maillon est l'épée, qui inscrit la punition sur le corps indiscipliné et désobéissant.

[53] Doug Macdonald, op. cit.: 162.

Control Act». Le nombre de substances réglementées (sous ce qui deviendra en 1972 le Règlement 308 du «Ontario Environmental Protection Act») passera de 20 à 100 en 1974[54]. Nous assistons donc à une profusion (pour ne pas dire une pollution !) de normes et de réglementations dans le domaine de l'environnement. Comme nous l'avons déjà vu, la réglementation environnementale n'est pas seulement constituée d'interdictions mais aussi d'un régime bureaucratique de permis. Armés de critères «scientifiques», de normes et de barèmes environnementaux, les bureaucrates exercent leur pouvoir largement discrétionnaire grâce à l'émission ou non de tels permis. Le nombre de ces permis est très élevé. Par exemple, en 1985-1986 le ministère ontarien aurait émis environ 5000 permis[55]. La base légale de ce pouvoir discrétionnaire de la bureaucratie environnementale a d'ailleurs été confirmée par un arrêt de la Cour suprême de l'Ontario en 1978[56]. Au gouvernement fédéral, il existe la même tendance. Par exemple, treize ans après l'adoption de la loi sur les contaminants (1975), seulement quelques contaminants étaient interdits. La Loi sur les contaminants donnait en fait un pouvoir discrétionnaire important à Environnement Canada[57]. La seule existence de nombreuses réglementations ne constitue pas en soi une garantie de réussite des objectifs, c'est-à-dire l'arrêt des pollutions et la préservation ou l'amélioration de la qualité environnementale. Toute stratégie basée sur une réglementation doit aussi comprendre un système de surveillance et de punition.

---

[54] Ibid.: 166.

[55] Public Consultation on Certificates of Approval: An Evaluation, Synergistic Consulting Limited, rapport au Ministère de l'environnement, non daté: 14, cité par Doug Macdonald, op. cit.: 174 et 309.

[56] Ted Schreckter, «Of Invisible Beasts and the Public Interest - Environmental Cases and the Judicial System», dans Boardman (dir.), op. cit.: 88-89.

[57] Ibid.; Voir aussi J. Castrilli, «Control of Toxic Chemicals in Canada: An Analysis of Law and Policy», dans Osgoode Hall Law Journal 20 (1982): 322-401, et R. Demayo, «New Chemicals Notification and Regulation Under the Environmental Contaminants Act», dans Chemicals Workshop, EPS 3-EP-83-4 Ottawa, Environnement Canada, 1983.

B) Punitions, «police verte» et droit à un environnement sain

Nous pouvons noter deux grandes tendances entre 1966 et 1990 en matière de punitions. La première est le renforcement de la panoplie des punitions pour des cas d'infractions à la réglementation environnementale. Il s'agit notamment de l'augmentation de la valeur des amendes et du recours incertain et problématique au droit criminel en matière environnementale. La deuxième tendance est une plus grande volonté de faire appliquer la réglementation par un renforcement des capacités de surveillance, d'enquête et de poursuite judiciaire[58] par l'intermédiaire d'une «police verte». La troisième grande tendance est le développement à un droit de l'environnement qui rendrait impossible, ou tout du moins plus difficile, toute dérogation aux législations et réglementations environnementales.

i) Punitions

Toute législation prévoit une série de punitions en cas de violation de la loi et de la réglementation. Les législations environnementales prévoient une punition en cas de violation des différentes réglementations en place. La majorité des punitions en matière d'environnement demeure sous forme d'amendes et, parfois, d'emprisonnement[59].

---

[58] Le Canada n'est pas le seul à s'inscrire dans cette tendance. Pour une évolution semblable aux États-Unis, voir: Clifford Russell, «Monitoring and Enforcement», dans Paul Portney (dir.), Public Policies for Environmental Protection, op. cit.: 243-74. L'auteur révèle trois périodes entre 1972 et 1988 pour le nombre de poursuites judiciaires en matière d'environnement: (1) 1972-78 une période d'augmentation (de 1 à 262 cas), (2) une période de diminution entre 1979 et 1982 (1982: 112 cas), (3) à partir de 1983, une autre période d'augmentation (1988: 372 cas) (Table 7-6 à la page 263). L'auteur révèle également une forte augmentation quantitative des cas d'interventions administratives de l'agence américaine pour la protection environnementale (EPA) de 860 cas en 1972 à 3194 en 1987 avec trois périodes: (1) augmentation entre 1972 et 1976, (2) baisse entre 1977 et 1982, et (3) nouvelle augmentation à partir de 1983 (Tableau 7-7 à la page 265).

[59] Parfois il peut s'agir également de «travaux forcés», comme le prévoyait l'article 38 de la version de 1970 de Loi sur les pêcheries.
«Quiconque résiste ou délibérément suscite des entraves à un fonctionnaire des pêcheries ou garde-pêche dans l'exercice de ses fonctions, ou à toute personne agissant comme aide de ce fonctionnaire ou garde, est coupable de contravention punissable par voie de mise en accusation ou après déclaration sommaire de culpabilité et passible, s'il est reconnu coupable sur une mise en accusation de deux années d'emprisonnement au plus et, après déclaration sommaire de culpabilité de six mois d'emprisonnement au plus avec travaux forcés ou d'une amende de cent dollars» (nous soulignons).

Au niveau des amendes, nous pouvons constater l'augmentation considérable de leurs montants. Par exemple, l'article 33 (2) de la Loi des pêcheries prévoyait entre 1960 et 1966, une amende maximale de 2,000$ et jusqu'à un an d'emprisonnement. Au cours des années, l'amende maximale fut considérablement augmentée: 5,000$ en 1970, 50,000$ en 1977 en plus de l'adoption de mesures correctrices pour réparer les dommages[60]. Depuis les amendements de 1991, les amendes maximales pour une première violation peuvent aller jusqu'à 300 000$ et pour une récidive, jusqu'à 300 000$ ainsi qu'une peine de prison jusqu'à six mois. Pour une inculpation, l'amende pourrait aller jusqu'à 1 000 000$, augmentée d'une peine de prison jusqu'à trois ans en cas de récidive[61]. Cependant, un système de punitions ne garantit pas en soi qu'elles soient appliquées dans tous les cas de violation de la loi et de sa réglementation. Par exemple, au palier fédéral, en 1985-1986 il eut 51 condamnations pour pollutions des eaux et deux pour des pollutions par pesticides qui résultèrent en une amende moyenne de 5 039$ (minimum 250$ et maximum 30 000$)[62]. En Ontario en 1987-1988, il y eut 179 condamnations avec une amende moyenne de 6,212$. Au palier municipal, le Toronto Métropolitain a par exemple réussi, en 1985-1986, à obtenir 403 condamnations avec une amende moyenne de 778$[63]. Cependant, les pollueurs condamnés sont généralement de petites entreprises qui polluent relativement peu ou occasionnellement par accident. Il ne s'agit pas de grandes industries traditionnellement polluantes qui, elles, bénéficient d'un rapport de force favorable leur permettant de «négocier» avec les fonctionnaires responsables

---

Il est à remarquer que cette punition physique est prévue pour des instances de résistance au pouvoir royal plutôt que pour des violations aux réglementations anti-pollutions! Le respect de l'autorité serait-il donc plus important que l'objet que cette autorité prétend protéger?

[60] Kernaghan Webb, La lutte contre la pollution au Canada: la réglementation des années quatre-vingt, op. cit.: 17-18.

[61] David Vanderzwaag et Linda Duncan, «Canada and Environmental Protection - Confident Political Faces, Uncertain Legal Hands», dans Robert Boardman (dir.), op. cit.: 15.

[62] Harry Poch, Corporate and Municipal Environmental Law, Toronto: Carswell, 1989: 44. Pour la même période, un total de 144 accusations ont été lancées par les cinq ministères responsables de la législation environnementale fédérale.

[63] Ibid.: 45.

de l'environnement[64]. Par conséquent, les législations anti-pollutions sont un échec relatif parce que les interdictions de polluer ne sont pas suivies par les principaux pollueurs[65]. Même si les montants des amendes semblent de plus en plus considérables, ils représentent quant même parfois, pour les grandes industries, des sommes inférieures aux coûts des investissements nécessaires pour obéir à la lettre à toute la réglementation. Les procédures légales offrent également aux industries non respectueuses de la réglementation anti-pollution un avantage dilatoire leur permettant d'amortir pleinement leur investissements existants qui ne se conforment pas aux normes environnementales en vigueur[66]. Il est en effet difficile d'évaluer le non respect à la réglementation environnementale au Canada. Une étude aux États-Unis a révélé que 82% des répondants admettaient ne pas suivre la réglementation en force dans le domaine des décharges de polluants dans l'eau[67]. Ce non respect parfois presque généralisé se traduit donc par un bilan, sinon totalement négatif, tout du moins mitigé lorsque nous étudions les «progrès» en matière de pollution depuis le début des années 1970[68].

Comme l'augmentation quantitative des amendes ne constituait pas automatiquement une arme

---

[64] J. Swaigen et G. Bunt, La détermination de la peine en droit de l'environnement, Ottawa: Commission de réforme du droit, 1985: 53; R. Kazis et R. Grossman, Fear at Work: Job Blackmail, Labor and the Environment, New York: The Pilgrim Press, 1982; C. Nader, «Controlling Environmental Hazards: Corporate Power, Individual Freedom and Social Control», dans E. C. Hammond et I. Selikoff (dir.), Public Control of Environmental Health Hazards - Annals of the New York Academy of Sciences, 329 (1979).

[65] Voir entre autres: Macdonald, op. cit.: 179-84 et Linda Duncan, «Trends in Enforcement: Is Environment Canada Serious about Enforcing its Laws ?» dans Donna Tingley (dir.), op. cit.: 50-57.

[66] Voir entre autres: Ted Schrecker, «Resisting Environmental Regulation: The Cryptic Patterns of Business-Government Relations», dans Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.). op. cit.: 165-99.

[67] A. Myrick Freeman III, «Water Pollution Policy», dans Paul Portney (dir.), Public Policies for Environmental Protection, op. cit.: 97-149. Voir notamment le tableau 4-3 à la page 113, qui révèle que le non respect de la réglementation s'élève à 86% pour les municipalités et à 79 % pour les industries.

[68] Entre autres: Julian L. Simon et Herman Kahn (dir.), The Resourceful Earth, Oxford: Basil Blackwell, 1984. Les auteurs relativisent les «succès» de l'EPA en matière de contrôle des pollutions jusqu'en 1980. Le déclin de certaines pollutions dans les centres urbains où sont recueillies les données scientifiques s'expliquerait par le déplacement géographique des sources de pollution.

efficace, le recours au droit criminel pourrait être perçu comme étant une intensification qualitative dans l'arsenal des punitions. Cependant, il existe au moins deux limitations importantes à l'efficacité du recours au droit criminel. Premièrement, le droit criminel, basé sur le concept du fardeau de la preuve hors de tout doute raisonnable, rend très difficile son emploi dans les cas de pollutions de l'environnement, dans lesquels les preuves scientifiques sont controversées, changeantes et donc incertaines par rapport au concept de la preuve judiciaire[69]. Deuxièmement, le droit criminel repose également sur la doctrine du «mens rea», c'est-à-dire sur les intentions subjectives de l'accusé. Dans les cas de pollution de l'environnement, il est pratiquement impossible de prouver les intentions délibérées de polluer de «l'accusé». Les incertitudes scientifiques et les accidents demeurent les principales justifications et défenses légales acceptables[70].

ii) Police verte

C'est à partir des années 1980 que se produit un renforcement des moyens pour faire appliquer les réglementations anti-pollutions par la création des «polices vertes». En 1980, le ministre ontarien de l'environnement est le premier à annoncer la création d'une force de police environnementale («Special Investigation Unit») composée de 13 enquêteurs et le renforcement du service juridique du ministère[71]. En 1985 cette «Special Investigation Unit» devient la «Investigations and Enforcement Branch» (IEB) avec 70 employés supplémentaires ayant pour certain une longue carrière dans les forces de police traditionnelles comme le «Toronto and Metropolitan Toronto Police» ou la Gendarmerie Royale du Canada (GRC)[72]. En 1988-1989 la IEB avait 100 employés et un budget de 4 491 800 $. Les résultats ne se firent pas attendre. Le nombre de poursuites passa de 30 en 1981 à 170 en 1988-1989. Il faut aussi ajouter les interventions des municipalités dans

---

[69] Martine Rèmond-Gouilloud, op. cit.: 276.

[70] Pour cette section voir entre autres: Kernagahn Webb, «On the Periphery: The Limited Role for Criminal Offences in Environmental Protection», dans Donna Tingley, op. cit. : 58-69; Robert T. Franson, Barry Barton et Thompson, A Contract Model for Pollution Control, Vancouver: University of British Columbia / Westwater Research Centre, 1984: 1-10.

[71] Doug Macdonald, op. cit.: 185.

[72] Ibid.: 185-86 et 310.

l'arsenal des poursuites contre les pollueurs. Par exemple, le Metropolitan Toronto Police avait, en 1985-1986, 18 inspecteurs. Le nombre des condamnations était de 403 et l'amende moyenne de 778$. Cependant, la capacité d'enquête se limitait à environ 500 des 7000 entreprises sous la juridiction de ce corps policier.

Au Québec, une «Direction générale des inspections et des enquêtes» est mise sur pied en novembre 1988[73]. En avril 1991, cette direction avait 52 enquêteurs

> «[...] ayant une formation policière ou l'équivalent. Ces enquêteurs proviennent d'organismes, tels la Sûreté du Québec, la Gendarmerie Royale du Canada, la force constabulaire des Ports Nationaux, la Communauté urbaine de Montréal, différents corps de police municipale et d'organisme gouvernementaux comme par exemple le ministère du Revenu».[74]

La création de la Direction des enquêtes semblerait indiquer un changement officiel dans la stratégie du Ministère de l'environnement. Jusqu'à 1988,

> «[...] l'approche du Ministère était plutôt éducative et préventive que coercitive, avec raison, quant on considère que le personnel du Ministère devait veiller à l'application de plusieurs centaines de normes en plus des exigences qui peuvent être spécifiques à certains certificats d'autorisation. Par exemple, le personnel du Ministère doit analyser plus de 5 000 demandes de certificat d'autorisation par année, contrôler au moins 12 000 industries, le domaine de l'agriculture et à certains égards, les municipalités ainsi que les citoyens du Québec qui peuvent avoir des obligations quant aux exigences réglementaires du Ministère dans leur comportement courant».[75]

---

[73] «[...] [L]es ressources affectées à l'inspection jusqu'à maintenant apparaissaient hors de proportion avec les besoins. Jusqu'à cette année, le Ministère n'avait pas la capacité particulière pour enquêter de manière détaillée dans des dossiers particulièrement litigieux. Dans certains cas de pollution par exemple, l'établissement des preuves exige des techniques complexes et spécialisées. L'analyse a de plus démontré qu'en l'absence d'enquêteurs expérimentés, il était difficile de monter une preuve convaincante et d'obtenir une condamnation». Politique de conformité aux exigences environnementales, Ministère de l'Environnement du Québec, octobre 1988: 2, cité par Me Jean Rosa, (adjoint au directeur de la Direction des enquêtes), «Les enquêtes au Ministère de l'Environnement du Québec», dans Le droit et le citoyen... Un guide pratique, op. cit.: 3.

[74] Ibid.: 9.

[75] Ibid.: 2.

Les pouvoirs d'enquêtes de cette «police verte»[76] sont inscrits notamment dans les articles 117, 119 et 120.1[77] de la Loi sur la qualité de l'environnement. Comme résultat, entre 1988 et 1991, il y a eu une centaine de mandats de perquisition[78]. La création de cette police verte a eu pour résultat une augmentation du nombre d'enquêtes de six en 1989 à 175 en 1990[79]. Si le terme de «police verte» est nouveau, le recours à un système d'inspection ne l'est pas. Par exemple, déjà dans la

---

[76] Il ne s'agit pas seulement d'une métaphore mais bien d'une définition légale d'après les articles 35 et 267 de la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., (1988) c. 75). La police verte possède donc les pouvoirs d'arrestation (article 72 et suivant du Code de procédure pénale (L.R.Q., (1987) c. 96).

[77] 117. Si une personne croit pouvoir attribuer à la présence d'un contaminant dans l'environnement ou à l'émission, au dépôt, au dégagement ou au rejet d'un contaminant, une atteinte à sa santé ou des dommages à ses biens, elle peut, dans les trente jours après la constatation des dommages, demander au ministre d'entreprendre une enquête.
Le premier alinéa s'applique à une municipalité en égard à des dommages à ses biens.

119. Tout fonctionnaire autorisé à cette fin par le ministre peut, à tout moment raisonnable, pénétrer sur un terrain, dans un édifice autre qu'une maison d'habitation, dans un véhicule ou sur un bateau, afin de prélever des échantillons, installer des appareils de mesure, procéder à des analyses, consulter des registres ou examiner les lieux pour les fins de l'application de la présente loi et des règlement adoptés en vertu de celle-ci.

120.1 Tout juge de paix qui est convaincu, sur la foi d'une déclaration sous serment, faite par un fonctionnaire autorisé à cette fin par le ministre, énonçant qu'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une infraction aux dispositions de la présente loi ou des règlement adoptés en vertu de celle-ci est ou a été commise et qu'une chose animée ou inanimée susceptible de faire preuve de cette infraction se trouve à l'endroit où ce fonctionnaire demande de perquisitionner, peut décerner un mandat, aux conditions qu'il indique, autorisant celui-ci ou une autre personne nommée à perquisitionner et à saisir cette chose.

A cette fin, le fonctionnaire ou la personne à qui le mandat est décerné peut :
1. pénétrer après 7 heures et avant 20 heures ou à toute heure que le mandat indique sur un terrain, dans un édifice, dans un véhicule ou sur un bateau;
2. y prélever des échantillons;
3. y installer des appareils de mesures;
4. y procéder à des analyses;
5. y consulter des registres;
6. y examiner les lieux.

[78] Me Rosa, op. cit.: 25.

[79] Ibid., Annexe I, «Bilan des dossiers opérationnels 1987-1990».

Loi des pêcheries (1970), l'article 35 prévoit que

> «Tout fonctionnaire des pêcheries ou juge de paix peut faire des perquisitions, pénétrer de force et perquisitionner ou décerner un mandat de perquisition dans toute maison, tout navire ou lieu où il a raison de croire qu'il y a été caché du poisson pris en contravention à la présente loi ou à tout règlement, ou quelque objet dont l'usage est interdit par cette loi».

L'article 58 de la même loi donne aux fonctionnaires le pouvoir de saisir «tout bateau de pêche, véhicule, engin de pêche, outil, accessoire, objet». En fait la majorité des législations anti-pollutions que nous avons étudiées contiennent des dispositions similaires, quant aux pouvoirs d'inspection[80]. Par conséquent, la «création» de la police verte est peut-être moins un renforcement des forces «répressives» anti-pollutions en tant que telles qu'une nouvelle stratégie basée sur un panoptisme environnemental. Rappelons que c'est Michel Foucault, dans ses études sur les prisons, qui a suggéré l'idée selon laquelle l'architecture carcérale imaginée par Jeremy Bentham correspondait à une mise en place d'une nouvelle stratégie de pouvoir. La tour centrale d'observation de l'ensemble de la prison permettait à la fois une observation-contrôle, sans être vu pas les observés, et générait un système d'auto-contrôle constant de la part des observés même si personne ne se trouvait dans la tour centrale[81]. La «police verte» remplit cette fonction panoptique. Faible en ressources, la police verte a probablement un impact plus important que les simples succès «policiers» suggèrent. Dans ce cas, l'intensification des mesures policières serait plutôt un des éléments d'une stratégie pastorale en matière d'environnement plutôt qu'une stratégie purement répressive.

iii) Le droit à un environnement sain

Face à la perception de l'échec des législateurs et de la bureaucratie environnementale de faire appliquer leurs propres politiques anti-pollutions, le recours à un droit à environnement sain apparut comme un autre moyen d'obtenir, par l'intermédiaire du recours aux tribunaux, le respect de

---

[80] La Loi fédérale sur les eaux intérieures du Nord (1970): articles 29 à 31; la Loi fédérale sur la prévention de la pollution des eaux arctiques (1970): articles 14 à 17, 23 et 24; la Loi sur les ressources en eau du Canada (1970): articles 20 à 25. Pour une discussion des pouvoirs de la police verte à la lumière de la Charte des droits et libertés, voir entre autres : Marc-André Fabien, «Le droit pénal et réglementaire en matière environnementale», dans Développements récents en droit de l'environnement, op. cit.: 45-76.

[81] Foucault, «Visibilité isolante», dans Jeremy Bentham, Le panoptique, op. cit. et Surveiller et punir, op. cit.: 197-229.

la qualité de l'environnement. La première vague articulant l'importance du recours au droit à un environnement sain comme moyen de préserver l'environnement eut lieu au début des années 1970 et principalement en provenance des États-Unis[82]. Cette vague américaine n'a pas eu beaucoup d'influence pour la simple raison que le recours aux tribunaux pour des cas de responsabilité civile est relativement rare au Canada[83]. Cependant, après l'adoption en 1982 de la Charte canadienne des droits et libertés, le décor politique canadien, et spécialement à l'extérieur du Québec, change radicalement[84]. C'est dans le contexte de la période après l'adoption de la Charte qu'un droit à un environnement sain devient une préoccupation plus importante au Canada[85]. La Charte de 1982 a légitimé en grande partie le débat autour de la constitutionnalisation d'un droit à un environnement sain. Nous remarquons que le texte légal définitif de l'accord de Charlottetown prévoyait dans la section (non-judiciable) sur «l'union sociale et économique» une forme de droit de l'environnement.

---

[82] Voir notamment: Christopher Stone, Should Trees Have Standing - Toward Legal Rights for Natural Objects, Los Altos, California: Kaufmann, 1974 (publié en 1972 dans The California Law Review 45) et Lawrence Tribe, «Ways Not to Think About Plastic Trees: New Foundations for Environmental Law», dans The Yale Law Journal 83 (1974): 1315-48. Voir aussi: Roderick Frazier Nash, The Right of Nature - A History of Environmental Ethics, Wisconsin: Wisconsin University Press, 1989. Pour cet auteur c'est l'adoption en 1973 aux États-Unis du «Endangered Species Act» qui constituerait la première étape vers «un droit de la nature»: 177.

[83] Une des exceptions notoires: R. T. Franson et P. T. Burns, «Environmental Rights for the Canadian Citizen: A Prescription for Reform», dans The Alberta Law Review vol 12 (1974): 153-71.

[84] Voir entre autres: Peter Russell, «The Political Purposes of the Canadian Charter of Rights and Freedoms», dans The Canadian Bar Review (mars 1983): 30-54; Cynthia Williams, «The Changing Nature of Citizen Rights», dans Alan C. Cairns et Cynthia Williams (dir.), Constitutionalism, Citizenship, and Society in Canada, Toronto: Macdonald Commission Studies, vol 33 / University of Toronto Press, 1985; Alan C. Cairns, «Citizens and their Charter: Democratizing the Process of Constitutional Reform», dans Michael D. Behiels (dir.), The Meech Lake Primer: Conflicting Views of the 1987 Constitutional Accord, Ottawa: Ottawa University Press, 1989: 109-24; F. L. Morton, «The Political Impact of the Canadian Charter of Rights and Freedoms», dans la Revue canadienne de science politique vol 20, n° 1 (mars 1987): 31-55.

[85] Il faut également noter la situation aux États-Unis, qui est celle d'une crise de confiance dans l'efficacité administrative de l'«EPA» et de l'absence manifeste de volonté politique de la part du pouvoir exécutif américain au début des années 1980. Par conséquent, le «droit à l'environnement» est perçu comme faisant suite au «Withering of Administrative Discretion» en matière d'environnement. Voir notamment: Paul R. Portney, «Overall Assessment and Future Directions», dans Paul R. Portney (dir.), op. cit.: 275-89.

Le paragraphe sur l'union sociale incluait cinq objectifs dont le dernier était de «protéger, préserver et maintenir l'intégrité de l'environnement pour les générations actuelles et futures»[86]. La section sur l'union économique comprenait également cinq objectifs dont l'un était d'«assurer un développement durable et équitable»[87]. C'est donc principalement après 1982 que sont articulés, au Canada, des arguments en faveur d'un droit de l'environnement[88]. La Charte de 1982 soulève elle-même plusieurs interrogations et possibilités quant à son emploi pour la protection de l'environnement[89]. L'article 7 de la Charte déclare que «Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne [...]» (nous soulignons).

C'est donc, à nouveau, par l'intermédiaire d'un souci pour la vie humaine (biopolitique) que pourrait émerger un souci écologique, exprimé par un droit de l'environnement qui pourrait prendre au moins deux formes. La première, que nous avons déjà établi, est celle d'un droit substantiel à une qualité environnementale. La deuxième est un droit de participation du public au processus de détermination des politiques en matière de l'environnement[90].

De toutes les entités territorialo-constitutionnelles, l'Ontario semblerait être la plus proche d'une reconnaissance d'un droit à un environnement sain, tout au moins si la ministre ontarienne de l'Environnement (Ruth Grier) réussit à faire approuver un projet de loi similaire à celui qu'elle avait

---

[86] Gouvernement du Canada, Rapport du consensus sur la Constitution - Charlottetown - Le 28 août 1992 - Texte définitif, Ottawa, 1992: 2.

[87] Ibid.: 3.

[88] Par notamment: Paul Emond, «Co-operation in Nature: A New Foundation for Environmental Law», dans Osgoode Hall Law Journal vol 22, n° 2 (1984): 323-48; P. S. Elder, «Legal Rights for Nature - The Wrong Answer to the Right(s) Question», ibid.: 285-96 et John Livingston, «Rightness or Rights?» dans ibid.: 309-22.

[89] Entre autres: Alexandre-Charles Kiss, «Le droit à la qualité de l'environnement - un droit de l'homme?» dans Nicole Duplé, op. cit.: 67-89; William Andrews, «The Environment and the Canadian Charter of Rights and Freedoms», dans ibid. : 263-72; John U. Bayly, «Section 35 of the Constitutional Act 1982 and Collective Aboriginal Rights to Environmental Quality», dans ibid.: 253-60; Robert B. Gibson, «Constitutional Entrenchment of Environmental Rights», dans ibid.: 275-99; Samuel V. Stevens, «Indian Rights to Environmental Protection - A Constitutional Basis», dans Donna Tingley (dir.), op. cit. 1987: 44-49.

[90] Cette distinction est celle faite par l'article de Ted Schrecker, «Of Invisible Beasts and the Public Interest», dans Boardman (dir.), op. cit.: 98.

présenté, à deux reprises, et à titre personnel, en 1986 et 1987[91]. Dans ce projet de loi intitulé «An Act respecting Environmental Rights in Ontario», on retrouve à la fois un droit substantiel à un environnement sain par l'intermédiaire d'un droit de l'humain à «un air sain et de l'eau pure ainsi qu'à la préservation des valeurs naturelles, scéniques et historiques de l'environnement» (traduction libre)[92], et un droit de recours judiciaire pour faire respecter «l'intérêt collectif des résidentes et résidents de la Province de l'Ontario ainsi que la protection et l'héritage pour les générations futures» (traduction libre)[93]. Le projet de loi établit des possibilités précises de recours judiciaire, d'accès à l'information et de consultations obligatoires des citoyens. Ted Schrecker qualifie un tel projet de loi comme étant «potentiellement une érosion considérable du pouvoir arbitraire du gouvernement» (traduction libre)[94]. Il s'agirait donc effectivement d'un scénario qui semble remettre en question une conception et une stratégie royale du pouvoir. Cependant, il serait possible de se demander si nous n'avons pas à faire plutôt à un transfert d'autorité «royale» en faveur du pouvoir judiciaire. Néanmoins, adopter une telle interprétation serait demeurer en dernière instance dans une conceptualisation royale du pouvoir. Sans vouloir rentrer trop dans les détails du chapitre suivant, nous pouvons suggérer, au contraire, qu'un droit à un environnement sain et plus précisément les possibilités légales ouvertes à la population constituent un des éléments d'une stratégie de pouvoir (que Foucault appellerait «pastorale»), d'une normalisation environnementale.

En résumé, nous avons vu l'existence simultanée, entre 1966 et 1990, (a) d'un renforcement considérable de l'arsenal des punitions à la lumière d'une large désobéissance des lois et des règlements environnementaux, (b) d'un renforcement des capacités d'enquête par l'intermédiaire de la «police verte», et (c) d'une tendance vers un droit de l'environnement. Si les deux premières observations suggèrent, à première vue, une manifestation évidente d'un pouvoir «royal» ravivé, le

---

[91] Cette section est basée sur la partie intitulée «Environmental Rights?» de l'article de Ted Schrecker, «Of Invisible Beasts and the Public Interest», ibid.: 98-102.

[92] Projet de loi, «An Act respecting Environmental Rights in Ontario», cité par Schrecker dans op. cit.: 99.

[93] Ibid.

[94] Ibid.: 101.

troisième point aurait tendance à faire croire à une diminution potentielle du pouvoir «royal» en faveur de la population. En guise de conclusion provisoire, nous pouvons dire que le cas de l'environnement au Canada illustre moins une limite dans l'emploi du pouvoir «royal» (suggéré par le titre-interrogation de cette section), mais qu'au contraire, les formes «royales» de pouvoir ne sont qu'un des éléments d'une stratégie «pastorale» de pouvoir. La gouvernementalité environnementale serait donc basée, d'après ce scénario, sur une stratégie de pouvoir fondamentalement «pastorale» au service de laquelle seraient les éléments «royaux» du pouvoir. Une telle stratégie pastorale de pouvoir n'est pas une conspiration (voulue ou résultante) provenant des «détenteurs» de pouvoir. L'adoption de comportements environnementaux parmi la population n'est pas le seul effet des mesures répressives imposées par les bureaucraties, par les législations et par la «police verte». La construction sociale d'une population environnementale est également le résultat de pratiques actives et largement autonomes de la population elle-même. Le pouvoir est donc un espace dans lequel se déploie différents rapports de pouvoir. Le pouvoir n'est pas une chose possédée exclusivement par certains.

III) Évaluations environnementales: stratégie bureaucratico-royale et stratégie écologico-pastorale

La réglementation et les normes environnementales demeurent principalement basées sur des techniques royales de pouvoir, c'est-à-dire sur une série d'ordres interdisant d'une manière de plus en plus précise les pollutions. Le renforcement de l'arsenal «répressif» (les amendes, le recours au droit criminel ou à un droit à un environnement sain, la police verte, etc.) tente de faire appliquer la réglementation et les normes environnementales. Il n'en demeure pas moins que tout ceci est principalement de nature réactive plutôt que préventive. C'est pour cela que fut mis sur pied une procédure d'évaluation environnementale afin de prévenir, dès la conception des projets, les impacts négatifs sur l'environnement. C'est là que réside le caractère novateur du processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement. Dans les faits il s'agit, au départ, d'une pratique bureaucratique d'introspection des impacts environnementaux des projets à adopter.

Cependant, une deuxième grande tendance vient modifier ces nouvelles pratiques bureaucratiques introspectives. Il s'agit principalement et simultanément (i) de l'élargissement de l'objet des études des impacts environnementaux à des considérations plus larges (impacts sociaux, économiques,

culturels) et (ii) d'une «volonté» croissante de participation de la part de la population dans le fonctionnement des procédures des évaluations des impacts environnementaux.

A) Les évaluations environnementales comme pratiques bureaucratico-royales de pouvoir

Ce n'est qu'à partir de 1974 que fut mise en place des procédures qui permettaient l'incorporation des enjeux en matière d'environnement dans les prises de décisions par la bureaucratie. Cette stratégie révèle un attachement à une conception royale de pouvoir: une procédure bureaucratique, rationnelle et efficace permettant l'articulation de politiques et de prises de décisions appropriées en matière d'environnement, devrait, en théorie, avoir des résultats tangibles.

Dans ce domaine, l'expérience des États-Unis a fortement influencé le Canada. Le «National Environmental Policy Act», adopté par le Congrès américain en 1969, prévoyait dans le paragraphe (c) de l'article 102 la mise sur pied d'une procédure devant conduire à un «Environmental Impact Statement» pour tous les projets fédéraux concernant l'environnement. Afin de mettre en place ces nouvelles procédures, une bureaucratie spécifique fut créée: «the Council on Environmental Quality»[95].

Au palier fédéral canadien, le «Processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement» (le PÉEE) fut établi par un décret (et non par une loi) adopté le 1er avril 1974[96]. Le champ d'application était limité aux projets de compétence constitutionnelle fédérale, ou ceux qui engageaient financièrement le Gouvernement du Canada, ou ceux qui seraient réalisés à l'intérieur

---

[95] Pour une présentation générale voir notamment: Zachary A. Smith, The Environmental Policy Paradox, op. cit.: 52-54; Brian D. Clark, Ronald Bisset et Peter Wathern, Environmental Impact Assessment - A Bibliography with Abstracts, Londres: Mansell, 1980; Ronald Pushchak, «The Political and Institutional Context of Environmental Impact Assessment in Ontario», dans J. B. R. Whitney et Virginia Maclaren (dir.), op. cit.: 75-87.

[96] Décisions du cabinet du 8 juin 1972, du 20 décembre 1973 et du 15 février 1977. Bureau fédéral d'examen des évaluation environnementales et la Direction des Activités fédérales, Service de la Protection de l'Environnement, Processus fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement - Guide pour un examen environnemental préalable, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1978. Pour un bref historique de la PÉEE voir entre autres: Canadian Environmental Advisory Council, Preparing for the 1990s: Environmental Assessments, an Integral Part of Decision-Making, op. cit.

d'une terre ou d'une mer administrée directement par le Gouvernement du Canada[97]. De plus, ces procédures «[...] attribuent aux ministères initiateurs la responsabilité de procéder à l'évaluation environnementale de leurs projets et de s'assurer de leur acceptabilité dans le cadre de l'environnement»[98].

Il s'agit donc d'une «auto-évaluation» par les ministères[99], ce qui encourage l'hétérogénéité des pratiques bureaucratiques en matière d'évaluations environnementales. Il s'agit donc, au départ, d'une pratique décentralisée ou plus exactement d'une pratique non centralisée. Dans ce contexte, la constitution d'une gouvernementalité environnementale n'est pas le fruit rationnel d'une bureaucratie centrale environnementale. Cette non centralisation des évaluations environnementales (comme pratiques bureaucratiques) ne signifie pas qu'il y a absence de volonté d'établir des directions générales adoptées par une instance centrale. A cet effet, le décret de 1974 prévoyait déjà:

> «qu'un processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement serait créé au palier fédéral [...];
> que le ministre de l'Environnement [...] établisse
> a) un mode d'administration du processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement [...];

---

[97] Voir le «Décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement», DORS/84-467, le 22 juin 1984, article 6 dans La Gazette du Canada, partie II du 11 juillet 1984. Pour une étude des limites du processus d'évaluation voir entre autres: Paul D. Emond, «The Legal Framework of Environmental Impact Assessment in Canada and Application to the Legislation», dans J. B. R. Whitney et Virginia Maclaren (dir.), op. cit.: 68-71. D'après Emond, les limites sont imposées par (1) le cadre des juridictions fédérales/provinciales, (2) l'exclusion des projets du secteur privé, et (3) des pouvoirs d'exemption octroyés à l'exécutif.

[98] «Décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement», dans op. cit.: Avant-propos.

[99] L'article 3 du «décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement» adopté par le conseil privé (1984-2132, le 21 juin 1984) stipule d'ailleurs que: «[l]e processus est une méthode d'auto-évaluation selon laquelle le ministère responsable examine, le plus tôt possible au cours de l'étape de planification et avant de prendre des décisions irrévocables, les répercussions environnementales de toutes les propositions à l'égard desquelles il exerce le pouvoir de décision», dans la Gazette du Canada, partie II, vol 118, n° 14: 2795.

b) une commission d'évaluation environnementale [...]».[100]

Cependant, il s'agit de directives très générales. Les décrets subséquents de 1977 et de 1984, ainsi que la loi de 1979 sur l'organisation du gouvernement du Canada modifient le décret de 1974 en augmentant la complexité des procédures des évaluations environnementales et en précisant le rôle de chacun des intervenants[101]. En résumé, les évaluations environnementales ne sont pas, au départ, basées sur la centralisation d'une construction d'une gouvernementalité environnementale au sein d'une unique bureaucratie environnementale centrale[102]. La structure même du processus d'évaluation confirme la non centralisation des pratiques bureaucratiques. En effet, la plupart des pratiques bureaucratiques ont lieu hors d'Environnement Canada. Le processus fédéral canadien

> «[...] comprend trois étapes: l'évaluation initiale, durant laquelle le ministère responsable procède à l'examen préliminaire du projet afin d'en déterminer les impacts éventuels sur l'environnement; l'examen public, durant lequel les projets pouvant avoir des répercussions importantes sont soumis à l'examen public par une commission; et la réalisation, durant laquelle le projet est réalisé compte tenu des restrictions environnementales imposées dans le cadre du processus».[103]

Il n'est pas surprenant, dans un tel contexte d'auto-évaluation, que 99.9% des projets ne dépassent

---

[100] Cité dans Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, Politique du gouvernement du Canada établissant le Processus fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement, Ottawa: non daté mais postérieur à 1977: 1.

[101] Voir entre autres: Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales / Patrick Duffy (dir.), Guide pour l'évaluation initiale - Processus fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, janvier 1988. Ce document fait suite à des guides également publiés par le Bureau dont: Guide pour un examen environnemental préalable, 1978 et Le Nouveau guide du processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement, 1979.

[102] Cette observation est partagée par Robert V. Bartlett, «Ecological Reason in Administration: Environmental Impact Assessment and Administrative Theory», dans Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.), op. cit.
«[...] EIA is certainly good medicine for the Administrative State, improving its effectiveness, increasing its coordinative capabilities, and enhancing its legitimacy while, ironically, making it less bureaucratic and less amenable to unified direction»: 90 (nous soulignons).

[103] Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, L'examen public: ni judiciaire, ni politique, un forum essentiel pour l'avenir de l'environnement - Rapport concernant la réforme des procédures d'audience publique du processus fédéral d'examen des évaluations environnementales, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1988: 6.

pas le stade de «l'évaluation initiale» interne aux ministères[104]. De plus, certains domaines précis sont explicitement exclus des procédures, telles que les revendications territoriales des autochtones, la politique énergétique nucléaire et la politique de la défense. Au palier provincial, l'Ontario a été la première province à adopter en 1975 une loi (et non pas un décret) rendant obligatoire les évaluations d'impact environnemental: The Environmental Assessment Act[105]. Cependant, comme nous l'avons déjà vu, les pouvoirs discrétionnaires sont tels qu'en dernier recours, c'est le pouvoir exécutif qui prend les décisions. Par exemple, dans le cas des examens d'impact environnemental fédéraux, les limites à l'application de ces procédures sont évidentes. Premièrement, ces procédures ne s'appliquent qu'à des projets qui relèvent de la compétence du palier de gouvernement en question. Deuxièmement, les projets du secteur privé sont exclus de ces examens alors qu'ils représentent la plus grande partie des projets ayant un impact sur l'environnement. Troisièmement, l'exécutif politique se réserve le droit de faire des exceptions[106]. Au Québec, c'est un amendement de la Loi sur la qualité de l'environnement (en 1978) et un décret adopté en 1980 qui établirent la procédure d'évaluation d'impact en matière environnementale[107].

A première vue, et dans une conceptualisation royale du pouvoir, les procédures adoptées pourraient sembler inefficaces par rapport aux intentions initiales et aux effets attendus. Cependant, dans une

---

[104] Ibid.

[105] S.O., 1975, chapitre 69.

[106] Paul Emond, «The legal Framework of Environmental Impact Assessment in Canada and Application of the Legislation», art. cit.: 53-73. Ronald Pushchak a très bien démontré l'importance numérique et relative des exemptions dans le cas de l'Ontario. Entre l'année de l'adoption de la procédure ontarienne d'examen des impacts environnementaux (en 1976) et 1982, il y a eu 228 exemptions pour des projets individuels, 706 exemptions pour des projets individuels annoncés avant 1976, et 16 exemptions de nature générale pour les activités normales («regular») des agences gouvernementales. Quant au nombre d'examens d'impact environnemental, il est bien plus modeste, soit 89. Voir aussi: Ronald Pushchak, «The Political and Institutional Context of Environmental Impact Assessment in Ontario», ibid.: 82.

[107] Décret 3734-80, décembre 1980. Louise Roy, «Les régimes d'évaluation environnementale - La procédure québécoise», dans Le droit et le citoyen... Un guide pratique, op. cit. Pour un survol des différentes procédures en place à travers le Canada, voir entre autres: Paul D. Emond, «The Legal Framework of Environmental Impact Assessment in Canada and Application to the Legislation», art. cit.: 68-71.

optique pastorale de pouvoir, ces procédures d'évaluation environnementale constituent un ensemble de pratiques bureaucratiques institutionnalisées et répétées qui contribuent à la normalisation d'un groupe (restreint) de bureaucrates par des techniques «pastorales» environnementalisantes. Les études d'impact sur l'environnement représentaient en effet, à l'époque, une nouveauté dans les pratiques bureaucratiques. A l'origine, les études d'impact sur l'environnement étaient réservées aux seuls experts des bureaucraties concernées. Par conséquent, et comme l'a démontré Serge Taylor, il est possible de percevoir ces nouvelles pratiques (bureaucratiques) comme étant avant tout une «stratégie d'une réforme administrative»[108] afin de forcer les différentes bureaucraties «à penser», c'est-à-dire, dans notre cas, à incorporer des considérations environnementales dans le fonctionnement et les procédures de prise de décisions par les bureaucraties. Ces études d'impact sur l'environnement nécessitent donc l'établissement d'une bureaucratie interne aux ministères se spécialisant sur ces études d'impact. On peut constater, dans certains cas, une augmentation importante du nombre de personnes employées par les services responsables des études d'impacts sur l'environnement. Par exemple, aux États-Unis, dans le «Army Corps of Engineers», le nombre de spécialistes passe de 149/280 (suivant les estimations) en 1971 à 515/665 en 1981, dont la plupart sont des biologistes (277) et «d'autres spécialistes environnementaux» (106)[109]. La complexité et la croissance des informations de nature scientifique, technique (et bientôt sociale) conduisent à la mise sur pied d'une véritable «science» des évaluations et des examens environnementaux[110]. Il existe d'ailleurs une tendance très claire et relativement rapide vers une «scientifisation» des évaluations environnementales. L'accumulation de connaissances scientifiques presque exclusivement dans le contexte bureaucratique du processus d'évaluation d'impact environnemental révèle bien l'existence de liens étroits entre le développement d'un ensemble de connaissances scientifiques (savoir) et les formes spécifiques des pratiques de pouvoir, ce que Serge

---

[108] Serge Taylor, Making Bureaucracies Think - The Environmental Impact Statement Strategy of Administrative Reform, op. cit.

[109] Ibid.: 348.

[110] Voir entre autres: William Dunn, Andrea M. Hegedus et Burkart Holzner, «Institutionalizing Science Impact Assessment: Indicators into Public Policy», dans Robert Bartlett (dir.), op. cit.: 87-96.

Taylor qualifie d'ailleurs de «quête de la vérité et du pouvoir par les analystes»[111].

Cependant, cette première phase (1974-1978) est suivie d'une deuxième (à partir de 1978), au cours de laquelle on assiste à la mise sur pied de bureaucraties relativement indépendantes des ministères (initiateurs de projets) et responsables en matière d'évaluation d'impact environnemental après l'auto-évaluation des ministères. C'est la création au Québec, en 1978, du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) qui marque le début de l'institutionnalisation de nouvelles bureaucraties responsables des évaluations environnementales. Au palier fédéral, ce n'est qu'en 1984 qu'est créé le Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales (BFÉÉE), qui demeure néanmoins rattaché administrativement au ministère de l'Environnement. Une des pratiques très rares de ce processus est le recours à l'examen public. Nous pourrions être portés à croire qu'il s'agit là d'une faille dans une pratique de pouvoir de type bureaucratico-royal. En fait, comme nous allons tenter de le démontrer, il n'en est rien. Il faut tout d'abord reconnaître et rappeler que l'écrasante majorité des projets ne sont soumis qu'à une auto-évaluation ministérielle interne. Environ un projet sur 1000 est soumis à un examen public[112]. Cependant, même dans ce contexte exceptionnel (0.1%), il est intéressant d'étudier plus en détail certains des paramètres conduisant à des audiences publiques. Premièrement, et à la suite de la décision du ministre de l'Environnement de soumettre un projet à un examen public, le ministère de l'Environnement prépare un mandat encadrant la mission de l'examen public. De plus, c'est ce même ministère qui nomme les membres d'une commission responsable de l'examen public. Les membres doivent répondre à certains critères dont:

> «a) faire preuve d'objectivité et ne pas être dans une situation où il y a risque de conflits d'intérêts quant à la proposition à l'étude;
> b) être à l'abri de l'ingérence politique; et
> c) posséder des connaissances particulières et une expérience se rapportant aux effets

---

[111] Taylor, op. cit., chapitre 5, «The Analysts' Pursuit of Truth and Power»: 93-129.

[112] Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, L'examen public: ni judiciaire, ni politique, un forum essentiel pour l'avenir de l'environnement - Rapport concernant la réforme des procédures d'audience publique du processus fédéral d'examen des évaluations environnementales, op. cit.: 6. Entre 1975 et août 1990 seulement 35 commissions fédérales d'évaluation ont été mises sur pied, pour une moyenne annuelle d'un peu plus de deux rapports!

prévus de la proposition sur les plans technique, environnemental et social».[113]

Ces critères présument entre autres d'une supériorité (et de l'existence!) épistémologique de «l'objectivité» et de l'expertise dans des domaines de connaissance préalablement déterminés. Ces critères délimitent fortement l'étendue du contenu possible des rapports des commissions. De plus, le président de la commission est généralement issu du Bureau. Les autres membres de la commission proviennent de l'extérieur de la fonction publique fédérale. En réalité, certains des commissaires ont été, lors de leur carrière professionnelle, des employés-fonctionnaires d'autres paliers de gouvernement. Par exemple, la commission d'évaluation environnementale numéro 35, qui a remis son rapport en août 1990, était composée de cinq hommes: le président, qui était également directeur régional principal du Bureau; un biologiste-académique ayant une expérience avec le service fédéral de la faune; un vétérinaire-académique; un retraité, ex-employé du service fédéral de la faune; et un consultant en gestion de la faune, ancien chef de la gestion de la faune pour le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest[114]. Les commissions sont donc composées généralement de scientifiques et d'anciens bureaucrates. Dans le contexte de l'activité principale des commissions, c'est-à-dire les audiences publiques, il est intéressant de remarquer en général et, jusqu'à récemment, l'absence de spécialistes en sciences sociales et de représentants de la population affectée par le projet en question[115]. Cependant, avant les audiences publiques, la commission doit effectuer une étude d'impact environnemental (ÉIE) devant servir de document de base lors leur tenue. Nous constatons que le cadre des audiences publiques structure et encadre

---

[113] Article 22 du «décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement» adopté par le conseil privé (1984-2132) le 21 juin 1984, et publié dans la Gazette du Canada, partie II, vol 118, n° 14: 2798.

[114] Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, Bisons malades du Nord - Rapport de la Commission d'évaluation environnementale, rapport n° 35, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, août 1990: 47.

[115] Il ne faut pas généraliser. Par exemple, la commission d'évaluation du projet de raccordement dans le détroit de Northumberland était composée de six personnes, dont deux femmes provenant du milieu communautaire de l'île-du-Prince-Édouard et un ancien président d'un regroupement des pêcheurs. Voir: Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, Projet de raccordement dans le détroit de Northumberland, rapport n° 34, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, août 1990.

les possibilités d'intervention du public. Même dans le cadre des audiences publiques, il ne s'agit officiellement ni d'un moyen de la part du public d'exercer un quelconque droit de regard sur un dossier environnemental précis, ni d'une expression d'un rapport de pouvoir. «Du fait que l'audience publique vise à protéger l'environnement et le milieu social, la procédure fait naître des attentes très élevées dans le public, attentes qu'il est souvent difficile de satisfaire, d'autant plus que les objets mêmes de l'audience sont souvent mal compris»[116]. Les audiences publiques ne sont pas un lieu manifeste de l'expression «démocratique» mais, au contraire, «un service que l'État demande au public pour l'aider à prendre une décision en connaissance de cause et pour favoriser un rapport harmonieux entre le développement économique et la protection de la qualité de l'environnement»[117]. Vu de cette perspective, la procédure des évaluations environnementales et, plus précisément, les audiences publiques ne sont perçues comme étant uniquement un instrument bureaucratico-scientifique pour améliorer l'efficacité des prises de décisions gouvernementales. En Ontario, c'est le «Environmental Assessment Act»[118] qui prévoit la création d'un «Environmental Assessment Board». Cependant, le Cabinet possède toujours d'énormes pouvoirs discrétionnaires pouvant limiter la portée de ces «Boards»[119]. Cette approche demeure fortement ancrée dans une conception bureaucratico-royale du pouvoir.

Comme nous l'avons déjà vu, depuis la fin des années 1980, certaines décisions judiciaires ont réduit le pouvoir discrétionnaire des exécutifs. Par exemple, dans le cas du barrage sur la rivière Oldman en Alberta, les directives du Processus fédéral d'examen et d'évaluation environnementales (le PÉEE) ont été interprétées par les tribunaux comme étant légalement obligatoires et non pas à

---

[116] L'examen public: ni judiciaire, ni politique,..., op. cit: 12.

[117] Ibid.

[118] R.S.O., 1980.

[119] Pour une discussion plus détaillée, voir entre autres: Ted Schrecker, «Of Invisible Beasts and the Public Interest», dans Robert Boardman (dir.), op. cit.: 93-98. Une des limites du «Environmental Assessment Board» est sa composition par des bureaucrates provenant des différents ministères, ce qui illustre entre autres le caractère exclusivement bureaucratique du processus des études d'impact environnemental. Voir aussi: Ronald Pushchak, «The Political and Institutional Context of Environmental Impact Assessment in Ontario», art. cit.: 84.

l'entière discrétion du pouvoir exécutif[120]. Dans le cadre d'une analyse foucaltienne du pouvoir royal, nous pouvons faire deux remarques. Premièrement, les développements juridiques récents illustrent une incertitude (non seulement analytique) quant à l'emplacement exact de «l'origine» des prises de décisions en matière d'environnement. S'agit-il du Cabinet, du ministère de l'environnement, de la bureaucratie responsables des études d'impact environnementaux ou des tribunaux?[121] S'il existait déjà au Canada des tensions entre le pouvoir exécutif des deux ordres de gouvernement concernant, sinon l'exclusivité tout au moins une prédominance sur les pratiques royales de pouvoir, la création de bureaucraties responsables des processus d'évaluation environnementale vient compliquer le scénario. En effet, les décisions récentes des tribunaux, limitant sérieusement (mais peut-être temporairement) certains pouvoirs discrétionnaires du pouvoir exécutif, donnent une légitimité juridico-royale au processus des études d'impact environnemental, qui devient une obligation quasi-légale et non plus un simple exercice de prérogative administrative. A l'avenir, serait-ce là le centre opérationnel du développement d'une rationalité environnementale? Notre deuxième remarque vient au contraire renforcer les arguments en faveur d'une conceptualisation royale du pouvoir plus traditionnelle. Si nous prenons comme angle d'observation la dimension macro-politique des activités gouvernementales, alors, l'institutionnalisation des études d'impact environnemental n'est pas perçue comme étant en concurrence avec d'autres instances de prises de décision, mais joue le rôle d'un instrument bureaucratique dont la fonction est de réduire les conflits entre les intérêts environnementaux et les intérêts économiques ou politiques[122]. Dans cette optique, les études d'impact environnemental feraient donc néanmoins partie d'un processus qui aurait gardé la forme et l'expression d'une pratique de pouvoir de type «royal». Ces deux remarques illustrent la possibilité d'aborder la problématique du pouvoir royal, soit selon un modèle de l'intentionnalité institutionnelle, ou soit selon un modèle structuro-fonctionnaliste.

En résumé, constatons que dans le cas du Canada, les évaluations environnementales sont,

---

[120] Voir aussi: Judith B. Hanebury, «Environmental Impact Assessment in the Canadian Federal System», dans la Revue de droit de McGill vol 36, n° 3 (1991): 962-1026.

[121] Il faut noter que la problématisation autour du «centre», de «l'origine» du pouvoir est une préoccupation provenant de l'utilisation d'une analytique «royale» du pouvoir.

[122] Il s'agit là de la conclusion de Ronald Pushchak, art. cit.: 86.

jusqu'en 1978, exclusivement des pratiques internes aux différents ministères, puis deviennent, par la suite des pratiques bureaucratiques de nouvelles bureaucraties responsables des évaluations environnementales.

B) Les évaluations environnementales comme stratégie écologico-pastorale

Malgré des limitations très importantes et nombreuses quant à son efficacité bureaucratique et à sa portée, le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement établit des critères scientifiques et bureaucratiques de décisions. Il s'agit là du centre opérationnel des tentatives d'établir (principalement depuis 1978) des pratiques gouvernementales de prises de décision basées sur une gouvernementalité environnementale en construction, à travers, notamment, les différentes commissions des études d'impact environnemental.

i) Vers une biopolitique des évaluations environnementales

Depuis la mise sur pied des évaluations environnementales, nous assistons à l'élargissement des critères d'évaluation[123], et ceci de deux manières. D'un côté, il s'agit graduellement de prendre en considération les avis d'un plus grand nombre de sciences naturelles et non plus seulement de quelques sciences naturelles précises (comme la biologie et la foresterie). Cette approche interdisciplinaire entre les sciences naturelles conduit à une nouvelle science environnementale. D'autre part, les critères purement scientifiques des sciences naturelles et de la nouvelle science environnementale apparaissent comme des considérations trop exclusivement techniques qui ignorent le contexte sociétal plus large: économie, comportements humains, psychologie, éducation, etc. Par conséquent, les évaluations environnementales, à partir du milieu des années 1980, cherchent à incorporer les impacts «sociaux» dans les prises de décision en matière d'environnement. Ces deux tendances correspondent bien à ce que nous avons déjà identifié

---

[123] Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale, Orientations et thèmes de recherche, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986.
«Si, à ses débuts, l'ÉIE [l'évaluation des incidences environnementales] qui avait des objectifs plutôt restreints constituait tout simplement l'un des éléments de la procédure d'approbation de projets spécifiques, elle a lentement évolué pour devenir aujourd'hui partie intégrante d'un processus de gestion beaucoup plus globale»: 1.

auparavant comme étant un glissement d'une biopolitique vers une écopolitique. De plus, les sciences sociales tentent de définir les techniques des procédures d'intégration des considérations scientifiques et sociales dans le contexte des évaluations environnementales. Au niveau institutionnel, c'est le Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale (le «CCRÉE») qui, en 1985, établit les critères et les modalités de «l'évaluation des incidences sociales» («l'ÉIS)[124]. Dans cette démarche, le CCRÉE s'appuie sur un précédent historique constitué par les conclusions de l'Enquête sur le pipe-line de la vallée du Mackenzie (publiée en 1977) qui recommandaient «de retarder le projet d'exploitation du gaz naturel de l'Arctique principalement à cause des effets culturels et sociaux prévus sur les autochtones»[125].

Cependant, les recherches théoriques sur les impacts sociaux en matière d'environnement seraient toutes postérieures à 1981[126]. L'objectif déclaré de l'incorporation des «incidences sociales» est véritablement la «mise en oeuvre d'une évaluation intégrée»[127] dont l'impact doit être constant à tous les niveaux des décisions gouvernementales. L'élargissement des objectifs des études d'impact environnemental ne s'arrête pas là. En effet, vers la fin des années 1980, nous assistons à une accélération de l'élargissement des objectifs qui prend au moins trois formes. Premièrement, le contexte international est déterminant pour l'élargissement des objectifs au Canada. Le rapport

---

[124] Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale, Évaluation des incidences sociales - Exposé sur la recherche, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1985.

[125] Cité dans ibid.: 1. Pour un bref résumé du contexte entourant la Commission Berger, voir: Doug Macdonald, op. cit.: 107-09.

[126] Ibid.: 13. La bibliographie comprend uniquement cinq références: F. Tester et W. Mykes, Social impact Assessment: Theory and Practices, Calgary: Detselig Enterprises, 1981; P. Meiser, «Report on the First International Conference on Social Impact Assessment», dans Social Impact Assessment Newsletter, janvier 1983: 5-15; R. Lang et A. Armour, Évaluation et examen des impacts sociaux, Ottawa, BFEÉE, 1981; Society for Applied Anthropology, «Social Impact Assessment: What it is, and who does it?» dans Social Impact Assessment Newsletter, septembre 1983: 13; K. Finsterbusch et coll. (dir.), Social Impact Assessment Methods, Beverly Hills: Sage Publications, 1983.

[127] Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale / François Bregha, Jamie Benidickson, Don Gamble, Tom Shillington et Ed Weick (L'Académie Rawson des sciences de l'eau), L'intégration des considérations environnementales à la politique gouvernementale, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990.

publié en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement introduit le concept du «développement durable» qui «répondrait aux besoins d'aujourd'hui sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs»[128]. A la suite de ce rapport, le Groupe de travail national sur l'environnement et l'économie[129], le Conseil des sciences du Canada[130] et le CCRÉE tentent de cerner d'une manière plus concrète les conséquences pratiques et méthodologiques du concept du développement durable sur le contenu et l'étendue des études environnementales[131]. Par exemple, dans le contexte canadien, l'intégration des impacts sociaux et du concept du développement durable génère, au cours des années 1980, un intérêt croissant chez les peuples autochtones[132]. Deuxièmement, à l'intérieur même du contexte canadien, nous pouvons observer certains événements contingents de rupture qui sont des précédents à l'élargissement des objectifs des études environnementales, tel que le rapport de la Commission Berger en 1977 (L'Enquête sur le pipe-line de la vallée du Mackenzie) qui refusait le développement proposé pour des raisons sociales et culturelles afin de préserver les peuples autochtones. Plus récemment, les études d'impact «cumulatif» à entreprendre dans le contexte du méga-projet hydro-

---

[128] Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Our Common Future, Oxford: Oxford University Press, 1987 (Notre avenir à tous).

[129] Groupe de travail national sur l'environnement et l'économie, Rapport soumis au Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1987.

[130] Conseil des sciences du Canada, Environmental Peace Keepers: Science, Technology and Sustainable Development in Canada, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1988. Pour les partisans inconditionnels de «l'origine» et de la «continuité» dans l'histoire, voir: Conseil des sciences du Canada, Canada As a Conserver Society: Resource Uncertainties and the Need For New Technologies, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1977.

[131] Voir notamment: Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale / Peter Jacobs et Barry Sadler (dir.), Développement durable et évaluation environnementale: perspectives de planification d'un avenir commun, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada 1990.

[132] Voir entre autres: Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale / Douglas J. Nakashima, Les connaissances des Autochtones appliquées aux études d'impact environnemental: les Inuits, les eiders et le pétrole de la Baie d'Hudson, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990.

électrique de Grande-Baleine proviennent directement de l'imbroglio constitutionnel, institutionnel et légal canadien dans les dossiers de l'environnement, des droits des peuples autochtones et des ressources naturelles. Bien qu'il soit totalement impossible d'anticiper la tournure que prendra ces études d'impact «cumulatif» dans le dossier par exemple de Grande-Baleine, nous pouvons suggérer que leurs conséquences pourraient être aussi importantes et imprévisibles que furent celles du rapport de la Commission Berger. Troisièmement, l'élargissement des objectifs des études environnementales à des considérations sociales, anthropologico-culturelles (peuples autochtones), économiques («développement durable»), temporelles (impact «cumulatif») et constitutionnello-légales, laisse présager le recours aux spécialistes. Dans ce contexte, les audiences publiques aux études environnementales apparaissent moins comme un forum participatoire idéal des citoyennes et citoyens mais plutôt comme un champ traversé par de nombreux rapports de force entre les différentes disciplines institutionnalisées du savoir. C'est à travers ces lieux d'articulation, entre les différents discours de savoir, que se définissent et se limitent concrètement les pratiques de pouvoir. Cette situation peut également présenter des aspects stratégiques importants pour certains des intervenants institutionnels dans les études environnementales. Par exemple, dans le dossier de Grande-Baleine, Hydro-Québec semble maintenant suggérer que les preuves scientifiques résultantes des études d'impact «cumulatif» ne seront pas concluantes puisqu' «aucune méthodologie fiable et universellement acceptée ne permet actuellement d'effectuer dans ce domaine des analyses inattaquables»![133] Bien entendu, ceci n'exclut pas a priori des actes imprévus de «résistances» à l'extrême «scientifisation» des études environnementales de la part de groupes ou d'individus lors des audiences publiques. Nous retrouvons là certains des thèmes foucaltiens, notamment celui des rapports étroits entre savoir et pouvoir et celui de «résistance» à des tentatives de normalisation. Dans cette perspective, une analytique «pastorale» du pouvoir semble mieux coller à la situation étudiée. Les évaluations environnementales seraient donc une intensification de ce que nous avons observé dans la section précédente, c'est-à-dire la mise sur pied d'un ensemble de pratiques principalement bureaucratiques pour promouvoir une stratégie «pastorale» environnementale chez tous les individus-bureaucrates. Subséquemment, cette stratégie «pastorale» aurait été étendue à

[133] Cité par Louis-Gilles Francoeur, «La science ne résoudra pas le dilemme d'Hydro-Québec», dans Le Devoir, vendredi 6 novembre 1992: A-2.

l'ensemble de la population.

ii) Vers une stratégie de pouvoir de type pastoral des évaluations environnementales

Grâce aux sciences sociales, les évaluations environnementales deviennent ouvertement à la fois des lieux de pouvoir[134] («des champs de pouvoir», comme dirait Foucault) et des instruments d'exercice du pouvoir[135]. Dans ce cas, il s'agirait donc d'un deuxième type de glissement, c'est-à-dire de techniques royales de pouvoir vers des techniques de pouvoir pastorales qui sont plus complexes, impliquant activement et positivement les sujets sur lesquels les effets de pouvoir sont supposés avoir des effets.

Le lieu d'articulation de la nouvelle science/pratique des études d'impact environnemental est institutionnalisé en 1984 par la création du Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale (CCRÉE), qui a pour but «[...] d'améliorer, sur les plans scientifique, technique et procédural, les principes fondamentaux de l'évaluation d'impact environnemental»[136]. Cette construction d'une rationalité environnementale basée sur une stratégie écologico-pastorale débute principalement à partir de 1984. Cette stratégie écologico-pastorale comprend à la fois (1) un élargissement de la problématique du souci pour la préservation de la vie humaine, vers un souci pour toutes les formes de vie comme condition nécessaire du maintien de la vie humaine (une éco-politique), et (2) l'encouragement constant de chaque individu, dans le contexte de leur rôle social (comme bureaucrate par exemple), de s'engager dans des pratiques environnementales. Le slogan

---

[134] Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale, Orientations et thèmes de recherche, op. cit.
«Aux décideurs du gouvernement ou du secteur privé, l'ÉIE devrait fournir une indication des possibilités de changement des conditions sociales et environnementales résultant de projets de développement»: 1.

[135] «Il faut trouver des méthodes nouvelles et innovatrices pour que ces besoins et ces perceptions possiblement divergentes, soient intégrés au processus de prise de décisions [...]. L'intégration des aspects biophysiques et sociaux de la planification, essentielle pour que l'ÉIE atteigne son maximum d'efficacité [...]». Ibid.

[136] Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale / Dr. Elizabeth Marsollier, Étude de l'évaluation des impacts environnementaux: Programme d'action, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1988: avant-propos.

de cette stratégie écologico-pastorale pourrait se résumer à «penser environnementalement et agir constamment et individuellement»[137]. Dans ce contexte, nous devons remettre en question le rôle déclaré des études d'impact environnemental. Jusqu'à présent, nous avons vu que ces dernières étaient principalement un ensemble de nouvelles pratiques presque exclusivement bureaucratiques visant à la définition et à l'incorporation d'une rationalité environnementale à l'intérieur même des procédures des décisions bureaucratiques gouvernementales, encore perçues comme étant le centre et l'origine du «Pouvoir» (selon une conception royale du pouvoir). La problématique des «audiences publiques» dans les études d'impact environnemental prend au moins trois significations. Premièrement, la participation du public aux études d'impact environnemental était auparavant perçue comme étant uniquement un moyen d'améliorer l'efficacité des procédures bureaucratiques des prises de décision[138]. En effet, l'«efficacité» des études d'impact environnemental est mesurée à l'aide de trois paramètres dont les deux premiers sont directement reliés à une «efficacité» bureaucratique. Il s'agit de «1) the accuracy of predicting the magnitude and scope of impacts; 2) the degree to which mitigatory and compensatory measures actually reduce impacts to achieve publicly stated management objectives»; 3) the efficiency and fairness with which the assessment process itself accommodates the needs, concerns and values of all interested parties»[139]. Il ne s'agit plus directement d'une efficacité bureaucratique, mais plutôt d'une pratique de pouvoir basée sur une approche pastorale. Deuxièmement, la participation du public aux études d'impact

---

[137] Le slogan de nombreux environnementalistes est: «Penser globalement, agir localement».

[138] Voir entre autres: L'examen public: ni judiciaire, ni politique, un forum essentiel pour l'avenir de l'environnement - Rapport concernant la réforme des procédures d'audience publique du processus fédéral d'examen des évaluations environnementales, op. cit.; Robert B. Gibson, «The Value of Participation», dans P. S. Elder (dir.), Environmental Management and Public Participation, op. cit.: 7-39 et Canadian Environmental Advisory Council, Preparing for the 1990s: Environmental Assessment, an Integral Part of Decision Making, op. cit., «Environmental assessment is a key tool in both planning and management»: iv.

[139] Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale, Étude de l'évaluation des impacts environnementaux: Programme d'action, op. cit.: 1.

environnemental peut être perçue comme faisant partie d'un mouvement de «démocratisation»[140]. Effectivement, les problématiques du «droit de l'environnement» ou du «droit à l'information» semblent confirmer ce scénario. Face à une bureaucratie qui ne semble pas être capable de garantir des résultats tangibles en matière de protection de l'environnement, la population constituée en «citoyennes et citoyens» veut intervenir directement dans le processus des prises de décision par l'intermédiaire d'un droit consultatif ou d'un droit justiciable à un environnement sain.

> «The problem at the heart of [the] planning failures is the rejection of the traditional problem-solving mechanism themselves. Many people appear to be no longer content to tolerate unilateral decision-making by institutions, but feel they must involve themselves personally in the events of the day, trust their own feeling and make their own judgments. In these terms, therefore, planning failures represent an authority crisis [...] a questioning of the legitimacy of both the decision-makers themselves and the traditional decision-making process»[141].

Cette citation nous permet d'ores et déjà d'ouvrir une autre brèche contre une analytique royale du pouvoir. En effet, les commandements provenant «d'en haut» ne s'appliquent pas et ne s'inscrivent pas dans le vide ou sur une page blanche. Ce ne sont pas tant les commandements «d'en haut» qui sont intéressants mais plutôt comment ces commandements sont reçus, obéis ou, au contraire, opposés. Nous devons rappeler que les audiences publiques peuvent être parfois des lieux privilégiés d'actes d'opposition non seulement à des projets en tant que tel, mais aussi des actes de résistances à la définition même de «l'environnement» avancée par les différentes bureaucraties[142].

---

[140] Pour un tel récit qui démontre très bien certaines des restrictions légales au Canada, voir: C. G. Morley, «The Legal Framework for Public Participation in Canadian Water Management», dans P. S. Elder (dir.), op. cit.: 40-83 et Kernaghan Webb, «Taking Matters Into Their Own Hands: The Role of Citizens in Canadian Pollution Control Enforcement», dans la Revue de droit de McGill vol 36, n° 3 (1991): 770-830.

[141] Paul Wilkinson, «The Role of the Public and Environmental Decision-Making» dans O. P. Dwivedi (dir.), Protecting the Environment, op. cit.: 232-33. La problématique de la «démocratisation» présuppose des pratiques de résistance à un pouvoir unidirectionnel imposé «d'en haut». Cette approche manichéenne entre le «haut» et le «bas» coïncide, en dernière instance avec une conceptualisation royale du pouvoir. La notion de résistance à des techniques royales de pouvoir ne remet pas automatiquement et fondamentalement en question l'approche analytique de type royal du pouvoir.

[142] Michael Gismondi et Mary Richardson, «Discourse and Power in Environmental Politics: Public Hearings on a Bleached Kraft Pulp Mill in Alberta, Canada», art. cit.: 43-66.

Dans ce contexte, les études d'impact environnemental peuvent effectivement constituer une «stratégie subversive» inattendue, alors qu'elles ouvrent des possibilités inattendues du fait même de l'articulation d'une rationalité spécifiquement «écologique», indépendante d'autres formes de rationalités comme celle d'une rationalité bureaucratique[143].

Dans ce contexte, les études d'impact environnemental prennent une nouvelle et troisième signification. Il s'agit d'un espace de pouvoir dont les conséquences ne sont pas entièrement déterminées a priori, et dans lequel se manifestent concrètement des rapports de pouvoir. Les audiences publiques seraient donc des «socio-drames», c'est-à-dire «un jeu stratégique développé sur des rapports de forces préexistantes et reconduits au cours de l'audience elle-même. Chaque intervenant est d'abord un acteur social défini par ses positions sociales, d'une part, et par le système de positions représentées à la table des intervenants à l'audience»[144]. L'élargissement des domaines concernant les études environnementales, notamment sous le thème très global du «développement durable», présente également un avantage stratégique de pouvoir. En effet, un tel thème sous-entend la construction d'un «consensus éthique, politique et économique»[145] très large au sein de la population, devant permettre une mise en place d'un ensemble de pratiques sociales et individuelles normalisatrices, acceptées et appliquées.

---

[143] Cette interprétation des études d'impact environnemental comme étant une «stratégie subversive» est avancée par Robert V. Bartlett, «Ecological Reason in Administration: Environmental Impact Assessment and Administrative Theory», dans Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.), op. cit.: 81-96. Il est important de remarquer que l'approche de Bartlett est très «habermassienne» dans le sens qu'elle présume (a) l'existence autonome d'une nébuleuse de différentes rationalités et (b) la possibilité d'une stratégie «subversive» communicationnelle entre les différentes rationalités. Pour Foucault, au contraire, il s'agit d'étudier les actes concrets de subversion dans un ensemble de rapports de pouvoir qui forment et modifient, tous les deux (les actes de subversions et les rapports de pouvoir), les différentes rationalités en présence et leur degré de légitimité.

[144] Environnement Canada / René Parenteau, La participation du public aux décisions d'aménagement, Ottawa: Ministère des Apporvisionnements et Services Canada, 1980: ix. Pour sa part, A. P. Grima les qualifient (avec un jeu de mots anglais entre «rites» et «rights») de «rituels participatoires» dans son article «Participatory Rites: Integration of Public Involvement in Environmental Impact Assessment» dans J. B .R Whitney et V. W. Maclaren (dir.), op. cit.: 39-51.

[145] Voir notamment: P. S. Elder, «Sustainability», dans la Revue de droit de McGill vol 36, n° 3 (1991): 830-52.

Conclusion: les limites d'une stratégie «royale» de pouvoir en matière d'environnement

Notamment à partir des années 1980, l'efficacité des différentes techniques «royales» en matière d'environnement est de plus en plus remise en question. Il existe une myriade d'explications pour cet état de fait. Par exemple, pour Doug Macdonald, «[t]he existing system has failed to date because there simply has not been the political will to use it and to impose the true cost of environmental protection on polluters, consumers, or workers»[146]. Or, ce chapitre et le précédent ont révélé qu'il ne s'agit pas uniquement de l'absence d'une «volonté politique» en matière d'environnement. Il existe d'autres raisons conjoncturelles et structurelles dans le contexte canadien qui peuvent expliquer l'émergence d'un consensus sur les limites de l'efficacité de l'utilisation de techniques «royales» en matière d'environnement:

(a) la Loi constitutionnelle de 1867 met en place les conditions d'une gouvernementalité environnementale bicéphale, c'est-à-dire partagé entre un gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux;

(b) les intérêts purement bureaucratiques d'autres organismes gouvernementaux (plus puissantes que les nouveaux ministères de l'Environnement) et encore responsables des «ressources naturelles» (Ministère des Mines, de l'Énergie et des Forêts?) ou responsables de la qualité de l'environnement dans leurs domaines de compétence (par exemple le ministère des Transports);

(c) L'existence d'institutions bureaucratiques environnementales en dehors du contrôle direct et immédiat du gouvernement (comme la Commission conjointe internationale sur les Grands-Lacs) va à contre-courant de la tendance vers une centralisation uniforme. Cependant, cette multiplication d'institutions bureaucratiques environnementales peut être interprétée comme étant un moyen de contourner les contraintes budgétaires des bureaucraties environnementales centrales;

(d) la crise fiscale des différents gouvernements, qui débute à partir de la crise du pétrole de 1974 et s'amplifie tout au long des années 1980, impose une limite dans la croissance des budgets consacrés à l'environnement, et remet en question l'efficacité écologique de l'interventionnisme des bureaucraties environnementales[147];

---

[146] Doug Macdonald, op. cit.: 199.

[147] Entre autres: Bruce Johnson, «The Environmental Cost of Bureaucratic Governance - Theory and Cases» dans John Baden et Richard L. Stroup (dir.), Bureaucracy vs. Environment - The

(e) l'interprétation néo-libérale de la crise fiscale remet en question le consensus social de l'après-deuxième guerre mondiale de la nécessité et de l'efficacité sociale et économique de l'intervention publique dans le fonctionnement du «marché». Ceci remet également en question tout l'édifice bureaucratique et réglementaire en matière d'environnement des trente dernières années[148]. Par delà la rhétorique néo-libérale, la crise fiscale suscite une réflection «d'économie politique des contrôles environnementaux»[149] qui fait ressortir les coûts croissants de la stratégie «royale» de pouvoir en matière d'environnement et des «[...] diminishing marginal returns to effort»[150];

(f) la limite (perçue par la population et certaines personnes dans la bureaucratie elle-même) de l'efficacité scientifique et instrumentale de la bureaucratie environnementale face à la complexité toujours croissante des pollutions, et l'impossibilité et la futilité du contrôle total (même écologique) de la «nature» par l'humain[151];

(g) le refus croissant par la population des décisions politiques non soumises à une consultation et participation directe et active de la population. La Charte canadienne des droits et des libertés de 1982 a également contribué à délégitimer la pratique «royale» du pouvoir telle

---

Environmental Bureaucratic Governance, Michigan: The University of Michigan Press, 1981: 217-23. «If we think too many trees are being cut, we simply legislate that fewer trees be cut»: 218.

[148] Pour une telle critique néo-libérale individualiste et basée sur le choix rationnel, voir entre autres: John Baden et Richard L. Stoup (dir.). Bureaucracy vs. Environment - The Environmental Cost of Bureauratic Governance, op. cit. «The key element in designing the solution lies in constructing institutions that provide incentives for individuals to take responsibility for the net impact of their decisions». : préface, et D. G. McFetridge, «The Economic Approach to Environmental Issues», dans Bruce Doern (dir.), The Environmental Imperative - Market Approaches to the Greening of Canada, Ottawa: C. D. Howe Institute / Policy Study n° 9, 1990: 83-96.

[149] Bruce Yandle, The Political Limits of Environmental Regulation - Tracking the Unicorn, op. cit.: x.

[150] John S. Dryzek, «Designs for Environmental Discourse: The Greening of the Administrative State?», dans Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.), op. cit.: 98.

[151] D. J. McLaren, «Il est impensable de prétendre que nous pouvons "contrôler" la planète», dans Delta vol 1, n° 1, cité par Environnement Canada dans L'État de l'Environnement au Canada 1991, op. cit.: 1/17. Voir aussi: Kernaghan Webb, «Between Rocks and Hard Places: Bureaucrats, Law and Pollution Control», art. cit.

qu'exercée par les différents pouvoirs politiques et bureaucratiques. Les études d'impact environnemental sont l'illustration d'une pratique qui était initialement bureaucratique, mais qui, dans les années 1980, a commencé à exiger la «participation» de la population.

C'est pour toutes ces raisons que se met lentement en place une autre stratégie de pouvoir en matière d'environnement que nous pouvons appeler «pastorale». La transition que Foucault perçoit à la fin du 18e siècle entre un système de punitions «sanguinaires» et arbitraires et un système pénitentiaire peut nous aider à comprendre les changements dans les stratégies de la gouvernementalité environnementale contemporaine.

> «Déplacer l'objectif et en changer l'échelle. Définir de nouvelles tactiques pour atteindre une cible qui est maintenant plus ténue mais aussi plus largement répandue dans le corps social. Trouver de nouvelles techniques pour y ajuster les punitions et en adapter les effets. Poser de nouveaux principes pour régulariser, affiner, universaliser l'art de châtier. Homogénéiser son exercice. Diminuer son coût économique et politique en augmentant son efficacité et en multipliant ses circuits. Bref, constituer une nouvelle économie et une nouvelle technologie du pouvoir de punir [...]».[152]

Tranquillement, un glissement s'opère entre une stratégie de contrôle instrumentale (à travers une bureaucratie, des lois, des règlements, des normes, des condamnations) à caractère «royal» vers une stratégie de pouvoir apparemment moins directive et autoritaire, mais qui nécessite une plus grande auto-discipline de la part de la population. Le choix de stratégies environnementales à partir du milieu des années 1980 se résume donc entre «gérer les écosystèmes ou s'autogérer»[153]. Ce glissement a été observé par plusieurs auteurs. Par exemple, Paul Emond perçoit trois étapes dans l'approche face à l'environnement. La première correspond aux législations anti-pollutions du début des années 1970 qui sont largement «symboliques». La deuxième, qui s'étend du milieu des années 1970 au début des années 1980, a vu à la fois la mise sur pied des procédures des études d'impact sur l'environnement, de même que le renforcement et l'élargissement des outils réglementaires traditionnels à caractère préventif. Les deux premières étapes employaient une stratégie conflicto-juridique qui ne résolut pas la crise environnementale. Paul Emond suggère qu'une troisième étape apparut au cours des années 1980, basée plus sur une stratégie «coopérative» qui implique «tous

---

[152] Foucault, Surveiller et punir, op. cit.: 92.

[153] Environnement Canada, L'état de l'Environnement au Canada 1991, op. cit.: 1/17-18.

les membres de la société»[154]. Dans une étude, Kernaghan Webb aboutit également à une périodisation et à des conclusions très proches de celles d'Emond. Pour Webb, il existe également trois étapes dans les stratégies en matière environnementale. La première (1960-1975) est caractérisée par l'exclusion de la population des politiques anti-pollutions. A partir de 1976 (et jusqu'en 1986) une série de politiques environnementales tente d'impliquer la population dans la mise en place d'une gouvernementalité environnementale à travers, notamment, des exercices de consultation et de participation de la population. La troisième étape, d'après Webb, commence en 1986 avec l'adoption et la formalisation législative d'une plus grande participation active de la population dans les pratiques environnementales[155]. Ces dernières stratégies et étapes définies par Emond et Webb correspondent à une stratégie de pouvoir que Foucault appellerait «pastorale». Il s'agit donc d'une stratégie de pouvoir qui façonne un sujet par l'intermédiaire de l'intériorisation d'un discours environnemental résultant en des changements dans les pratiques et les comportements quotidiens de la population vis-à-vis de l'environnement.

En conclusion, les différents aspects de la nouvelle gouvernementalité environnementale au Canada présentent une combinaison unique de pratiques par rapport à d'autres domaines: le recours à des normes scientifiques guidant les réglementations administratives anti-pollutions, un renforcement de l'arsenal répressif, et une procédure d'évaluation d'impact environnemental qui n'est plus exclusivement administrative mais qui nécessite une participation pro-active de la population[156]. Nous pouvons situer le point de rupture entre une stratégie «royale» et une stratégie «pastorale» vers

---

[154] Paul Emond, «The Greening of Environmental Law», dans la Revue de droit de McGill vol 36, n° 3: 742-69.

[155] Kernaghan Webb, «Taking Matters Into Their Own Hands: The Role of Citizens in Canadian Pollution Control Enforcement», art. cit.

[156] Cette conclusion est très similaire à celle avancée pour le États-Unis par Walter A. Rosenbaum. Voir: «The Bureaucracy and Environmental Policy», dans James Lester (dir.) Environmental Politics and Policy -Theories and Evidence, op. cit.: 212-37.

> «Environmental legislation since 1970 typically entails several administrative provisions in different combinations, that distinguish it substantively and procedurally from most federal laws outside the domain of the environment and public health and safety» : 213.

C'est-à-dire: (a) «Imposing scientific norms on administrative determinations», (b) «preventive program «captures» [...] action-forcing provisions» et (c) «applying the administrative «hammer» to compel strict agency compliance»: 213-14.

le milieu des années 1980.

La tâche du chapitre suivant sera de mettre en relief certains des éléments de cette nouvelle stratégie pastorale de la gouvernementalité environnementale.

Alexandre partit vers le lac; mais après cinq ou six pas, il hésita; il commença d'aller plutôt vers le bois et, de nouveau, il s'arrêta. Il n'avait fait qu'un tout petit tour sur lui-même. Il regarda alors, tout à fait désemparé, l'immensité du monde tel qu'il lui avait été destiné. La nuit venait. La vallée prit une teinte grise, d'abandon. Le lac en son milieu jeta comme un reflet de miroir piqué et vieilli. Cette mauvaise lueur paraissait offrir à la conscience humaine un regard à la fois indifférent, sans pitié et cruellement sincère.

«C'est beau, c'est bien beau», murmura Alexandre, le coeur angoissé.

La lumière s'affaiblit alors d'un coup. Et déjà Alexandre était dans une toute autre région. Les bords du lac avaient perdu leur contour et se confondaient avec l'ombre de grands arbres renversés. Ces masses confuses d'ombres proposèrent des formes grotesques et affolantes à l'imagination d'Alexandre.

Gabrielle Roy
Alexandre Chenevert
(1954)

CHAPITRE SEPT

CONSTRUCTION D'UN SUJET ENVIRONNEMENTAL: 1966-1990

Une analytique environnementale basée uniquement sur la croyance en l'efficacité d'un pouvoir prétendument souverain (pouvoir «royal») et centralisé qui pourrait ordonner l'arrêt des pollutions ne peut être que partielle et limitée. Malgré les nouvelles bureaucraties environnementales, les législations antipollutions et la multiplication des règlements, normes, moyens répressifs et procédures d'évaluation environnementale, la crise environnementale s'est accentuée depuis les années 1960[1]. Dans ce contexte, une stratégie qui n'emploierait que des techniques «royales» de pouvoir ne peut que conduire à un constat d'échec en matière d'environnement. L'adoption d'une stratégie qui a recours aux techniques «pastorales» de pouvoir dans le domaine de l'environnement présente un attrait plus grand. Cependant, il ne s'agit pas de la pastorale de type chrétien antérieur au 16e siècle, mais de techniques pastorales qui s'inspirent de la pastorale chrétienne comme stratégie de pouvoir accompagnant la centralisation et l'institutionnalisation autour des thèmes de «l'État» et de la «Raison d'État»[2]. En fait, il s'agit de la «gouvernementalité» telle que défini par

---

[1] Entre autres: Conseil des Sciences du Canada, It is not too Late - Yet, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1977 et Jean-Pierre Rogel, Un paradis de la pollution, Québec: Québec science / Presses universitaires du Québec, 1981.

[2] Rappelons que pour Foucault, la gouvernementalité signifie trois choses:
«(1) l'ensemble constitué par les instructions, procédures, analyses et réflexions, calculs et tactiques qui permettent d'exercer cette forme très spécifique bien que très complexe de pouvoir, qui a pour cible la population et comme forme principale de savoir l'économie politique, comme instrument technique essentiel, les dispositifs de sécurité.
(2) La tendance qui, dans tout l'Occident, n'a pas cessé de conduire, et depuis longtemps, vers la prééminence de ce type de pouvoir qu'on peut appeler le gouvernement, sur tous les autres: souveraineté, discipline, etc., ce qui a conduit d'un côté au développement de toute une série d'appareils spécifiques de gouvernement et de l'autre au développement de tout un ensemble de

Foucault, c'est-à-dire d'un phénomène historique qui émergea entre le 16e et le 18e siècle, constitué par un «mouvement d'une part de concentration étatique, d'autre part de dispersion et de dissidence religieuse»[3]. Dans ce chapitre, nous passerons en revue quelques-uns des éléments qui sembleraient suggérer que la nouvelle gouvernementalité environnementale a intégré toute une série de pratiques pastorales en matière d'environnement afin de construire des individus environnementaux tout en consolidant les procédures environnementales bureaucratiques reliées à un savoir environnemental institutionnalisé dans des disciplines de connaissance. Plus précisément, au Canada, la mise sur pied systématique de techniques pastorales prend clairement forme à partir de la deuxième moitié des années 1980. Dans ce contexte, Le plan vert du Canada, publié en décembre 1990, représente un plan d'action détaillé pour une gouvernementalité environnementale dans laquelle les techniques pastorales jouent un rôle croissant. Avant de faire une analyse textuelle du Plan vert, nous passerons en revue certains des changements intervenus au cours de la même période, qui semblent confirmer la «gouvernementalisation» en matière environnementale. Cette gouvernementalisation a déjà été perçue à travers les études sur les bureaucraties, les législations, les normes et les procédures d'évaluation environnementale. Il s'agit maintenant de voir quels sont les effets de la gouvernementalité environnementale sur la population et chacun des individus, et quels sont les mécanismes précis de mise en place de la construction sociale d'un individu environnemental.

I) Mobilisation, éducation et confession

Dans le double mouvement de la gouvernementalité, les effets de pouvoir portent à la fois sur l'ensemble des humains, constitué sous la rubrique «population» et sur chaque individu dans la totalité de leurs comportements. Les effets de la gouvernementalité environnementale s'organisent dans un rapport triangulaire entre mobilisation, éducation et confession. Par le terme de

---

savoirs.
(3) Le processus, ou plutôt le résultat du processus à travers lequel l'État de justice du moyen-âge, devenu dans le 15e et 16e siècle État administratif, s'est peu à peu gouvernementalisé» (nous soulignons).
Michel Foucault, «La gouvernementalité», dans op. cit.: 14.

[3] Ibid.: 7.

«mobilisation», on entend, entre autres, la participation d'individus et de groupes dans le processus principalement bureaucratique d'élaboration de politiques environnementales. L'une des autres formes de cette mobilisation s'insère sous le thème de la «démocratisation». Les individus doivent devenir des citoyennes et des citoyens environnementaux et responsables afin de participer positivement à la construction d'une citoyenneté environnementale. Nous avons déjà vu, notamment dans les processus d'évaluation environnementale, que cette participation plus accrue et plus active de la part des individus provient en partie d'instances de résistances à la construction bureaucratique, d'un ensemble de critères pour une rationalité environnementale. L'adoption en 1982 de la Charte canadienne des droits et libertés a renforcé cette culture politique de la participation active des individus dans le fonctionnement du gouvernement. La Charte n'est pas qu'un outil politique au service des «citoyennes et citoyens», mais aussi un instrument subtil de pouvoir de normalisation du comportement des individus[4]. Nous avons vu, que jusqu'au début des années 1980, les appareils étatiques se sont opposés directement ou indirectement à cette participation, à cette «démocratisation», à cet art de gouverner. Cependant, et rapidement, la participation des individus devient, du point de vue des appareils étatiques, un des moyens supplémentaires pour assurer la mise en place et l'efficacité de la gouvernementalité environnementale. Cependant la «démocratie» ou la participation ne forment qu'un des trois côtés du triangle. Le deuxième est celui de l'éducation comme moyen pour que les individus et la population dans son ensemble adoptent volontairement et positivement des comportements plus «environnementaux». Des individus bien formés en matière environnementale seront des citoyennes et citoyens qui comprendront et accepteront les enjeux environnementaux ainsi définis par les instances environnementales. La mobilisation et l'éducation environnementales ne garantissent pas que les individus aient intériorisé et assimilé les nouvelles valeurs environnementales. Il faut donc des mécanismes pour surveiller et vérifier la sincérité et la profondeur du sentiment environnemental tout en l'entretenant. Le troisième côté du triangle, la confession, tente de remplir cette fonction de surveillance de «l'âme» des citoyennes et citoyens environnementaux. Il s'agit de la mise en place de pratiques sociales, reposant largement sur l'auto-

[4] Pour une argumentation de la Charte comme instrument de création d'un néo-nationalisme canadien au Canada «anglais», voir entre autres: Guy Laforest, Trudeau et la fin d'un rêve canadien, Sillery: Septentrion, 1992.

contrôle individuel, et qui jouent le rôle du panoptique tel qu'analysé par Foucault.

A) La mobilisation environnementale de la population

Comme nous l'avons déjà vu, le thème de la «démocratie» s'articule au cours des années 1970 autour du degré de participation possible des citoyennes et citoyens aux prises de décision en matière environnementale. Le droit d'accès à l'information, puis, plus tard, le droit à un environnement sain seront les mécanismes principaux pour promouvoir une plus grande «participation» du public. Les années 1970 sont perçues comme une période de grande noirceur pour ce qui est de la «participation» de la population[5]. Les années 1980 représentent une rupture importante parce que la «participation» du public devient de plus en plus intégrée au fonctionnement des procédures gouvernementales en matière d'environnement. Il ne s'agit ni exclusivement d'une cooptation de la population dans le contexte d'une stratégie étatique, ni d'une «conquête des appareils d'État» par une population acquise à l'environnementalisme[6], mais au contraire de rapports complexes de jeux de pouvoir. Par exemple, la participation de la population à des audiences publiques d'évaluation environnementale n'est pas uniquement une série de «socio-drames»[7] par lesquels des rapports de pouvoir sont exprimés mais aussi des stratégies de socialisation (éducation) dans le domaine de l'environnement sont élaborées. C'est donc principalement à partir du milieu des années 1980 que sont publiés une série de documents officiels qui énoncent une stratégie d'intervention étatique orientée spécialement vers la formation de chaque individu en citoyenne et citoyen environnemental et l'encouragement à la participation active de la population, par exemple

---

[5] Voir notamment: David Estrin, «Tokenism and Environmental Protection», art. cit.: 123-38. «The common feature of all provincial and federal environmental laws in the early 1970s, with rare exceptions, was to lock the public out of the agencies' decision making process and to deny them ready access to vital information»: 126.

[6] Voir Kernaghan Webb, «Taking Matters Into Their Own Hands: The Role of Citizens in Canadian Pollution Control Enforcement», dans la Revue de droit de McGill vol 36, n° 3 (1991): 962-1026. L'auteur considère la période 1986-1990 («Bringing Citizens In, Part II») comme crucial dans le scénario de la «démocratisation» à travers une plus grande «participation» des citoyens: 797-800.

[7] Environnement Canada / Parenteau, René, La participation du public aux décisions d'aménagement, op. cit.: ix.

aux études d'impact environnemental[8]. Le thème de la «participation», telle que défini par les différentes bureaucraties environnementales, ne doit pas faire croire à la victoire d'une «démocratisation», d'une quelconque souveraineté fondamentale de la population. Cependant, le droit d'accès à l'information et le droit à des audiences publiques dans les évaluations environnementales sont en grande partie le résultat des pressions exercées par des groupes environnementaux et des individus dans leurs rapports avec les bureaucraties environnementales. Une fois concédés, volontairement ou à regret, ces droits sont alors intégrés dans une stratégie «pastorale» de pouvoir en matière d'environnement. Cette intégration ne s'effectue pas cependant sous le thème de la «démocratisation» mais plutôt sous celui de la mobilisation et de la participation de la population. Par exemple, les trois défis identifiés en 1988 par Environnement Canada dans Into the Mainstream - Strategy for a Secure Environment[9] sont «l'engagement plus large», «le dépassement des barrières économiques et sociales» et «la résolution des conflits»[10]. En réponse à ces trois défis, Environnement Canada propose trois stratégies: «promotion des connaissances et de la prise de conscience», «renforcement des bonnes pratiques» et «encouragement du dialogue»[11]. Il est intéressant de noter que le défi de «l'engagement plus large» ne signifie pas une plus grande participation démocratique dans l'élaboration des politiques environnementales. Au contraire, il s'agit uniquement de la «promotion des connaissances et de la prise de conscience» qui en termes concrets prend deux formes. La première est strictement éducative, en particulier au niveau des contenus des programmes scolaires et la publication de rapports sur l'état de l'environnement. La deuxième est plus participative, en ce sens qu'elle encourage la création

---

[8] Judith Patricia Cooper, Public Participation in the Environmental Assessment and Review Process: The Role of Intervenor Funding, Vancouver: University of British Columbia / Thèse de maîtrise, 1988.

[9] Environnement Canada, Into the Mainstream - Strategy for a Secure Environment, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1988 (Stratégies pour un environnement sûr: l'affaire de tous).

[10] Ibid.: 14. Notre traduction de: «Broader involvement», «Overcome economic and social barriers» et «Resolve conflicts».

[11] Ibid. Notre traduction de: «Promoting knowledge and awareness», «reinforcing good practices» et «fostering dialogue»: 18.

d'associations environnementales parmi les industriels et autres organisations volontaires[12]. Seule cette deuxième forme pourrait, à la limite, être considérée comme constituant une forme de «corporatisme environnemental» similaire à celui décrit par William Coleman pour le milieu des affaires[13]. Quant à «la résolution des conflits», elle passe par «un partenariat novateur» et par «les groupes environnementalistes»[14]. D'une manière concrète, ce «partenariat innovateur» est réalisé par l'annonce, entre 1988 et 1990, de la création de tables rondes sur l'environnement par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Le résultat principal de ces tables rondes est la légitimation des politiques environnementales des gouvernements plutôt que le transfert du processus de décision en faveur d'un corporatisme environnemental. Le véritable objectif de ces tables rondes est leur emploi d'une manière instrumentale dans des buts principalement éducatifs et non pas comme expression d'une quelconque représentation d'intérêts corporatistes[15]. La mobilisation environnementale de la population dans son ensemble et celle de chaque individu constitue une des principales stratégies de mise en place d'une gouvernementalité environnementale. Pour Elder et Ross, cette gouvernementalité environnementale est érigée autour du thème du développement durable.

> «Once rigorous policies to achieve sustainability have been developed, many implementation techniques will be considered. Public involvement and education (including academic

---

[12] Ibid.: 21.

[13] William Coleman, Business and Politics - A Study of Collective Action, Montréal: McGill-Queen's University Press, 1988. Coleman a très bien remarqué le caractère fragmenté du milieu des affaires au Canada, ce qui est peu propice à la création d'un système corporatiste efficace.

[14] Environnement Canada, Into the Mainstream..., op. cit.: 22.

[15] Michael Howlett, «The Round Table Experience: Representation and Legitimacy in Canadian Environmental Policy-Making», dans Queen's Quarterly vol 97, n°4 (hiver 1989)): 580-601.
«In most juridictions Round Tables exist simply as advisory bodies to government or as groups concerned with public education. They have in no way affected environmental decision making or administration [...]»: 594. Cette absence de néo-corporatisme environnemental est également révélée par la problématisation autour du thème de la «négociation», qui suggère une résolution des conflits environnementaux cas par cas plutôt que d'une manière globale dans le cadre d'un corporatisme environnemental. Voir notamment: Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale, The Place of Negotiation in Environmental Assessment, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1989.

> curriculum development) will be an important component [...]. Whatever the technique, however, unless individual Canadians are committed to the idea of sustainability and voluntarily try their best to effect it, the efforts of governments are doomed to failure».[16]

Il est clair que la participation du public telle qu'envisagée par Environnement Canada ne signifie pas l'imposition souveraine d'une volonté environnementale provenant des «citoyennes et citoyens». Au contraire, la plupart des détails de la mise en place d'une gouvernementalité environnementale se situe plutôt au niveau de «l'éducation» et de la «formation» de la population. Il s'agit bien d'une stratégie de construction sociale d'une population environnementale. L'emploi des techniques de sondage d'opinion sur l'environnement fait partie de cette stratégie de construction d'une population environnementale. Basé sur des enquêtes effectuées en 1984 et 1985, Peter Bird et David Rapport remarquent «[...] that public attitudes are reflecting a desire for more, rather than less government regulation and show an increasing awareness of the long-term aspect and broad scope of environmental issues»[17]. D'après une enquête CROP de juillet 1985[18], 82% des Canadiennes et Canadiens étaient fortement ou assez fortement en accord avec l'énoncé voulant que l'état de l'économie canadienne dépendait de l'état de l'environnement. Ces sondages ne sont pas uniquement des moyens «objectivement neutres» révélant un instantané des états de conscience de la population. Il s'agit aussi d'au moins deux autres choses. Comme un certain type de questions permet d'obtenir un certain type de réponses, les résultats des sondages peuvent parfois, comme c'est le cas dans notre exemple, servir de légitimation et de justification pour les politiques gouvernementales existantes. Deuxièmement, les sondages peuvent par eux-mêmes être des

---

[16] P. S. Elder et W. A. Ross, «How to Ensure that Developments are Environmentally Sustainable?», dans J. Owen Saunders, The Legal Challenge of Sustainable Development - Essays from the Fourth Institute Conference on Natural Resources Law, Calgary: Canadian Institute of Resources Law, 1990: 138. Voir aussi: P. S. Elder, «Sustainability», dans la Revue de droit de McGill vol 36, n° 3 (1991): 830-52. Dans cet article, Elder affirme que «les lois ne sont que des mécanismes de mise en place d'objectifs nécessitant, comme fondement, un consensus éthique, politique et économique» : 830 (nous soulignons). Dans ce contexte, la gouvernementalité environnementale, depuis principalement les années 1980, a pour objectif premier la construction sociale d'un tel consensus.

[17] Environnement Canada / Peter Bird et David J. Rapport, State of the Environment - Report for Canada, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986: 262.

[18] Ibid.

instruments d'éducation. Les personnes sondées entrant en interaction avec les questions du sondage qui, selon leur enchaînement et leur répétition déguisée sous d'autres termes, peuvent délimiter, encadrer, convaincre et inciter un répondant à adopter une attitude environnementaliste. La publication des résultats des sondages peut ensuite avoir des effets similaires d'entraînement sur l'ensemble des personnes qui en prennent connaissance. Ceci illustre une fois de plus la complexité des rapports de pouvoir entre, d'un côté, les techniques des sciences sociales comme méthodes d'acquisition de connaissances et, de l'autre, l'utilisation instrumentale de ces techniques comme moyen de mise en place de stratégies de pouvoir.

L'articulation de thèmes comme ceux de la mobilisation et de la participation de la population dans le domaine de l'environnement n'ont pas été rendu possible par accident ou par simple intention instrumentale de la part des bureaucraties environnementales. Cette émergence a été également rendue possible grâce au contexte complexe de «l'identité moderne» et plus précisément de «l'affirmation du soi»[19], telle que développée à partir des années 1960. Pour Samuel Hays, ces thèmes de «participation» et de «mobilisation» de la population remontent aux années 1970, lorsque les pratiques et l'idéologie de l'autonomie de l'individu et des communautés ainsi que celles de la décentralisation dominaient une partie du discours social[20]. La combinaison des événements politiques de mai 1968 et le ralentissement de la croissance économique à partir de la crise énergétique de 1973 (accompagnées par l'augmentation du chômage et de l'inflation) entraîne une crise de confiance dans l'efficacité et le fonctionnement même des organismes gouvernementaux, se traduisant par des demandes de décentralisation, de participation et d'anti-bureaucratisation sous le thème général d'une «démocratisation».

«The problem at the heart of theses planning failures is the rejection of the traditional

---

[19] Pour une archéologie herméneutique de l'identité moderne, voir: Charles Taylor, Sources of the Self - The Making of the Modern Identity, op. cit.

[20] Samuel P. Hays, «Three Decades of Environmental Politics: The Historical Context», dans Michael J. Lacey (dir.), Government and Environmental Politics - Essays on Historical Developments since World War Two, Washington: The Wilson Center Press, 1989: 19-79.
«Far more extensive in term of popular involvement was a second twist to environmental affairs in the 1970s, the practice and ideology of personnel and community autonomy and decentralization»: 33.

> problem-solving mechanisms themselves. Many people appear to be no longer content to tolerate unilateral decision-making by institutions, but feel they must involve themselves personally in the events of the day, trust their own feeling and make their own judgments. In these terms, therefore, planning failure represents an authority crisis, -a questioning of the legitimacy of both the decision-makers themselves and the traditional decision-making process. In many cases, protesting environmental and citizens' groups want not for government to redo their planning by giving higher priority to environmental and human criteria, but instead for the government to change the decision-making mechanism itself».[21]

Ce type de discours radical des années 1970 illustre l'un des contextes qui a permis une redéfinition du rôle de la population dans une stratégie de pouvoir en matière environnementale pendant les années 1980. La «participation» de la population n'est plus une réponse à une «démocratisation» souhaitée comme choix éthique supérieur, mais au contraire devient un instrument de mise en place décentralisée de politiques environnementales formulées comme étant l'impératif incontournable pour garantir les conditions de survie de l'écosystème. La conclusion n° 13 du Rapport du comité permanent de l'environnement de la Chambre des communes illustre parfaitement ce rôle instrumental de la «participation». Pour ce comité, l'un des objectifs est «de faire participer davantage le public aux initiatives environnementales des gouvernements»[22]. Dans ce contexte, Robert Paehlke a raison d'affirmer que «[...] democracy may well be the best political tool humankind has developed for mobilizing population, especially educated and at least moderately prosperous one»[23]. Par conséquent, il n'est pas surprenant que le thème de la «démocratisation» ne soit plus à l'avant-scène à partir des années 1980. Au contraire, les principaux thèmes sont ceux de «participation»[24], de «table ronde», de «consultation», de «négociation»[25], de «consensus», etc.

---

[21] Paul Wilkinson, «The Role of the Public and Environmental Decision-Making», dans O. P. Dwivedi (dir.), op. cit.: 231-32. Voir aussi: Robert B. Gibson, «The Value of Participation», dans P. S. Elder (dir.), op. cit.: 7-39.

[22] Comité permanent de l'Environnement de la Chambre des communes, L'environnement et la Constitution, Ottawa: rapport n° 30 du comité permanent de l'environnement, mars 1992: 36 (nous soulignons).

[23] Robert Paehlke, «Democracy and Environmentalism: Opening A Door to the Administrative State», dans Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.)., op. cit.: 49.

[24] Pour un rare exemple de «participation» qui va au delà de la prise de décision, voir notamment: Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale / Maureen Bush, Participation du public au développement des ressources après l'approbation des projets, Ottawa: Ministère des

Cependant, les pratiques autour de ces thèmes ne concernent qu'une petite minorité d'individus: certains bureaucrates, certains groupes environnementalistes et certains représentants du milieu des affaires qui participent aux audiences «publiques», autour des «tables rondes» de «négociation» ou de «consultation» afin d'établir un «consensus». Cette approche devient de moins en moins satisfaisante au cours des années 1980. La mobilisation de l'ensemble de la population devient désormais nécessaire: «l'environnement: c'est l'affaire de tous», comme l'affirme le titre du rapport annuel d'Environnement Canada en 1987-1988[26]. L'éducation et la confession sont des techniques pastorales de formation des individus qui permettent de faire accepter par la population des nouveaux comportements environnementaux.

B) L'éducation environnementale

Au cours des années 1980, l'éducation en matière environnementale devient l'une des stratégies de la formation d'une population environnementale. Dans son rapport annuel de 1982-1983, Environnement Canada se fixait déjà quatre objectifs dont deux étaient:

> «*[d'i]nfluencer les activités humaines de façon à atteindre et à maintenir l'état de l'environnement nécessaire à notre santé et à notre bien-être, à la vie et à la diversité des espèces et des écosystèmes, et à l'utilisation durable des ressources, et ce, dans l'intérêt de la société et de l'économie. [...]
> * [de f]aciliter l'adoption des activités humaines à l'environnement».[27]

Pour d'atteindre ces objectifs, il est important donc de former, «d'éduquer», une population à la problématique environnementale et aux nouveaux comportements à promouvoir. Une plus grande information sur «l'environnement» devient un des éléments principaux d'une stratégie de pouvoir. Ceci est confirmé, par exemple, par l'article 7.(1) f) de la Loi visant la protection de l'environnement,

---

Approvisionnements et Services Canada, 1990.

[25] Voir entre autres: Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale, The Place of Negotiation in Environmental Assessment, op. cit.

[26] Environnement Canada, Rapport annuel 1987-1988, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1988. Le titre en anglais est: «Our Common Future: It's in our Hands».

[27] Environnement Canada, Rapport annuel 1982-1983, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1983: 2.

de la vie humaine et de la santé, adoptée en 1988, et qui donne au ministre de l'Environnement le pouvoir de:

> «diffuser - notamment par publication- ou prendre les mesures en vue de diffuser, d'une part, l'information disponible de nature à renseigner le public sur tous les aspects de la qualité de l'environnement, notamment en ce qui touche la lutte contre la pollution et la réduction de celle-ci, d'une part, un rapport périodique sur l'état de l'environnement canadien».[28]

Sur le plan pratique, le premier rapport officiel et détaillé du ministère de l'Environnement sur l'état de l'environnement fut publié en 1986[29]. Cette approche éducative est de plus en plus explicitement reconnue comme stratégie de pouvoir. Par exemple, un rapport publié en 1986 propose huit orientations dont l'une est basée sur la «consultation» et la «communication» comme moyen de construction d'un individu environnementaliste.

> «Advocacy, as practiced until recently, must be replaced by a more positive and balanced educational, informal and consultative approach. Canadians should gradually be induced, as individuals, to recognize the economic rent of commonly held properties such as air and water. They must be brought to understand and then accept the inevitable short-term sacrifices this recognition would entail for their standards of living. The consultation processes to develop the long overdue National Environmental Policy would be most useful for this purpose, provided that all stakeholders are given an opportunity to participate and understand other stakeholders' viewpoints in a national context».[30]

Cette citation résume le changement de stratégie en matière environnementale au cours des années 1980. Premièrement, il s'agit d'une approche «positive» affectant chaque «individu» et non plus seulement de politiques négatives (répressives) anti-pollutions contre les pollueurs. Deuxièmement, cette approche «positive» utilise la «consultation» et «l'éducation» comme stratégies de mise en place d'une «National Environmental Policy», fortement structurées et limitées, provenant de la construction «éducative» en matière d'environnement. La nature «informelle» de cette approche est reliée au fait qu'elle s'adresse à chaque «individu» dans tous les instants de sa vie quotidienne et

---

[28] Loi visant la protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé, 1988, chapitre 22, article 7.(1) f).

[29] Environnement Canada / Peter Bird et David J. Rapport, State of the Environment - Report for Canada, op. cit. 1986. Le deuxième rapport: Statistique Canada, Activités humaines et l'environnement, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986.

[30] Alain F. Desfossés, Improved Program Delivery - Environmental Quality Strategic Review - A Follow-on Report of the Task Forces Program Review, op. cit.: 6.

non plus seulement dans ses rapports occasionnels avec les différentes pratiques répressives de l'État. Il s'agit de changer positivement les comportements et les pratiques individuelles. Ceci ne signifie pas que les moyens répressifs sont abandonnés. Cependant, les moyens répressifs deviennent de plus en plus intégrés dans une stratégie d'éducation et de formation[31]. Troisièmement, cette approche «positive» a pour but de faire accepter une certaine perspective de «l'environnement», c'est-à-dire de définir et d'essayer d'imposer un certain discours autour du thème de «l'environnement». Dans ce cas précis, il s'agit d'un discours économiste («economic rent of commonly held properties [...] stakeholders») d'inspiration néo-libérale en vogue au cours des années 1980 («[...] inevitable short-term sacrifices [...] for their standards of living»).

Le gouvernement fédéral ne fut pas le seul à s'engager sur la voie éducative. Par exemple, le Québec fut la première province à publier en 1988 un rapport[32] «éducatif» sur l'état de l'environnement dans la province. Cependant, il faut remonter quelques années auparavant pour constater un virage «éducatif» au Québec. En effet, nous pouvons remarquer deux tendances assez nettes dans l'expérience du Québec pendant les années 1980. Premièrement, le Ministère de l'Environnement du Québec (le MEQ) utilise le terme «conservation» pour qualifier son action environnementale. Ce terme «conservation» fait référence aux pratiques et aux discours des mouvements et des politiques «conservationnistes» du tournant du 20e siècle. Malgré les nombreuses analyses qui affirment des différences importantes entre le «conservationnisme» et «l'environnementalisme» (des années 1970) et parfois de «l'écologisme» (des années 1980)[33], la reprise du thème de la «conservation» au milieu des années 1980 peut apparaître quelque peu

---

[31] Voir entre autres: Donald Avison, «Using the Criminal Courts to Regulate Polluters», dans Donna Tingley (dir.), Into the Future - Environmental Law and Policy for the 1990s, op. cit.: 70-75.

[32] Ministère de l'environnement, L'environnement au Québec - Un premier bilan, Québec: Gouvernement du Québec, 1988.

[33] Entre autres: Jean-Guy Vaillancourt, Mouvement écologie, énergie et environnement - Essais d'écosociologie, Montréal: Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1982; Éric Darier, «Une généalogie du "conservationnisme" et de l'écologie au Canada», dans Conscience et survie - Écologie et culture au Canada, op. cit.: 37-49.

anachronique. Peut être que l'existence au sein même du MEQ d'une «Direction du patrimoine[34] écologique» explique l'emploi du terme «conservation». Serait-ce là l'une des manifestations d'une identité défensive, de préservation et du lien profond et indissociable dans l'identité québécoise entre le passé culturel des ancêtres fondateurs et le cadre naturel comme toile de fond. Après tout, le coureur des bois avait besoin d'une fôret sempiternelle pour garantir la permanence de son identité. Cependant, cette première tendance ne doit pas nous faire croire que le MEQ se prélasse dans le passé. En fait, la deuxième tendance rappelle, au contraire, que la gouvernementalité environnementale au Québec est au moins au même niveau que celle du gouvernement fédéral et celle prévalant dans les autres provinces. En effet, la politique «éducative» en matière d'environnement (ou de «conservation») au Québec est explicitement énoncée par le MEQ, spécialement à partir de 1986. Le MEQ affirme que

> «[s]es objectifs visent à susciter une prise de conscience de la dimension environnementale et à développer un intérêt pour la protection de l'environnement et le maintien de la qualité de vie. [...] Le Ministère cherche entre autres à favoriser le développement de nouveaux comportements vis-à-vis de la biosphère et à proposer une nouvelle éthique environnementale».[35]

Mettant en place ces objectifs, qui sont à la fois ambitieux et aléatoires pour une bureaucratie («nouveaux comportements» et «nouvelle éthique environnementale»), ce même document prévoit des interventions éducatives et de formation pour l'ensemble de la population adaptée spécifiquement, cependant à chaque individu pris dans son rôle social. Plus précisément, il s'agit de «campagnes et (de) programmes d'éducation en matière d'environnement visant plus particulièrement les utilisateurs des ressources vivantes, les législateurs[36], les dirigeants, les jeunes,

---

[34] Patrimoine: 1° «héritage du père», 2° «fortune, richesse nationale», 3° «ce qui est considéré comme une propriété transmise par les ancêtres». Petit Robert, 1990.

[35] MEQ / Direction du patrimoine écologique, Contribution du Québec à l'atteinte des objectifs de la stratégie mondiale de la conservation, Québec: Gouvernement du Québec, mai 1986: 134.

[36] Il est intéressant de noter ici que la gouvernementalité environnementale, dans sa composante éducative, s'applique aussi, et d'une manière explicite, aux «législateurs», alors que ces derniers sont supposés, dans une perspective «démocratique», être les représentants des intérêts des citoyens souverains! Ceci n'est pas un exemple isolé. Voir aussi le Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement, Rapport du groupe de travail sur l'environnement et l'économie, Ottawa, 24 septembre 1987, qui affirme aussi vouloir «[m]obiliser l'appui du public et préparer nos

les milieux d'enseignement, les étudiants et le public en général»[37]. Pour développer «de nouveaux comportements», le MEQ veut intervenir dans tous «les gestes de la vie quotidienne, les gestes de consommation et les activités de plein air»[38]. Ces nouveaux comportements sont incités par des moyens «positifs» et non plus seulement par des interdictions et des ordres. Au niveau pratique, le MEQ prévoit «[d]es capsules radio et des caricatures pour les journaux présent[a]nt des problématiques et des comportements positifs vis-à-vis de l'environnement»[39]. Le MEQ prévoit même des programmes de formation professionnelle «à l'intention des mécaniciens de l'automobile»[40]. Un an plus tard, le MEQ réitère en plus amples détails cette stratégie éducative[41]. D'emblée, dans son introduction, Clifford Lincoln, le Ministre de l'Environnement, établit les objectifs en soulignant l'inévitabilité d'agir: «[e]n effet, si nous ne changeons pas nos attitudes et nos mentalités face à notre environnement, nous serons obligés de réparer et de restaurer à jamais»[42]. L'emploi de «nous», de «nos» et de «notre» révèlent bien une stratégie mobilisatrice «positive» de la population plutôt que le recours à des directives gouvernementales qui auraient pu se traduire linguistiquement par «le gouvernement / le Ministère doit agir pour...». Cette mobilisation de la population s'opère par le recours à un léger chantage-menace du «[sinon] nous serons obligés de réparer et de restaurer à jamais» et repris dans le titre de la section subséquente intitulée «le choix inévitable»[43]. Deuxièmement, cette nouvelle stratégie dirigée vers la population est aussi justifiée par un constat d'échec de l'efficacité des interventions gouvernementales antérieures en matière

---

futurs décideurs» (nous soulignons).

[37] MEQ, Contribution du Québec à l'atteinte des objectifs de la stratégie mondiale de la conservation, op. cit.: 133.

[38] Ibid.: 134.

[39] Ibid.

[40] Ibid.

[41] MEQ, Un nouveau cap environnemental - La conservation, agent de progrès, Québec: Gouvernement du Québec, 1987.

[42] Ibid.: 5.

[43] Ibid.: 9-10.

d'environnement, spécialement face aux nouvelles formes de pollutions. «On prend de plus en plus conscience de l'importance et de la diversité des formes de pollution diffuses et de la difficulté de les contrôler. [...] Bref, le pollueur devient moins clairement identifiable. La pollution devient aussi de moins en moins évidente»[44]. Cette composante éducative fait partie d'une stratégie de prévention en matière d'environnement. Cependant, il ne s'agit plus uniquement de prévoir, de planifier et d'interdire des sources de pollutions à l'avenir, mais plus fondamentalement de modifier les comportements de la population de manière à empêcher l'émission de pollution ou tout au moins d'agir en ce sens. La mobilisation de la population est par conséquent un véritable «appel à tous»[45].

> «[...] [L]es grandes tendances que nous venons d'évoquer entraînent un changement dans les rôles de chacun. Cependant, la mise en oeuvre de ces orientations passe nécessairement par une contribution significative de tous: des autres ministères, des citoyens dans leurs gestes quotidiens, des entreprises dans leur choix de matières premières, de procédés de production ou de pratiques d'exploitation et des municipalités [...]».[46]

Cette composante éducative, et plus généralement cette stratégie pastorale, ne signifie pas l'abandon pour autant des pratiques gouvernementales d'interdictions, de réglementation et de répression. Comme Foucault l'a remarqué, il s'agit de la double tendance de la gouvernementalité, c'est-à-dire, à la fois d'une centralisation gouvernementale et d'un ensemble de pratiques sociales (par définition décentralisées) dont la «cible» est la «population». «En plus de renforcer ses moyens de contrainte, le Ministère de l'Environnement doit faire preuve de conviction et de persuasion»[47]. Par exemple, le renforcement des sanctions pénales est l'instrument négatif utile pour la construction d'un souci environnemental positif parmi la population. «Cette nouvelle fermeté des pouvoirs publics aura certainement pour effet d'entraîner un plus grand souci, un plus grand soin et de nouvelles précautions auprès des entreprises, municipalités ou des individus qui mènent des activités

---

[44] Ibid.: 11 et 12.

[45] Ibid. Titre d'une section.

[46] Ibid.: 18. Les autres groupes-cibles sont: «les agriculteurs, les chercheurs, les professionnels, les éducateurs professionnels, les groupes environnementaux»: 28-29 et 37.

[47] Ibid. (nous soulignons).

susceptibles de porter atteinte à l'environnement»[48]. On pourrait donc s'attendre à ce que le Ministère de l'Environnement s'engage dans un processus d'élaboration d'une liste exhaustive des nouveaux comportements à encourager auprès de la population. Or, il n'en est rien. Au contraire, le Ministère déclare qu'«[à] ce stade-ci, il serait irréaliste de vouloir définir tous ces nouveaux comportements: «c'est en marchant qu'on apprend à marcher»»[49]. Cette position n'est pas seulement la conséquence de la nouveauté de cette stratégie, qui utilise des techniques pastorales mais fait intégralement partie de cette stratégie. C'est à la population même, dans toutes ses composantes et dans toutes ses situations temporelles, spatiales et sociales, d'imaginer et d'adopter, d'une manière autonome et spontanée, des comportements nouveaux conformes au «nouveau cap environnemental». Par conséquent le contenu éducatif est lui-même largement laissé à l'initiative de la population et des groupes. Par exemple, le guide éducatif en matière d'environnement pour les enfants, Ensemble, récupérons notre planète, fut le résultat d'un effort collectif de 25 groupes et organismes dont la Centrale des enseignants du Québec (CEQ), la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, le Fonds d'éducation à la récupération, au recyclage et au réemploi, le Fonds québécois de récupération, le Ministère de l'Environnement du Québec, etc[50]. Cependant, la composante éducative en matière d'environnement ne doit pas être uniquement perçue dans le contexte étroit du système d'éducation. «C'est en marchant qu'on apprend à marcher» signifie également que c'est à travers tous les aspects immédiats et pratiques de la vie quotidienne que se forment les nouveaux comportements environnementaux. Par exemple, le processus de formation des «consommateurs» environnementaux a lieu entre les étagères des magasins et est guidé par les différents symboles «recyclable», «sans phosphate», ou du «choix environnemental», inscrits sur les emballages des produits. Cependant la composante éducative ne suffit pas en elle-même pour effectivement instaurer de nouveaux comportements. Il est nécessaire aussi d'avoir un système qui

---

[48] Jean Piette, (Directeur des relations intergouvernementales au Ministère de l'Environnement du Québec), «Les nouvelles tendances du droit de l'environnement: Lois récentes et nouvelles orientations», Faculté de droit de McGill, Le droit et le citoyen... Un guide pratique - L'environnement et le droit, op. cit.: 4.

[49] MEQ, Un nouveau cap environnemental - La conservation, agent de progrès, op. cit.: 19.

[50] Québec / Collectif, Ensemble, récupérons notre planète - Opération d'éducation relative à l'environnement, Québec, Gouvernement du Québec, 1991.

vérifie non seulement les nouveaux comportements mais aussi le degré de leur acceptation et de leur importance à l'intérieur de l'âme des pratiquants. Dans son article «Omnes et Singulatim», Foucault remarque justement que les pratiques pastorales chrétiennes ont approprié et adapté deux éléments importants des civilisations gréco-romaines, c'est-à-dire «l'auto-examination» et la «gouverne de la conscience»[51]. Ces deux techniques de la «confession» sont nécessaire à l'établissement en profondeur d'une gouvernementalité environnementale.

C) La confession et le panoptisme environnementaux

Faisant directement référence au «panopticon» des prisons -modèle architectural de Jeremy Bentham- Foucault nous offre une analyse des objectifs et des effets de pouvoir de ce panoptique sur les individus. D'après Foucault, l'objectif est

> «[...] [d']induire chez [l'individu] un état conscient et permanent de visibilité qui assure le fonctionnement automatique du pouvoir. Faire que la surveillance soit permanente dans ses effets, même si elle est discontinue dans son action; que la perfection du pouvoir tende à rendre inutile l'actualité de son exercice; que cet appareil [...] soit une machine à créer et à soutenir un rapport de pouvoir indépendant de celui qui l'exerce; bref que les [individus] soient pris dans une situation de pouvoir dont ils sont eux-mêmes les porteurs. Pour cela, c'est à la fois trop et trop peu que [l'individu] soit sans cesse observé par un surveillant: trop peu, car l'essentiel c'est qu'il se sache surveillé; trop, parce qu'il n'a pas besoin de l'être effectivement».[52]

Dans ce contexte, la «confession» est le moyen de mesurer et de vérifier le degré d'efficacité et des effets du panoptique environnemental sur les rapports à soi, sur la construction d'une identité individuelle environnementale et sur les modifications des comportements qui en résultent. La «confession» environnementale peut prendre de nombreuses formes. La «confession» la plus évidente est celle d'une profession de foi environnementale réalisée par l'intermédiaire de l'adhésion et de la participation active à un groupe «environnemental» ou «écologique». Cependant, cette adhésion volontaire à un groupe environnemental ou écologique ne concerne qu'une petite proportion de la population qui devient une forme de «clergé» environnemental nécessaire à une gouvernementalité environnementale, et ceci de deux manières. Premièrement, et comme Foucault

---

[51] Foucault, «Omnes et Singulatim», dans op. cit.: 238.

[52] Foucault, Surveiller et punir, op. cit.: 202-01.

l'a affirmé, il existe des rapports très étroits entre savoir et pouvoir. Les groupes environnementaux ou écologiques articulent et construisent une série de discours autour du thème de l'environnement qui parfois renforcent et légitiment certaines des actions gouvernementales. Deuxièmement, et puisque les effets de pouvoir, d'après Foucault, sont également «positifs» et non pas seulement «répressifs», les groupes «environnementaux» ou «écologiques» participent «positivement» à la modification des comportements de l'ensemble de la population et des individus. Il s'agit d'une tension et d'uneoscillation continue et incontournable entre deux pôles: (1) celui d'une normalisation environnementale sous l'égide, principalement, des institutions gouvernementales environnementales et dans laquelle les groupes environnementaux et écologiques seraient une des courroies de transmission de cette normalisation, et (2) celui d'un développement d'une nouvelle éthique environnementale, relativement autonome, indépendante et largement indéterminée, dont l'émergence a lieu à l'intersection des nouvelles pratiques quotidiennes et des discours, constitutifs et constituant, sur l'environnement. Par conséquent, la «confession», comme technique de pouvoir dans le contexte d'une gouvernementalité environnementale, doit aussi avoir des effets constants et tangibles dans l'ensemble de la population et chez chaque individu. La construction d'un sujet environnemental passe par l'articulation d'une identité environnementale formée non seulement par les discours des institutions environnementales gouvernementales ou par les groupes environnementaux ou écologiques, mais aussi par des pratiques individuelles d'auto-réflection sur les comportements quotidiens de chacun en matière d'environnement. Concrètement, ceci signifie que la «confession» environnementale se manifeste principalement par l'adoption de nouveaux comportements considérés comme étant environnementaux. Par exemple, le recyclage sélectif des ordures ménagères implique la mobilisation et l'éducation de l'ensemble des populations concernées par les programmes de collection sélective des ordures. Le succès même de ces programmes présuppose la participation massive de la population. L'adoption de réglementations «négatives» (comme par exemple, l'interdiction de mélanger le papier, le verre, les métaux et les matières organiques dans les ordures) implique potentiellement des coûts élevés et prohibitifs d'application. Au contraire, des campagnes d'éducation, de sensibilisation et de persuasion peuvent contribuer à changer les comportements individuels. Cependant, pour s'assurer que ces nouveaux comportements perdurent, ils doivent être intériorisés par chaque individu. Les états d'âme environnementaux de la population se mesurent notamment dans le confessionnal du taux de

participation à des nouveaux comportements environnementaux quotidiens! Nous pourrions remarquer qu'il s'agit là uniquement d'exemples de confession exprimés non verbalement, qui sont peut-être en contradiction avec la définition même de la confession, c'est-à-dire d'une «déclaration», d'un «aveu». Nous croyons que la pratique de la confession religieuse a été intégrée comme technique de pouvoir et de savoir notamment dans les sciences sociales. Cependant, il ne faudrait pas croire que la confession comme «déclaration» ou comme «aveu» soit disparue dans le domaine de l'environnement. Au contraire, nous voudrions brièvement montrer que certaines politiques constituent une institutionnalisation, et donc un encouragement, de la «déclaration» et de «l'aveu» en matière environnementale. Il s'agit du phénomène plus connu sous l'appelation anglaise de «whistleblowing». Le principe est qu'un individu, de par ses fonctions professionnelles, qui, ayant accès à des informations confidentielles, soit protégé légalement des mesures de représailles afin de révéler et de dénoncer les pratiques «inappropriées» (notamment en matière d'environnement) de l'organisation pour laquelle il ou elle travaille. L'article 110 (a) de la «Comprehensive Environmental Response, Compensation and Liability Act» américain prévoit que: «No person shall fire or any other way discriminate against, or cause to be fired or discriminate against, any employee or any authorized representative or employee by reason of the fact that such employee or representative has provided information to a State or to the Federal government [...][53].

Au Québec, un récent projet de «Loi favorisant la divulgation d'activités gouvernementales inappropriées» reprend les mêmes considérations que les lois américaine et ontarienne[54]. Nous pouvons identifier au moins deux éléments importants et significatifs des encouragements légaux du «whistleblowing» dans le contexte de la confession environnementale. Premièrement, pour les employés concernés, il s'agit d'un encouragement donné à chaque individu à adopter une hiérarchie de valeurs dans laquelle l'intérêt de l'environnement prend préséance sur la confidentialité, le

---

[53] Comprehensive Environmental Response, Compensation and Liability Act. Article 110 (a), cité par Donna Tingley, «Responding to the Challenge: An Overview of Significant Trends in Governmental Regulation», dans Donna Tingley (dir.), Into the Future - Environmental Law and Policy for the 1990s, op. cit.: 21. L'article 134 (b) de la loi ontarienne «Environmental Protection Act» contient les mêmes garanties.

[54] Gilles Lesage, «Sonnez l'alarme! - Le projet de loi de deux députés ministériels permettraient aux fonctionnaires de divulguer les activités gouvernementales inappropriées», dans Le Devoir, jeudi 26 novembre 1992: B-2.

fonctionnement et la rationalité bureaucratique. D'autre part, sachant que malgré les protections légales, tout employé qui déciderait de passer à «l'aveu» qui prend la forme de l'accusation se retrouverait, d'une manière ou d'une autre, pénalisé à moyen et à long terme (pas de promotion, mutation dans d'autres services, perte de confiance de la part de l'employeur, etc.), il s'agit là d'un véritable test de l'authenticité des valeurs environnementales du sujet-employé en question. L'institutionnalisation du «whistleblowing» contribue à la construction d'une identité individuelle et environnementale pour les employés. Deuxièmement, du point de vue des employeurs, l'institutionnalisation du «whistleblowing» représente une menace potentielle constante. Le «whistleblowing» joue également le rôle du panoptique de Bentham tel qu'analysé par Foucault. Peu importe s'il existe vraiment des employés prêts à passer à la confession-accusation. Le simple fait qu'il existe une telle possibilité contribue à faire modifier les comportements et les pratiques institutionnelles de l'organisation en question. Comme pour le panoptique de Bentham, il n'est pas important qu'il y ait en réalité un gardien, un observateur dans le panoptique, ou un employé désireux de passer aux «aveux» dans le cas d'une organisation, la seule potentialité d'une telle situation entraîne des effets «positifs» constants et durables dans les pratiques institutionnelles dans l'auto-identité de ces institutions. Il s'agit de la construction sociale d'une identité organisationnelle dont l'une des valeurs directrices à promouvoir est l'environnement.

II) Le Plan vert du Canada

Nous avons vu que la période començant à partir du milieu des années 1980 représente un changement important pour la gouvernementalité environnementale au Canada. Suite à la période allant de 1966 à 1985, caractérisée principalement par la création de nouvelles bureaucraties environnementales, l'adoption de législations anti-pollutions et la mise sur pied des procédures d'évaluation environnementale, on assiste à l'articulation d'une stratégie de plus en plus orientée respectivement vers la population dans son ensemble et vers chaque individu. Le Plan vert du Canada[55], publié en décembre 1990 par le Ministère fédéral de l'Environnement est le document

[55] Canada, Le plan vert du Canada pour un environnement sain, Ottawa: Ministre des Approvisionnements et Services Canada, 1990, 174 p. n° de cat. En21-94/1990F (titre en anglais: Canada's Green Plan).

le plus systématique et le plus explicite quant au contenu stratégique d'une gouvernementalité environnementale, c'est-à-dire non seulement la centralisation institutionnelle au niveau étatique en matière d'environnement, mais aussi et surtout par un ensemble d'actions concernant la population suivant le triangle de la «mobilisation, de l'éducation et de la confession».

Le but de cette courte analyse textuelle est de montrer que le Plan vert représente principalement une intensification des techniques «pastorales» adaptées à une gouvernementalité environnementale.

A) Contextes

Le Plan vert du Canada pour un environnement sain est, sinon la preuve, tout au moins une illustration éloquente de techniques pastorales de pouvoir au service de la problématisation contemporaine de l'environnement. Nous avons déjà amplement passé en revue les contextes constitutionnels, bureaucratiques (chapitre cinq) et législatifs (chapitre six). Cependant, rappelons brièvement le contexte général et spécifique dans lequel émergea le Plan vert. Ce dernier faisait suite, en 1988, à la consolidation des principales législations anti-pollutions (adoptées au cours des années 1970) dans une seule et même loi, celle «visant la protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé»[56]. Au niveau plus directement partisan, nous devons faire remarquer aussi que Le Plan vert fut le résultat de deux fortes personnalités qui occupèrent le poste de Ministre de l'Environnement: il s'agit de Tom McMillan de 1986 à 1988, puis de Lucien Bouchard de 1988 à 1990. Cette période, de 1986 à 1990, caractérisée par de nouvelles initiatives ministérielles, venait immédiatement à la suite d'une série de coupures budgétaires sous la direction de la Ministre Suzanne Blais-Grenier (1984-1985) durant les deux premières années du gouvernement conservateur récemment porté au pouvoir[57]. Ce sont peut-être précisément ces coupures budgétaires qui ont conduit à la mise en place de ce que Doern appelle «un nouveau paradigme pour

---

[56] Titre abrégé: Loi canadienne sur la protection de l'environnement, C-74, L.C., 1988.

[57] Bruce Doern, «Johnny-Green-Latelies - The Mulroney Environmental Record», dans Frances Abele (dir.), How Ottawa Spends - The Politics of Competitiveness: 1992-1993, Ottawa: Carleton University Press, 1992: 353-76.

gouverner»[58]. Ce «nouveau paradigme» reconnaît les limites au niveau des coûts des interventions de type «royal» (bureaucraties environnementales, législations anti-pollutions, réglementations environnementales, dépenses pour la protection de l'environnement, mesures répressives, etc.). Ce «nouveau paradigme» recherche une nouvelle stratégie de pouvoir qui soit à la fois moins coûteuse et plus efficace. C'est aussi dans ce contexte partisan qu'il faut interpréter le Plan vert. Ce dernier est le résultat de consultations publiques à partir de 1988. L'étendue de la consultation publique est confirmée par le (nouveau) Ministre de l'Environnement[59] qui est fier du fait que, durant la séance pan-canadienne de synthèse (en août 1990), 400 des 500 recommandations ont été retenues et intégrées dans le Plan vert[60]. La mobilisation de la population nécessite également celle des groupes environnementaux pour l'élaboration de politiques environnementales prennant la population et chaque individu comme cible et comme instrument d'intervention. Malgré son aspect éminemment «pastoral», le Plan vert était initialement ambitieux au chapitre des dépenses budgétaires puisqu'il prévoyait «un financement de trois milliards de dollars réparti sur cinq ans, outre les 1,3 milliards de dollars consacrés chaque année à l'environnement par le gouvernement fédéral»[61].

Au-delà de l'étalement médiatique de nouvelles interventions («royales») en matière d'environnement, mesurées par les dépenses budgétaires prévues initialement, il existe un élément fondamentalement novateur et plus important. Il s'agit de la mise en place, d'une manière systématique, de programmes, d'institutions et de pratiques visant à «sensibiliser» la population face à l'environnementalisme, à construire un sujet environnemental[62]. Peut-être que ceci est en soi

---

[58] Ibid.: 355.

[59] A la suite à l'échec de l'accord du Lac Meech en juin 1990, Lucien Bouchard démissionna et fut remplacé par Robert René de Cotret.

[60] Robert René de Cotret, Le plan vert, op. cit.: Message du ministre de l'Environnement.

[61] Ibid.

[62] Le but de cette présentation n'est pas de connaître le caractère et le degré de sincérité de l'engagement environnemental de la part du gouvernement fédéral. Il est vrai que le concept du développement durable est un concept passe-partout que le Plan vert a su réapproprier en intégrant la «nécessité» de la croissance économique «sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire les leurs». Le Plan vert: 5.

controversé. Cependant, ce n'est pas cela qui nous intéresse. Le Plan vert marque en fait le lancement officiel de la construction sociale d'un individu environnementaliste et la reconnaissance explicite de cette construction sociale comme stratégie de la gouvernementalité environnementale. Il est évident qu'il ne s'agit pas d'une nouveauté en matière de techniques pastorales dans le domaine de l'environnement. Par exemple, la création des parcs nationaux à la fin du 19e siècle avait comme but de cultiver la sensibilité des touristes à la «nature»[63]. De plus, le Plan vert reconnaît que «[l]e changement prend du temps: on ne transforme pas des valeurs et des attitudes séculaires du jour au lendemain»[64]. Par conséquent, il s'agit bien d'une stratégie à long terme. Il n'en demeure pas moins que le Plan vert exerce un rôle clé dans ce processus.

La justification pour la publication du Plan vert réside dans l'absence apparente de choix en matière d'environnement. Cette absence de choix est en partie de caractère darwinien puisque «[...] notre réussite, comme celle de toute espèce naturelle, dépend de notre aptitude à nous adapter à l'environnement. Car l'environnement ne s'adaptera pas à l'être humain»[65].

B) Intensification des techniques pastorales de pouvoir.

Nous avons déjà entrevu que les techniques pastorales de la gouvernementalité, comme pratiques de pouvoir, possèdent plusieurs caractéristiques. Il s'agit d'une intensification spatiale et temporelle du pouvoir dans le sens qu'aucun individu ne peut y échapper. **L'intensification spatiale** prend la forme d'une individualisation, c'est-à-dire que tout individu, dans tous les espaces sociaux, devient responsable de la mise en place de l'auto-contrôle de ses pratiques. Deuxièmement, il s'agit d'une **intensification temporelle** parce qu'elle a pour but l'auto-contrôle constant de toutes les pratiques quotidiennes des individus. Le pouvoir pastoral s'accompagne également de la mise en place d'un réseau qui permet à la fois d'observer et de mesurer l'efficacité de l'auto-contrôle des

---

[63] Leslie Bella, Parks for Profit, Montréal: Harvest House, 1987. Pour Bella, la première vague du développement du tourisme «de masse» commence uniquement dans les années 1930 avec la construction d'une autoroute à travers le Parc de Kootenay (chapitre quatre: «Autoparks» : 59-81). La deuxième vague fait suite à la deuxième guerre mondiale et à la construction de l'autoroute trans-canadienne en 1960 (chapitre 6: «The Second Conservation Movement»: 105-27).

[64] Le Plan vert, op. cit.: 5.

[65] Ibid.

individus et d'y apporter, si nécessaire, des mesures correctrices et appropriées. Voyons si ces trois caractéristiques principales du pouvoir pastoral s'appliquent au Plan vert.

Pour ce qui est de l'individualisation, le Plan vert rappelle constamment son importance. Tous les individus sont mobilisés pour participer à la construction du nouveau «citoyen»[66] environnemental parce ce que «[l]a responsabilité de trouver des solutions durables incombe à tous les Canadiens»[67]. Si le point d'application du pouvoir pastoral est l'individu, l'objectif ultime est bien l'ensemble du «troupeau» humain. Le Plan vert admet donc faire «appel à toute la population»[68]. Comme au début de la révolution industrielle, il est nécessaire de raffiner les moyens de contrôle de la population. Aujourd'hui, il s'agit de

> «[m]odifier le comportement des individus, voilà la clé du virage écologique. Certes, l'apport d'un seul Canadien à la dégradation de l'environnement est faible, mais les résultats cumulatifs de 25 millions de gestes individuels peuvent être immenses. Ainsi, les changements apportés dans des attitudes et comportements individuels, produisant de faibles améliorations dans le domaine de l'environnement, peuvent avoir une importance énorme lorsqu'ils sont multipliés 25 millions de fois».[69]

Pour aboutir à de telles modifications des comportements, le Plan vert identifie et met l'accent sur «la mise en oeuvre de plans d'action et de formation dans le domaine de l'environnement, spécialement adaptés à certains publics cibles»[70]. Ces derniers sont, au gré du document, «les jeunes Canadiens»[71], «les autochtones»[72] et «les femmes»[73]. Cette concentration sur les individus ne s'arrête pas uniquement à ces groupes d'individus. La modification des comportements s'applique également à des situations sociales. En fait, il s'agit de l'ensemble de l'espace social qui

---

[66] Ibid.: 14.

[67] Ibid.: 16.

[68] Ibid.: 174.

[69] Ibid.: 137.

[70] Ibid.: 146.

[71] Ibid.: 139.

[72] Ibid.: 133-34.

[73] Ibid.: 136.

est mobilisé, que ce soient les «localités» ou «les milieux de travail» (par exemple, «les employés du gouvernement fédéral»[74], «au sein d'une entreprise, d'une administration ou d'une organisation»[75]). Le Plan vert ne respecte pas la distinction traditionnelle entre les sphères publiques et privées puisque même «les foyers» sont mobilisés[76]! L'intensification du pouvoir à l'ensemble de l'espace social s'accompagne également d'une intensification temporelle. Il s'agit d'un contrôle constant de tous les aspects de la vie quotidienne des individus. L'intensification spatiale abordée précédemment laisse déjà sous-entendre l'invasion totale de la promotion de pratique environnementales dans toutes les pratiques quotidiennes des individus. Nul ne peut échapper au quadrillage systématique et constant de ces techniques pastorales environnementales. Tout individu, se déplaçant quotidiennement d'un espace social à un autre (du «foyer» au «milieu de travail» ou dans celui de la consommation), doit modifier ses «innombrables décisions quotidiennes»[77] dans chacun des espaces sociaux fréquentés. Nous venons de voir que les intensifications spatiale et temporelle définissent et construisent l'objet (c'est-à-dire dans ce cas du nouvel individu-«citoyen» environnemental) sur lequel, et par lequel, les techniques pastorales ont un effet[78]. Cela ne suffit pas. Il faut également un réseau pour la mise en place de telles techniques. Ce réseau est constitué par trois éléments: (1) le développement de connaissances, incluant un ensemble de valeurs sous-tendant ce nouveau savoir environnemental afin de mobiliser la population, (2) un système de surveillance, afin de mettre en place un système d'éducation de la population dans le domaine de l'environnement, et (3) une myriade d'exercices («drills» en anglais) pour établir et ancrer les nouvelles pratiques environnementales désirées.

---

[74] Ibid.: 164.

[75] Ibid.: 11.

[76] Ibid.: 8.

[77] Ibid.: 11.

[78] Pour un exemple de guide gouvernemental encourageant les nouvelles pratiques environnementales, voir: Environnement Canada, Ce que nous pouvons faire pour l'environnement - Des centaines d'idées pratiques, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990. Les situations sociales choisies sont: «à la maison» (pp. 2-14), «dans le jardin» (pp. 15-21), «au magasin» (pp. 22-24), «réservé aux jeunes» (pp. 25-27), «à l'école» (pp. 28-29), «l'automobile» (pp. 30-32), «au travail» (pp. 33-36), «en vacances» (pp. 37-40).

C) Le savoir environnemental comme stratégie de mobilisation

Le Plan vert reconnaît d'une manière explicite l'importance centrale des sciences naturelles dans le processus de la construction et de la légitimation de la nouvelle vision environnementale.

> «Rien n'a autant façonné le plan d'action pour l'environnement que l'information scientifique [...]. Parmi les sciences naturelles, certaines disciplines, telles la biologie, la chimie et la géologie, nous permettent de mieux comprendre les divers éléments des écosystèmes, ainsi que les processus qui les unissent les uns aux autres».[79]

Par conséquent, il n'est pas surprenant que le Plan vert prévoit l'amélioration de la «capacité de collecte, d'analyse et d'organisation de l'information relative à la santé et à l'environnement»[80], ainsi que toute une série de mesures allant dans le même sens.

> «Le gouvernement fédéral augmentera sa mise de fonds dans les sciences et les techniques de l'eau»[81]; «un programme national de recherche et d'information [...] afin de réduire le rejet en mer de produits de plastique et d'autres débris persistants. La technologie, les mesures de recyclage et les autres activités résultant du programme seront mises en oeuvre»[82]; «le gouvernement financera, dans le domaine des sciences de l'environnement, des programmes de bourses et des chaires d'études et offrira des subventions stratégiques aux universités»; «[l]e gouvernement fédéral modernisera ses installations et ses équipements de recherche et augmentera son personnel scientifique [...]»[83]; «[...] un programme d'innovation en matière d'environnement visant à recueillir [...] des propositions de recherche et de développement conciliables avec les buts et les objectifs du Plan vert»[84]; «pour mieux connaître la nature des substances toxiques rejetées dans l'environnement canadien, ainsi que leur quantité, le gouvernement créera une base de données sur les polluants dangereux provenant de l'industrie et du transport. [...] On mettra sur pied [...] une nouvelle base de données nationale afin d'y verser [sic] de l'information sur les dangers qui menacent les pêches, sur les concentrations de contaminants et l'état de santé des poissons, ainsi que les peuplements de poissons dans les principaux lieux de

---

[79] Ibid.: 147.

[80] Ibid.: 29.

[81] Ibid.: 39.

[82] Ibid.: 41.

[83] Ibid.: 150.

[84] Ibid.: 151.

pêche sportive et de subsistance partout au Canada»[85]; «[l]es mesures précises comprendront la recherche sur les sources, les puits, la circulation et l'évolution des contaminants, l'évaluation de leurs effets sur l'écosystème et l'analyse des dangers qu'ils posent pour la santé»[86]; «à intensifier la recherche, le développement et la démonstration de systèmes énergétiques de pointe [...]»[87]; «[...] des services informatiques et un réseau national seront mis sur pied pour aider à établir des indicateurs, à produire des rapports sur l'état de l'environnement et à faire des prévisions écologiques»; «[...] une organisation nationale pour la production de rapports sur l'état de l'environnement sera créée»[88].

La nécessité de la légitimation réciproque entre les sciences naturelles (constituant le «savoir») et le gouvernement (le «pouvoir» dans son expression la plus traditionnelle) est reconnue. L'environnement est réduit en grande partie à une question de connaissances de type scientifique.

Comme il n'est plus possible aujourd'hui de parler de «connaissances objectives», il est important d'identifier les valeurs qui sous-tendent ce nouvel arrangement environnemental suggéré dans le Plan vert. Le credo du Plan vert se base sur «l'harmonie écologique»[89] et, plus précisément, sur les «quatre grands R: réduire, réutiliser, récupérer et recycler»[90]. Par conséquent, seules les sciences naturelles (celles dites «de l'environnement»), qui concourent à ce nouveau diktat, sont encouragées. Le Plan vert ne s'embarrasse d'ailleurs pas des présupposés d'objectivité pour faire un tri «politique» parmi les sciences naturelles. Cependant, le Plan vert n'abandonne pas pour autant l'apport de légitimation des actions gouvernementales par les nouvelles sciences de l'environnement. «Grâce aux sciences de l'environnement, les gouvernements disposent de données fiables et d'information cruciale sur lesquelles ils doivent s'appuyer pour élaborer des politiques et

---

[85] Ibid.: 49.

[86] Ibid.: 93.

[87] Ibid.: 106.

[88] Ibid.: 143.

[89] Ibid.: 63.

[90] Ibid.: 16.

des lois efficaces, ainsi que pour faire respecter les règlements»[91]. L'accroissement du savoir en matière d'environnement passe, entre autres, par la mise en place d'un système non seulement d'observation de l'environnement mais surtout de «surveillance». Le Plan vert prévoit un recours à des «systèmes [de] surveillance de l'environnement»[92]. D'une manière plus précise, il est prévu que le gouvernement fédéral

> «[...] agrandira et modernisera le réseau des stations de surveillance de la quantité d'eau dans tous les principaux bassins hydrographiques [...] des sédiments et de la neige du bassin du Mackenzie [...]»[93], «[...] construira une station permanente d'observation dans l'Arctique consacrée à la recherche et à la surveillance de la stratosphère [...] élargira le champ d'application du programme canadien de surveillance de la couche d'ozone afin de déterminer les effets de l'appauvrissement de cette couche sur la population de toutes les régions du pays [...]»[94], et, «[...] mise en place [...] d'un réseau national de détection du changement climatique [...]»[95].

Les résultats de ces observations/surveillances seront synthétisés dans des «indicateurs écologiques nationaux [...]»[96] afin d'aider à la prise de décisions. Comme nous allons le voir, il ne s'agit pas uniquement de surveillance de l'environnement mais aussi, et surtout, de surveillance des comportements environnementaux de la population.

---

[91] Ibid.: 147. Dans la même veine:
«[...] adopter des lignes directrices pour assurer la prise en compte des éventuels effets climatiques de tout projet d'envergure sur l'environnement canadien [...] évaluer les effets socio-économiques du changement climatique [...] évaluer les modifications de politiques éventuellement nécessaires pour se préparer à la montée du niveau des océans le long des côtes est et ouest du Canada [...]»: 110.

[92] Ibid.: 19.

[93] Ibid.: 95.

[94] Ibid.: 116.

[95] Ibid.: 110.

[96] Ibid.: 142.

D) Surveillance de la population et de l'environnement

L'utilité des sciences naturelles ne s'arrête pas uniquement à l'accroissement prétendument objectif et désintéressé du savoir. Les sciences naturelles font également partie «des systèmes et des programmes de surveillance» et de formation de la population. En surveillant les différentes manifestations des pollutions et des variations environnementales, les sciences naturelles surveillent indirectement et également les pratiques quotidiennes des individus.

Rappelons qu'il ne s'agit pas d'une manipulation-contrôle sinistre de la population et de l'environnement. Cette surveillance de la population a pour origine un souci pour les conditions de la reproduction et de la poursuite de la vie humaine, c'est-à-dire d'une «biopolitique». Le nouveau souci pour l'environnement représente une extension de cette préoccupation à l'ensemble des autres formes de vie non humaine, ce que nous avons appelé une «écopolitique». Dans le nouveau contexte de l'écopolitique, les pratiques de surveillance de la population s'étendent à l'ensemble de l'environnement. En fait, il existe des rapports très étroits et de plus en plus indissociables entre la surveillance de la population et la surveillance de l'environnement. Le Plan vert aborde, d'une manière plus ou moins explicite, certains de ces rapports.

La surveillance scientifique de l'environnement prévue par le Plan vert remplit les mêmes fonctions que celles du panoptique de Bentham, c'est-à-dire d'épier tous les comportements quotidiens des individus, mais d'une manière indirecte. Cela permettra d'aider les organismes environnementaux étatiques à adapter, en connaissance de cause, leurs politiques environnementales qui, explicitement, auront pour objectif de «modifier le comportement des individus»[97]. La ressemblance avec le panoptique de Bentham ne s'arrête pas là. Comme pour le panoptique, la «présence» constante d'éléments de surveillance environnementale «inculquera une connaissance plus vaste et plus approfondie des problèmes de l'environnement»[98] chez les individus (science comme stratégie d'éducation). Les prisonniers du vaisseau «Terre» apprendront à accepter et à appliquer, d'eux-mêmes, les nouvelles règles de gestion du véhicule spatial. Par conséquent, «[l]es sciences fournissent aux Canadiens l'information nécessaire à la prise de décisions éclairée en matière d'écologie et à l'élaboration des rapports sur l'état de l'environnement,

---

[97] Ibid.: 137.

[98] Ibid.: 146.

lesquels sensibilisent la population aux problèmes écologiques et, partant, en facilitent la compréhension»[99]. Les nouvelles connaissances environnementales ont donc une autre fonction importante, celle de «[...] susciter la prise de décisions éclairées dans toutes les couches de la société»[100]. Dans ce cas, l'application du pouvoir n'est plus seulement imposée unilatéralement par le haut ou par un centre du pouvoir («l'État», le gouvernement ou les classes sociales dominantes), mais devient «décentralisée» et auto-contrôlée au niveau des plus petites unités d'autonomie, c'est-à-dire les individus. Dans cette perspective, la «persuasion» joue un rôle central, c'est-à-dire que les connaissances environnementales «sensibilisent la population» et «facilitent la compréhension». La mise en place d'un réseau de connaissances et de surveillances environnementales fait partie de cette stratégie de contrôle environnemental de la population. S'il existe encore des doutes sur la validité de cette lecture foucaltienne, la place que réserve le Plan vert aux sciences sociales et humaines devraient confondre les sceptiques. Le Plan vert leur réserve uniquement un rôle instrumental. «Les sciences sociales et humaines nous éclairent sur la façon de modifier, à long terme, le comportement humain, condition indispensable pour opérer la transition d'une optique du genre «réagir et corriger» à une action sur le mode «prévoir et prévenir»»[101]. Les sciences sociales et humaines sont réduites à une série de techniques d'implantation de comportements désirés et choisis par un «berger» sans visage. La mise en place de techniques pastorales en matière d'environnement nécessite également la mobilisation des sciences sociales et humaines. Nous sommes loin du mythe de leur prétendue objectivité et du développement des connaissances pour la simple quête du savoir! Le Plan vert a au moins le mérite de confirmer l'hypothèse de Foucault selon laquelle les sciences sociales et humaines font partie d'une stratégie de pouvoir visant la normalisation et le contrôle de la population.

---

[99] Ibid.: 147.

[100] Ibid.: 146.

[101] Ibid.: 147.

E) Exercices environnementaux

Cependant, le développement d'un ensemble de connaissances environnementales (le savoir environnemental) et d'un réseau de surveillance n'est pas suffisant. Foucault a déjà montré que la mise en place de techniques pastorales de pouvoir consiste aussi en une série d'exercices répétitifs auxquels l'ensemble de la population et chaque individu doivent prendre part. Ces exercices sont amorcés et encouragés par des institutions d'encadrement. Les armées, les prisons, les écoles, les usines et les hôpitaux ont, principalement depuis le 18e siècle, mis en pratique un réseau d'exercices quotidiens intenses pour les individus. Par exemple, les multiples exercices répétitifs militaires n'ont pas uniquement pour but de préparer les recrues aux techniques de la guerre, mais aussi de former les individus de telle manière qu'ils deviennent totalement prévisibles dans toutes leurs réactions et spécialement sur le champ de bataille. Le Plan vert prévoit donc également la consolidation d'un réseau d'institutions et d'organisations qui développeront les exercices environnementaux parmi la population. Ces exercices s'adressent directement aux individus afin de «[...] souligner l'importance des mesures individuelles [...]»[102] dans la tactique pastorale de la gouvernementalité environnementale. «L'écocivisme» est le terme qui regroupe l'ensemble de ces exercices environnementaux. Les buts sont simples et apparemment inoffensifs. Il s'agit «[...] de créer une société sensibilisée à l'environnement et dont les citoyens possèdent les connaissances, la capacité et les valeurs nécessaires pour agir»[103]. Plus loin, dans la section sur «l'écocivisme», on nous rappelle que le véritable enjeu du Plan vert repose sur la prémisse que «[...] l'autoréglementation vaut mieux que la réglementation gouvernementale et que les mesures volontaires constituent le moyen le plus efficace d'obtenir des résultats permanents»[104]. Bref, cela correspond bien aux techniques pastorales telles que définies par Foucault.

Quel est le contenu de «l'écocivisme» et des exercices qui y sont attachés? Premièrement, il s'agit «d'inculqu[er] une connaissance plus vaste et plus approfondie des problèmes de

---

[102] Ibid.: 107.

[103] Ibid.: 145.

[104] Ibid.

l'environnement»[105]. Bien entendu il s'agit des connaissances produites par les sciences de l'environnement. Cela comprend, par exemple, «la réalisation de matériels et de programmes éducatifs [...] de campagnes spéciales axées sur des thèmes comme [...] la gestion des déchets et la prévention de la pollution des eaux»[106], et la plus grande promotion de la «[...] Semaine de l'environnement»[107]. Deuxièmement, le Plan vert veut légitimer et encourager de nouvelles pratiques qui touchent toutes les facettes de la vie quotidienne des individus. Par exemple, parlant du danger des «agents de nettoyage, des solvants et des pesticides», on suggère aux individus de prendre l'habitude de «ranger ces produits chimiques dans un endroit sûr, puis les apporter à un dépôt local de collecte des déchets toxiques»[108]. En tant que consommateurs, on encourage les individus à acheter des produits qui affichent «l'Éco-Logo»[109], signe de la nouvelle norme environnementale. Pour ceux et celles qui voudraient s'impliquer plus directement, le Plan vert prévoit, entre autres, la mise sur pied d'un «programme de reboisement communautaire qui, axé sur les particuliers et les organisations, visera [...] au reboisement au Canada»[110]. Ce programme prévoit la plantation annuelle de 65 millions d'arbres par an, soit une moyenne de 2,5 arbres pour chaque Canadienne et Canadien! Par conséquent, l'intention réelle de ce programme n'est pas seulement la création d'une stratégie de reboisement efficace; elle fait aussi partie des nouveaux exercices environnementaux comme stratégie de construction d'une identité environnementale. Il existe d'autres exercices prévus par l'entremise du «programme des Partenaires de l'environnement»[111]. Le gouvernement fédéral mobilisera certaines de ses structures existantes pour renforcer et promouvoir «l'écocivisme». Par exemple, les parcs et les lieux historiques fédéraux

---

[105] Ibid.: 146.

[106] Ibid.

[107] Ibid.: 139.

[108] Ibid.: 48.

[109] Ibid.: 138.

[110] Ibid.: 65.

[111] Ibid.: 138.

seront appelés à «mettre au point et (à réaliser) des projets conformes aux objectifs du programme d'écocivisme»[112]. L'originalité du Plan vert provient du fait qu'il prévoit la mobilisation, entre autres, des 1800 organismes écologiques non gouvernementaux (OENG), «dont les effectifs dépassent un million de personnes»[113], dans le développement de projets d'exercices. En tant qu'«apôtres de l'environnement», les OENG se voient offrir le rôle de «chevaliers de l'élaboration des politiques au sein des administrations et des entreprises»[114]. Les entreprises, les syndicats, «les associations féminines»[115] et le milieu universitaire sont également mobilisés dans cette croisade de mise en place de pratiques et d'exercices environnementaux.

Une étude encore plus poussée et détaillée des nouveaux exercices environnementaux serait nécessaire pour prouver sans l'ombre d'un doute notre hypothèse selon laquelle le Plan vert est le document le plus complet démontrant l'adoption systématique, à partir du milieu des années 1980, de techniques pastorales pour la mise en place d'une nouvelle gouvernementalité environnementale. Néanmoins, le Plan vert nous donne d'ores et déjà bon nombre d'indices qui vont dans le sens d'une interprétation foucaltienne. Il faut également constater que le Plan vert n'a pas pour but de faire une liste détaillée des nouvelles pratiques puisque, par définition même des techniques pastorales, le but est de laisser à la «base» le soin de mettre en place les nouvelles pratiques environnementales. Vu sous cette angle, nous pouvons dire que le Plan vert est conforme au cadre analytique foucaltien des techniques pastorales au service d'une gouvernementalité environnementale.

---

[112] Ibid.: 146.

[113] Ibid.: 135.

[114] Ibid.

[115] Ibid. Traduction de «women's group».

III) Conclusion: De la construction d'une identité environnementale à une éthique environnementale?

Le Plan vert est effectivement un document qui établit les principaux paramètres de la construction sociale d'un sujet environnemental au Canada, particulièrement en évidence depuis le milieu des années 1980. Il s'agit d'une stratégie de pouvoir qui se concentre sur la population et les comportements de chacun des individus à tous moments (techniques pastorales), et dont l'objectif est le contrôle de la population et le souci de la garantie des conditions pour la vie et survie biologique humaine et, de plus en plus, non humaine (de la «biopolitique» à «l'écopolitique»). Le Plan vert n'est pas le seul document qui jette les bases d'une telle construction sociale d'un sujet environnemental. «L'apprentissage du respect»[116] ou de la «persuasion morale»[117] pour l'environnement déborde désormais du domaine restreint de l'intervention étatique traditionnelle. La construction d'un sujet environnemental nécessite aussi la participation active de chaque individu[118], et, aussi, des différents groupes d'intérêt dans une société[119].

Après avoir décidé d'éviter l'aspect éthique en matière d'environnement, nous devons maintenant l'aborder. La problématique de la construction sociale d'un sujet environnemental ne peut pas uniquement être abordée uniquement sous l'angle de l'imposition unilatérale d'une quelconque identité environnementale sur la population. Il ne s'agit pas ici de réintroduire ou d'admettre, en fin de parcours, et en dernière instance, l'existence ontologique d'un sujet, mais plutôt, comme pour Foucault, dans l'introduction du deuxième volume de son histoire de la sexualité, d'effectuer un autre «déplacement»[120] analytique. Une des caractéristiques des techniques pastorales en matière

---

[116] Martine Rèmond-Gouilloud, Du droit de détruire - Essai sur le droit de l'environnement, op. cit.: 280ff.

[117] John Dryzek, Rational Ecology - Environment and Political Economy, op. cit: 149-61.

[118] Entre autres: Kernaghan Webb, «Taking Matters Into Their Own Hands: The Role of Citizens in Canadian Pollution Control Enforcement», dans la Revue de droit de McGill vol 36, n° 3 (1991): 770-830.

[119] Par exemple, pour le milieu des affaires: Ernest Rovet, The Canadian Business Guide to Environmental Law - Protect Yourself! Protect Us All!, Vancouver, International Self-Counsel Press Ltd., 1988.

[120] Foucault, L'usage des plaisirs, op. cit.: 12.

d'environnement est leur auto-mise en place par les individus eux-mêmes. Ceci implique, comme nous l'avons suggéré dans le troisième chapitre, qu'il existe une certaine marge de manoeuvre, de liberté, dans la grande majorité des situations sociales. De cette manière, Foucault rejette un structuralisme entièrement déterministe dans lequel il n'y aurait plus ni sujet, ni liberté des acteurs. Ceci a des conséquences importantes pour la gouvernementalité environnementale. Nous avons vu que la mise en place de techniques pastorales en matière d'environnement ne constituait qu'un cadre général dans lequel les individus étaient appelés à modifier leurs comportements. Par conséquent, l'identité «environnementale» des individus est le résultat du rapport dialectique entre le cadre général énoncé par la gouvernementalité environnementale et les choix quotidiens, éthiques et moraux de chaque individu. Cela peut prendre la forme d'actes de «résistance» à une normalisation environnementale comme, par exemple, acheter que des produits biodégradables ou de réduire sa consommation. Ces choix sont, en dernière instance, des actes de liberté parce qu'ils pouvant avoir comme conséquences des résultats inattendus qui peuvent modifier subséquemment les orientations des pratiques étatiques et celles du cadre référentiel des techniques pastorales de pouvoir. Les techniques pastorales en matière d'environnement, tout en voulant contrôler et construire une population environnementale, donnent également aux individus «environnementaux» des possibilités de choisir et d'agir qu'ils ou elles n'auraient peut-être pas eues.

Nous voulons suggérer, en guise de conclusion, que c'est à travers leurs pratiques quotidiennes face à la normalisation «pastorale» environnementale que les individus peuvent faire des ébauches de projets éthiques. Dans le cas de l'environnement, le Plan vert prévoit, par exemple, la Plantation «communautaire» d'arbres comme l'un des exercices. Cependant, il n'est pas encore acquis que les individus accepteront et préféreront semer des graines d'arbres plutôt que d'empêcher la coupe de forêts adultes. En faisant la promotion de la plantation d'arbres, le Plan vert génère peut-être à la fois la multiplication des actes de résistance à la coupe des forêts et la redécouverte (et même la création) de projets éthiques qui considèrent la forêt autrement que comme une ressource renouvelable pour le bénéfice de l'industrie du bois ou pour un développement économique soi-disant «durable». Si l'on envisage la problématique sous cet angle, on évite un débat interminable sur l'existence ou non de «liberté» pour les individus (devenus des «sujets»). Du même coup, on reconnaît la complexité du phénomène simultané de la construction sociale du sujet et de

la possibilité pour l'individu de s'auto-construire[121]. Ceci ne signifie pas pour autant que le Plan vert est la graine nécessaire pour la floraison de projets éthiques environnementaux au Canada.

Nous avons également vu deux tendances apparemment contradictoires: d'une part, un renforcement et une intensification des mesures étatiques et, d'autre part, une intensification et une prolifération de techniques «pastorales» devant mener à une conduite environnementale individuelle et collective. La coexistence de ces deux tendances n'est pas forcément contradictoire. Nous avons vu que les techniques «royales» de pouvoir, sous l'absolutisme monarchique, se sont retrouvées transformées, dans un système de droit et sous l'autorité absolue de la Raison, et comme l'expression démocratique de la volonté publique. Les pratiques environnementales de type «royal» (les législations interdisant les pollutions, les ordres et le pouvoir d'exemption de l'exécutif bureaucratique, la police verte, etc.) constituent, dans leur forme superficielle, un résidu historique d'une conception du pouvoir monarchique et absolutiste. Les contraintes contemporaines reliées à un système de droit, à une démocratie représentative («Managing Leviathan») et tout récemment à une plus grande popularisation (qu'elle soit construite ou sui generis) des enjeux environnementaux, ont permis une légitimation d'une stratégie «pastorale» du pouvoir en matière environnementale tout en utilisant, d'une manière instrumentale et non plus exclusivement littérale, des pratiques «royales». Par exemple, le recours au droit est perçu comme une technique pour «l'apprentissage du respect» de l'environnement[122]. Certains individus au sein et au sommet de la bureaucratie environnementale sont parfaitement conscients de cette stratégie.

> «Ce qui est le plus frappant en droit de l'environnement, c'est la rapidité et l'intensification de l'évolution des règles juridiques qui encadrent ce secteur. [...] Cette évolution s'oriente vers une responsabilisation accrue des différents intervenants [...]. On ne peut par ailleurs s'empêcher de constater que le filtre réglementaire de l'environnement ne cesse de prendre de l'ampleur et que cette amplification semble vouloir s'accompagner d'une plus grande démocratisation et d'un élargissement des mécanismes consultatifs et participatifs.
>
> Ces orientations témoignent assurément de l'émergence d'une nouvelle éthique

---

[121] Catriona Sandilands, «On the Subject of Environmentalism: Identity, Politics, and Ecology», communication présentée à la conférence annuelle des sociétés savantes en juin 1992 tenue à l'université de l'Ile-du-Price-Édouard à Charlottetown. L'auteur explore les limites entre une stratégie de construction d'une identité écologiste et une position essentialiste.

[122] Martine Rèmond-Gouilloud, op. cit.: 155-56.

> sociétale à l'égard de l'environnement qui a pour conséquence l'adoption de nouveaux modes de comportement et de nouvelles attitudes de la part des citoyens, des pouvoirs publics et des entreprises à l'égard de la nature et des équilibres écosystémiques.»[123]

La gouvernementalité environnementale au Canada a pris, depuis le milieu des années 1980, un tournant clé en privilégiant les techniques pastorales afin de construire et de doter la population et chaque individu d'une identité environnementale. Le Plan vert du Canada constitue le manuel d'instruction de la mise en place d'une nouvelle gouvernementalité basée sur la construction d'une identité environnementale. Les conditions historiques d'émergence de projets éthiques en matière d'environnement sont réunies.

---

[123] Jean Piette (Directeur des relations intergouvernementales au Ministère de l'Environnement du Québec), «Les nouvelles tendances du droit de l'environnement: Lois récentes et nouvelles orientations», dans Faculté de droit de l'Université McGill, Le droit et le citoyen... Un guide pratique - L'environnement et le droit, Montréal: la Faculté de droit de l'Université McGill, 1991: 14.

CONCLUSION

POUR DES ÉTUDES ENVIRONNEMENTALES FOUCALTIENNES

Le point de départ de cette thèse reposait sur la reconnaissance de deux éléments: (1) l'importance croissante de l'oeuvre de Michel Foucault dans les théories et les méthodologies des sciences sociales et, notamment, de la science politique, et (2) la croissance simultanée et considérable du nombre d'études portant sur «l'environnement» s'inspirant d'une myriade d'approches et de théories, avec néanmoins l'exception notoire de celles de Michel Foucault.

Cette thèse n'a fait que jeter les prolégomènes d'un projet ambitieux qui tente d'adapter les approches foucaltiennes à une étude sur «l'environnement». Rappelons que l'objectif initial de cette thèse était de faire un survol systématique des approches théoriques et méthodologiques développées par Michel Foucault dans l'optique d'aborder la problématique de «l'environnement». En fin de parcours, nous pouvons affirmer que nous avons rempli cet objectif. Il est vrai que nous n'avons pas fait une synthèse de l'oeuvre de Foucault parce que lui-même avait opéré plusieurs «déplacements» théoriques qui minaient, dès le départ, les possibilités d'une telle synthèse. Cependant, nous avons clairement démontré l'hétérogénéité et la richesse de l'oeuvre de Michel Foucault. D'autre part, notre double angle d'approche (par l'intermédiaire (a) des méthodes et des concepts foucaltiens et (b) par une étude de «l'environnement au Canada) a été fructueuse et suggère deux grandes catégories de conclusions, la première concernant Foucault et la deuxième concernant l'environnement au Canada. Au-delà des deux catégories de conclusions touchant directement l'oeuvre de Foucault et les études sur l'environnement, nous devons enfin suggérer quelques aspects stratégiques pouvant garantir les conditions de la survie biologique de la vie sur la terre.

I) «Appartenance marginale» de Foucault et hétérogénéité de ses approches

Nous avons indiqué qu'il n'existe non pas une seule approche foucaltienne, mais au moins trois: une **archéologie** de la structure du discours des sciences, une **généalogie** des pratiques sociales dans un contexte de rapports de pouvoir impliquant le savoir et, finalement, une **éthique** stratégique sur les possibilités de l'auto-construction d'un sujet chez les individus. Ces approches sont variées et ont nécessité, chaque fois, ce que Foucault lui-même appelait, très pudiquement, des «déplacements théoriques»[1]. Bien entendu, pour Foucault, chaque «déplacement» n'est pas une remise en question totale des précédentes mais plutôt un changement de perspective d'étude.

Il ne s'agit pas à cette étape finale d'entrer dans une polémique théorique sur l'existence ou sur le degré de continuité ou de discontinuité dans l'oeuvre de Foucault. Une chose est sûre, nous ne pouvons pas, comme le fait Lawrence Olivier, vouloir préserver -- en dernière instance -- l'unité organique de l'oeuvre foucaltienne en prenant l'archéologie de savoir comme fondation et point de référence constant chez Foucault[2]. Nous sommes plutôt d'accord avec Guy Laforest pour qui Foucault «a dû actualiser ses travaux»[3] et «opér[er] d'importants virages»[4], et ceci notamment dans l'une de ses approches, celle sur le «pouvoir». Par delà les arguments exclusivement théoriques, philosophiques et épistémologiques sur l'oeuvre de Foucault, nous devons rappeler que les changements de contextes dans lesquels Foucault se déplaçait expliquent tout autant ses «déplacements théoriques». Son **archéologie du savoir** coïncide avec le contexte structuraliste des années 1960, sa **généalogie des pratiques** sociales de pouvoir coïncide avec l'activisme d'extrême

---

[1] Foucault, L'usage des plaisirs, op. cit.: 12.

[2] Lawrence Olivier, «La question du pouvoir chez Foucault: espace, stratégie et dispositif», dans la Revue canadienne de science politique vol 21, n° 1 (mars 1988): 83-98. Il est possible de déceler cette tentative «d'archéologisation» de l'ensemble de l'oeuvre de Foucault par Olivier lorsqu'il déclare: «L'archéologie du savoir s'oppose, entre autres, à la conception «libérale» du pouvoir, au modèle juridique qu'il appréhende en termes de constitution et de souveraineté». Ceci est faux car l'archéologie du savoir tentait de découvrir les règles de fonctionnement autonome des discours de vérité et n'abordait pas le «pouvoir» dans son contexte social plus large.

[3] Guy Laforest, «Gouverne et liberté: Foucault et la question du pouvoir», dans la Revue canadienne de science politique, vol 22, n° 3 (septembre 1989): 547.

[4] Ibid.: 562.

gauche post-soixante-huitard et finalement son **projet éthico-stratégique** correspond à un regain de l'individualisme causé en partie par la déception vis-à-vis des grands projets collectifs au tournant des années 1980. C'est ce que la première partie de cette thèse et plus précisément le premier chapitre a révélé. L'hétérogénéité dans l'oeuvre de Foucault provient principalement de l'hétérogénéité des contextes philosophico-politiques dans lesquels «l'auteur» circulait. A la fois, les contextes et les textes de Foucault indiquent que ce dernier occupait une position ambiguë. D'un côté, Foucault est entièrement le produit de son époque, de sa classe sociale et de sa position professionnelle. Il appartient ainsi pleinement à la classe intellectuelle française. De l'autre, Foucault occupe et cultive une position marginale, toujours à la limite des grands courants de pensée et surtout de «lui-même», comme l'a démontré avec insistance James Miller[5]. C'est pour cela que nous avons suggéré le terme «**d'appartenance marginale**» pour caractériser Foucault.

L'hétérogénéité des interprétations de Foucault forme la base même des approches foucaltiennes à des études sur l'environnement. Cependant, pour entreprendre un tel projet de recherche, il a fallu abandonné l'énoncé d'une quelconque profondeur ontologique de l'environnement et, au contraire, aborder l'environnement comme une catégorie sociale et historique. En effet, jusqu'alors, la plupart des études et des approches autour du thème de l'environnement (sciences naturelles, analyse de politiques publiques ou éthiques environnementales) prenaient «l'environnement» comme une catégorie fondamentale trans-historique. Pour ces études, il s'agissait soit de découvrir les mécanismes biologiques des éléments du monde «naturel» et les conditions matérielle pour sa survie, soit d'élaborer des politiques étatiques qui réglementent les activités humaines vis-à-vis un ordre «naturel» immuable à préserver, ou soit de définir une éthique environnementale qui permettent une «réconciliation» de l'humain et avec la «nature». Dans ces conditions, il n'est pas surprenant qu'une approche foucaltienne qui s'interroge sur les conditions historiques (incluant les discours des sciences naturelles et les rapports de pouvoir) remette en question la validité de donner à la «nature» ou à «l'environnement» un statut ontologique ahistorique, dans lequel les rapports de pouvoir et les conditions historiques de savoir n'ont pas ou ont peu d'emprise. Au contraire, la contribution originale d'une approche foucaltienne est de recontextualiser,

---

[5] James Miller, The Passion of Michel Foucault, op. cit.

historiquement et politiquement, la construction sociale de la problématisation de «l'environnement». L'«objet» d'une étude foucaltienne de «l'environnement» n'est pas «l'environnement» substantiel en tant que tel, mais les différents discours et pratiques sociales qui créent et définissent cette catégorie appelée «environnement». Ceci ne signifie pas pour autant qu'une approche foucaltienne nie l'existence des «choses» composant «l'environnement». Une approche foucaltienne n'est simplement pas intéressée à donner et à justifier un statut ontologique privilégié à «l'environnement». Au contraire, une approche foucaltienne est intéressée par les différents éléments qui ont permis l'articulation d'une problématisation sociale et historique de «l'environnement».

II) La construction de l'environnement canadien: savoir, gouvernementalité et éthique

Afin d'illustrer les possibilités réelles d'entreprendre une étude de «l'environnement» en ayant recours à une analytique foucaltienne, nous avons pris, comme étude de cas, un exemple canadien. Ce choix s'explique en grande partie par l'importance, entre autre symbolique, du milieu «naturel» dans l'identité pan-canadienne et, dans une moindre mesure, québécoise. La construction évidente d'une telle identité pan-canadienne, ayant pour point de référence l'environnement, nous permet de considérer le Canada comme un laboratoire privilégié pour une étude, à la Foucault, de la construction sociale de «l'environnement». Comme l'a confirmé la deuxième partie de notre recherche et notamment le quatrième chapitre, les trois grandes approches foucaltiennes identifiées peuvent toutes être adaptées à une étude de l'environnement dans le contexte canadien.

(1) Il peut s'agir d'études épistémologiques des sciences de «l'environnement», c'est-à-dire comment les différents discours scientifiques ont historiquement constitué un **savoir** «environnemental» ou «écologique» et quels éléments de cette problématisation furent développés. Comme l'a déjà démontré Suzanne Zeller, les sciences naturelles au Canada au 19e siècle ont joué un rôle clé dans la construction de l'identité canadienne en définissant les paramètres d'un milieu «naturel» spécifiquement «canadien»[6]. Une approche archéologique foucaltienne des discours des

[6] Suzanne Zeller, Inventing Canada: Early Victorian Science and the Idea of a Transcontinental Nation, op. cit.

sciences naturelles nous a permis de constater une tendance s'éloignant de la fragmentation disciplinaire biologique, chimique et autres, vers une pluridisciplinarité unitaire sous les thèmes, par exemple, de l'écosystème et de l'écologie. Déjà, en 1976, des scientifiques comme Pierre Dansereau suggéraient une telle approche «interdisciplinaire» en matière d'environnement[7]. Cependant, la préoccupation sociale autour de «l'environnement» ne provient pas directement des sciences naturelles. Ce sont plutôt les sciences de la santé et de l'hygiène publique qui, vers la fin du 19e siècle, établirent:

(a) ce que Foucault appellerait un «souci» pour la survie biologique de la population humaine dans un cadre principalement urbain; et,

(b) un ensemble d'éléments «naturels» devenant des objets légitimes d'un discours scientifique médical (l'eau, l'air, les sols, etc.).

De ces deux aspects apparaîtra «l'écologie», comme expression, (a) d'un «souci» pour la survie biologique de l'ensemble des êtres vivants, et (b) d'un cadre référentiel d'objets de discours et de recherches scientifiques. Les lois anti-pollutions du début des années 1970 illustrent parfaitement cette trace archéologique des sciences qui s'étend des sciences de la santé à la science de l'écologie. La loi canadienne de 1988 porte d'ailleurs le titre révélateur de «Loi visant la protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé».

(2) Il peut s'agir aussi d'études foucaltiennes sur l'aspect politique de cette tendance vers un «souci» environnemental. Pour Foucault, la problématisation du pouvoir opère un tournant historique entre le 16e et le 18e siècle. Cette problématisation prend à la fois la forme d'une centralisation du pouvoir autour de l'État (telle que la Raison d'État) s'inspirant des pratiques politiques de l'absolutisme royal, et d'une décentralisation des effets et de la mise en application du pouvoir vers l'ensemble de la population, s'inspirant des techniques de la pastorale chrétienne. C'est ce que Foucault appelle la «gouvernementalité». L'articulation de la problématisation de «l'environnement» débute au cours des années 1960. La stratégie adoptée alors en matière d'environnement passe presque exclusivement par une centralisation étatique de la problématique

---

[7] Pierre Dansereau, Le cadre d'une recherche écologique interdisciplinaire, Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 1976.

environnementale. «L'environnement» devient une préoccupation de pouvoir à caractère «étatico-royal». Au Canada, cette stratégie étatico-royale de pouvoir se manifeste par la création de Ministères de l'Environnement et par l'adoption de législations anti-pollutions au début des années 1970, puis par la mise en place de procédures administratives d'études d'impact environnemental. Dans le chapitre cinq et surtout dans le chapitre six, nous avons fait ressortir l'existence de nombreuses limites auxquelles doit faire face cette stratégie «étatico-royale» de pouvoir en matière d'environnement. C'est à partir du milieu des années 1980 qu'est mis en place, de manière systématique, un ensemble de politiques «pastorales» environnementales. Il s'agit d'un glissement d'une préoccupation sociale, exclusivement pour la survie biologique des humains (une «biopolitique») vers une préoccupation sociale plus large pour la survie de l'ensemble des êtres vivants comme véritable garantie de la survie des humains. Nous avons qualifié cette récente préoccupation d'«**écopolitique**». Nous avons vu dans le septième et dernier chapitre que «l'écopolitique», comme la «biopolitique», possède des effets normalisateurs et pénétrant dans l'ensemble du corps social. L'objectif de cette «écopolitique» est la construction sociale d'un individu environnemental qui passe par la modification des comportements de la population généralement et de chaque individu. Cela nécessite des techniques ayant recours à la mobilisation active de la population, à son «éducation» et à sa surveillance environnementale. Le Plan vert du Canada, publié en 1990, est le plan directeur d'une telle stratégie d'«écopolitique» normalisatrice. Grâce au Plan vert, le Canada est probablement l'un des pays les plus avancés dans l'articulation d'une stratégie de pouvoir dont l'objectif explicite est la construction et la formation d'un individu environnemental. En partie, cette stratégie s'inscrit dans la stratégie de la construction d'une identité pan-canadienne.

(3) Enfin, il peut s'agir d'une éthique environnementale à la Foucault. Comme le quatrième chapitre l'a expliqué, l'approche foucaltienne de l'éthique est de caractère stratégique plutôt qu'explicitement normatif. Dans les deux derniers tomes de son histoire de la sexualité, Foucault voulait «[...] voir comment, dans les sociétés occidentales modernes, une "expérience" s'était constituée telle que les individus ont eu à se reconnaître comme sujets [...]»[8]. Le sujet environnemental n'est pas uniquement le résultat d'une création imposée, mais il est aussi le résultat

[8] Foucault, L'usage des plaisirs, op. cit.: 10.

d'une certaine marge de manoeuvre que les individus peuvent se constituer dépendamment du contexte historique. Cet aspect n'a pas été abordé plus en détail; néanmoins la conclusion du dernier chapitre suggère qu'il existe dans ce domaine un champ encore largement inexploré. Dans le quatrième chapitre, nous avons vu quelques exemples pratiques d'éthique environnementale à caractère stratégique. Une éthique stratégique a pour objectif non pas de suggérer un modèle précis à adopter, mais simplement de suggérer l'existence possible de règles de conduite et de perception du monde radicalement différentes des nôtres. C'est l'articulation même d'une altérité radicale qui permet, stratégiquement, de remettre en question la validité et l'unicité des systèmes de valeurs contemporaines. Le chapitre quatre a offert comme exemple l'attitude radicalement différente des traditions des peuples autochtones vis-à-vis du milieu naturel. Il ne s'agissait pas de démontrer une quelconque supériorité éthique, ontologique ou autres, du système de valeurs des peuples autochtones mais simplement de questionner celui qui s'impose aujourd'hui. Si les peuples autochtones pouvaient construire un système de valeurs dans lequel les sujets autochtones entretenaient un rapport étroit et symbiotique avec le milieu naturel, cela signifie que les individus contemporains occidentaux peuvent aussi s'auto-construire et formuler un système de valeurs et adopter une identité que nous appellerons «verte» pour la distinguer de la construction sociale du sujet environnemental.

III) «Roughing It in the Bush» avec Michel Foucault

Le récit autobiographique de Susanna Moodie (1803-1885) décrit les conditions pénibles de la survie d'une bourgeoise anglaise, fraîchement débarquée d'Europe, expédiée au fin fond de la «brousse» du Haut-Canada[9]. La détermination constante de Moodie de survivre face à une «nature» hostile (et face à un époux totalement incapable de gérer adéquatement les finances du ménage!) devrait aujourd'hui nous inspirer dans la lutte contre la destruction des conditions de survie des vivants. Le thème de la «lutte» («struggle») qui ressort du récit de Moodie devrait devenir une de nos sources d'inspiration. Cependant, aujourd'hui, les conditions de survie des vivants reposent précisément sur la préservation du milieu naturel dans lequel et contre lequel se débattait Moodie au cours de la première moitié du 19e siècle.

---

[9] Susanna Moodie, Roughing It in the Bush, op. cit.

Le titre du récit autobiographique de Moodie est également une métaphore particulièrement adéquate pour décrire cette thèse qui fut une opération ardue de débroussaillement de l'oeuvre de Foucault. Cette étude a démontré que les trois approches analytiques foucaltiennes permettent de donner un éclairage entièrement nouveau à la problématique «environnementale». Les approches foucaltiennes suggèrent également une stratégie d'action. La conclusion du septième et dernier chapitre établissait un rapport étroit entre, d'un côté, la construction d'un sujet environnemental imposée par un ensemble de pratiques sociales et d'institutions d'encadrement, et de l'autre, les possibilités pour ce sujet environnemental ainsi formé de développer, par lui ou elle-même, ses propres projets de règles de conduite éthique en matière d'environnement qui ne soient pas automatiquement déterminés structurellement par les processus de normalisation. Ceci nous renvoie au troisième chapitre dans lequel nous avons établi que s'il existe un fondement ontologique chez Foucault, il ne s'agit certainement pas du sujet humaniste, mais au contraire des possibilités constantes d'actes de «liberté» de la part des individus. De plus, pour Foucault, le pouvoir n'a pas que des effets négatifs et répressifs. Au cours de cette période, le pouvoir a surtout des effets positifs parce qu'il contribue activement à la construction sociale et historique de l'identité d'un sujet.

L'identité environnementale canadienne, construite entre 1966 et 1990 par les différentes institutions et pratiques sociales que nous avons passées en revue dans les chapitres cinq et six, sert de base pour l'articulation d'une éthique «verte». Cette articulation autonome d'une éthique verte s'auto-produit par un mouvement double qui s'opère à la fois contre et avec l'identité environnementale résultante de la normalisation sociale. Ce sont notamment les actes concrets de résistance à la normalisation environnementale imposée qui créent les conditions d'une distanciation-rupture entre l'identité environnementale imposée et une nouvelle identité, qui reste d'ailleurs entièrement à définir, et que nous pouvons qualifier provisoirement comme étant «verte». Néanmoins, il est important de se rendre compte que le processus même de l'articulation d'une identité autonome «verte» a pour condition nécessaire (mais non déterministe) l'existence de la construction sociale d'une identité environnementale. Cette constatation a des conséquences stratégiques importantes sur le plan pratique. Il est nécessaire, simultanément: (1) de défendre les institutions et les pratiques sociales qui contribuent à la formation d'une identité environnementale (ministère de l'Environnement, législations anti-pollutions, évaluations d'impact environnemental, etc.)

contre tous les changements qui affaiblissent ces institutions et ces pratiques sociales (coupures budgétaires, amendements législatifs de «déréglementation» ou augmentation du pouvoir arbitraire administratif, etc.), et (2) d'offrir une critique de ces mêmes institutions et pratiques sociales afin de créer des conditions supplémentaires pour la création autonome d'une identité verte. Par exemple, il est possible d'exiger, stratégiquement, une «démocratisation» ou une «participation» accrue dans les études d'impact environnemental pour accroître les possibilités d'actes de résistances inattendus. Les campagnes d'(in)formation des «consommateurs» et «consommatrices» en matière d'environnement peuvent conduire les individus non seulement à acheter des produits «environnementaux», mais aussi à questionner la «consommation» comme mécanisme de fonctionnement d'un système économique capitalo-industriel.

Dans ce contexte, le «Roughing It in the Bush» de Susanna Moodie prend une nouvelle signification. Il s'agit cette fois-ci de résister et de lutter non pas contre la nature, mais avec elle. A cette fin, l'approche stratégique originale suggérée par Foucault est essentielle. Bref, le «Roughing It in the Bush» actuel nécessite désormais qu'on y associe Michel Foucault.

BIBLIOGRAPHIE

Abele, Frances. How Ottawa Spends - The Politics of Competitiveness 1992-1933. Ottawa: Carleton University Press, 1992.

Adorno, Theodor et Max Horkheimer. Dialectic of the Enlightenment. New York: Seabury Press, 1972.

Albert, Harry. «The Growth of Social Research in the United States». Daniel Lerner (dir.). The Human Meaning of the Social Sciences. Mass: Peter Smith, 1973: 73-86.

Alberta. The Proposed Alberta-Pacific Pulp Mill: Report of the EIA Review Board. Alberta: Environmental Impact Assessment Review Board / Alberta Environment Publications Centre, mars 1990.

Althusser, Louis. Lire «Le capital». Paris: Maspéro, 1965.

-----. Pour Marx. Paris: Maspéro, 1965.

Amyot, Jean-Pierre. Environment, Parliament and Government in Canada. Ottawa: Research Branch, Library of Parliament, 1987.

Andersen, Roger. The Power and the Word: Language, Power and Change. Londres: Paladin Books, 1988.

Anderson, F. Environmental Improvement Through Economic Incentives, Baltimore: Johns Hopkins University Press / Resources for the Future, 1977.

Anderson, Terry L. et Donald R. Leal. Free Market Environmentalism. San Francisco: Pacific Research Institute for Public Policy, 1991.

Andrews, William. «The Environment and the Canadian Charter of Rights and Freedoms», Nicole Duplé (dir.). Le droit à la qualité de l'environnement: un droit en devenir - un droit à définir. Montréal: Québec/Amérique, 1987: 263-72.

Arac, Jonathan (dir.). After Foucault - Humanistic Knowledge, Postmodern Challenges. New Brunswick et Londres: Rutgers University Press, 1988.

Aron, Jean-Paul. «Mon Sida», Le Nouvel Observateur, (5 novembre 1987): 44.

Aronowitz, Stanley. «Postmodernism and Politics», Ross Andrew (dir.). Universal Abandon? The Politics of Postmodernism. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1988.

-----. The Politics of Identity - Class, Culture, Social Movement. New York: Routledge, 1992.

Ascot, Pascal. Histoire de l'écologie. Paris: Presses universitaires de France, 1988.

Ashford, Adam. «Reckoning Schemes of Legitimation: On Commissions of Inquiry as Power/Knowledge Forms», Journal of Historical Sociology vol 3, n° 1 (mars 1990): 1-22.

Atwood, Margaret. Survival - A Thematic Guide to Canadian Literature. Toronto: Anansi, 1972.

Aucoin, Peter. «Organizational Change in the Machinery of Canadian Government: From Rational Management to Brokerage Politics», Revue canadienne de science politique vol 19, n° 1 (mars 1986): 3-27.

Avison, Donald J. «Using the Criminal Courts to Regulate Polluters», Donna Tingley (dir.). Into the Future - Environmental Law and Policy for the 1990s. Edmonton: Alberta Environmental Law Centre Society, 1990: 70-75.

Baden, John et Richard L. Stroup. (dir.). Bureaucracy vs. Environment - The Environmental Bureaucratic Governance. Michigan: The University of Michigan Press, 1981.

Balbus, Isaac. «A Neo-Hegelian, Feminist, Psychoanalystic Perspective on Ecology», Telos n° 52 (1982): 140-55.

Barthes, Roland. Mythologies. Paris: Le Seuil, 1957.

Bartlett, Robert. «Ecological Rationality: Reason and Environmental Policy», Environmental Ethics 8 (1986): 221-39.

-----, (dir.). Policy Through Impact Assessment - Institutionalized Analysis as a Policy Strategy. New York: Greenwood Press, 1989.

-----, «Ecological Reason in Administration: Environmental Impact Assessment and Administrative Theory», Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.). Managing Leviathan - Environmental Politics and the Administrative State. Peterborough: Broadview Press, 1990: 81-96.

Baudrillard, Jean. L'échange symbolique et la mort. Paris: Gallimard, 1976.

-----. Oublier Foucault. Paris: Galilée, 1977.

-----. Simulacres et simulation. Paris: Galilée, 1981.

-----. L'autre par lui-même: habilitations. Paris: Galilée, 1987.

Bayly, John U. «Section 35 of the Constitutional Act 1982 and Collective Aboriginal Rights to Environmental Quality», Nicole Duplé, (dir.). Le droit à la qualité de l'environnement: un droit

en devenir - un droit à définir. Montréal: Québec/Amérique, 1987: 253-60.

Beaudoin, Gérald-A. La constitution du Canada. Montréal: Wilson et Lafleur Ltée, 1990.

Behiels, Michael D. (dir.). The Meech Lake Primer: Conflicting Views of the 1987 Constitutional Accord. Ottawa: Ottawa University Press, 1989.

Bella, Leslie. Parks for Profit. Montréal: Harvest House, 1987.

Bentham, Jeremy. Le panoptique. Paris: Pierre Belfond / Collection l'échappé, 1977.

Berman, Morris. The Reenchantment of the World. Ithaca: Cornell University Press, 1981.

Bernauer, James et David Rasmussen (dir.). The Final Foucault. Cambridge et Londres: The MIT Press, 1988.

Bernier, Ivan et Andrée Lajoie (dir.). La protection des consommateurs, le droit de l'environnement et le pouvoir des sociétés. Ottawa: Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada / Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986.

Bevis, Phil, Michèle Cohen et Gavin Kendall. «Archaelogizing Genealogy: Michel Foucault and the Economy of Austerity», Economy and Society vol 18, n° 3 (août 1989): 323-45.

Boardman, Robert (dir.). Canadian Environmental Policy: Ecosystems, Politics, and Process. Toronto: Oxford University Press, 1992.

Bogaard, Paul A. (dir.). Profiles of Science and Society in the Maritimes prior to 1914. Mount Allison: Mount Allison University, 1990.

Bookchin, Murray. Toward an Ecological Society. Montréal: Black Rose Books, 1980.

-----. The Ecology of Freedom. California: Cheshire Books, 1982.

-----. The Philosophy of Social Ecology. Montréal: Black Rose Books, 1990.

Bourdieu, Pierre. «La mort de Michel Foucault - le plaisir de savoir», Le Monde, 27 juin 1984: 1, 10 et 11.

Bovey, Henry. A Lecture of the Progress of Science in Canada. Montréal: Montreal Herald Report, 1886.

Bowler, Peter J. «The Early History of Scientific Societies in Canada», A. Oleson et S. Brown (dir.). The Pursuit of Knowledge in the Early American Republic. Baltimore: Johns Hopkins

University Press, 1976: 326-39.

Boyne, Roy. Foucault and Derrida - The Other Side of Reason. Londres: Unwin Hyman, 1990.

Bramwell, Anna. Ecology in the 20th Century. Cambridge: Cambridge University Press, 1989.

Breton, Albert. «Competition and Cooperation in the Canadian Federal System», R. D. Olling et M. W. Westmacott (dir.). Perspectives on Canadian Federalism. Scarborough: Prentice Hall, 1988: 285-88.

Brooks, Stephen et Alain-G. Gagnon (dir.). Social Scientists, Policy, and the State. New York: Praeger, 1990.

Brown, Paul. «Organizational Design as Policy Instrument», Robert Boardman (dir.). Canadian Environmental Policy: Ecosystems, Politics, and Process. Toronto: Oxford University Press, 1992: 24-42.

Brown, Paul et Fazley K. Siddiq. «The Dimension of Provincial Environmental Protection Spending», épreuve datée de mai 1992 et non publiée, citée avec la permission des auteurs.

Bruton, Jim et Michael Howlett. «The Green Dilemma: Policy Styles, Policy Communities and the Failure of Canadian Environmental Policy» (communication présentée à la réunion annuelle de l'Association canadienne de science politique à Kingston en juin 1991, 5e épreuve).

Bryant, A. W. «An Analysis of the Ontario Water Resources Act», Elder, P. S. (dir.), Environmental Management and Public Participation. Ottawa: Canadian Environmental Law Association, 1975: 162-81.

Burchell, Graham, Colin Gordon, et Peter Miller (dir.). The Foucault Effect - Studies in Governmentality with two lectures by and an Interview with Michel Foucault. Toronto: Harvester/Wheatsheaf, 1991.

Bury, J. B. The Idea of Progress - An Inquiry into its Origin and Growth. New York: Dover Publication, 1955 (1932).

Cairns, Alan. «The Living Canadian Constitution», D. Williams (dir.). Constitution, Government and Society - Selected Essays from Alan C. Cairns. Toronto: McClelland Stewart, 1988: 27-42.

-----. «Citizens and their Charter: Democratizing the Process of Constitutional Reform», Michael D. Behiels (dir.). The Meech Lake Primer: Conflicting Views of the 1987 Constitutional Accord, Ottawa: Ottawa University Press, 1989: 109-24.

Cairns, Alan et Cynthia Williams (dir.). Constitutionalism, Citizenship, and Society in Canada. Toronto: Macdonald Commission Studies, vol 33, University of Toronto Press, 1985.

Caldwell, Lynton K. (dir.). Science and the National Environmental Policy Act: Redirecting Policy through Procedural Reform. Alabama: University of Alabama Press, 1988.

-----. «Introduction: Implementing An Ecological Systems Approach to Basinwide Management», Lynton K. Caldwell (dir.). Perspectives on Ecosystem Management for the Great Lakes - A Reader. Albany: State University of New York Press, 1988: 1-29.

-----. Two Worlds - Science, the Environmental Movement and Public Choice. Cambridge: Cambridge University Press, 1990.

Canada. Loi de 1970 sur l'organisation du gouvernement. S.R.C., 1970 (2e supplément).

-----. Loi sur les pêcheries. S.R.C., 1970, chapitre F-14: 3135-3164.

-----. Loi sur les ressources en eau du Canada. S.R.C., 1970, supplément: 33-62.

-----. Loi sur la prévention de la pollution des zones des eaux arctiques contiguës au continent et aux îles de l'Arctique canadien, S.C., 1969-1970, chapitre 47: 653-76.

-----. Loi concernant les ressources en eau à l'intérieur du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, S.R.C., 1970, (1er supplément), chapitre 28: 883-905.

-----. Loi sur les pêcheries. S.R.C., 1985, chapitre F-14: 1-40.

-----. Loi visant la protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé. L.C., 1988, chapitre 22: 415-512.

-----. Interprovincial Co-operatives Ltd. contre R., R.C.S., 1976: 477.

-----. Crown Zellerbach Ltd. R.C.S., 1988: 401.

-----. Alex Couture Inc. c. Piette, R.J.Q., 1990: 1262.

-----. Improved Program Delivery - Environmental Quality Strategic Review - A Follow-on Report of the Task Forces Program Review. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986.

-----. Rapport du consensus sur la Constitution Charlottetown - Le 28 août 1992 - Texte définitif. Ottawa: 1992.

-----. Accord entre le Canada et les États-Unis d'Amérique du 22 novembre 1978, relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, dans Recueil des traités n° 20 (1978) Ottawa: 1-28.

Canada. Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales. Politique du gouvernement du Canada établissant le Processus fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement. Ottawa: Document non daté mais postérieur à 1977.

-----. Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales et la Direction des Activités fédérales, Service de la Protection de l'Environnement. Processus fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement - Guide pour un Examen environnemental préalable. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1978. n° de cat. En 21 - 26/1978.

-----. Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales. Le Nouveau guide du processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1979.

-----. Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, Patrick Duffy (dir.). Guide pour l'évaluation initiale - Processus fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Sevices Canada, 1986, révisé janvier 1988, n° cat. En 105-36/1986.

-----. Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales. L'examen public: ni judiciaire, ni politique, un forum essentiel pour l'avenir de l'environnement - Rapport concernant la réforme des procédures d'audience publique du processus fédéral d'examen des évaluations environnementales. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1988, n° de cat. 106-9/1988.

-----. Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales. Projet de raccordement dans le détroit de Northumberland (rapport n° 34). Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, août 1990, n° de cat. En 40-392/1990.

-----. Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales. Bisons malades du Nord - Rapport de la Commission d'évaluation environnementale (rapport n° 35). Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, août 1990, n° de cat. 106-16/1990.

-----. Canadian Environmental Advisory Council. Preparing for the 1990s: Environmental Assessment, an Integral Part of Decision Making. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1988, n° de cat. En 92-7.

-----. Comité permanent de l'Environnement de la Chambre des Communes. «Comparaison du budget principal pour 1989-1990 et du budget principal pour 1988-1989 - Programmes ventilés par éléments de planification», dans le fascicule n° 2 du Comité permanent de l'Environnement de la Chambre des Communes, Ottawa: le 16 mai 1989, page 2A: 11.

-----. Comité permanent de l'Environnement de la Chambre des communes. L'environnement et la constitution. Ottawa: rapport n° 30, mars 1992.

Canada. Commission de réforme du droit du Canada. La lutte contre la pollution au Canada: la réglementation des années quatre-vingt. Ottawa: Série droit administratif / Commission de réforme du droit du Canada, 1988, n° cat. J32-3/40.

-----. Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale. Évaluation des incidences sociales - Exposé sur la recherche. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1985, n° de cat. En 107-3/1-1985.

-----. Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale. Orientations et thèmes de recherche. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986, n° de cat. En 107-3/4-85.

-----. Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale. Dr. Elizabeth Marsollier. Étude de l'évaluation des impacts environnementaux: Programme d'action. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1988, n° de cat. En 106-11/1988: avant-propos.

-----. Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale. The Place of Negotiation in Environnemental Assessment. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1989.

-----. Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale. Peter Jacobs et Barry Sadler (dir.). Développement durable et évaluation environnementale: perspectives de planification d'un avenir commun. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990.

-----. Conseil Canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale / François Bregha, Jamie Benidickson, Don Gamble, Tom Shillington et Ed Weick. L'intégration des considérations environnementales à la politique gouvernementale. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990, n° de cat. En107-3/19-1990.

-----. Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale. Maureen Bush. Participation du public au développement des ressources après l'approbation des projets. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990, n° de cat. En107-3/17-1990.

-----. Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale. Douglas J. Nakashima. Les connaissances des Autochtones appliquées aux études d'impact environnemental: les Inuits, les eiders et le pétrole de la Baie d'Hudson. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990.

-----. Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement. Rapport du groupe de travail sur l'environnement et l'économie. Ottawa: Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement, 24 septembre 1987.

Canada. Conseil de la conservation et de l'environnement. Avis relatif au partage des responsabilités environnementales. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990.

-----. Conseil des sciences du Canada. It is not too Late - Yet. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1972.

-----. Conseil des sciences du Canada. Canada As a Conserver Society: Resource Uncertainties and the Need For New Technologies. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1977.

-----. Conseil des sciences du Canada / Bruce Doern. Le rôle accessoire de la controverse scientifique et technique dans l'élaboration des politiques de l'Administration fédérale. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1981, n° de cat. 5521-19811/46F.

-----. Conseil des sciences du Canada. Environmental Peace Keepers: Science, Technology and Sustainable Development in Canada. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1988.

-----. Environnement Canada. Its Organization and Objectives. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1971.

-----. Environnement Canada, René Parenteau. La participation du public aux décisions d'aménagement. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1980, n° de cat. En106-12/1988.

-----. Environnement Canada, R. Demayo. «New Chemicals Notification and Regulation Under the Environmental Contaminants Act», Chemicals Workshop Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1983. EPS 3-EP-83-4.

-----. Environnement Canada. Rapport annuel 1982-1983. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1983, n° de cat. En1-1983.

-----. Environnement Canada. Peter Bird et David J. Rapport. State of the Environment - Report for Canada. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986.

-----. Environnement Canada. Into the Mainstream - Strategy for a Secure Environment (Stratégies pour un environnement sûr: l'affaire de tous). Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1988.

-----. Environnement Canada. Rapport annuel 1987-1988 (L'environnement: c'est l'affaire de tous / Our Common Future: It's in our Hands). Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1988, n° de cat. En1-1988.

Canada. Environnement Canada, Ce que nous pouvons faire pour l'environnement - Des centaines d'idées pratiques, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990, n° de cat. EN21-77/199F

-----. Environnement Canada. Le Plan vert du Canada pour un environnement plus sain. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990. n° de cat. En21-94/1990F.

-----. Environnement Canada. Rapport annuel 1990-1991. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1991.

-----. Groupe de travail national sur l'environnement et l'économie. Rapport soumis au Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1987. .

-----. Ministère des Pêches et des Océans. Règlement sur la protection de la santé des poissons - Guide de procédures. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 19 84.

-----. Statistique Canada. Activités humaines et l'environnement. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986.

Canadian Bar Association. Canada's Environmental Law. Ottawa: 1990.

Canguilhem, Georges. Études d'histoire et de philosophie des sciences. Paris: Philosophique Vrin, 1970 (1968).

Capra, Fritjof. The Turning Point: Science, Society, and the Rising Culture. New York: Simon et Schuster, 1982.

Castrilli, J. «Control of Toxic Chemicals in Canada: An Analysis of Law and Policy», Osgoode Hall Law Journal 20 (1982): 322-401.

Caulfield, Henry P. «The Conservation and Environmental Movements: An Historical Analysis», James P. Lester (dir.). Environmental Politics and Policy - Theories and Evidence. Durham: Duke University Press, 1989: 2-56.

Châtelet, François. La philosophie au 20e siècle - Tome 4. Paris: Marabout, 1973.

Chevrette, François. «Fédéralisme et protection de l'environnement», Nicole Duplé, (dir.). Le droit à la qualité de l'environnement, un droit en devenir - un droit à définir. Montréal: Québec/Amérique, 1987: 339-56.

Christman, H. (dir.). The American Journalism of Marx and Engels. New York: New American Library, 1966.

Cini, Marcello. «Science and Sustainable Society», Capitalism, Nature, Socialism - A Journal of Socialist Ecology vol 2, n° 2 (juin 1991): 39-54.

Clark, Brian D., Ronald Bisset et Peter Wathern. Environmental Impact Assessment - A Bibliography with Abstracts. Londres: Mansell, 1980.

Clark, John P. (dir.). Renewing the Earth: The Promise of Social Ecology, Londres: Green Print, 1990.

Clements, Frederic. Research Methods in Ecology. Lincoln, Nebraska: University Publishing Comp., 1905.

CNRS. Trésor de la langue française. Paris: CNRS, 1971-1983.

Coleman, William. Business and Politics - A Study of Collective Action. Montréal: McGill-Queen's University Press, 1988.

Conway, Thomas. «Taking Stock of the Traditional Regulatory Approach», Bruce Doern (dir.). Getting it Green - Case Studies in Canadian Environmental Regulation. Ottawa: C. D. Howe Institute / Policy Study 12, 1990.

Cooper, Judith Patricia. Public Participation in the Environnemental Assessment and Review Process: The Role of Intervenor Funding. Vancouver: University of British Columbia / Thèse de maîtrise, 1988.

Cotton, Roger et David R. Snider. «An Overview of the Canadian Environmental Protection Act», Canada's Environmental Law. Ottawa: Canadian Bar Association, 1990.

Cox, Bruce (dir.). Cultural Ecology: Readings on Canadian Indians and Eskimos. Toronto: McClelland et Stewart, 1973.

Crabbé, Philippe et Irene M. Spry (dir.). Natural Resource Development in Canada. Ottawa: University of Ottawa Press, 1973.

Culler, Jonathan. On Deconstruction - Theory and Criticism after Structuralism. New York: Cornell University Press, 1982.

D'Amico, Robert. «Text and Context: Derrida and Foucault on Descartes», John Fekete (dir.). The Structural Allegory Reconstructive Encounters with the New French Thought - Theory and History of Literature, vol 11. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1984: 164-82.

Dansereau, Pierre. Inscape and Landscape. Toronto: 1972 CBC/Massey Lectures, 1973.

-----. Le cadre d'une recherche écologique interdisciplinaire. Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 1976.

Dansereau. Éssai de classification et de cartographie écologique des espaces. Québec: Université Laval, 1985.

Darier, Éric. «The Gay Movement and French Society since 1945», Modern and Contemporary France n° 29 (mars 1987): 10-19.

-----. «Une généalogie de discours et de pratiques sur l'environnement et l'écologie au Canada». Communication non publiée présentée à la Société des études socialistes le 2 juin 1989 à Québec.

-----. «Une généalogie du "conservationnisme" et de l'écologie au Canada», Conscience et survie - Écologie et culture au Canada. Montréal: Association d'études canadiennes / Thèmes canadiens, vol 13 (1991): 37-49.

Dawson, Frank Adams. «The History of Geology in Canada», H. M. Tory, (dir). A History of Science in Canada. Toronto: Ryerson Press, 1939: 7-20.

Dawson, John William. 50 Years of Work in Canada, Scientific and Educational. Londres: Hanson et co., 1901.

De Saussure, Ferdinand. Cours de linguistique générale. Paris: Payot, 1974 (1922).

Debord, Guy. Commentaires sur la société du spectacle. Paris: Éditions Gérard Lebovici, 1988.

Defert, Daniel. «Quelques repères chronologiques», Collectif. Michel Foucault: Une histoire de la vérité. Paris: Syros, 1985: 109-14.

Deléage, Jean-Paul. Histoire de l'écologie - Une science de l'homme et de la nature. Paris: La Découverte, 1991.

Deleuze, Gilles. Foucault. Paris: Minuit, 1986.

Deleuze, Gilles et Félix Guattari. L'Anti-Oedipe: capitalisme et schizophrénie. Paris: Minuit, 1972.

-----. Dialogues. Paris: Flammarion, 1977.

Derrida, Jacques. L'écriture et la différence. Paris: Le Seuil, 1967.

-----. Writing and Difference. Chicago: University of Chicago Press 1978. Traduction de L'écriture et la différence. Paris: Le Seuil, 1967.

-----. Théorie d'ensemble. Paris: Le Seuil, 1968.

-----. La dissémination. Paris: Le Seuil, 1972.

Descartes, René. Les méditations philosophiques. Paris: Librairie classique / Eugène Belin, 1898.

Descombes, Vincent. Le même et l'autre - Quarante-cinq ans de philosophie française (1933-1978). Paris: Minuit, 1979.

Dewitt, G. L. «How the Schools Can be Utilized in Promoting Public Health», Maritime Medical News vol 27, n° 12 (décembre 1905): 436-44.

Dews, Peter. Logics of Desintegration - Post-structuralist Thought and the Claims of Critical Theory. Londres et New York: Verso, 1987.

Doern, G. Bruce. Science and Politics in Canada. Montréal: McGill-Queen's University Press, 1972.

-----. Le rôle accessoire de la controverse scientifique et technique dans l'élaboration des politiques de l'Administration fédérale. Ottawa: Conseil des sciences du Canada / Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1981, n° de cat. 5521-19811/46F.

-----, (dir.). The Environmental Imperative - Market Approaches to the Greening of Canada. Ottawa: C. D. Howe Institute / Policy Study 9, 1990.

-----, (dir.). Getting it Green - Case Studies in Canadian Environmental Regulation. Ottawa: C. D. Howe Institute / Policy Study 12, 1990.

-----. «Johnny-Green-Latelies - The Mulroney Environmental Record», Frances Abele (dir.). How Ottawa Spends - The Politics of Competitiveness 1992-93. Ottawa: Carleton University Press, 1992: 353-76.

Donahue, Michael J. «Institutional Arrangements for Great Lakes Management», Lynton K. Caldwell (dir.). Science and the National Environmental Policy Act: Redirecting Policy through Procedural Reform. Alabama: University of Alabama Press, 1988: 115-39.

Donnelly, Michael. «Des divers usages de la notion de biopouvoir», Michel Foucault philosophe - Rencontre internationale - Paris 9, 10, 11 janvier 1988. Paris: Le Seuil, 1989.

Dorney, Robert S. The Professional Practice of Environmental Management. New York: Springer-Verlag, 1989.

Downs, Anthony. «Up and Down with Ecology - The "Issue-Attention Cycle"», The Public Interest 28 (1972): 38-50.

Dreyfus, Hubert L. et Paul Rabinow. Michel Foucault: Beyond Structuralism and Hermeneutics - With an Afterword by Michel Foucault. Brighton: The Harvester Press Limited, 1982.

Dror, Y. Public Policy-making Re-examined. San Francisco: Ehundler, 1968.

Drouin, Jean-Marc. Réinventer la nature - l'écologie et son histoire. Paris: Desclée de Brouwer, 1991.

Dryzek, John S. Rational Ecology - Environment and Political Economy. New York: Basil Blackwell, 1987.

-----. «Designs for Environmental Discourse: The Greening of the Administrative State?», Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.). Managing Leviathan - Environmental Politics and the Administrative State. Peterborough: Broadview Press, 1990: 97-111.

Duncan, Linda. «Trends in Enforcement: Is Environment Canada Serious about Enforcing Its Laws?», Donna Tingley (dir.), Into the Future - Environmental Law and Policy for the 1990s. Edmonton: Alberta Environmental Law Centre Society, 1990: 50-57.

Dunlap, Riley E. et Angela G. Mertig. American Environmentalism - The U.S. Environmental Movement, 1970-1990. Washington: Taylor et Francis, 1992.

Dunn, William, Andrea M. Hegedus et Burkart Holzner, «Institutionalizing Science Impact Assessment : Indicators into Public Policy», Robert Bartlett (dir.), Policy Through Impact Assessment - Institutionalized Analysis As a Policy Strategy. New York: Greenwood Press, 1989: 87-96.

Duplé, Nicole (dir.). Le droit à la qualité de l'environnement: un droit en devenir - un droit à définir. Montréal: Québec/Amérique, 1987.

Duplessis, Yvon, Jean Hétu et Jean Piette. La protection juridique de l'environnement au Québec. Montréal: Éditions Thémis, 1982.

Dwivedi, O. P. «The Canadian Government Response to Environmental Concern», O. P. Dwivedi (dir.). Protecting the Environment. Toronto: Copp Clark Publishing, 1974.

-----, (dir.). Resources and the Environment: Policy Perpectives for Canada. Toronto: McClelland et Stewart Ltée., 1980.

Dworsky, Leonard B. «The Great Lakes: 1955-1985», Lynton K. Caldwell (dir.). Perspectives on Ecosystem Management for the Great Lakes - A Reader. Albany: State University of New York Press, 1988: 59-113.

Eckersley, Robyn. Environmentalism and Political Theory - Toward An Ecocentric Approach. Albany: State University of New York, 1992.

Egerton, Frank N. «Ecological Studies and Observations Before 1900», Benjamin J. Taylor et Thurman J. White (dir.). Issues and Ideas in America. Oklahoma: University of Oklahoma Press, 1976: 311-51.

Ehrenfeld, David. The Arrogance of Humanism. Oxford: Oxford University Press, 1978.

Elder, P. S. (dir.). Environmental Management and Public Participation. Ottawa: Canadian Environmental Law Association, 1975.

-----. «Legal Rights for Nature - The Wrong Answer to the Right(s) Question», Osgoode Hall Law Journal vol 22, n° 2 (1984): 285-96.

-----. «Sustainability», la Revue de droit de McGill vol 36, n° 3 (1991): 830-52.

-----. et W. A. Ross, «How to Ensure that Developments are Environmentally Sustainable?», J. Owen Saunders. The Legal Challenge of Sustainable Development - Essays from the Fourth Institute Conference on Natural Resources Law. Calgary: Canadian Institute of Resources Law, 1990.

Emond, Paul. Environmental Assessment Law in Canada. Toronto: Emond-Montgomery Ltée., 1978.

-----. «Co-operation in Nature: A New Foundation for Environmental Law», Osgoode Hall Law Journal vol 22, n° 2 (1984): 323-48.

-----. «The Legal Framework of Environmental Impact Assessment in Canada and Application to the Legislation», J. B. R. Whitney et Virginia Maclaren (dir.). Environmental Impact Assessment: The Canadian Experience. Toronto: Institute for Environmental Studies / Environmental Monograph n° 5, University of Toronto, 1985: 53-73.

-----. «La politique et le droit de l'environnement: un examen de l'expérience canadienne», Ivan Bernier et Andrée Lajoie (dir.). La protection des consommateurs, le droit de l'environnement et le pouvoir des sociétés. Ottawa: Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada / Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986: 105-208.

-----. «The Greening of Environmental Law», Revue de droit de McGill vol 36, n° 3 (1991): 732-69.

Éribon, Didier. Michel Foucault 1926-1984. Paris: Flammarion,1990 (1989).

Estrin, David. «Tokenism and Environmental Protection», O. P. Dwivedi (dir.). Protecting the Environment. Toronto: Copp Clark Publishing, 1974: 123-38.

-----. «The Legal and Administrative Management of Ontario's Air Resources 1967-1974», dans P. S. Elder (dir.). Environmental Management and Public Participation. Ottawa: Canadian Environmental Law Association, 1975: 192-212.

Evernden, Neil. «The Environmentalist's Dilemma», Neil Evernden (dir). Symposium Proceedings: The Paradox of Environmentalism. Toronto: York University Press, 1984: 7-17.

-----. The Natural Alien - Environmentalism and World View. Toronto: University of Toronto Press,

1985.

Fabien, Marc-André. «Le droit pénal et réglementaire en matière environnementale», Service de la formation permanente du Barreau du Québec. Développements récents en droit de l'environnement (1991). Cowansville: les Éditions Yvon Blain Inc., 1991: 45-76.

Faculté de droit de l'Université McGill, Le droit et le citoyen... Un guide pratique. Montréal: Faculté de droit de l'université McGill, 1991.

Fairley, Scott. «The Constitutional Conundrum of Jurisdiction Over the Environment», Canada's Environmental Law. Ottawa: Canadian Bar Association, 1990.

Ferry, Luc et Alain Renaut. La pensée 68: Essai sur l'anti-humanisme. Paris: Gallimard, 1985.

Fichant, Michel. «L'épistémologie en France», François Châtelet (dir.). La philosophie au 20e siècle. Paris: Hachette, 1973: 129-72.

Filyk, Gregor et Ray Côté. «Pressures From Inside - Advisory Groups and the Environmental Policy Community», Robert Boardman (dir.). Canadian Environmental Policy: Ecosystems, Politics, and Process. Toronto: Oxford University Press, 1992: 60-82.

Fisher, Robin et Kenneth Coates (dir.). Out of the Background - Readings on Canadian Native History. Toronto: Copp Clark Pitman Ltée., 1988.

Foucault, Michel. «Introduction», dans Ludwig Binswanger, Le rêve de l'existence. Paris: Desclée de Brouwer, 1954: 9-128.

-----. «La recherche scientifique et la psychologie», Jean-Édouard Morère (dir.).Des chercheurs français s'interrogent. Paris: Presses universitaires de France, 1957.

-----. Folie et déraison: histoire de la folie à l'âge classique. Paris: Plon, 1961.

-----. Naissance de la clinique - Une archéologie du regard. Paris: Presses universitaires de France, 1988 (1963).

-----. Anthropologie du point de vue pragmatique. Paris: Vrin, 1964.

-----. Les mots et les choses - Une archéologie des sciences humaines. Paris, Gallimard, 1988 (1966).

-----. «Nietzsche, Freud, Marx», Cahiers de Royaumont. Nietzsche. Paris: Minuit, 1967.

-----. L'archéologie du savoir. Paris, Gallimard, 1986 (1969).

Foucault. «Nietzsche, la généalogie, l'histoire» (collectif). Hommage à Jean Hyppolite. Paris: Presses universitaires de France, 1971.

-----. entretien avec Burnier, M-A et Graine, P. «Par delà le bien et le mal», Actuel n° 14 (novembre 1971).

-----. «Médecine et lutte de classes», La Nef n° 49 (octobre-novembre 1972): 67-73.

-----. «Sur la justice populaire - Débat avec les Maos», Les temps modernes n° 310 (1972): 335-66.

-----. Ceci n'est pas une pipe. Montpelier: Scholies, Fata Morgana, 1973.

-----. «Pour une chronique de la mémoire ouvrière», Libération (22 février 1973): 6.

-----. Surveiller et punir - Naissance de la prison. Paris: Gallimard, 1989 (1975).

-----. La volonté de savoir - Histoire de la sexualité - Vol 1. Paris: Gallimard, 1976.

-----. «Questions à Michel Foucault sur la géographie», Hérodote (janvier-mars 1976): 71-85.

-----. «Avant-propos», Politiques de l'habitat 1800-1850. Paris: CORDA, 1977.

-----. «Visibilité isolante», Jeremy Bentham (dir.). Le panoptique. Paris: Pierre Belfond / Collection l'échappé, 1977.

-----. «Omnes et Singulatim: Towards a Criticism of "Political Reason"», The Tanner Lectures of Human Values. Vol II. Salt Lake City: University of Utah Press / Cambridge University Press, 1981: 223-54.

-----. L'usage des plaisirs - Histoire de la sexualité - Vol 2. Paris: Gallimard, 1984.

-----. Le souci de soi - Histoire de la sexualité - Vol 3. Paris: Gallimard, 1984.

-----. «Space, Knowledge, and Power», Paul Rabinow (dir.). The Foucault Reader. New York: Pantheon Books, 1984: 239-56.

-----. «Truth and Power», Paul Rabinow (dir). The Foucault Reader. New York: Pantheon Books, 1984: 51-75.

-----. «What is Enlightenment?», Paul Rabinow (dir.). The Foucault Reader. New York: Pantheon Books, 1984: 32-50.

Foucault. «La gouvernementalité», Actes - Les cahiers d'action juridique n° 54 (été 1986): 6-15. Publié en anglais dans Ideology and Consciousness n° 6 (1979): 5-21.

-----. «An Aesthetics of Existence», Lawrence Kritzman (dir.). Michel Foucault - Politics, Philosophy, Culture - Interviews and Other Writings 1977-1984. Londres et New York: Routledge, 1988: 47-53.

-----. «Critical Theory/Intellectual History», Lawrence Kritzman (dir). Michel Foucault - Politics, Philosophy, Culture - Interviews and Other Writings 1977-1984. Londres et New York: Routledge, 1988: 17-46. Publié dans Telos n° 55 (printemps 1983), sous le titre «Structuralism and Post-Structuralism - An Interview with Michel Foucault par Gérard Raulet»: 195-211.

-----. «The Ethics of Care of the Self as a Practice of Freedom - An Interview with Michel Foucault on January 20, 1984», James Bernauer et David Rasmussen (dir.). The Final Foucault. Cambridge et Londres: The MIT Press, 1988: 1-20.

-----. «Power and Sex», Lawrence Kritzman (dir.). Michel Foucault - Politics, Philosophy, Culture - Interviews and Other Writings 1977-1984. Londres et New York: Routledge, 1988: 110-24.

-----. Résumé des cours 1970-1982. Paris: Conférences, essais et leçons du collège de France / Julliard, 1989.

-----, Jean-Claude Milner, Paul Veyne et François Wahl. Michel Foucault philosophe - Rencontre internationale - Paris, 9, 10, 11 janvier 1988. Paris: Le Seuil, 1989.

Franson, R. T. et P. T. Burns. «Environmental Rights for the Canadian Citizen: A Prescription for Reform», Alberta Law Review vol 12 (1974): 153-71.

Franson, Robert, Barry Barton et Thompson. A Contact Model for Pollution Control. Vancouver: University of British Columbia / Westwater Research Centre, 1984.

Freeman III, A. Myrich. «Water Pollution Policy», Paul Portney, (dir.). Public Policies for Environmental Protection. Washington: Resources for the Future, 1990: 97-149.

French, Richard D. «The Privy Council Office: Support for Cabinet Decision Making», Richard Schultz et Terry Kruhlak (dir.). The Canadian Political Process - A Reader. Toronto: Holt Rinchart and Winston of Canada, 1973: 363-94.

Frère Marie-Victorin. «Canada's Contribution to the Sciences of Botany», H. M. Tory (dir.). A History of Science in Canada. Toronto: Ryerson Press, 1939: 35-40.

-----. Flore Laurentienne. Montréal: Presses de l'université de Montréal, 1964 (1932).

Frow, John. Marxism and Literary History. Cambridge, Massachusetts: Havard University Press, 1986.

Garretson, M. S. The American Bison. New York: Zoological Society, 1938.

Gauchet, Marcel et Gladys Swain. La pratique de l'esprit humain - L'institution asilaire et la révolution démocratique. Paris: Gallimard, 1980.

Gibson, Dale (dir.). Constitutional Aspects of Water Management. Winnipeg, University of Manitoba, 1968, vol 1 et 2.

-----. «Constitutional Jurisdiction over Environmental Management in Canada», University of Toronto Law Journal 23 (1973): 54-87.

-----. «The Constitutional Constraints», Canadian Environmental Law. vol 1.

-----. «The Environment and the Constitution: New Wine in Old Bottles», O. P. Dwivedi (dir.). Protecting the Environment. Toronto: Copp Clark Publishing, 1974: 105-121.

Gibson, Robert B. «The Value of Participation», P. S. Elder (dir.). Environmental Management and Public Participation. Ottawa: Canadian Environmental Law Association, 1975: 7-39

-----. «Constitutional Entrenchment of Environmental Rights», Nicole Duplé, (dir.). Le droit à la qualité de l'environnement: un droit en devenir - un droit à définir. Montréal: Québec/Amérique, 1987: 275-99.

Girard, Michel F. La forêt dénaturée - Les discours sur la conservation de la forêt québécoise au tournant du 20e siècle. Ottawa: Université d'Ottawa / Thèse de maitrîse, 1988.

Giroux, Lorne. «Delegation of Administration», Donna Tingley (dir.), Into the Future - Environmental Law and Policy for the 1990s. Edmonton: Alberta Environmental Law Centre Society, 1990: 84-92.

-----. «La loi sur la qualité de l'environnement: les principaux mécanismes et les recours civils», Service de la formation permanente du Barreau du Québec. Développements récents en droit de l'environnement (1991). Cowansville: les Éditions Yvon Blain Inc., 1991: 1-44.

-----. «La protection juridique du fleuve St-Laurent», Les Cahiers de Droit vol 32, n° 4 (décembre 1991): 1027-72.

Gismondi, Michael et Mary Richarson. «Discourse and Power in Environmental Politics: Public Hearings on a Bleach Kraft Pulp Mill in Alberta, Canada», Capitalism, Nature, Socialism - A Journal of Socialist Ecology vol 2, n° 8 (octobre 1991): 43-66.

Gordon, Colin (dir.). Power/Knowledge: Selected Interviews and Other Writings 1972-1977. New York: Pantheon Books, 1980 (1977).

-----. «The Soul of the Citizen», Sam Whimster et Scott Lask (dir.). Max Weber, Rationality and Modernity. Londres: Allen et Unwin, 1987: 293-316.

Graham, Katherine (dir.). How Ottawa Spends 1988-1989 - The Conservatives Heading into the Stretch. Ottawa: Carleton University Press, 1988.

-----. How Ottawa Spends 1990-1991 - Tracking the Second Agenda. Ottawa: Carleton University Press, 1990.

Gratton, Luc. «Certains pouvoirs des municipalités en matière d'environnement et de développement», Service de la formation permanente du Barreau du Québec, Développements récents en droit municipal (1991). Cowansville: les Éditions Yvon Blain Inc., 1991: 49-80.

Grima, A. P. «Participatory Rites: Integration of Public Involvement in Environmental Impact Assessment», J. B. R. Whitney et Virginia Maclaren (dir.). Environmental Impact Assessment: The Canadian Experience. Toronto: Institute for Environmental Studies / Environmental Monograph n° 5, University of Toronto, 1985: 39-51.

Guibert, Hervé. A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie. Paris: Gallimard, 1990.

Gutting, Gary. «Continent Philosphy of Science», Peter D. Asquish et Henry E. Kyberg (dir.). Current Research in Philosophy of Science. Michigan: Philosophy of Science Association, 1979: 94-117.

-----. Michel Foucault's Archeology of Scientific Reason. Cambridge: Cambridge University Press, 1989.

Habermas, Jürgen. «Modernity - An Incomplete Project», Hal Foster (dir.). The Anti-Aesthetic. Boston: Bay Press, 1983.

-----. «The Critique of Reason as an Unmasking of the Human Sciences: Michel Foucault», Jürgen Habermas (traduit par Frederick Lawrence). The Philosophical Discourses of Modernity - Twelve Lectures. Cambridge: Polity Press, 1987: 238-65.

-----. «Some Questions Concerning the Theory of Power: Foucault Again», Jürgen Habermas (traduit par Frederick Lawrence). The Philosophical Discourses of Modernity - Twelve lectures. Cambridge: Polity Press, 1987: 266-93.

Haeckel, Ernst. Generelle Morphologie des Organismen. Vol 1 et 2, Berlin: Reimer, 1866.

Hagen, Jöel B. «Organism and Environment: Frederic Clements' Vision of a Unified Physiological Ecology». R. Rainger et als. The American Development of Biology. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 1988: 1-380.

Hall, Stuart. The Hard Road to Renewal. Londres: Verso, 1988.

Hammond, E. C. et I. Selikoff (dir.). Public Control of Environmental Health Hazards - Annals of the New York Academy of Science. 329 (1979).

Hampton, H. Duane. How the US Cavalry Saved Our National Parks. Indiana: Indiana University Press, 1971.

Hanebury, Judith B. «Environmental Impact Assessment in the Canadian Federal System», la Revue de droit de McGill vol 36, n° 3 (1991): 962-1026.

Hardin, Garrett. «The Tragedy of the Commons», Science 162 (1968): 1243-48.

Hay, P. R. «Ecological Values and Western Political Traditions: From Anarchism to Fascism», Politics 8 (1988): 22-29.

Hays, Samuel P. Conservation and the Gospel of Efficiency - The Progressive Conservation Movement 1890-1920. Massachusetts: Harvard University Press, 1959.

-----. Beauty, Health and Permanence - Environmental Politics in the US, 1955-1985. Cambridge, Massachusetts: Cambridge University Press, 1987.

-----. «Three Decades of Environmental Politics: The Historical Context», Michael J. Lacey (dir.). Government and Environmental Politics - Essays on Historical Developments since World War Two. Washington: The Wilson Center Press, 1989: 19-79.

Hoberg, George. «Comparing Canadian Performance in Environmental Policy», Robert Boardman (dir.). Canadian Environmental Policy: Ecosystems,Politics, and Process. Toronto: Oxford University Press, 1992: 246-62.

Hogg, Peter, W. Constitutional Law of Canada. Toronto: Carswell, 1992.

Holsworth, Robert. «Recycling Hobbes: The Limits to Political Ecology», The Massachusetts Review 20 (1979): 9-40.

Honneth, Axel. «Foucault et Adorno - Deux formes d'une critique de la modernité», Critique vol 42, n° 471-472 (août-septembre 1986): 800-15.

Howlett, Michael. «The Round Table Experience: Representation and Legitimacy in Canadian Environmental Policy-Making», Queen's Quarterly vol 97, n° 4 (1989): 580-601.

Jacobs, Wilbur. «The White Man's Frontier in American History: The Impact upon Land and the Indian», Wilbur Jacobs. Dispossessing the American Indian. New York: Charles Scribner's sons, 1972: 19-30.

Jarrell, Richard A. «The Social Functions of the Scientific Society in 19th Century Canada», Jarrell, A. Richard et Arnold E. Roos (dir.). Problèmes cruciaux de l'histoire de la science, de la technologie et de la médecine au Canada. Thornhill, Ontario: HSTC Publications, 1983: 31-44.

-----. «Science and Public Policy in 19th Century Canada: Nova Scotia Promotes Agriculture», Paul A. Bogaard. Profiles of Science and Society in the Maritimes prior to 1914. Mount Allison: Mount Allison University, 1990: 221-41.

-----. Arnold E. Roos (dir.). Problèmes cruciaux de l'histoire de la science, de la technologie et de la médecine au Canada. Thornhill, Ontario: HSTC Publications, 1983.

Jeffery, M. I. «Environmental Enforcement and Regulation in the 1980's -Regina v. Sault Ste-Marie Revisited», Queen's Law Journal vol 10 (1984): 43-70.

Johnson, Bruce. «The Environmental Cost of Bureaucratic Governance - Theory and Cases», John Baden et Richard L. Stroup (dir.). Bureaucracy vs. Environment - The Environmental Bureaucratic Governance. Michigan: The University of Michigan Press, 1981: 217-23.

Jordanova, L. S. et Roy S. Porter (dir). Images of the Earth - Essays in the History of the Environmental Sciences. Londres: British Society for the History of Sciences, 1981 (1979).

Kazis, R. et R. Groosman. Fear at Work: Job Blackmail, Labor and the Environment. New York: The Pilgrim Press, 1982.

Kenniff, Patrick et Lorne Giroux. «Le droit québécois de la protection de la qualité de l'environnement», Les cahiers de Droit 15 (1974): 5-71.

Kiejman, Georges. «Michel Foucault est mort», Le Monde, 27 juin 1984.

Kiss, Alexandre-Charles. «Le droit à la qualité de l'environnement - un droit de l'homme?», Nicole Duplé (dir.). Le droit à la qualité de l'environnement: un droit en devenir - un droit à définir. Montréal: Québec/Amérique, 1987: 67-89.

Knelman, Fred. Anti-Nation: Transition to Sustainability. Oakville, Ontario: Mosaic Press, 1978.

Krause, Robert M. et R. H. Wagenberg (dir.). Introductory Readings in Canadian Government and Politics. Toronto: Copp Clark Pitman, 1991.

Kritzman, Lawrence (dir.). Michel Foucault - Politics, Philosophy, Culture - Interviews and Other

Writings 1977-1984. Londres et New York: Routledge, 1988.

Kroker, Arthur. «Modern Power in Reverse Image: The Paradigm Shift of Michel Foucault and Talcott Parsons», John Fekete (dir.). The Structural Allegory: Reconstructive Encounters with the New French Thoughts. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1984: 74-103.

Kuhn, Thomas S. The Structure of Scientific Revolutions. Chicago: University of Chicago Press, 1973 (1962).

Lacan, Jacques. Écrits. Paris: Le Seuil, 1966.

-----. Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse. Paris: Le Seuil, 1973.

-----. De la psychose paranoïaque dans ses rapports avec la personnalité. Paris: Le Seuil, 1975.

Lacey, Michael J. (dir.). Government and Environmental Politics - Essays on Historical Developments since World War Two. Washington: The Wilson Center Press, 1989.

Laforest, Guy. Les sciences humaines: diversité épistémologique et complémentarité politique. Montréal: Université McGill / Thèse de doctorat en science politique, 1986.

-----. «Gouverne et liberté: Foucault et la question du pouvoir», Revue canadienne de science politique vol 22, n° 3 (septembre 1989): 547-62.

-----. Trudeau et la fin d'un rêve canadien. Sillery: Septentrion, 1992.

Lappé, Frances et J. Baird Callocott. «Marx Meets Muir: Toward a Synthesis of the Progressive Political and Ecological Visons», Tikkun 2/3 (1987): 16-21.

Larson, Floyd. «The Role of the Bison in Maintaining the Short Grass Plains», Ecology vol 21, n° 2 (1940): 113-21.

Latour, Bruno et Steve Woolgar. La vie de laboratoire. Paris: La Découverte, 1988.

Lavoie, J. G. Réserves écologiques et sites naturels - Bref aperçu historique de la conservation de la nature au cours de l'aventure humaine. Québec: Ministère de l'environnement, décembre 1984.

Lefebvre, Henri. L'idéologie structuraliste. Paris: Éditions Anthropos, 1971.

Lester, James P. (dir.). Environmental Politics and Policy - Theories and Evidence. Durham: Duke University Press, 1989.

Lincoln, Bruce. Discourse and the Construction of Society: Comparative Studies of Myth, Ritual and

Classification. New York: Oxford Press, 1989.

Lindbloom, Charles. «The Sciences of Muddling Through», Public Administration Review, 19 (1959) : 79-88.

Livingston, John. «Rightness or Rights?», Osgoode Hall Law Journal vol 22, n° 2 (1984): 309-322.

Logan, William E. Esquisse géologique du Canada. Paris: H. Bossage, 1855.

-----. Report of Progress from its Commencement to 1863. Montréal: Geological Survey of Canada, 1863.

-----. Maps of Canada. Montréal: Geological Survey of Canada, 1869.

Louis, P., J. Roger et M. Groult (dir.). Transfert de vocabulaire dans les sciences. Paris: CNRS, 1988.

Lucas, Alastair R. «Natural Resources and Environmental Management: A Jurisdictional Primer», Donna Tingley (dir.). Environmental Protection and the Canadian Constitution. Edmonton: Environmental Law Centre Society, 1987: 31-43.

Lukács, Georg. «The Changing Function of Historical Materialism», Georg Lukács (dir). History and Class Consciousness - Studies in Marxist Dialectics. Londres: Merlin Press, 1971.

Luke, Tim. «The Dreams of Deep Ecology», Telos n° 76 (été 1988): 65-92.

Lyotard, Jean-François. La condition postmoderne: rapport sur le savoir. Paris: Minuit, 1979.

Macdonald, Doug. The Politics of Pollution - Why Canadians Are Failing Their Environment. Toronto: McClelland et Stewart Inc., 1991.

MacDougall, Heather. «Epidemics and the Environment: The Early Development of Public Health Activity in Toronto, 1832-1872», Richard A. Jarrell et Arnold E. Roos (dir.). Problèmes cruciaux de l'histoire de la science, de la technologie et de la médecine au Canada. Thornhill, Ontario: HSTC Publications, 1983: 135-52.

-----. Activists and Advocates: Toronto's Health Department 1883-1983. Toronto: Dundurn Press, 1990.

Maclatchy, John, Roy Begin et Gisèle Jacob, «Application of Federal Environmental Enforcement and Compliance Policies», Canada's Environmental Law. Ottawa: Canadian Bar Association, 1990.

Macoun, John. Catalogue of Canadian Plants. Montréal: Dawson, 1883-1902.

Mallory, James. The Structure of Canadian Government. Toronto: Macmillan of Canada, 1971.

Mallory. «The Continuing Evolution of Canadian Constitutionalism», Alan Cairns et Cynthia Williams (dir.). Constitutionalism, Citizenship and Society in Canada. Toronto: University of Toronto, 1985: 51-97.

Martin, Calvin. «The European Impact on the Culture of a Northeastern Algonquian Tribe: An Ecological Interpretation», Robin Fisher et Kenneth Coates (dir.). Out of the Background - Readings on Canadian Native History. Toronto: Copp Clark Pitman Ltd., 1988: 66-87.

Mason, Richard. The Critical Potential of Knowledge: Environmental Studies and the Matrix of Power. Toronto: University of Toronto / Thèse de doctorat, 1978.

McCloskey, Henry J. Ecological Ethics and Politics. New Jersey: Rowman and Littlefield, 1983.

McCorquodale, Susan. «Fisheries and Oceans: 1977-1987», Katherine A. Graham (dir.), How Ottawa Spends 1988/89 - The Conservatives Heading into the Stretch. Ottawa: Carleton University Press, 1988.

McIntosh, Robert P. «Ecology since 1900», Benjamin J. Taylor et Thurman J. White (dir.). Issues and Ideas in America. Oklahoma: University of Oklahoma Press, 1976: 353-72.

-----. «The Background and Some Current Problems of Theoretical Ecology», Synthese - An International Journal for Epistemology, Methodology and Philosophy of Science vol 43, n° 2 (février 1980): 195-255.

McFetridge, D. G. «The Economic Approach to Environmental Issues», Bruce Doern (dir.). The Environmental Imperative - Market Approaches to the Greening of Canada. Ottawa: C. D. Howe Institute / Policy Study n° 9, 1990: 83-96.

Meinhard, Doelle. «Federal/Provincial Power Struggles in Environmental Law: Marine Pollution and the Canadian Oceans», Journal of Environmental Law vol 2, n° 2 (1990): 195-207.

Miller, James. The Passion of Michel Foucault. New York: Simon et Schuster, 1993.

Mitchell, Bruce et W. R. Derick Sewell (dir.). Canadian Resource Policies: Problems and Prospects. Toronto: Methuen, 1981.

Mitchell, Robert Cameron, Angela G. Mertig et Riley E. Dunlap. «Twenty Years of Environmental Mobilization: Trends among National Environmental Organizations». Riley E. Dunlap et Angela G. Mertig. (dir.). American Environmentalism - The U.S. Environmental Movement, 1970-1990. Washington: Taylor et Francis, 1992.

Moodie, Susanna. Roughing It in the Bush. Toronto: McClelland et Stewart Inc., 1989 (1852).

Morey, Miguel. «Sur le style philosophique de Michel Foucault», Michel Foucault philosophe - Rencontre internationale, Paris 9, 10, 11 janvier 1988. Paris: Le Seuil, 1989.

Morley, C. G. «The Legal Framework for Public Participation in Canadian Water Management», P. S. Elder (dir.). Environmental Management and Public Participation. Ottawa: Canadian Environmental Law Association, 1975: 40-83.

Morse, Norman H. An Environmental Ethic - Its Formulation and Implications. Ottawa: Canadian Environmental Advisory Council (rapport n° 2), janvier 1975.

Morton, F. L. «The Political Impact of the Canadian Charter of Rights and Freedoms», Revue canadienne de science politique vol 20, n° 1 (mars 1987): 31-55.

-----. «The Living Constitution», M. Krause et R. H. Wagenberg (dir.). Introductory Readings in Canadian Government and Politics. Toronto: Copp Clark Pitman, 1991: 41-69.

Mudimbe, V. Y. «Saint Paul-Michel Foucault», Transition n° 57 (1992): 122-27.

Nader, C. «Controlling Environmental Health Hazards: Corporate Power, Individual Freedom and Social Control», E. C. Hammond et I. Selikoff (dir.). Public Control of Environmental Health Hazards - Annals of the New York Academy of Science 329 (1979).

Naess, Arne. «The Shallow and the Deep, Long-Range Ecology Movement - A Summary», Inquiry - An Interdisciplinary Journal of Philosophy, vol 16 (1973): 95-100.

-----. «Deep Ecology and Ultimate Premises», Society and Nature - The International Journal of Political Ecology n° 2 (septembre-décembre 1992): 108-19.

Nash, Roderick Frazier. Wilderness and the American Mind. New Haven et Londres: Yale University Press, 1967.

-----. The Right of Nature - A History of Environmental Ethics. Wisconsin: Wisconsin University Press, 1989.

Nelles, H. V. The Politics of Development - Forest, Mines and Hydro-Electric Power in Ontario 1849-1941. Handen, Conn.: Archon Books, 1974.

Northey, Rod. «Conflicting Principles of Canadian Environmental Reform: Trubeck and Habermas v. Law and Economics and the Law Reform Commission», Dalhousie Law Journal vol 11, n° 2 (mars 1988): 639-662.

O'Connor, James. «Capitalism, Nature, Socialism: A Theoretical Introduction», Society and Nature - The International Journal of Political Ecology n° 2 (septembre-décembre 1992): 174-202.

Ogilvy, Mary Ann. Public Participation in Environmental Decision-Making: Application of the Ontario Environmental Assessment Act. Kingston, Ontario: Queen's University / Thèse de Maîtrise, 1982.

Oleson, A. et S. Brown (dir.). The Pursuit of Knowledge in the Early American Republic. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1976.

Olivier, Lawrence. Michel Foucault. Archéologie du savoir et pratique politique. Aix-Marseille: Université d'Aix-Marseille / Thèse de doctorat en science politique, 1986.

Ontario. An Act to provide for Planning and Development of the Niagara Escarpment and its Vicinity. S.O., 1973, Chap. 52.

-----. Environnemental Assessment Act. R.S.O., 1975, chap. 69.

-----. Ontario Planning Act. R.S.O., 1980, chap. 376.

-----. Projet de loi privé. An Act respecting Environmental Rights in Ontario, 1986 et 1987.

-----. Ontario Planning Act. R.S.O., 1990, chap. 13.

Ouellet, Cyrias. La vie des sciences au Canada français. Québec: Ministère des affaires culturelles, 1964.

Owram, Doug. The Government Generation: Canadian Intellectuals and the State - 1900-1945. Toronto: University of Toronto Press, 1986.

Paehlke, Robert. «Democracy and Environmentalism: Opening A Door to the Administrative State», Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.). Managing Leviathan - Environmental Politics and the Administrative State. Peterborough: Broadview Press, 1990: 35-55.

-----. et Douglas Torgerson (dir.). Managing Leviathan - Environmental Politics and the Administrative State. Peterborough: Broadview Press, 1990.

-----. «Toxic Waste and the Administrative State: NIMBY Syndrome or Participatory Management?», Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.). Managing Leviathan - Environmental Politics and the Administrative State. Peterborough: Broadview Press, 1990: 259-81.

Pal, Leslie A. «Knowledge, Power and Policy: Reflections on Foucault», Stephen Brooks et Alain-G. Gagnon (dir.). Social Scientists, Policy, and the State. New York: Praeger, 1990: 139-58.

Parlour, James W. «The Politics of Water Pollution Control: A Case Study of the Canadian Fisheries Act Amendments and the Pulp and Paper Effluent Regulations, 1970», Journal of Environmental Management, vol 13 (1981): 127-47.

Pasquino, Pasquale. «Theatrum Politicum: The Genealogy of Capital - Police and the State of Prosperity», Graham Burchell, Colin Gordon et Peter Miller (dir.). The Foucault Effect - Studies in Governmentality with Two Lectures by and an Interview with Michel Foucault. Londres: Harvester / Wheatsheaf, 1991: 105-18.

Patton, Paul, «Le sujet de pouvoir chez Foucault», Sociologie et sociétés, vol 24, n° 1 (printemps 1992): 91-101.

Pearson, Norman. «Environmental Policy Planning in Canada», O. P. Dwivedi (dir.). Protecting the Environment. Toronto: Copp Clark Publishing, 1974: 161-71.

Peid, Julyan. «The Harmonization of Federal-Provincial Policies and Norms, and Intergovernmental Cooperation», Nicole Duplé (dir.). Le droit à la qualité de l'environnement: un droit en devenir - un droit à définir. Montréal: Québec/Amérique, 1987: 359-67.

Pepper, David. The Roots of Modern Environmentalism. Londres: Croom Helm, 1984.

Piel, Jean. «Foucault à Uppsala», Critique vol 42, n° 471-472 (août-septembre 1986): 748-52.

Piette, Jean. «Les nouvelles tendances du droit de l'environnement: lois récentes et nouvelles orientations», Faculté de droit de McGill. Le droit et le citoyen... Un guide pratique. Montréal: Faculté de droit de l'Université McGill, 1991.

Pinguet, Maurice. «Les années d'apprentissage», Le débat n° 41 (septembre-novembre 1986): 122-31.

Platon. The Statesman. Londres: Routledge et Paul, 1952.

Poch, Harry. Corporate and Municipal Environmental Law. Toronto: Carswell, 1989.

Porter, Roy. The Making of Geology - Earth Science in Britain: 1660-1815. Cambridge: Cambridge University Press, 1977.

Portney, Paul (dir.). Public Policies for Environmental Protection. Washington: Resources for the Future, 1990.

-----. «Air Pollution Policy», Paul Portney (dir.). Public Policies for Environmental Protection. Washington: Resources for the Future, 1990: 27-96.

-----. «Overall Assessment and Future Directions», Paul Portney (dir.). Public Policies for Environmental Protection. Washington: Resources for the Future, 1990: 275-89.

Potvin, Damase. Thomas - Le dernier de nos coureurs de bois - Le Parc des Laurentides. Montréal: Les Éditions Garneau, 1945.

Poulantzas, Nicos. Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui. Paris: Le Seuil, 1974.

-----. Pouvoir politique et classes sociales. Paris: Maspéro, 1971.

Prades, José A. «L'éthique de l'environnement et du développement, prolégomènes méthodologiques à un programme de recherche», José A. Prades, Jean-Guy Vaillancourt, et Robert Tessier (dir). Environnement et développement - Question éthiques et problèmes socio-politiques. Montréal: Fides, 1991: 13-45.

Prévost, André, Clarkson et Tétrault, «Scheme, Application and Enforcement of Other Federal Environmental Legislation», Canada's Environmental Law. Ottawa: Canadian Bar Association, 1990.

Pross, Paul. «Water and Environmental Law: Bureaucratic Constraints», S. Guppy, Y. Fern et B. Wildsmith (dir.). Water and Environmental Law. Halifax: Institute for Resource and Environmental Studies / Dalhousie University, 1981: 139-67.

Pushchak, Ronald. «The Political and Institutional Context of Environmental Impact Assessment in Ontario», J. B. R. Whitney et Virginia Maclaren (dir.). Environmental Impact Assessment: The Canadian Experience. Toronto: Institute for Environmental Studies / Environmental Monograph n° 5, University of Toronto, 1985: 75-87.

Québec. Loi de la qualité de l'environnement. L.Q., 1972, chap. 49: 963-1008.

-----. Code de procédure pénale. L.R.Q., 1987, chap. 96.

-----. Loi sur l'organisation policière. L.R.Q., 1988, chap. 75.

-----. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement / Pierre Hamel, Luc-Normand Tellier, Rodney White et Joseph Whitney. Forces et faiblesses des méthodes d'évaluation des impacts environnementaux - rapport de recherche. Québec: Gouvernement du Québec, 1986.

-----. Collectif. Ensemble, récupérons notre planète - Opération d'éducation relative à l'environnement. Québec: Gouvernement du Québec, 1991.

-----. Ministère de l'environnement. Direction du patrimoine écologique. Contribution du Québec à l'atteinte des objectifs de la stratégie mondiale de la conservation. Québec: Gouvernement du Québec, mai 1986.

-----. Ministère de l'environnement. Un nouveau cap environnemental - La conservation, agent de progrès. Québec: Gouvernement du Québec, 1987.

-----. Ministère de l'environnement. L'environnement au Québec - Un premier bilan. Québec:

Gouvernement du Québec, 1988.

Québec. Ministère de l'environnement. Politique de conformité aux exigences environnementales. Québec: Gouvernement du Québec, octobre 1988.

-----. Ministère de l'environnement. Rapport annuel 1990-1991. Québec: Les publications du Québec, 1991.

Rabinow, Paul (dir.). The Foucault Reader. New York: Pantheon Books, 1984.

Rejali, Darius. Discipline and Torture or How Iranians Became Moderns. Montréal: Université McGill / Thèse de doctorat en science politique, 1987.

Rèmond-Gouilloud, Martine. Du droit de détruire - Essai sur le droit de l'environnement. Paris: PUF / Les voies du droit, 1989.

Richardson, Arthur Herbert. Conservation by the People: The History of the Conservation Movement in Ontario to 1970. Toronto: University of Toronto Press, 1974.

Rifkin, Jeremy. Algeny - A New Word - A New World - A Provocative Critique of Darwinism, the Age of Genetic Engineering, and our Relationship to Nature. New York: Penguin Books Ltd. 1984.

Robbe-Grillet, Alain. Dans le labyrinthe. Paris: Minuit, 1959.

-----. Pour un nouveau roman. Paris: Minuit, 1963.

-----. Glissements progressifs du plaisir. Paris: Minuit, 1974.

Rogel, Jean-Pierre. Un paradis de la pollution. Québec: Québec science / Presses universitaires du Québec, 1981.

Roger, Jacques. «The Living World», G. S. Rousseau et Roy Porter (dir.). The Ferment of Knowledge - Studies in the Historiography of the Eighteenth Century Science. Cambridge: Cambridge University Press, 1980.

Rorty, Richard. Contingency, Irony and Solidarity. Cambridge: Cambridge University Press, 1989.

Rosa, Me. Jean. «Les enquêtes au ministère de l'environnement du Québec», Faculté de droit de McGill, Le droit et le citoyen... Un guide pratique. Montréal: Faculté de droit de l'Université McGill, 1991.

Rosenbaum, Walter A. «The Bureaucracy and Environmental Policy», James P. Lester (dir.). Environmental Politics and Policy - Theories and Evidence. Durham: Duke University Press, 1989: 212-37.

Rosenbaum. Environmental Politics and Policy. Washington: A Division of Congressional Quarterly Inc., 1991 (2e édition).

Ross, Andrew (dir.). Universal Abandon? The Politics of Postmodernism. Minnesota: University of Minnesota Press, 1988.

Rousseau, G. S. et Roy Porter (dir.). The Ferment of Knowledge - Studies in the Historiography of the Eighteenth Century Science. Cambridge: Cambridge University Press, 1980.

Rovet, Ernest. The Canadian Business Guide to Environmental Law - Protect Yourself! Protect Us All! Vancouver: International Self Counsel Press Ltée, 1988.

Roy, Gabrielle. Alexandre Chenevert. Québec: Alain Stanké, 1979 (1954).

Roy, Louise. «Les régimes d'évaluation environnementale - La procédure québécoise», Faculté de droit de McGill, Le droit et le citoyen... Un guide pratique. Montréal: Faculté de droit de l'Université McGill, 1991.

Royal Society of Canada / National Research Council of the United States, The Great Lakes Water Quality Agreement: An Evolving Instrument for Ecosystem Management. Ottawa: 1985.

Russell, Clifford. «Monitoring and Enforcement», Paul Portney (dir.). Public Policies for Environmental Protection. Washington: Resources for the Future, 1990: 243-74.

Russell, Peter. «The Political Purposes of the Canadian Charter of Rights and Freedoms», La Revue du barreau canadien vol 61, n° 2 (mars 1983): 30-54.

Ryle, Martin. Ecology and Socialism. Londres: Century Hutchinson, 1988.

Saïd, Edward. The World, the Text, and the Critic. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 1983.

-----. «Michel Foucault, 1926-1984», Jonathan Arac (dir.). After Foucault - Humanistic Knowledge, Postmodern Challenges. New Brunswick et Londres: Rutgers University Press, 1988: 1-11.

Saladin d'Anglure, Bernard. «Frère-lune (Taqqiq), soeur-soleil (Siqniq) et l'intelligence du Monde (Sila)», Études Inuit vol 14, n° 1 et 2 (1990): 75-139.

Sale, Kirkpatrick. The Conquest of Paradise - Christopher Columbus and the Columbian Legacy. New York: Alfred A. Knopf, 1990.

Samuels, S. W. «Environmental Assessment in Ontario: Myth or Reality?», The Canadian Bar Review vol 56 (1978): 523-32.

Sandilands, Catriona, «On the Subject of Environmentalism: Identity, Politics, and Ecology», communication présentée à la réunion annuelle des Sociétés savantes à Charlottetown en juin 1992 (non publiée).

Sarup, Madan. An Introductory Guide to Post-Structuralism and Postmodernism. Athens, Georgia: University of Georgia Press, 1989.

Saunders, J. Owen. The Legal Challenge of Sustainable Development - Essays from the Fourth Institute Conference on Natural Resources Law. Calgary: Canadian Institute of Resources Law, 1990.

Savage, Karen. A Digest of Environmental Protection Legislation in Canada to January 1, 1977 vol 1 et 2. Montréal: Canadian Industries Ltée, 1977.

Schaffer, Simon. «Natural Philosophy», G. S. Rousseau et Roy Porter (dir.). The Ferment of Knowledge - Studies in the Historiography of the Eighteenth Century Science. Cambridge: Cambridge University Press, 1980.

Schrecker, T. F. Political Economy of Environmental Hazards. Ottawa: Law Reform Commission of Canada, 1984. (L'élaboration des politiques en matière d'environnement. 1984).

-----. «Resisting Environmental Regulation: The Cryptic Patterns of Business-Government Relations», Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.). Managing Leviathan - Environmental Politics and the Administrative State. Peterborough: Broadview Press, 1990: 165-99.

-----. «Of Invisible Beasts and the Public Interest», Robert Boardman (dir.). Canadian Environmental Policy: Ecosystems, Politics, and Process. Toronto: Oxford University Press, 1992: 83-105.

Scudo, Francesco M. et James R Ziegler. The Golden Age of Theoretical Ecology: 1923-1940. New York: Springer-Verlag, 1978.

Service de la formation permanente du Barreau du Québec. Développements récents en droit municipal (1991). Cowansville: les Éditions Yvon Blain Inc., 1991.

Simon, Julian L. et Herman Kahn (dir.). The Resourceful Earth. Oxford: Basil Blackwell, 1984.

Sioui, George E. Pour une autohistoire amérindienne - Essai sur les fondements d'une morale sociale. Québec: Les presses de l'Université Laval, 1989.

Skogstad, Grace et Paul Kopas. «Environmental Policy in a Federal System», Robert Boardman (dir.). Canadian Environmental Policy: Ecosystems, Politics, and Process. Toronto: Oxford University Press, 1992: 43-59.

Smart, Barry. Foucault, Marxism and Critique. Londres: Routledge et Kegan Paul, 1983.

Smiley, Donald. «The Canadian Constitutional Inheritance», Donald Smiley, The Federal Condition in Canada. Toronto: McGraw-Hill Ryerson, 1984: 59-61.

Smith, Douglas A. «Defending the Agenda for Environmental Protection», Katherine A. Graham (dir.), How Ottawa Spends 1988/89 - The Conservatives Heading into the Stretch. Ottawa: Carleton University Press, 1988: 113-36.

Smith, Michael J. «Dampness, Darkness, Dirt, Disease: Physicians and the Promotion of Sanitary Science in Public Schools», Paul A. Bogaard (dir). Profiles of Science and Society in the Maritimes prior to 1914. Mount Allison: Mount Allison University, 1990: 195-218.

Smith, Zachary A. The Environmental Policy Paradox. New Jersey: Prentice Hall, 1992.

Société Royale du Canada. Les pionniers de la science canadienne. Toronto: University of Toronto Press, 1966.

Spry, Irene M. «Historical Perpective», Philippe Crabbé et Irene M. Spry (dir.), Natural Resource Development in Canada. Ottawa: University of Ottawa Press, 1973.

Steinert, Heinz. «The Development of «Discipline» according to Michel Foucault: Discourse Analysis vs. Social History», Crime and Social Justice n° 20 (1984): 83-98.

Stevens, Samuel V. «Indian Rights to Environmental Protection - A Constitutional Basis», Donna Tingley (dir.). Environmental Protection and the Canadian Constitution. Edmonton: Environmental Law Centre Society, 1987: 44-49.

Strickland, Rennard. «The Idea of the Environment and the Ideal of the Indian», Journal of American Indian Education vol 10 (1970): 8-15.

Stone, Christopher. «Should Trees Have Standing? - Toward Legal Rights for Natural Objects», Los Altos, California: Kaufmann, 1974. (Publié dans California Law Review 45 (1972)).

Sutton, Philip. «Managing the Market to Achieve Ecologically Sustainable Development», MS (1991) : 1-48.

Swaigen, John, «Environmental Law 1975-1980», Ottawa Law Review vol 12, n° 2 (1980): 39-88.

-----. et G. Bunt. La détermination de la peine en droit de l'environnement. Ottawa: Commission de réforme du droit du Canada, 1985.

Tansley, Arthur G. «The Use and Abuse of Vegetational Concepts and Terms», Ecology vol 16, n° 3 (1935): 284-307.

Taylor, Benjamin J. et Thurman J. White. Issues and Ideas in America. Oklahoma: University of Oklahoma Press, 1976.

Taylor, Charles. «Socialism and Weltanshauung», Leszek Kolakowski et Stuart Hampshire (dir.), The Socialist Idea: A Reappraisal. Londres: Weidenfeld et Nicholson, 1974.

-----. «Foucault on Freedom and Truth», Charles Taylor. Philosophy and the Human Sciences - Philosophical Papers 2. New York: Cambridge University Press, 1985.

-----. Sources of the Self - The Making of the Modern Identity. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 1989.

Taylor, Serge. Making Bureaucracies Think - The Environmental Impact Statement Strategy of Administrative Reform. Stanford, California: Stanford University Press, 1984.

Tessier, Roger (dir.), Pour un paradigme écologique. Ville LaSalle, Québec: Brèches/Hurtubise, 1989.

Tingley, Donna (dir.). Environmental Protection and the Canadian Constitution. Edmonton: Environmental Law Centre Society, 1987.

-----. Into the Future - Environmental Law and Policy for the 1990s. Edmonton: Alberta Environmental Law Centre Society, 1990.

-----. «Responding to the Challenge: An Overview of Significant Trends in Governmental Regulation», Donna Tingley (dir.). Into the Future - Environmental Law and Policy for the 1990s. Edmonton: Alberta Environmental Law Centre Society, 1990: 11-22.

Tokar, Brian. «Exploring the New Ecologies - Social Ecology, Deep Ecology and the Future of Green Political Thought», Alternatives - Perspectives on Society, Technology and Environment vol 15, n° 4 (novembre/décembre 1988): 31-43.

Torgerson, Douglas. «Obsolescent Leviathan: Problems of Order in Administrative Thought», Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.). Managing Leviathan - Environmental Politics and the Administrative State. Peterborough: Broadview Press, 1990: 17-33.

-----. «Limits of the Administrative Mind: The Problem of Defining Environmental Problems», Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.). Managing Leviathan - Environmental Politics and the Administrative State. Peterborough: Broadview Press, 1990: 115-161.

Tory, H. M. (dir.). A History of Science in Canada. Toronto: Ryerson Press, 1939.

Tribe, Lawrence. «Ways Not to Think About Plastic Trees: New Foundations for Environmental Law», Yale Law Journal 83 (1974): 1315-48.

Tully, James. «The Pen is a Mighty Sword: Quentin Skinner's Analysis of Politics», James Tully (dir.). Meaning and Context - Quentin Skinner and his Critics. New Jersey: Princeton University Press, 1988: 7-25.

-----. «Governing Conduct», Edmund Leites (dir.). Conscience and Casuistry in Early Modern Europe. Cambridge: Cambridge University Press, 1988: 12-71.

-----. «Rediscovering America: The Two Treaties and Aboriginal Rights», James Tully (dir.). An Approach to Political Philosophy: Questions from Locke. Cambridge: Cambridge University Press, 1993: 137-76.

Vaillancourt, Jean-Guy. Mouvement écologie, énergie et environnement - Essais d'écosociologie. Montréal: Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1982.

-----. «L'écologie et le marxisme», dans Roger Tessier (dir.), Pour un paradigme écologique. Ville LaSalle, Québec: Brèches/Hurtubise, 1989: 69-89.

Vallière, Jocelyn. «Les municipalités et la protection de la qualité de l'environnement», Service de la formation permanente du Barreau du Québec, Développements récents en droit de l'environnement (1991). Cowansville: les Éditions Yvon Blain Inc., 1991: 223-43.

Vanderzwaag, David et Linda Duncan. «Canada and Environmental Protection - Confident Political Faces, Uncertain Legal Hands», Robert Boardman (dir.). Canadian Environmental Policy: Ecosystems, Politics, and Process. Toronto: Oxford University Press, 1992: 3-23.

Walker, K. J. «The Environmental Crisis: A Critique of Neo-Hobbesian Responses», Polity n° 21 (1988): 67-81.

Webb, Kernaghan. La lutte contre la pollution au Canada: la réglementation des années quatre-vingt. Ottawa: Commission de réforme du droit du Canada, 1988.

-----. «Between Rocks and Hard Places: Bureaucrats, Law and Pollution Control», Robert Paehlke et Douglas Torgerson (dir.). Managing Leviathan - Environmental Politics and the Administrative State. Peterborough: Broadview Press, 1990: 201-27.

-----. «On the Periphery: The Limited Role for Criminal Offences in Environmental Protection», Donna Tingley (dir.). Into the Future - Environmental Law and Policy for the 1990s. Edmonton: Alberta Environmental Law Centre Society, 1990: 58-69.

-----. «Taking Matters Into Their Own Hands: The Role of Citizens in Canadian Pollution Control Enforcement», McGill Law Journal vol 36, n° 3 (1991): 770-830.

Weber, Max. The Theory of Social and Economic Organisations. New York: Free Press, 1947.

-----. From Max Weber: Essays in Sociology. Londres: Routledge et Kegan Paul, 1948.

Wells, David. «Radicalism, Conservatism and Environmentalism», Politics 13 (1978): 299-306.

White, Lynn. «The Religious Roots of the Ecological Crisis». Science 155, n° 3767 (1967): 1203-07.

White, Richard. «Native Americans and the Environment», W. R. Swagerty (dir.), Scholars and the Indian Experience: Critical Reviews in the Social Sciences, Bloomington, publié pour D'arcy McNickle Centre for the History of the American Indian, Newberry Library par Indiana University Press, 1984: 179-204.

Whitney, J. B. R. et Virginia W. Maclaren (dir.). Environmental Impact Assessment: The Canadian Experience. Toronto: Institute for Environmental Studies / Environmental Monograph n° 5, University of Toronto, 1985.

Wilkinson, Paul. «The Role of the Public and Environmental Decision-Making», O. P. Dwivedi (dir.). Protecting the Environment. Toronto: Copp Clark Publishing, 1974: 231-50.

Williams, Cynthia. «The Changing Nature of Citizen Rights», Alan Cairns et Cynthia Williams (dir.). Constitutionalism, Citizenship, and Society in Canada. Toronto: Macdonald Commission Studies, vol 33 / University of Toronto Press, 1985.

Woodrow, Brian R. «Resources and Environmental Policy-making at the National Level: The Search for Focus», O. P. Dwivedi (dir.). Protecting the Environment. Toronto: Copp Clark Publishing, 1974: 23-48.

-----. The Development and Implementation of Federal Pollution Control Policy and Programs in Canada 1966-1974. Toronto: University of Toronto / Thèse de doctorat, 1977.

World Commission on Environment and Development. Our Common Future. Oxford: Oxford University Press, 1987 (Notre avenir à tous. 1987).

Worster, Donald. Nature's Economy: A History of Ecological Ideas. Cambridge: Cambridge University Press, 1985.

Yandle, Bruce. The Political Limits of Environmental Regulation - Tracking the Unicorn. New York: Quorum Books, 1989.

Zeller, Suzanne. Inventing Canada: Early Victorian Science and the Idea of a Transcontinental Nation. Toronto: University of Toronto Press, 1987.